

هكسان النحل

« Initiatives » : 11 pages d'offres d'emploi

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14942 - 7 F

MERCREDI 10 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Impasse en Arménie

QUAND il fait, certains jours, jusqu'à moins vingt degrés, qu'il faut attendre des heures dans la rue pour espérer avoir sa ration de 250 grammes de pain quotidien et qu'en retour il gèle encore dans les appartements, privés d'électricité et de gaz; quand le téléphone est bloqué, comme la télévision et les transports, que les deux tiers des hôpitaux ont dû fermer leurs portes et que la mortalité s'accroît, surtout chez les enfants et les vieux, que peut-on faire quand on habite à Erevan - ou, pis encore, dans les régions dévastées par le séisme de décembre 1988 et laissées pratiquement en l'état à cause du blocus imposé, depuis lors, par l'Azerbaïdjan?

La semaine dernière, ce fut, semble-t-il, une révolte contre le sentiment insupportable d'indignité qui jeta dans la rue près de cent mille personnes, un nombre jamais atteint depuis les rassemblements triomphaux ayant conduit à l'indépendance de l'Arménie. A l'origine de cette manifestation, il y avait l'appel d'un ou de plusieurs des nombreux partis d'opposition qui jouissent dans ce pays de la liberté d'action la plus large de toute l'ancienne URSS. Mais leurs revendications - la démission du président Levon Ter Petrossian et des élections à une Assemblée constituante - semblent bien dérisoires face à la tragédie vécue, comme n'ont pas manqué de le relever une partie au moins des manifestants.

L'OPPOSITION a beau jeu de dénoncer l'incapacité de nombreux dirigeants issus du combat nationaliste, la corruption, le fait qu'ils auraient dû, par exemple, se préparer aux rigueurs de l'hiver, au lieu de sacrifier maintenant les rares arbres du pays. Elle n'a pas pour autant de solutions de rechange: elle critique la modération affichée par le président Ter Petrossian dans le conflit autour du Haut-Karabakh, alors que la population, dans sa majorité, l'approuve et espère la paix. Or celle-ci semble aussi inaccessible qu'il y a quatre ans, à l'époque où les combats ne faisaient pas encore des milliers de morts par an, mais retenaient déjà l'attention de l'opinion internationale.

En effet, les deux belligérents campent sur leurs positions. D'un côté, l'Azerbaïdjan, fort de son avantage démographique, de ses richesses en pétrole et d'une situation géographique favorable, juge que le temps travaille pour lui. Dans ces conditions, la prochaine tenue d'élections législatives n'y favorise pas l'émergence d'un parti de la paix.

Si les dirigeants de Bakou ont renoncé à réclamer une délimitation du Haut-Karabakh avant tout cessez-le-feu, ils continuent d'exiger la restitution des villes de Choucha et Latchine, qui commandent le corridor ouvert par les Arméniens vers leur enclave. De l'autre côté, il ne se trouvera pas un seul dirigeant arménien pour accepter de livrer le Haut-Karabakh à l'Azerbaïdjan, ce qui entraînerait, au mieux, l'expulsion de ses habitants.

Ils étaient encore près de 200 000 au début du conflit, et Bakou prétend aujourd'hui qu'il n'en reste plus que 20 000 à 30 000, ce qu'Erevan ne dément pas ouvertement. Il serait temps que le communisme international se donne les moyens d'imposer un compromis qui mette un terme aux souffrances des populations civiles.

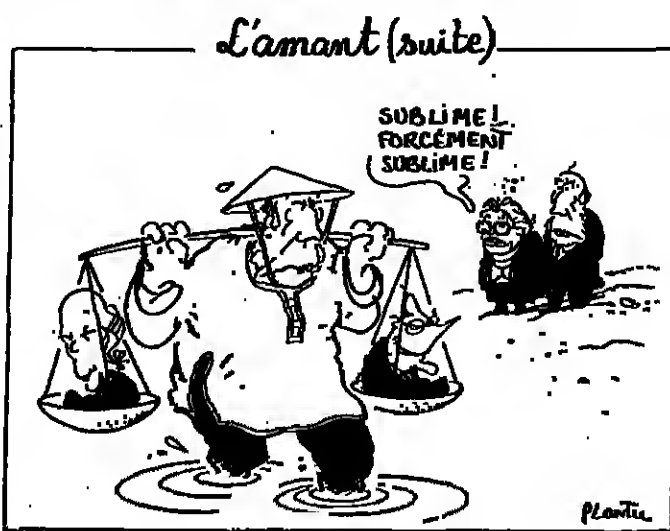
M0147 - 0210 0 - 7 00 F



Première visite d'un chef d'Etat occidental depuis les guerres d'Indochine

M. François Mitterrand ouvre la voie aux retrouvailles franco-vietnamiennes

M. François Mitterrand est arrivé mardi matin 9 février à Hanoi, première étape d'une visite de trois jours au Vietnam, le premier d'un chef d'Etat occidental depuis la fin des guerres indochinoises, et qui le conduira ensuite au Cambodge. Le président - qui ouvre ainsi la voie aux retrouvailles franco-vietnamiennes - est accompagné de plusieurs ministres et d'une nombreuse délégation d'hommes d'affaires. Il entend vérifier si les réflexes communs gérés d'une époque historique révolue peuvent déboucher sur une coopération économique accrue.



Ce qui reste de l'héritage

HO-CHI-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

Apocalypse Now, B-475 (pour, en anglais, « avant 1975 »), date de la victoire communiste. Les bars à la mode à Saigon ont les yeux rivés sur une Amérique où ont émigré la moitié des Vietkieu, les Vietnamiens d'outre-mer. Mais, en grattant un peu, ici comme ailleurs au Vietnam, on

retrouve vite ce que les gens ont pu intégrer d'habitudes et ce qu'il reste d'un héritage français.

L'étranger qui se rendrait, pour la première fois, en 1993 dans l'ancienne Indochine française ne pourrait en être que frappé: les Français, se dirait-il, ont dû être des bâtisseurs. Avec, entre ses sacs, de vastes avenues ombragées, sur lesquelles donnent de belles demeures de style colonial,

Hanoi a beau être surpeuplée et bien mal en point, elle n'en reste pas moins l'une des plus belles villes d'Extrême-Orient. On pourrait en dire autant de Vientiane et même, depuis qu'elle a été en partie restaurée, de Phnom-Penh, deux capitales aux allures de chefs-lieux de province.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Lire la suite page 7

Sarajevo défie le temps

La capitale bosniaque, assiégée et meurtrie, veut croire au futur

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

Cocktail à 18 heures dans une salle de l'Holiday Inn, hôtel qui tient debout et dont la majorité des chambres n'ont pas été détruites. Le maire de Sarajevo reçoit. Dehors, c'est la nuit noire, infranchissable - elle tombe à 17 heures. Les invités, une cinquantaine de notables civils ou militaires, sont venus en respectant les murs. Ils sont entrés par une porte dérobée, car l'entrée principale, dans l'axe de tir des « snipers », est déconseillée. Le murmure des conversations ne parvient pas à couvrir les bruits sourds venus du dehors: jour relativement calme, mais le canon tonne. Les serveurs font circuler des plateaux. Quelques tubes de néon dispensent une lumière bleue. Les femmes sont farfées et les hommes ont les poses des réceptions mondaines.

Comme si de guerre n'était... L'objet de l'émicale réunion à laquelle ont été conviés les journalistes qui ont établi leur camp de base à l'hôtel est la sortie du calendrier de 1993, publié par la municipalité. 1993, défi du futur, on ce début de février, Sarajevo défie le temps. Après dix mois de bombardements

eu rythme électro, des périodes intenses (quatre mille obus l'autre samedi, cent morte en quatre jours) suivies d'excelsives mystérieuses, après neuf mille morts, dont 90 % de civils - aucune famille n'est épargnée -, après des semaines de négociations genevoises autour de cartes en forme de puzzle démoniaque, après des mois de soutien humanitaire et d'abstention militaire de la part de la communauté internationale, la capitale de la Bosnie-Herzégovine s'offre cette ironie caennaise. A chaque mois, une photo du désastre de l'année précédente et une courte légende rappellent ce qui fut ce que l'on montre. Pour le mois de novembre, l'image représente un tram détruit et le légende indique seulement: « Un tramway nommé désastre... »

La guerre ne tue pas l'humour. Elle le rend plus nécessaire. A la présidence bosnienne, cible rêvée pour les bombardements, on croit à déjouer comme dans l'importa quel palais de n'importe quelle République, serveurs en veste blanche et menu imprimé.

BRUND FRAPPAT

Lire la suite et l'article d'AFSANE BASSIR POUR page 3

Michel Rocard, militant

L'ancien premier ministre parcourt les marchés pour tenter de conserver sa circonscription des Yvelines

par Annick Cajean

Ce soir-là, le candidat était épuisé. Ou presque. La voix, naturellement grave, était tombée en moins d'une octave et s'étranglait parfois en un son rauque ou strident, avec les harmonies d'une craie dérapant sur un tableau d'école.

C'était la première fois, en quarante-deux ans de vie publique, qu'un « virus stupide » menaçait d'empêcher Michel Rocard de parler. On avait donc prévenu ses amis de Meulan, une petite ville située tout au bout de sa circonscription des Yvelines, que le « banquet républicain » prévu ce samedi-là au foyer municipal avec une centaine de sympathisants devrait se passer de discours. Et puis, allez savoir comment, pourquoi - le miracle d'un

sirop-typhon? l'appel irrésistible du micro? l'invite chaleureuse d'un militant local (« Nous avons besoin de toi, Michel! ») - l'ancien premier ministre, maire de Conflans-Sainte-Honorine, aujourd'hui candidat aux élections législatives dans la septième circonscription des Yvelines, s'est retrouvé en fin de repas derrière un pupitre, y a pris ses aises et, visiblement, du plaisir, et a improvisé là, avec jubilation, son premier discours de campagne.

La défiance envers les politiques? L'accusation de « Tous pourris », à l'instar d'un « nommé Jean-Michel Boucheron, ex-maire d'Angoulême, qui, pour noire honte, a porté le très beau nom de socialiste, et s'est révélé un escroc »?

Lire la suite page 9

Les réfractaires d'Auschwitz

Un nouveau couvent a été construit, mais rien ne permet de croire au prochain déménagement des carmélites installées dans le camp de concentration

AUSCHWITZ

de notre envoyé spécial

A 500 mètres du « bloc » de la mort, du mur des fusillés et des barbelés d'Auschwitz, un grand bâtiment de trois étages de briques rouges, pimpant, émerge d'un décor de grisaille et de neige, troublé seulement par le vol de merles noirs, compagnons de ce lieu sinistre.

A l'intérieur, une quinzaine de cellules monacales, éclairées et chauffées, attendent leurs bêtes. Derrière la clôture, les bâtiments collectifs - oratoire, réfectoire, infirmerie, parloir - sont bons pour le service. Dans une autre aile du bâtiment, douze nouvelles cellules et une chapelle sont en finition. De lourdes portes de bois, hérissées de croix, et de hauts murs ceinturant un jardin protégé par l'intimité des carmélites,

« Elles auront leur ciel dès cette terre », s'exclame, satisfait, le Père Marek Glowina, directeur du centre de rencontres judéo-chrétiennes, voisin du nouveau couvent (1). Dans l'entrée, figure la peinture d'une étoile de David, éclaboussée de sang.

Avenit le premier coup de pioche donné le 19 février 1990, la construction de ce centre et du couvent avait été décidée par une convention, unique dans l'Histoire, signée en 1987 à Genève par des cardinaux catholiques et des émissaires juives (2). Toutefois, fruit de la collecte de fidèles français, allemands et italiens, achevé en dépit d'incalculables obstacles matériels, financiers, psychologiques et politiques, ce nouveau couvent n'a pas encore de toit. Le risque, sauf surprise, de rester vide, et pour longtemps. A l'issue d'une visite en Pologne, M. Jean Kahn, président du Congrès juif

européen, a pris un risque en disant que les quatorze carmélites polonaises pourraient quitter, avant le 1^{er} mars, l'ancien théâtre du camp d'Auschwitz, qu'elles occupent depuis 1984 (le Monde du 13 janvier).

HENRI TONCO

Lire la suite page 12

(1) Ouvert en 1991, le centre d'information, de rencontres, d'éducation et de prières accueille des groupes et des conférences sur des thèmes liés au génocide, à la paix et à la solidarité en Europe. Son coût a été d'environ 2 millions de dollars, mais son achèvement nécessitera encore 1 million de dollars.

(2) Pour mettre fin à la polémique, des délégations catholique - comprenant notamment les cardinaux Danneberg (Bruxelles), Macharski (Cracovie), Lustiger (Paris), Decourty (Lyon) - et juive, avec, entre autres, M^{me} Tula Zevi, le grand rabbin Sirat, Theo Klein ou le professeur Ady Steg, s'étaient rencontrées le 22 juillet 1986 et le 22 février 1987 à Genève.

L'opposition répond à M. Mitterrand

Après les déclarations de M. Mitterrand au Monde sur la nécessité de trouver un *modus vivendi* pour la prochaine cohabitation, l'opposition demande au président de laisser le nouveau gouvernement gouverner.

Lire page 9 l'article de THOMAS FERENCZI

L'Allemagne ne veut pas accélérer l'union monétaire

Même si le chancelier Kohl a donné l'impression de se rallier à l'idée d'une union monétaire restreinte mais rapide, le gouvernement allemand reste opposé à toute accélération du processus.

Lire page 24 l'article d'ERIC LE BOUCHER

M. Rabin critiqué par les siens

Des membres du gouvernement israélien dénoncent l'auto-ritarisme du premier ministre.

Lire page 6 l'article de PATRICE CLAUDE

Trente-six mois avec Rocard.

JEAN-PAUL HUCHON

JOURS TRANQUILLES À MATIGNON

ESSAI

Grasset

A L'ÉTRANGER : Afrique, 450 DA; Arabie, 8 DH; Turquie, 750 TL; Allemagne, 250 DM; Autriche, 25 ATS; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 9 F; Côte d'Ivoire, 455 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; Grèce, 220 DR; Hongrie, 200 H; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,80 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 1,60 \$.

DÉBATS

Politique économique

Les mythes de la caverne

par Jacques Calvet

LES gouvernants ne semblent plus capables de dire les choses telles qu'elles sont ; leurs discours, simplifiés par des médias français qui ne connaissent, en général, qu'un langage binaire - un fait ne peut être que bon ou mauvais - nous transportent dans un théâtre d'ombres, moderne caverne de Platon : les grandes questions de l'actualité y sont réduites à de fausses alternatives dont on discute à perte de vue, sans s'apercevoir qu'elles n'ont plus de lien avec la réalité.

L'actualité nous fournit cinq exemples de ces fausses alternatives : rigueur ou relance de l'économie ? Pnur ou contre le franc fort ? Monnaie unique ou abandon de la construction européenne ? Pnur Maastricht ou contre l'Europe ? Pnur ou contre le libre-échange ?

Ainsi posées, aucune de ces questions n'a de sens.

1. - On nous dit qu'il faut abandonner la rigueur si l'on veut une relance ; mais où a-t-on vu la rigueur ? Il n'est de rigueur en France, et plus récemment en Allemagne, que dans le domaine de la politique monétaire : si l'Etat, les collectivités publiques et les organismes de protection sociale n'avaient tiré les conséquences pour eux-mêmes, c'est-à-dire dans la politique budgétaire et notamment dans la réduction et la réorientation de la dépense publique ?

La France glisse, progressivement, ou a déjà glissé, vers des déficits et des endettements gigantesques, malgré un prélèvement public sur la richesse nationale créé chaque année de près de 44 % (soit tiers de plus qu'un Japon) qui écrase les entreprises et les particuliers.

Que vaut une politique monétaire stricte, si l'on ne traite pas les problèmes fondamentaux de l'Etat : la formation, l'éducation, les grands équilibres sociaux, la sécurité, le manque de productivité dans les services publics ou l'immigration ?

Y a-t-il, dès lors, possibilité de relance, alors qu'on ne peut, pour faciliter la reprise à court terme, qu'accroître le déficit et l'endettement, ni, en sens inverse, augmenter les prélèvements publics ? Dans ces conditions, la rigueur monétaire se réduit à un symbole, épar trop léger auquel le nageur se cramponne, mais qui ne l'empêchera pas de couler. La seule solution serait d'entreprendre avec continuité et sans espoir d'embellie rapide le traitement de fond des problèmes de la société française, en cherchant à développer la productivité dans tous les domaines de l'action publique.

2. - Pour ou contre le franc fort ? Poser ainsi la question, c'est, sciemment, dissimuler le vrai problème : dans un monde où chaque Etat ne peut plus agir complètement seul et doit, de plus en plus, se concerter sur sa politique avec les autres Etats, la seule question est : avons-nous bien conscience de nos intérêts nationaux et les défendons-nous avec l'énergie souhaitable ? Poser la question, c'est y répondre !

Comment peut-on laisser l'Allemagne décider isolément, en fonction de sa seule situation nationale, des taux d'intérêt de toute l'Europe ? La politique de la France se fait à Francfort. La rupture de l'égalité entre les quatre grands pays européens, qui apparaît au profit de l'Allemagne dans les statuts de la future Banque centrale européenne et, plus récemment, dans le nombre de députés au Parlement européen, n'est qu'une conséquence, logique au demeurant, de notre faiblesse ; croire, en outre, qu'un traité pourra modifier cet état de chose, c'est-à-dire un rapport de forces entre Etats, c'est la pire des illusions, ou la manifestation de la pire des « langues de bois ».

La seule solution serait de tester la volonté européenne des dirigeants allemands et de leur demander de abolir entre une baisse immédiate du taux et la poursuite de la construction européenne. Quand la France apprendrait-elle à ne pas sacrifier toujours ses intérêts légitimes à une certaine idée molle, et technocratique, de l'Europe ?

Le « protectionnisme obscur » du Japon

Comment a-t-on pu conclure avec le Japon, le 31 juillet 1991, un accord automobile déprimable sans obtenir aucune réciprocité de la part japonaise ? On a ignoré la réalité du « protectionnisme obscur » du Japon, la réalité des divergences fondamentales entre son système économique et social qui, entre autres, tend à sous-évaluer systématiquement sa monnaie, et à sacrifier l'individu à la collectivité et le système européen. En sacrifiant une industrie à un principe, on détruit des emplois en Europe pour en créer au Japon. Le but de la construction européenne serait-il de créer du chômage ? C'est la vraie question, et nos dirigeants sont mal venus de reprocher aujourd'hui aux constructeurs automobiles, qui, de ce qui concerne PSA Peugeot-Citroën au moins, ne se sont pas fait faute de la mettre en garde, ce qui est la conséquence de leur propre erreur ; leurs successeurs comprendront-ils qu'elle est réparable et qu'il faudrait, pour arrêter l'hémorragie, renégocier sur des bases sérieuses et en obtenant des contreparties constantes, l'accord du 31 juillet 1991 ?

Comment a-t-on pu, malgré notre réaction tardive vis-à-vis des Etats-Unis, mener au GATT une négociation commerciale sans tenir compte des variations excessives du dollar, qui suffisent à annuler, et au-delà, le contenu futur ? Comment a-t-on pu mener une négociation aussi tactiquement suicidaire en acceptant d'embellir des concessions tout à fait déraisonnables, voire mortelles, sur le secteur agricole, sans lier les négociations agricoles à l'obtention d'avancées décisives pour l'Europe dans les autres domaines d'activités ?

3. - Renoncer à la monnaie unique, nous dit-on, équivalait à abandonner la construction européenne ; c'est le raisonnement de ceux qui, inlassablement, mettent le charnier avant les boucs et s'étonnent que l'attelage n'avance pas ! La monnaie unique sera grande et belle chose quand elle interviendra, si elle intervient, comme couronnement et traduction d'une politique économique européenne commune ; mais elle est un poison lorsque les économies, comme aujourd'hui, sont trop dissimilaires ; Maastricht n'est pas encore ratifié qu'aucun pays, sauf le Luxembourg, ne peut désormais se flatter de réunir les conditions mises à l'entrée dans la dernière étape de la monnaie unique. Maastricht a, paradoxalement, révélé l'ampleur des divergences ; les difficultés de la réunification allemande ont fait le reste. Croire que l'unification monétaire suffira à rapprocher à elle seule les économies, c'est créer les conditions d'une crise déflationniste sans précédent pour l'Europe. Nous y sommes, je le crains.

Il y a, dans le projet de Banque centrale européenne, un péché originel que l'on retrouve, en dépit des échecs, à toutes les étapes de l'Europe : comme on l'a dit dans ces colonnes, « on a cru faire une politique en faisant un organisme » ; pourquoi cette défiance par les hommes politiques de leurs responsabilités au profit de technocrates, pour compétents qu'ils soient, isolés, et qui ne comprennent pas la politique monétaire de l'ensemble de la politique économique ? Regardons les oppositions actuelles en Allemagne contre Bundesbank et gouvernement allemand, vœux de l'indépendance de la Banque de France c'est, une fois de plus, commencer par un abandon, en faisant croire qu'on renforce la France ; je préfère, pour ma part, l'approche empirique, mais efficace, du SME dont on aurait pu développer la logique, sans constructivisme idéologique, sans transfert de souveraineté et médiation sans traité, au lieu de se raidir pendant cinq années (1987-1992) dans un lotissement monétaire d'une fixité déraisonnable face à la diversité des situations des pays de la Communauté et aux transformations brutales du contexte économique général. Les entreprises n'ont besoin que d'une assez bonne stabilité monétaire ; le SME y a pourvu, tant que les corrections nécessaires, ou trop fortes et trop fréquentes, de parité ont été pratiquées ; avec la monnaie unique, on a voulu, sans nécessité, aller trop vite, et l'on est tombé par terre.

4. - Etre contre Maastricht, c'est être contre l'Europe ; une courte majorité des députés français a cru en ce sophisme tant il a été répété, ici ou là, par des hommes souvent estimables et toujours convaincus ; mais beaucoup des « non », j'en suis certain, étaient favorables à l'Europe et ne souhaitaient qu'une renégociation du traité. Les événements se sont chargés de prouver à quel point ils avaient raison : les peuples européens, et la plupart de leurs dirigeants, ont condamné l'interventionnisme excessif et la domination bureaucratique d'une Commission sans directives politiques suffisantes et sans réel contrôle démocratique. Pendant combien de temps encore l'Europe sera-t-elle réduite à un traité souvent conçu et toujours appliqué par des fonctionnaires qui se croient investis d'une mission, en dehors, voire contre, les peuples, au lieu d'être un idéal commun, voulu par des Etats ? « Aucune renégociation n'est possible », disaient-ils : « vous ne pouvez qu'accepter ou refuser » (encore cette dernière attitude a-t-elle été érigée et comme interdite pendant la plus grande part de la campagne du référendum). Mais l'accord sur mesure octroyé à Edinbourg aux Danois et l'incertitude maintenant sur leur vote et celui des Anglais n'ont-ils pas déjà remis en cause ce qui, prétendument, ne pouvait l'être ?

De même, que n'avait-on pas rappelé, ad nauseam, la nécessité d'« approfondir » avant d'« élargir » ? Et voilà qu'on décide à Edinbourg d'avancer la négociation avec les pays candidats sans même attendre la ratification de Maastricht ? De même, les événements de Yougoslavie ne nous montrent-ils pas tous les jours qu'on ne saurait longtemps éluder le problème des minorités ethniques compte du socialisme qui se présente à nos portes ?

En fait, la question posée sous la

forme : faut-il plus ou moins d'Europe ? a masqué le seul problème fondamental : quelle Europe bâtir ? Ou, en d'autres termes, les pays européens ont-ils la volonté de vivre et d'agir en commun ? Question sacrée mais réalité éternelle que l'actualité nous prouve dans tous les domaines : les Européens sont divisés vis-à-vis de la Yougoslavie, à l'OTAN, comme au GATT ; sur la menace japonaise comme sur toutes les questions de politique économique, deux attitudes opposées s'affrontent : celle des pays du Nord, désireux de créer une zone de libre-échange dépendant des autres questions de politique économique, Etats-Unis, et, surtout, soucieux d'en faire la moins possible au plan européen, et celle, plus latente, des Etats industriels désireux de construire ensemble leur avenir. Tant que ce dilemme ne sera pas tranché, tant qu'il ne sera pas prouvé qu'un minimum d'accord (et non pas un accord minimum où l'ambiguïté tient lieu de politique, résultat de trop de nos négociations) existe, il n'y aura pas d'Europe possible. Il faudra, en particulier, s'expliquer une fois pour toutes avec la Grande-Bretagne.

Pour ou contre le libre-échange ? Quand on pose cette question, c'est un peu comme si l'on demandait si l'on est pour le bien ou contre le mal ; car c'est bien de la théologie qu'il s'agit. Le libre-échange n'existe que dans l'imagination de quelques professeurs d'économie ; dans le monde réel, il n'est qu'un argument utilisé par les pays forts pour enfoncer les défenses des pays faibles. Mais personne n'a jamais vu qu'on se l'applique à soi-même : les Américains disposent, avec le Bay American Act et le fameux article 301 du Trade Act, de moyens de s'exonérer - et ils ne s'en font pas faute ces temps-ci - de toute obligation qui leur déplaît en matière de commerce international ; les Japonais, le l'ai déjà dit, désarment, eux, sans prendre le moindre risque, dans leur organisation économique, la distribution est entièrement dans les mains des producteurs japonais ; leur nationalisme fait qu'un Japonais d'acheter jamais un produit étranger s'il existe un produit japonais équivalent.

La peur d'une « guerre économique »

Personne n'a donc vu le libre-échange utilisé contre soi-même, personne, sauf en Europe : nous avons tous les jours le spectacle affligeant et pitoyable de mesures unilatérales accordées à un bloc concurrent qui n'offre jamais la moindre contrepartie tangible, contrepartie qu'il demeurant au néglige de lui demander par peur sans doute d'une « guerre économique » ; tout cela au nom de théories chimériques partout rejetées dans le monde, sauf par la Grande-Bretagne, qui commence seulement à s'apercevoir qu'elle a, grâce à elles, partiellement ruiné son économie. Est-ce se faire taxer de protectionnisme que de dire que pas libre-échange il y a échange, et que l'ouverture de l'Europe ne serait admissible que contre l'obtention d'avantages équivalents sur les autres marchés ? L'Europe devrait être ouverte mais non offerte.

La dernière décennie a vu, et ce n'est pas le moindre de ses paradoxes, la reconnaissance par l'Etat de la primauté des grands équilibres économiques, et la réhabilitation de ses principaux acteurs, c'est-à-dire des entreprises. Dans la lente marche à la reconquête des Français avec eux-mêmes à laquelle nous assistons, malgré les tentatives de division de ceux qui se servent de leurs hautes fonctions au service du peuple et de l'Etat-nation qui l'incarne, pour tenter des manipulations de politique politicienne, cette première étape est quasiment acquise.

Les difficultés économiques, et avant tout la lutte contre le chômage, douloureux individuellement et destructeur de la société tout entière, sont donc désormais au premier rang des préoccupations des Français ; mais les mettre sur la place publique ne doit pas signifier qu'ils doivent être réduits au niveau des problèmes politiques et qu'ils ne peuvent être traités que dans la langue de bois. Il n'appartient pas à l'industriel de résoudre les grandes questions économiques ; du moins aura-t-il rempli son rôle s'il contribue à ce qu'elles soient correctement posées.

► Jacques Calvet est président de PSA-Peugeot-Citroën.

Indochine

Vive un Vietnam libre !

par Olivier Todd et Tran Van Tong

FRANÇOIS MITTERRAND se rend au Vietnam le 9 février. « Avec plaisir », précise-t-il. Sa présence à Hanoi verra d'un rien de légitimité ce régime craqué. Le peuple vietnamien ne partage pas, comme sa gerontocratie nomenklatura stalinienne, le présidentiel plaisir. Mitterrand sortira la main de Le Due Anh, général-président de soixante-treize ans, ancien commandant en chef des troupes d'invasion du Cambodge. Chaque Vietnamien informé songera à l'accolade d'Egon Krenz, après la chute du mur de Berlin. La télévision ne révèle pas les arrière-pensées. Avec elle, l'apparence devient substantielle. D'avance, cette visite accumule contre nous un capital de rancunes car elle soutient de fait un des derniers gouvernements communistes.

Aux yeux des Vietnamiens, le chef de l'Etat français, honorer le Vietnam socialiste, fait l'impasse sur l'essentiel, un pays en régime totalitaire. Cycle rituel, ces jours-ci, la répression vise de nouveaux des bon-dhistes, phénix de l'opposition. S'il évoque Zola - ou, sait-on jamais, Chardonne - devant son hôte, Le Duc Anh pensera d'abord à Lénine. Des diplomates borgnes et des ministres pressés s'imaginent aider le peuple vietnamien avec cette parade. Ils reconnaissent, sans vraiment le connaître, un système haï au Nord depuis 1956 et au Sud depuis 1975.

Un socialisme « avancé »

A Hanoi, où tout est maquillage et ramage, aucune mutation idéologique n'a secoué le sommet. Les responsables d'ont jamais accepté une idée fondamentale : l'économie et la politique ne sont pas des variables indépendantes. Ces responsables hasardent quelques concessions, surtout verbales, pour l'économie, mais pas le moindre compromis pour la politique. Le *doi moi*, changement, réforme économique dont on régalait tous les passagers, séduits et incantés, reste la souscoupe volante de la propagande. On en parle, on ne la voit pas. Quelques marchés conclus avec des firmes étrangères et garantis, bien entendu, par les prêts de gouvernements étrangers, ne font pas une économie de marché.

Le Duc Anh et ses prétoriens s'accrochent à un pouvoir monolithique. Logiquement, ils refusent de modifier les structures. Notre soutien, même involontaire, révèle une légèreté historique face à la stratégie élitiste de tout parti communiste au pouvoir. Notre politique paraît immorale parce qu'elle prolonge l'agonie d'un régime, elle s'avère aussi impuissante car elle oublie la leçon de tant d'années de « collaboration » ou « coopération » (à sens unique, mais avec des régimes communistes, URSS, Pologne ou Vietnam) : ils sont, tous, structurellement incapables d'absorber des crédits.

Pour reprendre le mot de Simon Leys, le Vietnam de 1993 est un socialisme avancé au sens où un

poisson n'est pas frais. De 1988 à 1992, 3,5 milliards de dollars furent « placés » au Vietnam. Un quart de ces investissements a été utilisé. Au cours actuel du *doi moi*, la mannaie nationale, quelques millions de francs suffisent largement aux faux frons de dirigeants prébendiers, concubinaires ou mafieux.

Brillante singularité, dans une stagnation globale quasi absolue, le Vietnam est un des quelques pays les plus pauvres du monde. Revenu moyen : 200 dollars par tête d'habitant. Au-delà des volontés éparées de quelques jeunes fonctionnaires saisis par la grâce de l'économie libérale, le système ne peut pas fonctionner. Camarades, la corruption se généralise. De nombreuses provinces vivent dans l'anarchie. Des estimations optimistes recensent 7 millions de chômeurs sur 30 millions d'actifs, pour une population de 70 millions d'habitants. Tout échec est attribué à la « guerre américaine ». Ou au malin. Jamais à la rouille de la machine. Jamais à l'incompétence. Jamais à la répression. Le schéma est classique. L'objectif d'une démocratie ne devrait pas être d'oxygéner une bande de hiérarches préhistoriques aujourd'hui ; et ce, au nom des rapports franco-vietnamiens après-de-matin. Du haut d'une réalité du dix-neuvième siècle, ne chutois pas dans les pièges de la rivalité : « Si nous n'y allons pas, Américains, Japonais, Canadiens, Australiens, Néozélandais, Singapouriens prendront notre place. » En 1993, il n'y a pas de place à prendre, même dans le pétrole offshore. Quelques archaïques bureaucraties et ministères sous-informés clapotent dans les mirages et répercutent des mythes. Les communistes fidèles à eux-mêmes, à l'Onclé Ho et au regretté Le Duc Anh, les dirigeants d'Hanoi comprennent d'abord les rapports de farces. Ils sont demandeurs. Pas nous.

Aux démocraties de poser leurs conditions, dans le style du FMH, en ajoutant quelques clauses formelles à propos des droits de l'homme et quelques suggestions à propos de cette spécialité française, le devoir d'urgence. Catherine Tasca se réjouit de la création d'un Institut du droit à Hanoi ? Imaginez un secrétaire d'Etat français chantant, en 1940, l'inauguration d'une académie du droit à Berlin ou à Moscou. La révérence se satisfait encore de mots. La francophonie sera aussi, n'en doutons pas, une riche tarte à la crème du convoi présidentiel.

Tout voyage officiel, hélas, rejoue au ballet ses figures agréées, François Mitterrand, l'homme des discours au Bundestag, à la Knesset, au Kremlin, serait-il encore capable de briser un océanisme ? L'écrasante majorité des Vietnamiens au nord, au centre, au sud, comme dans la diaspora, attendent d'un président français, non pas l'absurde et sinistre approbation protocolaire d'un régime finissant, mais un cri : « Vive un Vietnam libre ! »

► Olivier Todd est écrivain, et Tran Van Tong est économiste.

Le Cambodge est à vendre

par le professeur Alexandre Minkowski

LES Français ne savent peut-être pas tous que la population khmère est la plus francophile du monde. Le protectorat français n'avait pas eu qu'une activité coloniale, mais avait laissé de belles traces : la Faculté de médecine où l'on enseigne encore en français, l'architecture superbe, et plus spécialement l'usage généralisé de la langue française. Ce pays fait, pour moi, partie de notre cœur, de notre civilisation et, disons même, de notre patrimoine.

Qu'en est-il aujourd'hui dans la situation tragique que vit ce pays après un génocide pire que celui des Balkans, si cela est possible ? Le Cambodge est l'objet d'une vente aux enchères de la part des Anglo-Saxons, des Thaïlandais qui reconstruisent la ville dans un style horrible, et je dirais même de l'ONU. La corruption générale et la prostitution développées par les contingents étrangers, la prise constante d'otages par les Khmers rouges ridiculisent chaque jour cette énorme armée sous la direction d'un Japonais incompétent. Bien plus, lors de la guerre que font les Khmers rouges s'intensifiera de que les Vietnamiens se sont infiltrés au Cambodge en grand nombre, certains prêts à reprendre les armes.

Et la France dans tout cela ? Elle a plus ou moins abandonné le pays d'avais pourtant attiré longuement l'attention du président de la République sur ce problème il y a deux

ans, mais sans succès. Le budget de la coopération est de 40 millions de francs : une aumône. La langue française qui fait place de plus en plus à l'anglais est réservée aux vieux et aux élites. La plupart des ONG françaises se font une guerre des chefs, en faisant des promesses qu'elles ne tiennent souvent pas. C'est ainsi que le Docteur Krut, un des meilleurs pédiatres cambodgiens, s'est précipité comme ses confrères au nouvel hôpital suisse, le seul bien équipé. Le Cambodge est devenu pour beaucoup une sorte de prébende, une planque somptueuse, même pour les organisations internationales. Ce spectacle est écoeurant.

Si l'on ajoute à ce sombre tableau l'explosion quotidienne de quelques-unes des cinq millions de mines (y compris celles que l'on pose encore maintenant), on ne peut que prévoir pour cette population martyre un avenir sombre. Il est loin, le discours de de Gaulle à Phnom-Penh, et ce n'est pas l'écale mitterrand-kouchévien qui changera grand-chose. Il est probablement trop tard, car le monde entier est à la curée. Je lance donc un appel (SOS Cambodge - Partage avec les enfants du tiers-monde, 27, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris) pour qu'on aide cette population martyre à se retrouver.

► Alexandre Minkowski est professeur émérite à l'université René-Descartes et conseiller régional de l'Île-de-France.

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

HORS SÉRIE

ANNÉE 1992 :
LES CLÉS DE L'INFO

Retrouvez toutes les « clés de l'info » 1992, regroupées en un seul numéro, et complétées d'une chronologie et d'un index. Vous disposerez ainsi d'une collection complète des clés et des repères indispensables pour comprendre les grands événements de l'actualité.

En vente dans tous les kiosques - 20 F

محاضرات الشرح

EUROPE

L'Allemagne désunie

II. - Xénophobie et identité nationale

Dans un premier article (*Le Monde* du 9 février), Luc Rosenzweig a analysé la puissante indifférence, sinon la condescendance, des Allemands de l'Ouest à l'égard de leurs compatriotes orientaux.

BERLIN

de notre correspondant

Les violences raciales de l'année dernière ont provoqué en Allemagne une crise morale sans précédent et déclenché un débat fondamental sur la réforme du code de la nationalité. La qualité d'Allemand ne peut être revendiquée aujourd'hui que par ceux qui peuvent prouver qu'ils vivent dans le monde, avoir par leur naissance du sang allemand. L'obtention de la nationalité allemande par un étranger vivant en Allemagne est liée à des conditions extrêmement restrictives et à l'obligation de renoncer à sa nationalité d'origine.

Pour échanger cela, plusieurs projets de loi viennent d'être déposés au Bundestag, notamment par le vice-président du groupe parlementaire social-démocrate, M. Herta et du groupe parlementaire M. Herta. Le commissaire gouvernementale pour les étrangers, M. Cornelia Schmaltz-Jacobsen, du Parti libéral. Avec des variantes, ils visent à alléger le code allemand sur celui des pays, comme les États-Unis ou la France, où la naissance sur le sol national est le critère déterminant de l'acquisition de la nationalité, ce qui facilite l'intégration des immigrants.

Un tel changement constituerait une remise en cause fondamentale de la tradition germanique, et l'on peut compter sur les partis conservateurs, CDU et CSU bavarois, pour freiner ces quatre fers. Sous l'influence de M. Oskar Lafontaine et d'une partie de son aile gauche, le Parti social-démocrate avait, sans trop bien comprendre, exigé lors de son congrès en novembre dernier à Bonn que tout accord sur la limitation du droit d'asile soit assorti d'une réforme de l'accès à la nationalité. Le ministre-président de Sarre s'était élevé dès le début des années 80 contre le refus de donner aux enfants d'immigrés nés en Allemagne la nationalité allemande alors que les Allemands de souche, même s'ils n'ont plus de contact depuis deux cents ans avec l'Allemagne, y ont droit automatiquement. Il s'est fait le porte-drapeau d'une conception républicaine de la nation par opposition à la conception ethnique qui prévaut

depuis la fondation du Reich allemand de 1870. Ce discours était jusqu'à présent resté très isolé, et les responsables sociaux-démocrates chargés de la négociation avec la droite sur la réforme du droit d'asile, principalement le chef du groupe parlementaire, M. Ulrich Klose, s'étaient refusés à faire du changement du code de la nationalité un *cavali* belli.

La devise «*dem deutschen Volke*» (Au peuple allemand), héritée de l'Empire, pourrait-elle être remplacée un jour au fronton du Reichstag, à Berlin, par un appel aux valeurs démocratiques, pluralistes de la nouvelle société allemande ? La multiplication des chaînes humaines, depuis l'année dernière, à travers les villes allemandes, a créé un climat propice aux changements. Après plus d'un an de paralysie devant les déchaînements d'attaques racistes et d'intentés antisémites, plus de trois millions de personnes ont pris part, selon les estimations faites à ce jour, aux veillées aux flambeaux et autres marches silencieuses organisées spontanément pour conjurer le spectre de la République de Weimar s'effondrant dans le désastre sous les coups des nazis, des nationalistes et du mépris du système démocratique.

Un climat propice aux changements

Ce sursaut tant attendu de cette Allemagne démocratique, solidaire et européenne que ses voisins avaient aidée à se réunifier, rassure. Mais l'Allemagne doit encore faire la preuve qu'il ne s'agit pas seulement d'un accès de mauvaise conscience qui retomberait bien vite sous les coups d'une conjonction malsaine et d'une conjonction malsaine. Depuis la fronde de la ville est-allemande d'Hoyerswerda contre ses immigrants jusqu'aux trois victimes turques de la ville ouest-allemande de Mölln, en novembre dernier, il s'était écoulé près de quatorze mois d'éveillement, de refus de prendre au sérieux la gravité des évé-

nements. Enfermés dans un silence pesant, l'alle libérale de la société allemande, pourtant si prompte autrefois à dénoncer sans nuances le bellicisme d'un Ronald Reagan ou de la coalition anti-irakienne lors de la guerre du Golfe, s'avérait incapable de réagir, comme étonnée par les conséquences d'une réunification qui prenait soudain des allures de catastrophe après l'euphorie de la liberté retrouvée.

Empêchés dans leurs difficultés à réunir sous un même toit Allemands de l'Est et de l'Ouest, les dirigeants conservateurs d'une

défenseurs de la famille, de l'ordre moral, aux pourfendeurs de l'avortement, des dérangements sexuels et moraux.

Le chancelier Kohl peut bien tonner contre les terroristes de droite comme de gauche pour éviter de brusquer une partie de son électorat : l'irruption de la violence à l'Est a mis brusquement fin à la fiction maintenue contre vents et marées de l'identité de deux sociétés dont on avait un peu trop vite enterré, au nom de la communauté linguistique, les quarante ans d'histoire séparée. Le rêve d'une Alle-

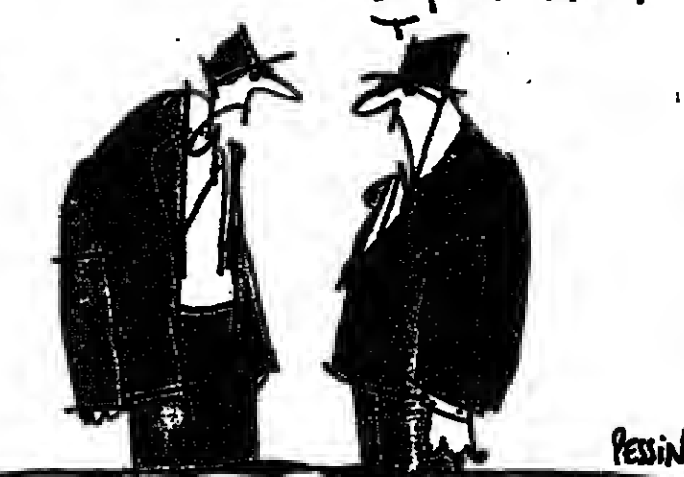
d'une lumière autrement inquiétante, le fossé entre les deux sociétés.

L'Ouest de l'Allemagne connaît depuis bien avant la réunification la montée d'un mouvement d'extrême droite attisée par une immigration mal contrôlée. Avec l'effondrement du rideau de fer, l'opulente Allemagne se retrouvait bien que face aux gueules de l'Est. S'ajoutant à l'arrivée massive d'Allemands de l'Est et d'Allemands de souche venant de Russie, les premières vagues d'immigration de Roumains et de Yougoslaves ont fait déborder le vase. Pourtant habitués à vivre avec ses immigrants, l'Ouest de l'Allemagne n'en pouvait plus. L'Est a littéralement imploré. Reflet de l'obsession unitaire des dirigeants allemands, l'idée de demander aux Allemands de l'Est de partager le fardeau et de prendre chez eux des immigrants s'est révélée rapidement une bombe à retardement. Les Allemands de l'Est avaient vécu comme dans les autres pays d'Europe de l'Est coupés du monde extérieur. Les étrangers acceptés dans l'ex-RDA à titre de la solidarité communiste comme étudiants ou ouvriers contractuels ne représentaient qu'une toute petite minorité et vivaient reclus dans leurs propres foyers. L'arrivée brutale des nouveaux immigrants au milieu des villes et villages de l'ex-RDA a servi de catalyseur à toutes les frustrations accumulées par l'Est depuis la réunification.

« Les gens ont besoin de boucs émissaires », écrivait en novembre dernier le sociologue Wolf Lepenies, directeur du Wissenschaftskolleg de Berlin, dans une communication à l'université de Berkeley. Les Tsiganes, Roumains, Polonais agressés dans les rues des villes allemandes paient pour le refus de reconnaître qu'avec son histoire à elle l'Allemagne de l'Est avait sa spécificité, son identité. Le reconnaître obligerait de reconnaître les erreurs d'un processus de réunification qui a exacerbé les différences entre les deux sociétés. « Les nouvelles inégalités ne peuvent plus être imputées à la domination étrangère. Elles sont fabriquées à domicile », écrit M. Lepenies. Les gens de

JE SUIS XÉNOPHOBES.

DE QUELLE RÉGION ?



nation une imposition par les manifestants de Leipzig et de Rostock plutôt que réellement acceptée du fond du cœur préféraient nier la réalité. Les skinheads de l'Est et de l'Ouest étaient jetés dans le même sac que les hooligans des stades de football et les « autocrates » guerriers de Hambourg ou de Berlin, le racisme et les défilés néonazis se voyaient ravalés au rang de miasmes de la société permissive. Les émeutes d'Hoyerswerda, de Rostock, comme celle d'assaut d'un Mai 68 à l'envers, étaient ramenées à un banal mouvement de pendule sociale pour donner raison aux

magne de l'Est fondue en douceur dans les vertus de la riche et démocratique société ouest-allemande cède la place à une interrogation lancinante sur la nouvelle identité allemande. Les skinheads et les Spiessers, ces « beaufs » de l'Ouest, dans leur violence destructrice contre les foyers de demandeurs d'asile, n'avaient sans doute rien à envier à leurs émules de l'Est. Mais à l'Est, l'acceptation de leur violence par toute une société privée de points de repères, désespérément à la recherche de ses marques pour ne pas être complètement soumise, éleverait brusquement

Apprendre la liberté

SCHWERIN
(Land de Mecklembourg-
Poméranie-Occidentale)

de notre envoyé spécial

Sur cette vieille terre, la liberté est une idée neuve. A deux pas de l'imposant château de Schwerin, le fief des ducs de Mecklembourg depuis huit siècles, le ministre-président, M. Berndt Seitz, résume d'une phrase l'immense défi qu'affronte son « jeune Land » : « Apprendre la démocratie après soixante ans de dictature ».

La cinquantaine courtoise, cet ancien vétérinaire incarné, avec la gravité sereine du néophyte, le socialisme chère surgie des ruines de l'ex-RDA. Avant l'unification allemande, et l'élection à Schwerin - capitale du Land - d'une coalition CDU-FDP, ses ministres étaient ingénieurs ou avocats. Depuis, ils disent avoir vécu les « deux années les plus intéressantes » de leur vie. Et quelques années, à la fois exaltantes et décevantes !

Un seul exemple, celui de l'agriculture, suffit à illustrer la conversion de la société est-allemande à l'économie de marché. Avant le chute du mur, le Land abritait près de 200 000 agriculteurs. Il en compte aujourd'hui moins de 50 000, dont la moitié disparaît rapidement. Les plus jeunes « licenciés » se recyclent,

les autres prennent une retraite très anticipée. Ce « dégrèssage » - accompagné d'un redécoupage des exploitations agricoles - n'a pas effacé les rendements. « Au contraire, observe avec malice M. Berndt Seitz, du jour au lendemain, les vaches ont donné deux fois plus de lait ».

Les mutations psychologiques n'ont pas été aussi faciles. « A-t-on, demande le ministre-président, bien pris la mesure, en RFA et à l'étranger, du désarroi populaire, une fois retombées les premières fièvres de l'enthousiasme ? La liberté qui égare plus qu'elle ne guide, les déconvenues face aux lenteurs de l'enrichissement, l'impudence refroidie qui devient amertume ».

Restaurer l'autorité de la police

On connaît la suite. Le chômage renvoie au foyer nombre de femmes salariées. L'effondrement de l'Etat tout puissant déboussole et découvre une jeunesse nue et désorientée qui déverse sa haine sur l'étranger bouc émissaire. La police désertée se réfugie dans l'inaction. Les agressions racistes se multiplient, jusqu'aux incendies criminels contre des foyers d'immigrés à Rostock, au nord du Mecklembourg et à Mölln, de l'autre côté de l'ancienne frontière.

Avec 185 exactions commises contre des étrangers en 1992, le Mecklembourg détient un triste record parmi les nouveaux Länder. Candidat favori du chancelier Kohl pour remplacer M. Von Weizsäcker en 1994 à la présidence de la République fédérale, M. Berndt Seitz déplore que la réputation de son Etat souffre de ces attaques xénophobes qui l'ont « bouleversé » et qu'il « condamne avec la plus extrême vigueur ». Mais il aimerait qu'on ne juge pas l'Allemagne seulement au vu de ces violences.

Son ministre de la justice, M. Herbert Heinrich, précise que les magistrats du Land font diligence. Soixante procès ont déjà été menés. On estime le nombre des « skinheads » à environ six cents - dont quatre cents tenus pour dangereux - et une soixantaine de jeunes de moins de vingt ans sont, en permanence, en détention préventive pendant deux à trois semaines.

« Il y a un décalage, souligne le ministre de l'Intérieur, M. Lothar Kupfer, entre le sentiment d'insécurité de la population et l'ampleur réelle de la criminalité : environ 9 000 délits pour 100 000 habitants soit à peu près le même taux que dans les anciens Länder. Moins de un pour cent sont des crimes avec violence. La peur du gendarme pro-

duit ses effets, à condition bien sûr que le gendarme se manifeste ».

Comment restaurer l'autorité de la police, redonner confiance dans cette institution si discréditée par le régime défunt ? D'abord en le purgeant de ses éléments les plus compromis avec la Stasi, l'ex-police politique, 40 % des policiers ont fait l'objet d'une enquête, près de 15 % ont été exclus. Sur les 5 400 qui restent en service, moins d'une centaine sont des cadres venus de l'Ouest. Ensuite, en lui apportant du sang neuf. L'école de police du Land a déjà formé près de 400 jeunes, dont un tiers sont bacheliers.

Quand il évoque le pesé, M. Berndt Seitz continue de s'étonner que tout soit allé si vite. Pas plus que la majorité des Allemands de sa génération, il n'avait cru pouvoir être témoin de l'unification. « Je me disais que mes enfants, peut-être... » Suivant son conseil, sa fille choisit l'exil, un jour de 1990, lors d'un voyage en Roumanie. Elle ne revint en Allemagne que le 22 décembre 1989, lorsque la porte de Brandebourg se rouvrit. « Récemment, ajoute-t-il en souriant, j'ai pu relire toute cette histoire, le milieu, dans les dossiers de la Stasi ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER

Rostock, d'Hoyerswerda veulent oublier qu'ils ont vécu dans un régime dictatorial. Ils deviennent nostalgiques des bons vieux jours de la RDA où il n'y avait pas de liberté mais aussi pas d'insécurité. Une nostalgie comparable se répand à l'Ouest, où l'on se souvient aussi du bon vieux temps quand il était possible de parler d'humanité sans avoir à payer pour elle ».

La violence contre les immigrants sert d'exutoire à la violence contre les Allemands d'un sexe. L'extrême droite s'est engouffrée dans la brèche sans pouvoir contrôler elle-même le phénomène. Traqués par la police et la justice, les mouvements néonazis en payent aujourd'hui les conséquences. La réunification d'un nouveau code de la nationalité, qui fonderait la nation allemande non plus sur l'homonéité ethnique et culturelle, mais sur des valeurs politiques, est la réponse de l'alle libérale de la société ouest-allemande. Le Parti chrétien-démocrate du chancelier Kohl, pourtant très engagé sur la voie de l'intégration européenne, reste muet.

La querelle du patriotisme

« Le temps est mûr, constate M. Lepenies, pour permettre à la droite d'abandonner ses vieilles inhibitions et créer un nouvel esprit de corps. » Personne ne mesure très bien aujourd'hui l'effet que le besoin des Allemands de l'Est de se ressourcer dans la germanité peut avoir sur la nouvelle Allemagne. « Grâce à ses contacts avec les étrangers, l'Ouest a moyenné la culture allemande. Les Allemands de l'Est sont devenus les porteurs de la culture de la nation. C'est la seule chose qu'ils peuvent opposer à l'Ouest. C'est une maladie, mais on connaît la force d'une hygiène », analyse le maître en science est-allemand Franz Csernok, réacteur de la Volksbühne de Berlin-Est.

« Les Allemands de l'Est sont plus allemands que nous », rappelle le professeur ouest-allemand Christian Fennel, qui enseigne au département de sciences politiques de l'université de Leipzig. Lors du dernier congrès chrétien-démocrate, en octobre 1992, le ministre de l'Intérieur de Saxe, le pasteur Heinz Eggert, du vice-président du parti, avait choqué l'assistance en déclarant que l'intégration européenne ne disposait pas de se préoccuper du besoin des Allemands à retrouver une « Heimat », un pays.

Les milieux politiques allemands, connaissant la sensibilité du sujet, observent une grande prudence. Mais la pierre est désormais lancée. En témoigne la polémique qui vient d'éclater dans les colonnes de l'hebdomadaire libéral *Die Zeit* sur le besoin d'en appeler au patriotisme des Allemands pour relever le gant de la réunification et faire accepter une nécessaire solidarité par les Allemands de l'Est et de l'Ouest. « Sans patriotisme, rien ne va », affirmait la semaine dernière à la « une » le rédacteur en chef de l'hebdomadaire, M. Robert Leicht. « Patriotisme, non merci », lui rétorquait cette semaine dans les mêmes colonnes l'un des journalistes politiques les plus respectés de Bonn, M. Gunter Hoffmann. « Un patriotisme de commande, soulignait-il, renverrait la conscience politique, au moins à l'Ouest, des décennies en arrière ».

HENRI DE BRESSON

Prochain article :

III. - Les grands patrons en mal de modèle
par Eric Le Boucher

SPECIAL "PETIT DEJEUNER" FRANCE INTER

avec Jacques ATTALI

France Inter ÉCOUTEZ, ÇA N'A RIEN À VOIR.

MERCREDI 10 FÉVRIER
8h / 9h

مكتبة النجف

NOUVELLES
DE LA CROIX
D'ALGERIE

EUROPE

Ossétie du Sud : une crise en veilleuse

Géorgiens et Ossètes n'ont pas réglé leur conflit actuellement « gelé » par les Russes

TSKHINVALI
(Ossétie du Sud)

de notre envoyé spécial

Quelques barres de chocolat Mars ont été placées près de la tête de l'adolescente qui repose dans son cercueil. A côté, son frère a reçu comme ultime cadeau une paire de baskets blanches immaculées dans leur sac plastique. Un simple bouquet de fleurs a été posé sur le corps du père, un mathématicien de quarante ans, dont la ville était si fière. Ce jeudi 4 février, Tskhinvali, ville assiégée et bombardée il y a sept mois encore, enterre trois nouvelles victimes, provoquées, cette fois-ci, par les avalanches qui, la semaine dernière, ont déjà fait plus de soixante-dix morts.

Ses quarante mille habitants sont maintenant coupés du monde par un froid plus rude que d'habitude; et ici, où la coutume demande aux convives, après chaque toast porté à la mémoire des disparus, de verser « comme une larme » une goutte de vodka sur un morceau de pain, le désespoir, jeudi 4 février, semble sans limite. Zalina, qui a quitté l'enseignement de la littérature anglaise pour travailler auprès du Parlement, constate : « Ici, les drapeaux sont toujours en berne; quand ce n'est pas la guerre, ce sont les avalanches ».

La guerre. Elle avait commencé en 1989, après des mois de tension avec les Géorgiens : les Ossètes du Sud avaient alors proclamé leur

homage à Maurice Thorez, l'ancien numéro un du Parti communiste français) est très clair : « Les Géorgiens ne nous ont jamais considérés comme de véritables personnes. Ils ont tout fait pour que notre population diminue; leur véritable but est de nous chasser de cette région ». Quant aux Russes, « ils nous ont divisés, car avec les Ossètes du Nord, nous faisons partie du même peuple, nous parlons la même langue, nous avons les mêmes traditions ». Gorbatchev ? « C'est lui qui nous a livrés aux Géorgiens, et pourtant, les Russes avaient dit nous défendre ». Même sévère vis-à-vis du nouveau président géorgien Edouard Chevardnadze : « Nous n'avons aucune illusion sur cet homme; s'il est vraiment démocrate, pourquoi nous combat-il ? »

A Tbilissi, le langage semble aussi ferme. Sans aller jusqu'aux excès de l'ancien président Gamsakhourdia, la majorité des Géorgiens admettent mal la volonté d'autonomie des Ossètes. Sans compter ceux qui vivaient en Ossétie, et qui, obligés de quitter leur terre, ne rêvent désormais que d'en découdre.

Pourtant, depuis l'accord signé le 24 juin dernier par MM. Chevardnadze et Eltsine, la tension retombe apparemment dans la région. C'était le premier exemple, avec la Moldavie, d'un conflit interethnique de l'ex-URSS apaisé par des négociations, même si, épisodiquement, on apprend la mort

grâce, à son cosmopolitisme - on y rencontre un diplomate turc rompu aux négociations internationales, un jeune capitaine français frais émoulu de Coëtquidan, un capitaine polonais et un commandant hongrois - cette équipe va régulièrement en Ossétie pour, dit l'un de ses membres, « au moins permettre aux uns et aux autres de discuter ». Trois commissions ont ainsi été instituées : relations économiques, réfugiés, ordre public, qui groupent des représentants des différentes parties au conflit.

Chacun s'accorde pourtant à dire que le calme d'aujourd'hui est bien précaire et que la moindre étincelle peut provoquer un nouvel embrasement. Si les Russes s'en vont - « Vous avez voulu votre indépendance, débrouillez-vous ! » - on voit mal, sauf arrivée de troupes internationales, comment continuer à faire respecter le cessez-le-feu. « Il y aura encore beaucoup de morts », prédit une vieille femme ossète. Et encore beaucoup de gouttes de vodka sur le pain des habitants de Tskhinvali.

JOSÉ-ALAIN FRALON



volonté d'être rattachés à la République autonome d'Ossétie du Nord, qui fait partie de la Fédération de Russie. La Géorgie décida donc de supprimer le statut d'autonomie dont jouissait la région. Depuis, celle-ci ne veut plus reconnaître aucune autorité à Tbilissi, la capitale géorgienne. Les combats ont fait déjà plusieurs centaines de morts. Ici, ce sont des Géorgiens qui racontent les exactions dont leurs familles ont été victimes, les obligent à quitter la région. Là, ce sont des Ossètes qui parlent du « génocide » infligé contre eux par les Géorgiens. Mais tous, ici comme ailleurs, ne cessent de répéter « qu'avant, nous vivions tous ensemble sans problème ».

Lui-même marié à une Géorgienne, le président du Parlement ossète, M. Thorez Kouloumbekov (il raconte, amusé, que ses parents « aimèrent tellement la France » qu'ils l'ont prénommé ainsi en

d'une ou deux personnes. Si les responsables de deux villages voisins, l'un peuplé en majorité de Géorgiens, l'autre d'Ossètes, ont conclu depuis le début des hostilités un pacte de non-agression, quelques kilomètres plus bas un village géorgien est réputé pour son « jusqu'au-boutisme ».

Il est bien difficile dans ces conditions de faire appliquer un accord lui-même ambigu, puisque Russes et Géorgiens s'engagent à faire respecter un cessez-le-feu dans une région que ni les uns ni les autres ne contrôlent franchement. Cet accord, mis en pratique en juillet, cristallise une « force tripartite de maintien de la paix », composée d'un bataillon de l'armée russe déjà sur place, de forces ossètes postées dans les villages ossètes et de forces géorgiennes, dans les villages géorgiens. Jusqu'à présent, ces trois « armées » s'acquittent de leur tâche avec une certaine efficacité. Une des raisons en est que leurs officiers sortent du même moule : l'armée soviétique, et qu'ils ont tous combattu, ensemble, en Afghanistan.

La CSCE sur le terrain

Il ne faut toutefois pas se laisser tromper : le centre du dispositif reste constitué par le bataillon russe, dirigé par le colonel Edouard Repine, quarante-quatre ans. Ce dernier, non sans humour, dit, en regardant la neige qui tombe sur la ville, qu'il reste là « à cause du climat et de l'eau minérale ». La semaine dernière en effet, des bruits avaient couru selon lesquels le bataillon russe avait reçu l'ordre de quitter la région. Déjà, des dizaines d'Ossètes s'étaient massés dans la caserne encore remplie de fresques à la gloire de Lénine, pour tenter d'empêcher ce départ. « C'est vrai qu'à un moment, nous pensions partir. Mais maintenant, nous allons rester jusqu'en mai », affirme le colonel, qui avoue souhaiter que ses troupes demeurent sur place, « car elles commencent à connaître la région ». Le rôle des « militaires » géorgiens et ossètes est plus symbolique : être là, notamment aux points de passage, pour empêcher tout dérapage.

Basée à Tbilissi, une petite équipe de la CSCE - c'est la première mission sur le terrain de cette organisation - a pour tâche de veiller au bon fonctionnement de l'accord. Malgré on peut-être

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RENTACIC

La Sicav des Quatre Saisons

Sicav à revenus trimestriels.

Performance 1992 :
+ 10,05 %

Montant total des dividendes

de l'exercice :
F. 12,66 + F. 0,08 de crédit d'impôt.

Solde de l'exercice 1991-1992

mis en paiement le 29.01.1993 :
F. 3,18 + F. 0,08 de crédit d'impôt.

Remploi des dividendes globaux
sans droits d'entrée jusqu'au
26 février 1993.

Le Président Jean-Maurice PINQUIER a déclaré :

"Au cours de l'exercice 1991-1992 les plus-values dégagées par le portefeuille de RENTACIC ont plus que compensé la baisse des coupons encaissés.

La poursuite du fléchissement des taux longs en 1993 devrait permettre à RENTACIC de constituer pour l'épargne longue, un substitut particulièrement compétitif aux Sicav monétaires."

AGO du 19.01.1993

CIC Paris

Consultez les valeurs liquidatives de nos SICAV et FCP sur Minitel 36.14 code CIC

ON A TOUT DE MÊME LE DROIT D'OUBLIER D'APPELER SA BANQUE PENDANT LA JOURNÉE, NON ?



AVEC BANCOFIL, AU 36 68 80 80, LE CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE MET À VOTRE DISPOSITION UN CHARGÉ DE CLIENTÈLE TOUTE LA SEMAINE JUSQU'À 22 H ET LE SAMEDI JUSQU'À 17 H 30.

Pour que l'on puisse gérer directement son argent à distance 24 h sur 24, le Crédit Commercial de France, toujours à la pointe de l'innovation, a inventé la banque à domicile. Aujourd'hui, avec Bancofil et son service Téléaccueil, le Crédit Commercial de France vous permet de gérer votre argent de chez vous, sans

renoncer pour autant à la compétence et à la confidentialité d'un contact personnel. Avec Bancofil, votre argent est à votre disposition 24 h sur 24. Vous pouvez consulter votre compte, commander un chéquier ou faire opposition. Avec le Téléaccueil, vous pouvez joindre un chargé de clientèle, même à l'heure où

tout est fermé. En semaine jusqu'à 22 h et le samedi jusqu'à 17 h 30, il vous renseignera sur votre compte et effectuera vos diverses opérations en toute discrétion, et en toute sécurité. La banque à domicile permet à chacun de choisir son mode de communication avec le Crédit Commercial de France.



C'EST TOUS LES JOURS QU'ON JUGE SA BANQUE.

ICE INTER
MERCREDI 10 FÉVRIER
8h / 9h

Le Monde
ÉDITIONS
Trente ans après
NOUVELLES
DE LA GUERRE
D'ALGERIE
EN VENTE EN LIBRAIRIE

PROCHE-ORIENT

Israël : M. Rabin critiqué par les siens

Rarement consultés, des membres du gouvernement dénoncent l'autoritarisme du « premier ministre-président », mais c'est à lui qu'ils doivent leur accession au pouvoir

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Une bonne image internationale, quotidiennement fracassée depuis sept semaines sur la pierre gelée d'un campement d'expatriés au Liban sud. Des munts et des munts de dollars, de dollars et toujours plus nombreux parmi les populations palestiniennes. La lune de miel avec la nouvelle administration américaine prématernement trop protectrice, une relation d'attente, d'attente, d'attente désormais empreinte de méfiance. Et puis le processus de négociation israélo-arabe, naguère prometteur, présentement dans l'immense, l'immense, l'immense triomphe électoral sur la droite nationaliste et cinquante jours après l'expulsion de plus de quatre cents Palestiniens présumés communistes dans *no man's land* au sud de la bande de Gaza. L'arabie est, en effet, de plus en plus désolée.

Contestées par leur base, vilipendées par « leur » presse, apostrophées par leurs amis étrangers qui les accusent d'avoir laissé leur éthique au placard et abandonné leurs valeurs dans les vestiaires lambrissés du pouvoir, les « colombes » de l'équipe gouvernementale dominée par les travaillistes se sentent à la fois frustrées et piégées.

Rarement consultés sur les questions d'importance, souvent ignorés et presque toujours sommés d'entériner des décisions controversées, préalablement concertées par un petit comité de généraux et de hauts fonctionnaires réunis autour du premier ministre, les ministres concernés ont résolu de passer à la contre-attaque.

« Autocratique, dictatorial, omnipotente, arrogante, dangereuse pour la démocratie. » A ce juger par les épithètes qui fleurissent depuis quelques semaines

dans les gazettes pour qualifier la manière toute personnelle dont M. Itzhak Rabin, « premier ministre », exercerait son pouvoir, les contestations ne se trouvent, des oreilles, campantes. Selon les rumeurs et les déclarations anonymes publiées ici et là, l'ancien général, dans la réputation d'homme-à-poigne a littéralement « fait » le succès travailliste aux dernières élections. n'écouterait plus personne à l'exception de trois ou quatre hauts fonctionnaires de son cabinet personnel et du chef de l'état-major des armées, le général Ehoud Barak.

La décision d'expulser quelque quatre cents palestiniens fut, paraît-il, l'œuvre de ce brillant homme d'action. Même les officiers du puissant Shin Bet, chargés, entre autres, de la lutte antiterroriste dans les territoires occupés, n'étaient, semble-t-il, pas très chauds. En tout cas, aucun des conseillers habituels du gouvernement en matière de sécurité n'aurait été consulté.

**« Par-dessus
notre tête »**

Ni M. Ouri Lubrani, vieux spécialiste du Liban et négociateur numéro un d'Israël avec ce pays, ni M. Elyakim Rubinstein, chef de la délégation des négociateurs avec les Palestiniens, ni même le patron des renseignements militaires, le général Ouri Saguy, n'auraient été ne serait-ce qu'approchés par M. Rabin. D'où la cascade de bavures, d'erreurs et de contre-ordres qui ont suivi une opération qui reste « sans précédent » comme dit M. Rabin, mais qui bloque le processus du paix.

Le 16 décembre 1992, à en croire plusieurs participants, les

membres du gouvernement n'auraient eu qu'une *époignée de minutes* pour entériner la décision du premier ministre. Et encore, affirmaient au moins deux d'entre eux, « *M. Rabin nous a parlé de la nécessité d'expulser temporairement les leaders et les principaux incitateurs du mouvement islamiste Hamas. Nous pensions à quelques dizaines de personnes, pas à plusieurs centaines.* »

Qu'ni qu'il en fût, le coup de force du premier ministre a été adopté à l'unanimité des membres du gouvernement moins deux voix : celle du chef de la diplomatie, M. Simon Pérès, qui était en voyage au Japon et qui ne fut averti qu'après-coup, et celle du ministre de la justice, M. David Libai, qui s'est abstenu.

L'épisode, qui en dit long à la fin sur les considérables talents de persuasion du « patron » et sur l'immaturité politique de certains de ceux qui sont censés gérer les affaires du pays, s'est presque reproduit ligne pour ligne le 1^{er} février, quand M. Rabin a accepté de rapatrier une centaine d'expulsés. « Tout a été négocié

par-dessus notre tête, directement entre le cabinet du premier ministre et les Américains», se lamente-t-on aux affaires étrangères. Au moins M. Pèrès, qui était encore une fois à l'étranger, peut-il se flatter d'avoir été prévenu quelques heures avant l'annonce publique de l'accord de rapatriement partiel israëlo-américain.

Au même moment, c'est-à-dire de nos jours, avant que le Rabin ne soit compromis, un autre ministre, M. Haim Ramon, s'était ridiculisé en jurant à la tribune de la Knesset qu'il n'était pas question qu'Israël fasse la moindre concession sur cette affaire. « Il ne pourrait pas dire autre chose puisqu'il ne savait rien », a expliqué, sans complexe, le chef du gouvernement. Impatient, solitaire, égoïste, le Rabin était, inflexible, sarcastique. « *Rabin les-gras-bras* », comme l'a baptisé un editorialiste du très sérieux quotidien *Haaretz*, chercherait à transformer son gouvernement en un « club de béni-oui-oui ».

Au point qu'un député travailliste de la tendance Pères, M. Hagaï Merom, s'est permis,

l'investiture du président américain Bill Clinton. - (AFP.)

□ **Bombe à retardement au Kurdistan.** — Trois personnes ont été tuées et dix-sept autres blessées dans l'attentat à la bombe qui a visé samedi 6 février un restaurant à Erbil, dans le nord de l'Irak (le Monde du 9 février), a indiqué lundi le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés à Genève. Un premier bilan avait fait état de cinq morts. Selon le HCR, l'engin était muni d'un système de retardement et se trouvait dans une valise posée sous une table. Plusieurs attentats à l'explosif ont

mercredi dernier d'apostropher directement l'ancien général à la Knesset. « Cela devient impossible », s'est-il exclamé. Plus personne n'ose le contredire. Tu fais régner un véritable climat de peur dans le gouvernement ! ».

Popularité à son zénith

Furieux d'être ainsi pris à partie publiquement, l'ancien général a nié l'accusation : « *Tout cela, c'est du bla-bla* ». Employée à tout bout de chanip à l'endroit de ceux, journalistes ou députés, qui le mettent en cause, l'expression est devenue extrêmement fréquente dans la buche de M. Rabin.

N'empêche qu'une semaine plus tôt, la télévision nationale avait procédé à un petit sondage confidentiel parmi les ministres. Et dix d'entre eux — sur les seize qui avaient voté l'expulsion collective — s'étaient déclarés favorables à un compromis sur cette affaire. Le chef du gouvernement qui, à ce

été commis, ces derniers mois, dans le Kurdistan irakien et les services du régime de Bagdad sont fortement soupçonnés d'en être à l'origine. - (A.F.P.)

□ Libération de deux journalistes palestiniens. — Après avoir versé une caution de 550 shekels (1 000 francs environ), deux journalistes de *Reuter* Télévision, arrêtés par l'armée israélienne alors qu'ils filmaient une manifestation dans la bande de Gaza (le *Monde* du 9 février), ont été libérés lundi 8 février. Taber Shritbe — déjà arrêté en décembre dernier — et Marwan al-Ghol, n'ont pas été incriminés. — (*Reuter*).

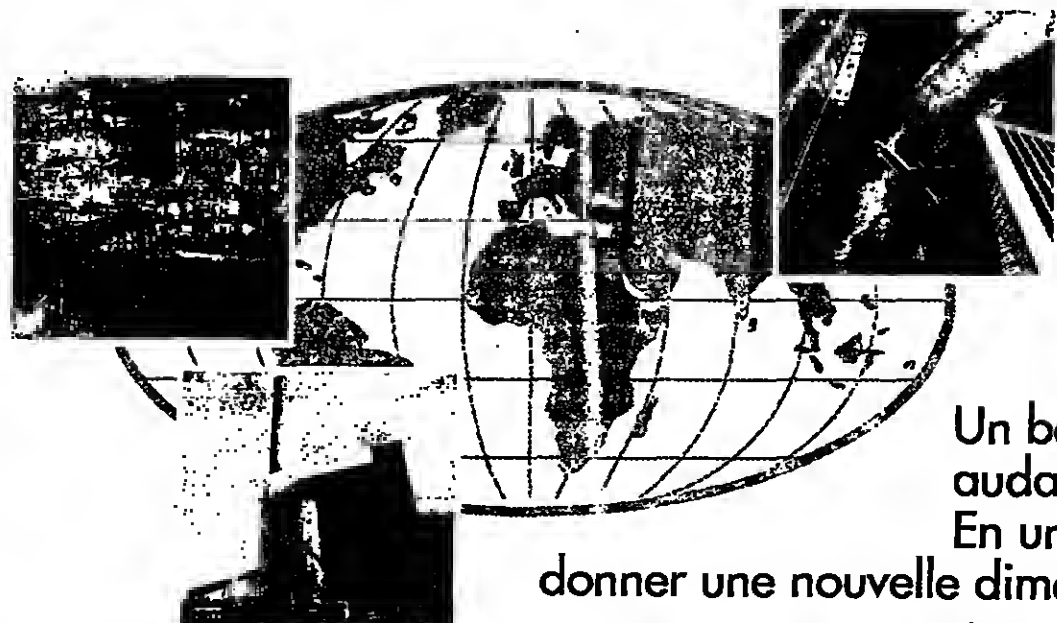
moment-là, n'était pas encore prêt à des concessions, n'avait pas apprécié du tout. Il avait fusillé la conduite *« indigne »* de ces ministres et les avait admonestés en ces termes : « Si vous avez quelque chose à dire, dites-le au conseil. Ne recommencez pas ce petit jeu ». Pointilleux quand il s'agit de la nécessaire solidarité gouvernementale, M. Rabin a publiquement menacé les contrevenants : « Ceux qui ne supportent pas cette règle élémentaire de bonne gestion peuvent s'en aller. La porte est grande ouverte. Il ne s'agit pas de candidats pour les remplacer ».

Au fond, toute la force du premier ministre, et tout le dilemme de la gauche sont là. Sans M. Itzhak Rabin, sans les Sans-Papiers, sans l'image sécuritaire qui est la sienne auprès de l'électorat israélien, le vieux Parti travailliste ne serait pas revenu au pouvoir. Et ses caciques, M. Shimon Perès en tête, le savent bien. Aujourd'hui encore, alors que toute la presse, de gauche comme de droite, ainsi qu'une bonne partie de l'intelligentsia du pays fusillent avec vigueur le style *"bulldozer"*, le *"côté"*, le *"pied d'indroït"*, *"l'insolence"* même du vieux *"faucou"* travailliste à l'intérieur de son parti, sa cote personnelle auprès du public est à son zénith.

« C'est bien simple, conclut un ministre en exercice, si nous démissionnions ou si nous tentions quelque chose contre lui, Rabin passerait dans l'heure un arrangement avec un ou deux partis de droite. La seule chance pour que ce gouvernement reste malgré tout orienté à la paix, c'est que nous y restions. » Et en silence...

PATRICE CLAUDE

UN GRAND BOND EN AVANT



Le marché mondial tend de plus en plus à s'unifier. Dans cette perspective nouvelle, la Turquie prend des mesures décisives afin de relever ce défi économique mondial.

Le gouvernement turc a mis en place un programme de privatisation d'envergure, couvrant une majeure partie des industries.

L'Administration des Participations Publiques, organisme responsable en dernier lieu de la planification et de la mise en place de ce programme, est aujourd'hui fière d'annoncer une concrétisation de revenus d'environ 500 millions de dollars pour l'année 1992, dont 281 millions par la seule privatisation de 6 cimenteries nationales...

Maintenant, il est temps de faire encore plus... Des opérations d'offres directes de participation, lancées en 1992, seront poursuivies en 1993. Parallèlement, d'autres projets de ventes en bloc et d'offres publiques de participation seront réalisés dans l'année.

Audacieux, ce programme de privatisation... D'autant plus audacieux que prometteur.
L'Administration des Participations Publiques de Turquie invite toutes les parties intéressées à s'informer sur les modalités de cet effort massif de privatisation.

LA TURQUIE DE DEMAIN EST UNE VALEUR SURE... A VOUS DE PRENDRE UNE OPTION D'INVESTISSEMENT DES AUJOURD'HUI.

K O I
 REPUBLIC OF TURKEY
 PRIME MINISTRY
 PUBLIC PARTICIPATION
 ADMINISTRATION

L'ADMINISTRATION DES PARTICIPATIONS PUBLIQUES DE TURQUIE: Hüseyin Rahmi Gürpınar Sok. No: 2/5, 06680 Çankaya-ANKARA/TURQUIE Tel: (90-4) 441 15 00 (10 lignes) Fax: (90-4) 441 14 94

هكذا من الأصل

ASIE

Pakistan : l'embellie après les invectives

Mme Benazir Bhutto vient de renoncer à exiger le départ anticipé du premier ministre, M. Nawaz Sharif

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

L'événement, ces jours-ci, au Pakistan, c'est la naissance, dans une clinique londonienne, le 3 février, d'une petite fille : le troisième enfant de Mme Benazir Bhutto, chef du PPP (Parti du peuple pakistanais). L'enfant et la mère vont bien, a-t-il été indiqué : la précision a son importance puisque le leader de l'opposition avait quitté le pays le 30 janvier de façon étonnamment précipitée. Motif invoqué à cette hâte : un douloureux calcul de la vésicule biliaire.

De fait, la jeune femme (elle aura quarante ans en juin) était apparue très fatiguée aux journalistes qui l'avaient interviewée à son départ de Karachi. Pudique comme il sied à un pays musulman, la presse n'avait fait que des allusions voilées à la grossesse de Mme Bhutto. La nouvelle de son accouchement devrait valoir un regain de popularité, au moins temporaire, à l'intéressée. Selon les médecins, le problème de santé pourrait retarder les relevailles et le retour au pays du chef de l'opposition. Deux garçons étaient déjà nés à son foyer depuis son mariage qui, fin 1987, avait suivi de peu son retour au Pakistan après cinq ans d'exil.

Un bonheur d'arrivant jamais seul, le mari de Mme Bhutto, M. Asif Zardari, trente-neuf ans, est sorti samedi 6 février de la prison où il était détenu depuis plus de vingt-sept mois. Le député PPP de Karachi était poursuivi pour douze chefs d'accusation relatifs à la période où son épouse était premier ministre (1988-1990). Il avait été acquitté pour neuf d'entre eux. Et la Cour suprême, après maintes interventions de l'exécutif, avait tranché pour la légalité, dans son cas, d'une libération sous caution.

Cette faculté avait déjà été accordée à M. Zardari pour deux affaires, dont un port d'armes illégal. La même mesure a été prise dans l'autre procès pendant. Le président de l'Assemblée avait, par ailleurs, autorisé l'intéressé, ce printemps, à sortir quelques jours de sa prison, pour participer à un débat parlementaire.

La «longue marche» : «un match nul»

Cet événement faste est exemplaire d'un nouveau climat politique qu'avait annoncé, à la stupéfaction générale, l'élection, le 12 janvier, de Mme Bhutto à la pré-

sidence de la commission des affaires étrangères. Le vote, bien entendu combiné avec l'Alliance démocratique islamique (IJI), majoritaire, avait fait l'effet d'une bombe. Il survenait en effet moins de deux mois après la «longue marche» lancée par le chef de l'opposition en vue d'obtenir le départ du premier ministre, M. Nawaz Sharif - toujours considéré comme un mal élu en raison des doutes entourant la régularité des élections qui avaient consacré sa victoire après l'éviction de Mme Bhutto par le président de la République, le 6 août 1990.

La réponse musclée du gouvernement n'avait pas permis à la «longue marche» de se déployer ; mais le caractère excessif, précisément, de cette réponse avait été porté au crédit de M. Nawaz Sharif. En somme, selon le mot d'un diplomate européen, l'épisode s'était terminé par «un match nul».

Ni dans un cas (la campagne pour obtenir par la pression de la rue la tête du chef du gouvernement), ni dans l'autre (son élection), Mme Bhutto n'avait mis son parti dans la confidence. Cette manière solitaire d'exercer le pouvoir, autant que les décisions elles-mêmes très contradictoires du chef de l'opposition, ont désarçonné bien des partisans et provoqué plus que des murmures dans les rangs du PPP.

Aujourd'hui encore, les questions vont bon train, au Pakistan, sur les motivations de Mme Bhutto. Officiellement, son acceptation de la présidence de la commission des affaires étrangères est au geste purement symbolique destiné à «purifier» un climat politique rendu délétère par l'affrontement passionnel des chefs de la majorité et de l'opposition.

L'encombrant président de la République

Mme Bhutto, en effet, n'a jamais caché son animosité personnelle envers un homme, M. Nawaz Sharif, qui a été élevé dans le sillage du général Zia après que le dictateur du Pakistan (1977-1988) eut renversé son père, Zulfikar Ali Bhutto, avant de le faire pendre en 1979. Le premier ministre, quant à lui, semblait avoir du mal à trouver la bonne distance envers une femme dont le hrio l'éclipsait, vu de l'étranger à tout le moins. Les vingt-six premiers mois de gouvernement de l'IJI avaient donc été marqués par des alternances d'invectives parlementaires et de manifestations de rue. La toute jeune démocratie pakistanaise en était, bien entendu, affectée, au risque de s'y perdre.

Les commentateurs envisagent naturellement d'autres motivations au revirement de Mme Bhutto. La soudaine clémence d'une justice pas toujours très indépendante envers M. Zardari est, ainsi, souvent perçue comme un élément d'une négociation plus vaste. Le chef de l'opposition s'est vivement défendu, pourtant, de s'être livré à un marchandage.

En première analyse, son élection du 12 janvier profite plus au gouvernement - d'autant que le poste de président de la commission des affaires étrangères n'est pas «décisionnaire» : les excellentes relations internationales de Mme Bhutto, avec M. Bill Clinton notamment, ne pourront pas, dès lors, être si aisément mises au service d'un Pakistan qui traverse une grave phase d'isolement face à son sempiternel ennemi indien, aujourd'hui couronné par la plupart des grands de ce monde.

Alors, ont opiné les analystes, la décision des leaders de la majorité et de l'opposition doit être mise en relation avec l'élection présidentielle prévue pour l'automne. Le chef de l'Etat, M. Ghulam Ishaq Khan, soixante-dix-neuf ans, se cache pas qu'il ne refuse pas un renouvellement de son mandat à un poste ici très central.

Un «buitième amendement» de la Constitution, pris en 1985 par le

général Zia, confère en effet des pouvoirs exceptionnels au titulaire du mandat : le dictateur défunt a taillé au président un costume de «lord protecteur» d'une démocratie prévue pour être «guidée» par les Forces armées. Si les militaires ont, pour leur part, donné, ces derniers temps, des signes d'un retour dans le rang, M. Ishaq Khan, lui, ne s'est pas fait faute d'exercer lourdement ses prérogatives - tant en démettant Mme Bhutto en 1990 qu'en marquant de près l'actuel chef de la majorité conservatrice modérée.

M. Sharif et Mme Bhutto ne se seraient-ils pas, dès lors, entendu soit pour éviter la réélection de l'encombrant chef de l'Etat, soit pour annuler à la majorité requise le huitième amendement et rendre le Pakistan à un régime parlementaire, soit pour présenter leur candidat commun à la présidence, symbole de la volonté démocratique du pays - ces hypothèses pouvant au demeurant se combiner ? Bien que la session parlementaire ait repris le 4 février à Islamabad, il faudra d'évidence attendre le retour de Londres de Mme Benazir Bhutto pour percevoir toutes les implications de ce substantiel adoucissement du climat politique au Pakistan.

JEAN-PIERRE CLERC

Vietnam : la visite de M. Mitterrand

Ce qui reste de l'héritage

Suite de la première page

Ho-Chi-Minh-Ville a davantage perdu de son cachet avec une construction sauvage dans les années 60, la période américaine, relancée depuis deux ou trois ans avec l'ouverture sur le reste du monde.

Réseaux routiers et ferroviaires, aujourd'hui en piteux état, digues, canaux d'irrigation et barrages, plantations d'hévéa et de café, rappellent également que la colonisation française, pour avoir été intéressée et brutale, n'en a pas moins été le premier véhicule de la modernisation. Pour leur propre compte, les Français ont fait plover «leur» Indochine dans le vingtième siècle, et la France, notamment au Vietnam, affiche encore quelques beaux restes, même après deux guerres ruineuses.

Café au lait et sandwiches

«Nous pouvons, dit un banquier, être fiers de ce que nous avons fait car ce qui marche aujourd'hui, de la broderie au jardinage en passant par les hôpitaux, est français». Pour faire clairement la part des choses, les Vietnamiens ont une forte identité, un nationalisme sourcilieux, un genre de vie bico à eux, héritages de deux millénaires de cohabitation hostile avec l'empire du Milieu. Mais, s'ils rêvent d'Amérique, surtout dans le Sud, ils n'ont pas moins pris quelques manies françaises.

Les Vietnamiens se sont habitués au café au lait du petit matin. En fin d'après-midi, à la sortie des bureaux, les hommes s'installent au coin des rues autour d'une bière ou d'un cognac-soda accompagnés d'amuse-gueule. C'est l'heure du patis à la vietnamienne. Pour les hommes d'affaires comme les cadres politiques, le court de tennis, un sport que l'on pratique de préférence en double, est devenu un point de rencontre. Le pain

est entré dans les mœurs. Partout, des vendeurs ambulants proposent des sandwiches qu'ils ne se contentent pas de farcir de viande de porc, de salami vietnamien, d'oignons verts et de piments-arrosés-de-sauce de soja. Ils y ajoutent beurre, pâté français et mayonnaise.

Les Vietnamiens roulent à droite et sortent parfois habillés de pyjamas de soie. A Saigon, les «tubes» des années yé-yé s'étendent un peu partout. Les petits jouent aux bi (billes) et les adultes à la bida (billard). Ils aimeraient se gaver de *sô-cô-la* (chocolat) et produisent du *cao-xu* (caoutchouc). Dans le Sud, on va aux *lôa lét* (toilettes) et on commence à prendre au sérieux les risques d'expansion du sida. Parlez de manteau (*mang-to*), ou vous comprendra.

Et, mais c'est le fruit du hasard, que M. Mitterrand ne s'étonne pas qu'on l'appelle «Tonlon», surtout dans les discours officiels : en vietnamien, président se dit tout simplement *ông tông*. Il est vrai qu'en romanisant la langue vietnamienne au dix-septième siècle, le missionnaire français Alexandre de Rhodes a grandement facilité la transcription phonétique du vocabulaire français.

La communauté chrétienne du Vietnam rassemblerait quelque cinq millions de fidèles. Même à l'heure de l'ouverture, le pouvoir communiste continue de surveiller de très près cette minorité souvent persécutée, avant la pénétration française, par les empereurs accablés à leur mandat du ciel.

Importance des échanges culturels

Autre héritage : la France ne s'est pas contentée de mettre en coupe ses possessions indochinoises, elle a également tenté de les découvrir et de les assimiler. L'ampleur des travaux ainsi effectués et la présence, en France, d'une forte communauté vietnamienne expliquent, encore de nos jours, l'importance des échanges culturels. Les notables vietnamiens, y compris les dissidents, sont traduits, en priorité, en français.

Les Vietnamiens ne se contentent pas, par confiance, d'exiger des médicaments français. A leurs yeux, ceux de gens qui se gardent volontiers que les bous souvenirs, la culture française a conservé tout son prestige. C'est sans doute l'une des raisons pour lesquelles ils entendent entretenir un courant francophone, notamment en posant leur candidature au Sommet de la francophonie prévu en 1995.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Pour 15 F, découvrez Globe hebdo le mercredi

N° 1 le 10 février



GLOBE
Hebdo
3615 GLOBE

Journal utile pour monde compliqué

06441100

AFRIQUE

La fin de la visite du pape en Ouganda

Jean-Paul II espère une « renaissance » du continent

Le pape, qui doit achever sa visite pastorale en Afrique par une escale, mercredi 10 février, à Khartoum (Soudan), a poursuivi, lundi, son séjour en Ouganda, rencontrant à Kampala le corps diplomatique et plaçant la cause d'un continent pour lequel, malgré les famines et guerres, « les raisons d'espérer ne manquent pas ».

KAMPALA

de notre envoyée spéciale

« C'est en ami de l'Afrique que je suis venu, par solidarité avec les hommes et les femmes du continent, en cette période de changements au sursaut de nouvelles perspectives de développement, mais où se profilent aussi de nouvelles menaces » : à l'avant-dernier jour de sa visite en Ouganda, devant le corps diplomatique, Jean-Paul II a dressé une nouvelle fois, lundi, le tableau sans complaisance, le tableau d'un continent africain, et suggéré les remèdes qui pourraient contribuer, peut-être, à sa « renaissance ».

Parmi les « piques » de l'Afrique :

le drame de la faim (« En Afrique, la faim n'est pas le seul résultat des conditions climatiques, mais celui d'une désintégration sociale due aux conflits »); le problème des réfugiés (« six millions de personnes déplacées, dont les souffrances engendrent d'autres guerres, d'autres famines, d'autres réfugiés »); le problème, enfin, des droits de l'homme, celui des minorités et de la liberté de culte. Ce qui devait le conduire à évoquer le cas du Soudan, prochaine étape de son voyage pastoral en Afrique.

« En visionnant Khartoum, a expliqué Jean-Paul II, j'espère pouvoir élever ma voix pour apporter justice et paix à tous les Soudanais, et pour reconstruire mes frères et mes sœurs en religion, dans beaucoup d'entre eux, le conflit qui déchire le sud du pays. » Un conflit, devait ajouter le pape, évitant délibérément de trop insister sur le seul aspect religieux, qui traduit la quête d'identité nationale d'un pays dont le Nord et le Sud sont séparés par de grandes différences raciales, culturelles, linguistiques et religieuses, dont il faut tenir compte. Seul le dialogue sincère peut esquisser le cadre d'une réelle

justice, et je prie pour que moi-même y contribue. » De même, comment ne pas voir une allusion transparente au Soudan et à l'imposition de la Loi islamique à l'ensemble du pays lorsque, parlant de « ceux qui tentent de fabriquer une unité nationale en forçant des minorités à assimiler la culture au la religion de la majorité », Jean-Paul II coadjuvait avec force : « Une fausse unité ne peut mener à la tragédie ».

« Solutions africaines » aux « problèmes africains »

Quels sont les remèdes pour guérir l'Afrique ? Le pape a renouvelé un appel pressant auprès « des dirigeants du monde entier et des nations développées » pour qu'ils intensifient leur aide - en exigeant pas, notamment, le remboursement d'une dette « au prix de sacrifices insupportables », et en veillant « à ce que les déclarations de principe et les bonnes intentions se traduisent par des actes concrets ». Ces efforts doivent être menés au oam d'une « solidarité » bien comprise, dans laquelle le concept réducteur d'« assistance » serait remplacé par une « prise de

conscience » des Africains, devenus responsables de leur propre destin. Des efforts d'autant plus nécessaires, a poursuivi le pape, au moment où « les raisons d'espérer ne manquent pas » et où « les Africains cherchent de nouvelles façons d'adapter leurs valeurs traditionnelles à la vie qui les attend, dans le siècle qui s'annonce ».

Une idée que Jean-Paul II a développée déjà, à plusieurs reprises, en particulier lors de son voyage, l'année dernière, au Sénégal : « Les problèmes africains doivent trouver des solutions africaines. » Idée qui ne manquera pas d'être reprise dans les débats du synode des évêques africains, dont le document de travail est en fin de préparation, et qui doit avoir lieu, en principe, à Rome, au début de l'année prochaine. En inaugurant, mardi, la troisième réunion en Afrique du Conseil du secrétariat général du synode africain, le pape devait officiellement en consacrer la date. Et, à la lumière de ses réflexions, Jean-Paul II de s'interroger, avec optimisme, devant les diplomates : « L'Afrique est-elle en train de renaitre à une liberté retrouvée ? »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

OCÉAN INDIEN

MADAGASCAR : second tour de l'élection présidentielle

M. Zafy, principal adversaire du général Ratsiraka, est donné favori

Les électeurs malgaches devaient participer, mardi 9 février, au second tour de l'élection présidentielle, un scrutin historique puisqu'il devait marquer, selon la plupart des observateurs, la défaite du président sortant, le général Didier Ratsiraka, au pouvoir depuis 1975.

Après le Cap-Vert, la Zambie et le Congo, Madagascar serait donc en passe de devenir le quatrième pays d'Afrique où un chef de l'Etat se voit contraint par les urnes de céder son fauteuil à un dirigeant de l'opposition.

De l'avis de tous les observateurs, le candidat de l'opposition n'en est pas moins assuré de la victoire - si les options de vote ne sont pas truquées. « Il faudra que les observateurs internationaux restent après les élections, car c'est là que Ratsiraka peut tenter un coup de force », estiment certains électeurs de l'opposition.

Le professeur Albert Zafy, principal challenger de M. Ratsiraka, était arrivé très largement en tête, lors du premier tour de l'élection présidentielle, le 25 novembre dernier. Sur les huit candidats en lice, M. Zafy avait obtenu 45 % des suffrages, contre 29 % seulement au président Ratsiraka. Si l'on en croit les résultats d'un sondage publié lundi par les journalistes de la Tribune de Madagascar, le professeur Zafy serait crédité de 66 % des intentions de vote au second tour. Réalisé par l'institut privé Inaso (« le regard » en malgache), ce sondage ne porte cependant que sur les trois provinces les plus peuplées

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

Nationalisme gastronomique à la Maison Blanche

WASHINGTON
correspondance

Après le premier grand dîner officiel de la Maison Blanche, les experts en gastronomie et les observateurs s'interrogent : les Clinton, seront-ils des aventuriers « culinaires » comme les Reagan, ou des gardiens prudents de la tradition comme les Bush, tempérant cependant la classicisme des menus par quelques initiatives ?

L'incertitude vient de l'attitude d'Hillary Clinton, décidée à mettre la main à la pâte aussi bien dans les affaires d'Etat qu'à la cuisine. Dans son épée de rénovation, elle a invité deux chefs connus de New York et un de Washington à apporter leurs suggestions. A sa demande, le menu du dîner officiel récemment offert aux gouverneurs a été changé rapidement : le moussa de fruits de mer à l'orange a été remplacé par des grosses crevettes servies avec du chumney et du raitfort. Le médaillon de veau a été abandonné pour un rôti de bœuf.

A en croire le New York Times, M. Chamberlin, le chef de la Maison Blanche, n'a pas apprécié cette intrusion dans sa cuisine. « Je ne peux pas dire que je sois très content, a-t-il dit, mais j'ai maintenant une bonne idée de ce qu'ils (les Clinton) veulent : quelque chose de plus américain. » Au cours des

prochains mois, il va préparer six menus différents soumis à l'approbation de la patronne.

Les innovations illustrent une certaine tendance au nationalisme gastronomique : les menus seront désormais écrits en anglais et non plus en français. Ainsi on ne lira plus « chèvre » et « pommes de terre », mais « goat cheese » et « potatoes ».

Et même, le sorbet, communément orthographié à la française dans le pays, va maintenant s'appeler « sherbet ».

Cartes, depuis quelque temps, la tradition avait été ébranlée, l'endive avait reculé au profit du melon, et la brioche dédaignée pour le fromage de chèvre du New-Hampshire. Bien sûr, depuis longtemps, seuls les vins américains sont servis aux grands dîners. Hillary Clinton a cependant jeté une lueur d'espoir pour les vins français.

« Nous nous intéressons à ce qui se passe dans le monde. Il peut y avoir des occasions où un vin américain n'est pas le meilleur choix. »

Sûrement les Clinton n'imitent pas les Carters, qui avaient demandé au chef de la Maison Blanche s'il pouvait préparer des plats simples et nourrissants du Sud. « Il y a longtemps que nous servons ce genre de nourriture aux domestiques », avait répondu désagréablement le grand patron des cuisines.

HENRI PIERRE

TOGO : réunies à Colmar, sous l'égide de la France et de l'Allemagne

Les délégations du gouvernement et de l'opposition ne sont pas parvenues à s'entendre

C'est sur un constat d'échec que se sont achevés les pourparlers organisés lundi 8 février, à Colmar, sous le parrainage des gouvernements français et allemand, entre les représentants de l'opposition togolaise et les partisans du président Eyadéma. Dès mardi matin, ces derniers étaient repartis.

COLMAR

de notre envoyé spécial

« Nous ne sommes pas prêts à négocier sous la menace d'une intervention militaire étrangère », En faisant cette déclaration, quelques heures après le début de la table ronde réunissant les représentants du président Gnassingbé Eyadéma et ceux du Collectif de l'op-

position démocratique (COD), le ministre togolais des affaires étrangères, M. Ouattara Natchaba, signifiait clairement dans quel état d'esprit il s'était rendu à Colmar. Le ministre français de la coopération et du développement, M. Marcel Debarge, n'avait-il pas agité, devant toute l'assistance, la menace d'une opération militaire, tentant d'expliquer un des porte-parole de la délégation présidentielle ?

Quelques instants plus tôt, le ministre français et son collègue allemand, M. Helmut Schäfer, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, avaient pourtant pris la précaution de souligner, avec force, qu'il s'agissait de questions d'envie, d'une intervention armée au Togo. Conscient de la volonté des délégations de la présidence togolaise et du Rassemblement du peuple togolais (RPT), ex-parti unique, dirigé par le chef de l'Etat de ren-

dre responsables la France et le COD de l'échec de la négociation, M. Debarge avait ainsi tenté de déjouer le piège. En vain.

Les pourparlers allaient botter très vite sur une question centrale, celle de la sécurité, et, plus précisément, celle du retour des militaires dans leurs casernes. Afin d'organiser dans de bonnes conditions des « élections libres, législatives puis présidentielles », à partir du mois de mai prochain, les Français, les Allemands et les représentants du COD demandaient que les forces armées togolaises (12 500 hommes pour 3,5 millions d'habitants) restent « neutres », et qu'elles soient « cantonnées dans leurs casernes, sous le contrôle d'observateurs internationaux ». Le général Eyadéma et le premier ministre « s'engageront publiquement sur ce point », précisait-il.

A l'opposé, la délégation présidentielle souhaitait que les forces armées, « dans leur mission de protection de la sécurité publique », reçoivent une « assistance internationale en matériels », cette aide devant leur être fournie « sur la demande des autorités togolaises ». Un vœu qui réduit à néant le projet franco-allemand de créer, au Togo, une véritable force de sécurité publique (police et gendarmerie). Ce projet vise à retirer aux militaires une mission, dont on a vu, depuis ces deux dernières années, de quelle sanglante manière ils en assurent la charge.

A l'issue de douze heures de débats, force fut de reconnaître l'échec de la négociation. M. Debarge et Schäfer se sont néanmoins engagés à « produire tous leurs efforts pour que le processus démocratique se déroule normalement au Togo ».

MARCEL SCOTTO

RWANDA

Nouveaux combats dans le Nord-Ouest

De nouveaux affrontements ont éclaté, lundi 8 février, à Ruhengeri, dans le nord-ouest du pays, entre les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) et l'armée régulière. Les maquisards du FPR ont lancé l'offensive, après avoir, selon un de leurs porte-parole, présenté un « ultimatum » pour exiger « l'arrêt des massacres ethniques », récemment perpétrés contre la communauté minoritaire des Tutsis (le Monde du 5 février). Selon divers témoins, le FPR se serait avancé à une trentaine de kilomètres de la capitale, Kigali.

De son côté, la radio nationale a fait état de combats dans la région

de Biumba, à 50 kilomètres à l'est de Ruhengeri. Les rebelles du FPR auraient notamment attaqué, lundi matin, le camp de déplacés de Tumba, où sont installés environ trois mille personnes. A Ruhengeri, a précisé la radio, des rebelles, après s'être infiltrés dans la ville, ont tenté de s'emparer des postes de police et des casernes militaires. Aucun bilan de ces divers incidents n'a été publié. Une revanche, le gouvernement a confirmé, lundi, le bilan des violences tribales de janvier, faisant état de trois cents tués. - (AFP, Reuters)

EN BREF

o ALGÉRIE : deux gendarmes assassinés. - Peu après l'annonce de la prorogation de l'état d'urgence (le Monde du 9 février), un gendarme a été tué dimanche soir dans le centre de la localité de Meftah, au sud-est d'Alger, par des inconnus qui ont réussi à prendre la fuite, a indiqué lundi 8 février la gendarmerie nationale. La veille, le chef du groupement de gendarmerie d'El Azhar, dans la région de Tissemsilt, à 250 kilomètres au sud-ouest d'Alger, avait été tué par trois hommes armés qui s'étaient enfuis. - (AFP, Reuters)

o BÉNIN : ouverture du premier festival des cultures et arts vaudous. - Un Festival international des cultures et arts vaudous, le premier du genre, s'est ouvert lundi 8 février à Ouidah, à l'ouest de Cotonou, en présence du président béninois, M. Nicéphore Soglo, et des deux principaux dignitaires vaudous du pays, les grands prêtres Sossa Guédéhoungbé et Dagbo Houonou. Cette manifestation a lieu trois jours après que le Bénin ait reçu la visite du pape Jean-Paul II,

qui avait, pour la première fois, rencontré une délégation de dignitaires vaudous. - (AFP)

o BRÉSIL : inculpation d'une centaine de policiers après le massacre de la prison de Carandiru. - Une centaine d'agents de la police militaire (gendarmerie), dont leur ancien chef, vont être inculpés d'homicide volontaire pour la répression de la mutinerie de la prison de Carandiru à Sao-Paulo, qui avait fait 111 morts parmi les détenus le 2 octobre, a-t-on appris, lundi 8 février, de source judiciaire. Selon les procureurs Luiz Barbosa et Ivan da Silva, le principal responsable est le colonel Ubiratan Guimarães (relégué de ses fonctions depuis), qui avait donné à ses agents l'ordre de prendre d'assaut la prison. Il est passible de 12 à 30 ans de prison. Plusieurs rapports ont affirmé que les détenus avaient été abattus de sang-froid, après s'être rendus. - (AFP)

o HAITI : libération d'un journaliste. - Un journaliste d'une radio privée de Port-au-Prince, Radio-

Tropic-FM, disparu depuis le 1^{er} février alors qu'il couvrait une manifestation pro-gouvernementale à l'aéroport de Port-au-Prince, a été libéré, dimanche soir 7 février, par ses ravisseurs non identifiés. Colson Dorné, vingt-six ans, a été déposé par des inconnus circulant en voiture devant le local de Radio-Tropic-FM, au centre de la capitale. Vêtu seulement d'un caleçon et d'un maillot, il avait les yeux bandés, le crâne rasé et de nombreuses traces de coups sur le corps. Au moment de son enlèvement, le journaliste effectuait un reportage sur une manifestation organisée contre la venue en Haïti du médiateur de l'Organisation des Etats américains (OEA) et de l'ONU, M. Dante Caputo. Il a déclaré avoir subi un interrogatoire durant lequel ses ravisseurs lui ont notamment demandé « si travaillait pour l'étranger ».

o LIBÉRIA : les rebelles perdent au de leurs bastions. - Réussissant une nouvelle progression, la Force ouest-africaine d'interposition au Libéria (ECOMOG) a repris la

ville de Harbel, à 50 kilomètres à l'est de Monrovia, au Front national patriotique, dirigé par M. Charles Taylor, a annoncé lundi à Monrovia un porte-parole de l'ECOMOG. Selon lui, les troupes de M. Taylor ont « mis le feu » à la ville, qu'elles occupaient depuis 1991, avant de l'abandonner. - (AFP)

o ZAÏRE : le HCR évacue son personnel du nord-est du pays. - Après que les troupes gouvernementales se furent livrées à des actes de pillage et de violence dans la ville de Dunga, dans le nord-est du Zaïre, le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies (HCR) a évacué trois de ses fonctionnaires, a annoncé lundi 8 février le représentant du HCR en Ouganda. Ces trois responsables travaillaient dans un camp de réfugiés abritant quelque 40 000 Soudanais près de Dongu. Un quatriième fonctionnaire et les trois membres de sa famille sont cependant restés bloqués dans la ville. - (AFP)

o M. Lawrence Eagleburger élu administrateur d'une compagnie pétrolière. - L'ancien secrétaire d'Etat Lawrence Eagleburger a été élu lundi 8 février au conseil d'administration de Phillips Petroleum, la douzième compagnie pétrolière des Etats-Unis, dont le siège se trouve à Bartlesville (Oklahoma). - (AFP)

o CUBA : des réfugiés ont tenté de gagner la Floride en prenant des touristes cubains en otage. - Deux Cubains qui tentaient de gagner la Floride à bord d'un Zodiac volé, après avoir pris en otage plusieurs personnes, sur une plage de Vandeloro à 140 kilomètres à l'est de La Havane, ont été interceptés et capturés par une unité des gardes-côtes cubains, a-t-on appris, lundi 8 février, de source diplomatique cubaine. L'interception aurait fait des victimes parmi des Cubains, employés dans un hôtel, qui avaient proposé aux premiers d'otages de prendre la place d'un couple de touristes canadiens que les agresseurs souhaitaient entraîner dans leur fuite. - (AFP)

NIGER

Trente civils tués lors d'une attaque de rebelles touaregs

Un raid lancé, dimanche 7 février, dans la région de Tassara, dans le nord-est du Niger, par la rébellion touarègue, a fait trente tués et sept blessés - tous civils - a annoncé, lundi soir, à Niamey, le ministre de l'Intérieur. Trois villages ont été la cible des maquisards : Azanag (dix morts et deux blessés), Albadaya (sept tués et un blessé) et Alakaricha (treize tués et quatre blessés).

Cette opération, menée par une centaine d'hommes armés, est, de très loin, la plus meurtrière, depuis octobre 1991, date des premières offensives du Front de libération de l'Aïr et de l'Azawak (FLAA). Elle porterait à quatre-vingt-six le bilan des victimes, imputables au conflit, selon les estimations officielles. Cette attaque est intervenue une semaine, jour pour jour, après la création d'un ministère chargé de la réconciliation nationale - et en particulier de l'étude du dossier touareg. - (AFP)

TUNISIE

Poursuites contre un comité de défense des prisonniers d'opinion

TUNIS

de notre correspondant

M. Salah Hamzaoui, « coordinateur » du Comité pour la défense des prisonniers d'opinion, récemment créé en Tunisie (le Monde du 4 février), a été placé sous mandat de dépôt samedi 6 février, ont annoncé plusieurs de ses amis. Selon ces derniers, le juge d'instruction devant lequel a comparu M. Hamzaoui, sociologue attaché au Centre d'études et de recherches économiques et sociales (CERES), a retenu contre lui la création d'une organisation non reconnue, la diffusion de fausses nouvelles susceptibles de troubler l'ordre public et la diffamation d'un corps constitué (la police). Les dix-sept autres membres du Comité doivent comparaître dans les prochains jours devant le magistrat instructeur.

Le Comité s'est fixé pour but d'« œuvrer à la libération des prisonniers politiques », à l'arrêt des poursuites contre « tous ceux qui sont actuellement pourchassés » et à « l'éradication du phénomène de la torture ». Les autorités ont répliqué que « nombre de ceux qui sont censés composer ce comité illégal sont naturellement connus pour leur tendance extrémiste » et que leur communication n'est « qu'un tissu d'affabulations et d'olégations gratuites ».

M. D.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

هكمان النحل

حکومت الانجل

POLITIQUE

Les déclarations du président de la République et la préparation des élections législatives

L'opposition demande à M. Mitterrand de la laisser gouverner en cas de victoire

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui commentait, lundi 9 février, sur France 3, l'entretien accordé par M. Mitterrand au Monde du 9 février, a estimé que le chef de l'Etat devra, au lendemain des élections législatives, «laisser le gouvernement gouverner» et «respecter la volonté des électeurs». Mercredi matin, sur France Inter, M. Millon a souligné que M. Mitterrand, sachant «que la cohabitation de combat jouera en sa défaveur», a «décidé de jouer carte, de jouer la concurrence et le modus vivendi». Selon le président du groupe UDF, «il faut rester sur ses gardes, car François Mitterrand a plus d'un tour dans son sac».

M. Millon a invité d'autre part M. Bérégovoy à «s'expliquer» sur le prêt de 1 million de francs qu'il a reçu de Roger-Patrice Pelat ou à démissionner. Notant que le premier ministre avait fait de la lutte anticorruption «le point central de son engagement politique», le président du groupe UDF a ajouté que M. Bérégovoy était aujourd'hui «pris la main dans le sac» et que cette affaire ajoutait au «climat délétère» de la vie politique française.

M. Philippe Vasseur, député UDF-PR du Pas-de-Calais, a affirmé sur France-Inter qu'il ne voyait pas «comment le chef de l'Etat pourrait imposer» à la droite «le choix de son premier ministre qui aura des comptes à rendre à l'Assemblée nationale». «Nous sommes encore dans un régime parlementaire, nous ne sommes pas dans un régime présidentiel», a ajouté M. Vasseur, qui pense que «l'esprit de la Constitution, comme l'a montré le général de Gaulle, veut que, lorsque le président de la République est sévèrement désavoué par l'opinion, il s'en aille». Le député du Pas-de-Calais a précisé que la nouvelle majorité devrait «dési-

gner» son premier ministre, engager «l'action de redressement nécessaire» et partir «à la première incartade du président».

M. Philippe de Villiers, député app. UDF de Vendée, soutient, dans le Quotidien de Paris du

9 février, que «François Mitterrand applique à merveille le vieux principe: Plus on est faible, plus il faut avoir l'air fort pour impressionner l'adversaire». L'animateur de Combat pour les valeurs estime que le président de la République se pré-

pare à une cohabitation offensive, en inventant une nouvelle théorie: non plus le «modus vivendi» mais le «travail ensemble», qui doit lui permettre d'entraîner partout le programme du gouvernement».

M. Hervé de Charette, délégué

général des clubs Perspectives et Réalités, a estimé mardi matin, sur Europe 1, que «pour la première fois» le président de la République a «trouvé la porte d'une cohabitation qui permettrait le jeu libre et normal d'une alternance franche».

«Ses propos vont dans le bon sens», a-t-il dit, ajoutant: «S'il désire rester, ce qui est son droit, il faut un modus vivendi clair et précis. Il faut respecter la fonction présidentielle, et que la nouvelle majorité puisse mettre en œuvre la politique qu'elle a proposée aux Français».

M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a déclaré que M. Mitterrand tentait de «dramatiser et banaliser la phase nouvelle qui s'ouvrira après mars». Le plus important, a-t-il ajouté, est «l'état d'esprit qui se dégage des déclarations du chef de l'Etat: le président a parfaitement intégré l'idée qu'il y aurait une majorité assez forte et il essaie de définir lui-même le cadre dans lequel devra s'exercer la cohabitation». M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges, auquel on demandait, au Club de la presse d'Europe 1, s'il se sentait visé par les propos de M. Mitterrand excluant un premier ministre anti-européen, a répondu: «Je ne suis pas hostile à la construction européenne, mais si j'avais moi qui étais l'objet de cet ostracisme, j'en serais tout à fait fatigué parce que cela signifierait que le président de la République me désigne comme un adversaire total, courtois mais total».

Mardi matin, au micro d'Europe 1, M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint du RPR, a précisé qu'il n'était ni «rassuré» ni «inquiété» après les déclarations du chef de l'Etat. «Nous n'allons pas à la cohabitation pour guerroyer avec M. Mitterrand», a-t-il souligné.

Rectificatif. - Dans l'entretien accordé par M. Mitterrand au Monde du 9 février, il fallait lire, à propos des soldats français membres des forces des Nations unies, que «onze d'entre eux - et non pas neuf - sont morts pour la paix».

Dédramatiser la cohabitation

par Thomas Ferenzi

M. CHARLES MILLON l'a dit et redit: le seul modus vivendi acceptable pour l'opposition, si elle devient la majorité après les élections législatives, est que le président de la République laisse le nouveau gouvernement gouverner. Le président du groupe UDF de l'Assemblée nationale a rappelé que le premier devoir du chef de l'Etat sera, au lendemain du scrutin, de «respecter la volonté des électeurs» en renonçant à imposer sa sienne.

Autre porte-parole de l'UDF, M. Philippe Vasseur a confirmé que le président de la République ne saurait, selon lui, dicter à la droite le choix du premier ministre: même s'il n'est pas tenu de désigner le chef du parti le plus puissant, comme l'a fait observer M. Mitterrand dans son entretien au Monde, il sera pratiquement contraint, assurent les dirigeants de l'opposition, d'obéir à la loi du plus fort.

Au RPR, le langage est plus mesuré, mais le propos est le même. M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint, assure que l'opposition n'a pas l'intention de «guerroyer» avec M. Mitterrand, mais il affirme aussi que celle-ci devra assumer le lourd bilan de la

gauche et qu'elle attend bien d'appliquer sa propre politique, sans composer avec le président de la République.

Bref, toute la tactique de la droite est, en se montrant intransigeante, de réduire le marge de manœuvre du chef de l'Etat. L'objectif de celui-ci est au contraire de s'élargir en se dérobant au choc frontal auquel veut le conduire, sans le dire et parfois en le disant, ses adversaires.

Logique d'échange

Certains de ses amis suggèrent à M. Mitterrand, pour échapper au piège que lui tendra l'opposition victorieuse et obliger celle-ci à accepter un compromis viable, de choisir pour premier ministre celui de ses opposants qu'il jugera le plus accommodant et de conclure avec lui une sorte de «contrat» garantissant une paix nationale: le nouveau premier ministre concéderait au chef de l'Etat la révision constitutionnelle que celui-ci a entreprise et lui reconnaîtrait la «prééminence» en politique étrangère; en contrepartie, il aurait les coudées franches en politique intérieure et... de meilleures perspectives pour l'élection présidentielle. L'offre faite à l'opposition par

M. Mitterrand de «travailler ensemble» n'inscrit assez bien dans cette logique d'échange, qui pourrait intéresser un François Léotard, voire un Valéry Giscard d'Estaing, dont on considère à l'Elysée qu'il serait prêt, en dépit de ses reticences, à coopérer avec le chef de l'exécutif. Le message semble, en tout cas, avoir été reçu par M. Hervé de Charette, proche de l'ancien président de la République, qui a jugé que ces propos étaient «dans le bon sens». M. Edouard Balladur, qui a affirmé à plusieurs reprises que le gouvernement de M. Chirac, de 1989 à 1993, n'avait pas été empêché d'agir comme il le voulait, apparaît aussi comme l'un des possibles destinataires de la déclaration présidentielle.

M. Mitterrand a tout intérêt à «dédramatiser» la question de la cohabitation, comme le souligne M. Charles Pasqua, pour parvenir à un arrangement qui lui assure un certain espace. L'intérêt de l'opposition, en revanche, est de durcir le ton afin d'accentuer sa pression sur le chef de l'Etat. C'est ce que fait M. Millon, qui se comporte depuis plusieurs mois comme l'un des porte-parole les plus insistants de l'opposition.

La président du groupe UDF de

l'Assemblée nationale a ainsi tenté, une fois de plus, d'atteindre indirectement M. Mitterrand à travers son premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, comme il s'était efforcé de le faire à l'automne 1991, en proposant à M. Fabius. Il se trouve que les deux hommes qui incarnent aujourd'hui le socialisme en France, l'un comme chef du gouvernement, l'autre comme premier secrétaire du PS, sont affaiblis par les «affaires», exposant un peu plus le président de la République aux coups de ses adversaires.

M. Mitterrand a beau affirmer que «le Parti socialiste est un parti d'honnêtes gens» et M. Fabius «l'objet d'une mise en cause injuste», il ne peut empêcher que les deux personnalités qui sont censées partager la direction de la campagne ne soient amoindries, victimes autant de leur propre maladresse que d'une justice instrumentée par la politique.

M. Mitterrand prend acte du discrédit qui en résulte pour le gauche. La voici seul face aux futurs vainqueurs des législatives, sans autre «arme» que son habileté, sans autre «carnière» que la dignité de sa fonction, qu'il entend préserver, pour son propre usage et celui de ses successeurs.

PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

Michel Rocard, militant

Suite de la première page.

La «malédiction» qui englobe les gouvernants dans le scandale du sang contaminé pour mieux «préserver notre corps médical et ses sommiers» ? D'abord la manifestation d'une formidable insécurité économique qui obéisse les Français et contraste avec l'optimisme des années 50 et 60, «où l'on comptait moins de 2 % de chômeurs, où les revenus annuels de 4 à 5 % par an, et où les familles moyennes et modestes avaient la certitude que la vie serait de toute façon meilleure pour leurs enfants». La crise, le chômage, une expérience et sa banalité, «sont une véritable insécurité sociale, les vrais démolisseurs de l'art de vivre ensemble». La morosité, le doute sur l'avenir ont cassé le ressort des liens entre gouvernants et gouvernés.

Ne vous risquez pas à demander pourquoi il se représente à une élection législative, ni s'il a, en instaurant, bésé. Cela le rend fou, Rocard, qu'on ait pu douter de son courage à descendre dans l'arène. «Pas un instant je n'ai hésité à me représenter». La question ne s'est jamais posée, et il est même stupéfiant que j'accepte aujourd'hui de l'écrire! Personne dans mon équipe proche n'a imaginé une seconde que je renonce à la bagarre! Peut-être, il est possible que certains de ses amis avouent l'avoir souhaité. «Je ne vois pas ce que cela peut ajouter à sa gloire, ou à sa légitimité, confie son vieux complice, M. Jean-Henri Huchon, ancien directeur de son cabinet de Matignon et adjoint au maire de Conflans. C'est un enjeu majeur, périlleux si l'on pense à la présidentielle, mais Michel n'a pas hésité. Son côté scout toujours!».

Il e donc foncé, tête baissée, pour retrouver un siège de député,

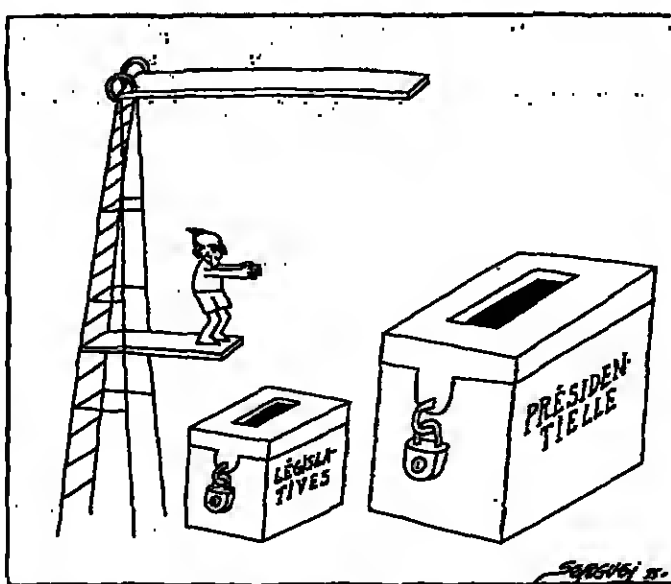
conquis quatre fois déjà depuis son arrivée à la mairie de Conflans en 1977 et abandonné en 1983 à son suppléant, M. Jean Guignat, alors que démarrait l'aventure Matignon. L'occasion de s'arrêter, de renouer avec la base des Français, d'en prendre le pouls en quittant le confort ouaté du septième arrondissement où son antenne -fantôme- écrit ses anciens bureaux de Matignon. Rocard n'est pas de celles qui se gagnent dans les salons, les studios de télévision ou les ministères. C'est sur le terrain qu'il faut aller, M. Rocard en est bien convaincu, qui se pille de bonne grâce à tous les canotiers, même les plus dédiciés.

Mardi 26 janvier: visite du centre d'aide par le travail à Andréus puis réunion «d'appartenance», qui permet à l'ancien premier ministre de discuter amicalement avec un professeur, un chimiste, un retraité, un chômeur; jeudi 28: visite d'écoles et déjeuner avec les animateurs sociaux de Conflans; vendredi 29: rencontre avec des lycéens, inauguration du conseil de coupe, remise de coupes de tennis, puis des récompenses d'un tournoi de bridge, etc. Une organisation d'état-major pour rajuster la région et faire le pari «de voir physiquement dix mille personnes plutôt que mille».

«Comme un p'tit gars de la région»

On croit rêver. On le fait répéter. Mais M. Rocard insiste: l'événement est bien quantitatif. D'où ces clichés qu'on croyait improbables: Rocard parcourant les marchés, embrassant des bébés, complétant une assemblée de jardiniers; Rocard partant au petit matin à la rencontre des voyageurs de la ligne Saint-Lazare-Conflans; et, toujours plus étonnant: Rocard recueillant dans un café les conseils d'un tueur pour prêter à son tour dans le Prix d'Amérique... Que les campagnes soient drôles et leurs rites immuables! «Donner physiquement, concrètement, le sentiment de la simplicité, l'impression que l'on est accessible à la parole et aux questions de chacun est un atout indéniable que l'on ne saurait remettre en cause, quand bien même on en perçoit parfois la vanité», écrit Michel Rocard dans le Cœur à l'ouvrage (éditions Odile Jacob, 1987).

C'est une vraie campagne, donc, pour un scrutin au résultat très incertain. Sans doute, le terreau sociologique des Yvelines n'est-il jamais été très propice à la gauche.



Et sans doute le redoublement récent de la septième circonscription, désormais privée du fief des Muraux - grâce au talent pervers de M. Pasqua - prêterait à M. Huchon, - va-t-il accuser son positionnement bourgeois. Mais la compétition entre les candidats promet d'être serrée, l'UDF et le RPR venant d'opter, après moult péripéties et d'innombrables négociations, pour un candidat d'union: M. Pierre Cardo, le jeune maire de Chanteloup-les-Vignes.

Un élu atypique, ce Pierre Cardo! Un brouilleur de pistes de talent, fier d'être fréquemment jugé «inclassable», incapable de «dessiner la frontière idéologique entre la gauche et la droite», mais «très à l'aise» au Parti républicain. Un rebelle discret que l'on découvre tantôt sous les traits d'un fumeur de pipe un peu austère, au costume de velours vert, tantôt sous l'allure sportive d'un motard endurci, fort de l'état d'esprit des deux-roues («indépendance et solidarité»). Un homme sincère, reconnaissant en général ses adversaires, bluffé par

son endurance au travail, son attention aux jeunes des cités et sa réflexion sur la politique de la ville et les questions d'insertion, qui lui avait valu, en 1989, les compliments et le soutien d'un Rocard alors premier ministre.

La candidature du Front national, M. Myriam Baccarot (18,6 % aux dernières élections régionales), n'a aucune intention de se rallier à sa banquette. La «pétite d'union» entre l'UDF et le RPR, «dont on lui son à contenté tirés», la fait doucement rigoler. M. Cardo, en tout cas, a déjà pris son bâton de pèlerin, décidé, face à l'ancien premier ministre, candidat probable à la prochaine élection présidentielle, à se présenter «comme un p'tit gars de la région, confirmé dans ses mandats locaux, capable de tenir un discours national sur une politique de la ville et d'opérer pour son combat quotidien sur le terrain». Rien de moins. Sa force, c'est d'être proche des gens. M. Rocard n'a-t-il pas fini par confondre, lui, septième arrondissement et septième circonscription?

«Rocard? On ne le voit pas!».

vous dit-on quelquefois, mais réalisez-vous, chers amis, que chaque fois que vous le voyez, c'est qu'il ne fiche rien? observe l'intéressé. Qu'est-ce que travailler, si ce n'est lire des documents, s'informer, prendre des décisions? On connaît mieux quel- qu'un en étudiant son dossier qu'en lui serrant la poigne... LA, c'était trop facile, la salle était acquise, il jouait sur du velours. N'avait-il pas ouvert son discours sur «l'immense victoire» qu'il venait de remporter, grâce à ses démarches et son influence personnelles dans les sphères du pouvoir, sur le dossier le plus polémique de la campagne: celui du projet d'autoroute A-184 entre Orgeval et Pierrelaye?

Depuis des mois, ce projet mobilise des milliers de riverains réunis dans différentes associations ainsi que des élus, à la tête desquels figure notamment M. Cardo, dénonçant unanimement un tracé inscrit dans le schéma directeur de la région en écartant tout dossier qui en battrait dans de nombreuses zones urbaines. Tracé aujourd'hui caduc, puisque M. Rocard a obtenu du premier ministre que l'Etat travaille sur un autre tracé, dont les propositions feront l'objet d'un débat public organisé par le ministre de l'équipement. De quoi réjouir les ennemis nombreux de l'autoroute mais aussi faire d'étranges de rap une poignée d'élus particulièrement engagés dans ce dossier et coiffés sur le poteau. Le maire de Conflans, la preuve, a encore le bras long.

Personne, assure-t-il, ne pourrait le battre sur le terrain de l'environnement. N'est-ce pas lui qui, le premier, a «développé le pot catalytique»? N'est-ce pas lui qui a «fait avaler au président d'aller à La Haye» et «inventé, rédigé, négocié cet appel en faveur d'une régulation mondiale de l'environnement»? N'est-ce pas lui encore qui a «engagé la bataille pour sauver l'Antarctique»? Et puis, «avec Brice Lalonde et en le soutenant», a lancé la politique des déchets et de l'eau? «Les écologistes, je le sais, savent que je suis un frère à eux».

Cette ingrate fraternité n'a pu empêcher la candidature de M. Monique Le Saux, ancienne militante socialiste, attachée parle-

mentaire de M. Rocard de 1986 à 1988, adjoint au maire communiste d'Hachères et, aujourd'hui, membre de Génération Ecologie. Cette candidate un peu étrange, en délicatesse avec l'équipe Rocard et dont l'impréparation est manifeste, est décidée à ne faire «aucun cadeau» au candidat socialiste. Un désistement au second tour? Allons donc! «Il se pourrait que ce soit lui qui se trouve en situation de rapporter des voix!» suggère la candidate, en rappelant que son camp avait rassemblé, l'an passé, plus de 23 % de suffrages écologistes. Aura-t-elle seulement le choix de la stratégie du deuxième tour? «J'ai du mal à imaginer», dit M. Huchon, que Brice se désintéresse totalement de cette circonscription... »

«Ils vont compter, c'est sûr, commente encore le maire de Conflans. Le temps que l'on découvre qu'ils sont eux aussi faire de la politique politicienne. Ils apprennent d'ailleurs vite, plus vite encore que les Verts allemands, remaniés aujourd'hui dans la discrétion générale». Une parenthèse, le regard posé sur quelques vieux amis: «Il y avait, je crois, au PSU, une autre distance, un bris du pouvoir, une autre capacité à préserver une pureté de doctrine avant de penser à se disputer les places».

«Barjot, malade!» Le sourire gêné, Michel Rocard tend une main décidée à une dame bien droite, en tête de file devant le fromager du marché de Verneuil. «Rebonjour, M. Rocard. Tout va bien? continue le maire de Conflans qui n'a pas perçu l'allusion. - Très bien, depuis tout à l'heure. - Ah! il me semblait aussi vous reconnaître!», affirme Rocard en prenant l'air rictus. Il en finit d'ailleurs pour décontenancer un candidat en campagne. «Rebonjour monsieur!», continue donc Rocard en affrontant la file située derrière la dame, la poignée de main décidément enthousiaste. «Re!», confirme ses interlocuteurs un brin surpris. Les deux mains dans les poches de son manteau moutarde, Michel Rocard s'éloigne alors, l'œil gyrophare, le sourire satisfait. Faire campagne est un vrai métier.

ANNICK COJEAN

ISTHES
STAGES INTENSIFS
- Février: du 15 au 19/02 d'ou
- Avril: du 19 au 22/04
• GRANDES ECOLES
DE COMMERCE
• PREPAS SCIENTIFIQUES
MATHS SUP. ET SPE.
CENTRE AUTEUIL
42 24 10 72 + 45 27 10 15
PLUS D'UNE INSTITUTION

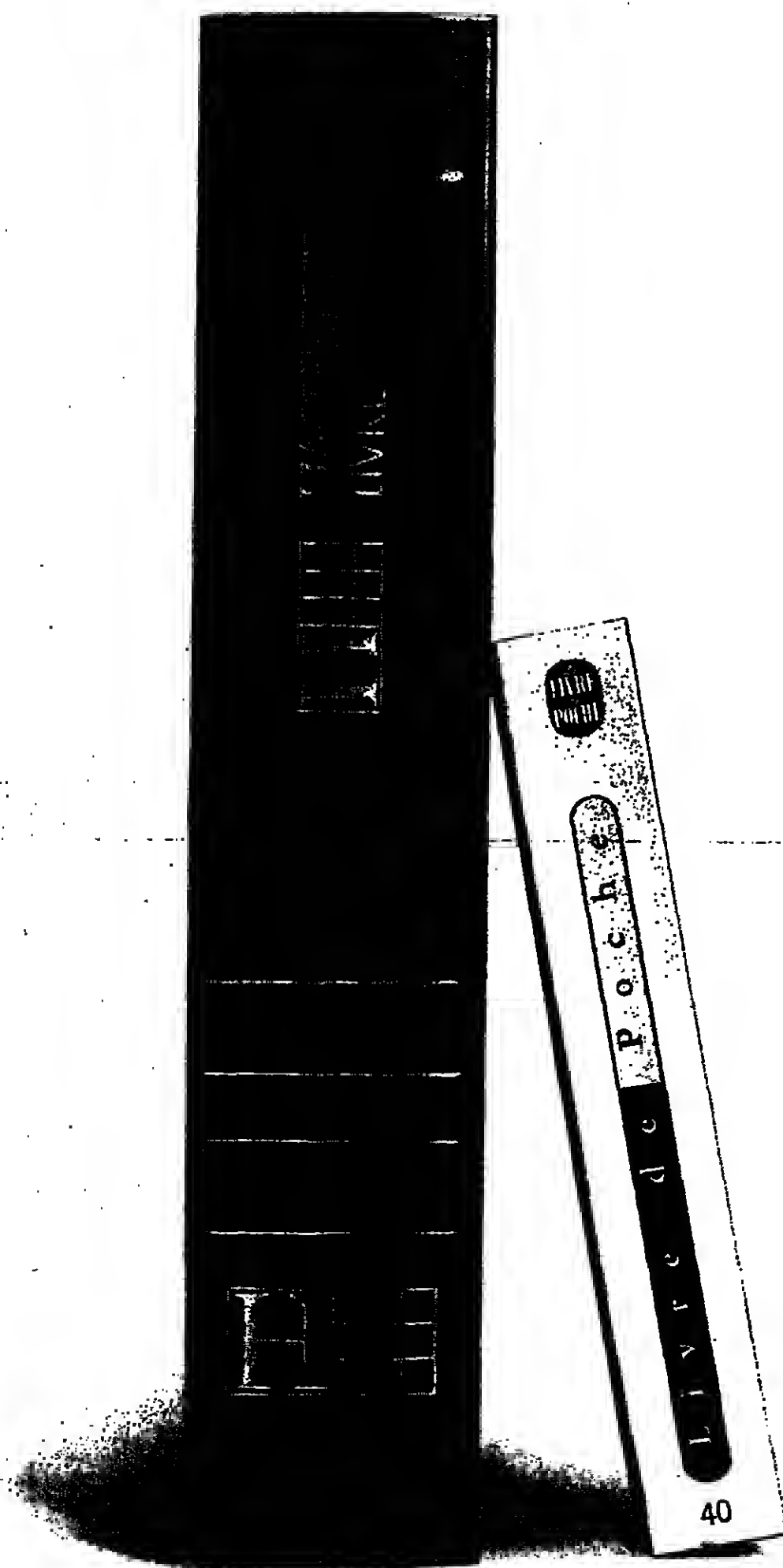
L'ENVIRONNEMENT
TOUTES VERNIER
"Rigoureux, concis,
complet, impartial et bien
écrit"
"...d'évidentes qualités de
pédagogue..." (L'Express)
128 pages - 88 F

CADEAU:
Un pack lors de
l'achat d'un
MACINTOSH
(Boîte POSSO +
disquettes + un
câble souris)
Quadra 700
4/80 + Ecran 14" coul. + Clavier étendu
AMOVIBLES S'YQUEST:
44 MO: 2389F ht
88 MO: 3198F ht
29895F
COMPUTER BENCH 1500m?
13, R. ARNOUX CROIZAT
94000 VILLIERS
4000-PRODUITS MAC
PARKING
CLIENTS
& VISITEURS

مكتبة من الأدب

• Le Monde • Mercredi 10 février 1993 11

Il y a 40 ans,
Le LIVRE de POCHE
inventait le livre de poche.



*À cette occasion, Hachette Livre
est heureux de lui souhaiter un bon anniversaire.*



40^{ème} ANNIVERSAIRE

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Après la publication d'un rapport du Haut Comité de la santé publique

Le gouvernement annonce des mesures visant à améliorer la prise en charge sanitaire des détenus

MM. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, René Teulade, ministre des affaires sociales, et Michel Vauzelle, garde des Sceaux, devaient rendre public, mardi 9 février, le rapport sur la « santé en milieu carcéral » qu'ils avaient confié au Haut Comité de la santé publique le 15 juillet 1992. A la lumière des conclusions de ce document, le gouvernement a décidé la mise en œuvre d'un certain nombre de mesures visant à améliorer la prise en charge sanitaire des détenus.

Les dépenses de soins et d'hospitalisation des 54 811 détenus qui, au 1^{er} septembre 1992, peuplaient les prisons françaises 1993, prises en charge par l'assurance maladie (il devrait en coûter chaque année entre 100 et 400 millions de francs). En outre, le gouvernement a décidé d'encourager les établissements pénitentiaires à confier aux hôpitaux publics la prise en charge sanitaire et sociale des détenus par le biais de « conventions » qui fixeront l'étendue et les modalités de ce partenariat. Telles sont les deux principales mesures annoncées par le gouvernement à la suite de la remise, le 1^{er} février, du rapport élaboré sous la direction de M. Gilbert Choudrou (1).

Ce rapport dresse un constat accablant de la situation sanitaire dans les établissements pénitentiaires. Population à risque par excellence, les détenus n'ont que rarement accès aux dispositifs d'éducation sanitaire et de soins. 15 % sont toxicomanes, 30 % consomment des quantités importantes d'alcool, 80 % fument plus d'un paquet de cigarettes par jour et 30 % prennent régulièrement des médicaments. Plus de 80 % d'entre eux nécessitent des soins dentaires.

Les détenus sont très fréquemment contaminés par les virus des hépa-

tités B ou C et la proportion de séropositifs y est dix fois plus importante que dans la population générale. On dénombre trois fois plus de tuberculoses en milieu carcéral qu'à l'extérieur. Les pathologies dermatologiques, digestives, cardio-vasculaires et pulmonaires, sans compter les traumatismes, les suicides, les grèves de la faim et les automutilations, sont très répandues en prison. Sans parler des troubles de la santé mentale qui touchent aussi une partie de la population carcérale.

Face à un tel constat, les rapporteurs estiment que « l'action sanitaire en milieu pénitentiaire doit s'efforcer d'être l'aboutissement d'un processus global de réhabilitation de la personne et de réévaluation de l'image de soi ». Mais encore faudrait-il qu'il y ait suffisamment de moyens pour parvenir à un tel objectif. A lire le rapport, on en est loin : « Les équipes médicales et paramédicales sont insuffisantes, incomplètes et de statut précaire. Les vacations des médecins sont totalement insuffisantes et inadaptées aux besoins ». Les locaux mis à la disposition des services médicaux « sont le plus souvent encore trop vétustes ou inadéquats ».

Dépistage obligatoire de la tuberculose

Il serait pour autant injuste d'en conclure que rien n'a été fait au cours des dix dernières années. Ainsi, en matière de lutte contre la toxicomanie, dix-huit antennes ont été créées dans des grandes maisons d'arrêt, rattachées aux secteurs de psychiatrie en milieu pénitentiaire. En ce qui concerne la prise en charge des détenus infectés par le virus du sida, plusieurs consultations de spécialistes hospitaliers ont vu le jour depuis avril 1989. Pour autant, ces mesures étaient insuffisantes au regard de la complexité, de la fréquence et de la gravité des pathologies. Une enquête en juin 1991 n'avait-elle pas montré que, sur les 52 220 détenus présents dans les prisons françaises, 2 283 étaient séropositifs ?

C'est l'administration pénitentiaire qui organise et finance la prise en

charge sanitaire des détenus. Elle n'en a pourtant ni la compétence ni le savoir-faire. Dès lors, il fallait trouver une solution. Le Haut Comité de la santé publique souhaite, dans son rapport, « coupler chaque établissement pénitentiaire avec un établissement public de santé, auquel seront confiées la responsabilité et la maîtrise d'œuvre de l'ensemble des soins aux détenus ». Il réclame « une généralisation de la couverture sociale pour le risque maladie-maternelle à l'ensemble de la population pénale », l'élaboration d'un programme de rénovation et d'équipements des services médicaux des établissements pénitentiaires et un accroissement à 34 du nombre de secteurs psychiatriques (soit 1 secteur pour 1 500 détenus).

La réforme de la prise en charge sanitaire des détenus annoncée mardi 9 février par le gouvernement va dans ce sens. De manière à assurer de la mise en œuvre des deux mesures évoquées plus haut (prise en charge par l'assurance-maladie de tous les détenus et signature de conventions entre les hôpitaux et les établissements pénitentiaires), les trois ministres ont décidé de confier à M. Gérard Vincent, le directeur des hôpitaux, la mission de coordonner l'ensemble des actions à entreprendre en direction des institutions et des personnels de santé.

D'un point de vue plus pratique, il a été décidé que la visite systématique des arrivants, effectuée dans les vingt-quatre heures qui suivent l'incarcération, servirait à établir un bilan de santé de manière, en particulier, à mettre à jour les vaccinations obligatoires et à procéder aux mesures de dépistage (le gouvernement insiste sur le caractère obligatoire du dépistage de la tuberculose). Le dépistage du VIH et des hépatites B et C sera systématiquement proposé à cette occasion.

FRANCK NOUCHI

(1) « Santé en milieu carcéral-Rapport sur l'amélioration de la prise en charge sanitaire des détenus », 1991. Ce rapport a été élaboré par M. Gilbert Choudrou et Guy Nicolas, les rapporteurs du Haut Comité de la santé publique. Les auteurs sont M. Michel Colla et Danielle Fuchs.

Le dixième anniversaire du Comité national d'éthique

M. Bérégovoy souhaite que la future Assemblée adopte au plus vite les projets de loi sur la bioéthique

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé a fêté, lundi 8 et mardi 9 février à la Sorbonne, son dixième anniversaire. Cette cérémonie a été marquée, lundi, par un hommage du président de la République et du premier ministre, au professeur Jean Bernard, ancien président de ce Comité.

M. François Mitterrand, dans un message adressé aux participants de la rencontre célébrant le dixième anniversaire du Comité national d'éthique, et M. Pierre Bérégovoy, dans un discours prononcé lundi 8 février dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, ont rendu hommage au professeur Jean Bernard, président du Comité national d'éthique de 1983 à 1992, auquel a succédé, en juin dernier, le professeur Jean-Pierre Changeux (Collège de France, Institut Pasteur de Paris), spécialiste de neurobiologie.

« Je souhaite exprimer publiquement toute l'estime dans laquelle je tiens ce savant, ce médecin, cet homme, a dit le président de la République en parlant du professeur Bernard. La notoriété du Comité d'éthique est, en grande partie, son œuvre. Nous lui en sommes tous reconnaissants ».

« Ce grand savant a su donner aux discussions du Comité la sérénité qui leur était nécessaire, mais aussi, et surtout, les porter à un haut degré de réflexion scientifique et philosophique », a ajouté le premier ministre. Son immense culture et son habileté à mener les débats en ont fait le porte-parole naturel de l'éthique à la française ».

L'année fort des interventions officielles concernait la difficile transcription dans le droit français des grands principes éthiques définis au fil des années par le Comité national, mais aussi, et surtout depuis 1988, par une série de commissions spéciales et de rapports officiels. On sait qu'après

bien des blocages d'origine multiple (le Monde du 20 novembre 1992) l'Assemblée nationale n'avait pu commencer qu'en novembre dernier l'examen des trois projets de loi sur la bioéthique, qui avaient été adoptés en mars 1992 par le conseil des ministres. Ces trois projets de loi englobaient un vaste champ de la réflexion et des activités biomédicales.

« Malheureusement, la discussion parlementaire n'a pu aller jusqu'à son terme, a déclaré à la Sorbonne le premier ministre. Je souhaite ardemment que la future Assemblée, quelle que soit sa composition, considère ces projets de loi comme prioritaires et s'attache à achever leur examen au début de la prochaine session. Il ne faudrait pas défaire un équilibre si patiemment construit, œuvre d'une législature entière puisque les travaux ont commencé en 1988 ».

La réaction de M. Toubon

De tels propos ont suscité de vifs commentaires de la part de M. Jacques Toubon (RPR), député de l'actuelle opposition, spécialiste de bioéthique. « M. Bérégovoy est bien le plus mal placé pour tenir un tel discours puisque c'est lui qui a tout fait pour freiner en temps utile l'inscription de l'examen des textes de bioéthique au calendrier parle-

mentaire, et ce en dépit des points de vue de l'Assemblée et de ceux de M. Bernard Kouchner », nous a déclaré M. Toubon.

Pour le reste, M. Toubon s'estime d'accord pour considérer ces textes comme prioritaires. « Il faut poursuivre la procédure engagée, ajoute-t-il. Je souhaite que les projets, tels qu'ils ont été votés par l'Assemblée nationale, soient transmis au Sénat dès le mois d'avril en première lecture, de manière à ce qu'ils puissent revenir avant la fin du mois de juin devant l'Assemblée nationale. Dans l'attente, et sur urgence particulière, le futur gouvernement ne devra pas intervenir sur ce sujet ».

Interrogé sur les conséquences que pourrait avoir dans ce domaine une très forte représentation RPR-UDF-RN au sein de l'Assemblée nationale, M. Toubon déclare : « Il conviendra, en toute hypothèse, de maintenir l'équilibre auquel nous sommes parvenus ». Le député RPR espère quant à lui que le Sénat « ne massacrera pas trop l'équilibre auquel l'Assemblée nationale est, en définitive, en matière de bioéthique, parvenue ».

JEAN-YVES NAU

Lire page 19 un point de vue du professeur René Frydman : « De l'éthique au droit, le piège de la politique ».

REPÈRES

ENVIRONNEMENT

La taxe sur les déchets sera applicable au 1^{er} avril

Le Journal officiel du 6 février a publié le décret qui fixe les modalités — mais pas le montant — de la fameuse taxe sur les ordures ménagères mises en décharge. Ces dispositions entreront en vigueur le 1^{er} avril. Seront assujettis à cette taxe tous les exploitants de décharges, à l'exception des dépôts ne recevant que les déchets d'une entreprise. Les exploitants devront adresser à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) une déclaration du tonnage réceptionné en même temps que le paiement de la taxe — une fois par trimestre pour les décharges recevant plus de 20 000 tonnes par an, une fois par an pour les autres. Les exploitants de décharges devront en outre tenir un registre donnant toutes les indications sur la nature des déchets entrés (tonnage, origine, date de réception, nom du transporteur et immatriculation du véhicule de livraison).

L'Agence de protection de l'environnement américaine (EPA) va devenir un ministère

Le président Bill Clinton a annoncé, lundi 8 février à Washington, qu'il allait demander au Congrès d'élever l'actuelle Agence de protection de l'environnement (EPA) au rang de ministère de plein exercice. En attendant, il a décidé de promouvoir la directrice de l'EPA, M^{me} Carol Browner, à la fonction de membre du cabinet, ce qui lui permettra d'assister au conseil des ministres.

M. Clinton a d'autre part décidé de dissoudre le Conseil pour la qualité de l'environnement, organe purement consultatif créé en 1989 pour conseiller la Maison Blanche, et de le remplacer par un bureau chargé d'évaluer toutes les décisions prises à la Maison Blanche au regard de l'environnement. Ce bureau sera dirigé par M^{me} Kathleen Mac Ginty, qui prend le titre d'assistante spéciale du président pour l'environnement. — (AFP, AP).

FAITS DIVERS

Intoxication par le gaz carbonique à la patinoire de Lanester (Morbihan)

Quatre-vingt-deux personnes victimes d'une grave intoxication lors d'un match de hockey sur glace à la patinoire de Lanester près de Lorient (Morbihan), dimanche 7 février, ont été hospitalisées. Vingt-quatre heures après l'accident, vingt-sept personnes restaient sous surveillance dans les hôpitaux et cliniques de l'agglomération ou de la

région, dont quatre plus sérieusement atteintes ont été placées dans des caissons hyperbares à Grest.

Les victimes sont des joueurs ou des spectateurs du tout premier match organisé dans cette patinoire ouverte au public depuis la 20 décembre 1991. Les émanations de gaz carbonique, provenant des gaz d'échappement d'une scierie utilisée pour réchauffer le glacis au cours de la rencontre, dans une salle insuffisamment ventilée, ont provoqué des malaises chez les joueurs dès le premier tiers-temps de la partie, puis chez la plupart des deux cents supporters des deux équipes. Des évènements se sont produits, précipitant joueurs et spectateurs au dehors. Cette intoxication est survenue, explique le docteur Remy Pélissier, médecin-chef du service des urgences au centre hospitalier Bodelo de Lorient, au sein de symptômes pouvant apparaître plusieurs jours plus tard. On a enregistré des taux de 17 à 30 % de gaz carbonique dans le sang de certains patients. Une enquête est en cours et une information judiciaire devait être ouverte mardi 8 février. — (Corresp.)

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Baisse de 5,6 % du nombre des tués sur les routes en 1992

L'entrée en vigueur de la loi sur permis à points, le 1^{er} juillet 1989, est sans doute à l'origine de la baisse du nombre des victimes d'accidents de la circulation en France pendant l'année 1992. Le nombre des tués au 31 juin 1992 était en effet supérieur au bilan des six premiers mois de 1991. Au cours du second semestre, on a recensé 587 victimes de moins que pendant la même période de 1991. Le bilan officiel de la sécurité routière 1992 présenté, lundi 8 février, par M. Georges Sarre, secrétaire d'État aux transports routiers et fluviaux, indique que, pour la deuxième année consécutive, le nombre des tués a diminué sous la barre des 10 000 : 8 083 en 1992, pour 8 817 en 1991 et 10 269 en 1990. La baisse a été d'environ 15 % depuis 1988, et 5,6 % entre 1991 et 1992. Le nombre des accidents corporels et de blessés sont en baisse de 4 % avec 143 362 accidents et 19 104 victimes.

RELIGIONS

Les réfractaires d'Auschwitz

Suite de la première page

Depuis les incidents du 14 juillet 1989, provoqués par le rabbin américain Weiss, leur porte est cadenassée. Journalistes en tête, tous les visiteurs sont éconduits et personne ne connaît exactement leur intention.

La seule certitude, c'est qu'à aucun moment les carmelites d'Auschwitz n'ont manifesté le moindre signe d'intérêt pour leur nouveau couvent, bâti à distance respectable du camp. Aucune n'est venue voir l'état d'avancement des travaux. Au contraire, leur ancien théâtre, où les bourreaux nazis entreposaient le gaz mortel Zyklon B, est régulièrement aménagé. Dressée en pleine nuit, il y a trois ans, la grande croix de bois qui a hébergé la sensibilité juive, dans ce lieu symbolique du génocide, n'a pas bougé.

Cette affaire des carmelites d'Auschwitz ressemble au drame de Port-Royal, le tragique lieu et l'obsession polonoise en plus. A coup sûr, son scénario aurait inspiré un Claudel ou un Camus. Le neud en est le déclinement vécu par des religieuses cloîtrées, originaires de Poznan, sûres de leur bon droit et de la noblesse de leur démarche. Mais l'ordre des carmes, l'élite caroline corrompue et l'Eglise tout entière — jusqu'au pape, natif du lieu — leur demandent de quitter le camp de concentration où elles sont venues prier pour expier des crimes incommensurables, racheter ce mal absolu commis par des hommes — y compris des chrétiens — pour tuer d'autres hommes, pour la seule raison qu'ils étaient juifs ou tziganes.

Face à cette poignée de nonnes, bloc de résolution et de résistance spirituelle, s'est mobilisée la communauté juive européenne et américaine (les Israéliens gardant une certaine réserve), exigeant le respect absolu de la neutralité confessionnelle et du silence dans ce lieu où ont péri un million et demi des leurs. Seules, la modération et la sensibilité d'hommes comme Theo Klein, Mgr Lustiger, Mgr Decourtray et d'autres pour la France avaient permis l'ouverture d'un dialogue et les conditions d'un règlement. Mais à une crise judéo-chrétienne en voie d'apaisement, se substitue aujourd'hui un conflit au sein même du catholicisme.

A cet affrontement de deux conceptions de la mort et des camps, cimetières sans sépulture, s'ajoute, en

effet, un drame proprement polonois. On a tout dit de la perversion d'un régime communiste qui, pendant quarante ans, avait fait d'Auschwitz le symbole du seul martyre national, où venaient défiler les écoliers et les anciens combattants, et caché que, sur six millions de Polonais tombés pendant la guerre, trois millions étaient juifs. L'Eglise elle-même était prise au piège. Un prêtre comme Adam Boniewski avoue que, préparant une veillée de prières en 1982 pour la canonisation du Père Kolbe, mort dans ce camp, il n'avait pas eu un seul mot pour les juifs. « C'est l'affaire du camp qui m'a ouvert les yeux », dit-il. Quand je relis mes notes, j'ai honte.

Des années d'antisémitisme sans juifs ont créé les conditions d'une méfiance de la population et d'une résistance catholique aux pressions juives pour chasser les sœurs. L'ancien théâtre dont elles sont les propriétaires, pour un bail de quatre-vingt-neuf ans, n'avait-il pas été attribué — comble de la perversité — par les autorités locales, communistes, à des juifs ? Pouvaient-elles ignorer les conséquences ?

Récupération par l'extrême droite

Et ce scénario rebondit aujourd'hui dans un nouvel environnement politique. Des partis chrétiens de droite, qui fleurissent dans la Pologne post-communiste, des cercles proches du Front national, comme l'Union des nations de l'Europe chrétienne (UNEC), peu nombreuse, mais implantée en France, en Allemagne, en Pologne, en Suisse, en Hongrie et en Lituanie (3), ne font pas mystère de leur intention d'aider les carmelites d'Auschwitz — par tous les moyens — à rester dans l'ancien théâtre du camp de concentration.

Ancien militant du Front national à Paris, M. Michel Ségret a été vu plusieurs fois sur les lieux. Les responsables du nouveau centre créé par les accords de Genève estiment même « très vraisemblable » un financement du camp, coté par des proches de M. Le Pen. Des skinheads sont venus manifester après une « marche pour la vie » organisée à Auschwitz par de jeunes juifs. Et le 15 janvier dernier, l'UNEC a adressé aux cardinaux signataires des accords de 1987 une lettre annonçant leur « ferme volonté de défendre la paix de

prière des carmelites d'Auschwitz, si l'intention d'expulsion, envisagée pour le 1^{er} mars, n'était pas révoquée sans ambiguïté ».

Les responsables catholiques du centre de rencontres et de prières d'Auschwitz, comme le Père Clowia ou M. Stefan Wilkanowicz, rédacteur en chef de la prestigieuse revue *Znak*, et la commission de l'épiscopat polonais pour les relations avec le judaïsme se retrouvent ainsi face à face à la recherche d'une solution. Ils se font tout pour rassurer l'opinion juive, font valoir, légitimement, que la parole a été tenue par l'Eglise, que le nouveau carmel est prêt. En même temps, pour éviter toute provocation, ils se refusent à risquer la moindre date pour annoncer le départ des sœurs.

La clé du dénouement est entre les mains de Mgr Tadeusz Rakoczy, évêque du nouveau diocèse de Bielsko-Biala, dont dépend, depuis le redécoupage de l'Eglise polonaise en 1991, la ville d'Oświęcim (Auschwitz), autrefois du ressort de Cracovie et de Tygodnik Powszechny, cet hebdomadaire national, édité à Cracovie, qui, sous le communisme, avait valeur d'évangile, mais qui aujourd'hui est interdit dans beaucoup d'églises.

L'heure est au repli dans un épiscopat carmé, qui vient de confier à l'organisation catholique PAX, collaboratrice du régime communiste, le soin de faire de son journal, *Słowo Powszechne*, le grand quotidien catholique du pays. En toute hypothèse, même si elles plaient et acceptaient finalement de quitter leur actuel couvent, il y a fort à parier que les carmelites n'iront jamais dans le nouveau bâtiment mis à leur disposition à 500 mètres du camp.

La rumeur dit même qu'elles retourneraient dans leur maison mère de Poznan ou gagneraient l'Ukraine voisine et déchristianisée. Une fois parties, le scénario n'en serait pas pour autant fini. Que fera-t-on de l'ancien théâtre reconstruit en couvent ? Et la croix, qui marque le souvenir des résistants polonais tombés sous les balles nazies, détruite ? Auschwitz ne cessera jamais d'être un lieu maudit.

L'heure est au repli

La responsabilité de l'épiscopat polonais est en cause, mais de tels propos visent à la fois à la polémique et à l'intelligence catholique, qui a joué un grand rôle dans les négociations sur le carmel. C'est le cas de personnalités comme Stefan Wilkanowicz ou Jerzy Turowicz, amis personnels du pape, animateurs de *Znak* et de *Tygodnik Powszechny*, cet hebdomadaire national, édité à Cracovie, qui, sous le communisme, avait valeur d'évangile, mais qui aujourd'hui est interdit dans beaucoup d'églises.

L'heure est au repli dans un épiscopat carmé, qui vient de confier à l'organisation catholique PAX, collaboratrice du régime communiste, le soin de faire de son journal, *Słowo Powszechne*, le grand quotidien catholique du pays. En toute hypothèse, même si elles plaient et acceptaient finalement de quitter leur actuel couvent, il y a fort à parier que les carmelites n'iront jamais dans le nouveau bâtiment mis à leur disposition à 500 mètres du camp.

La rumeur dit même qu'elles retourneraient dans leur maison mère de Poznan ou gagneraient l'Ukraine voisine et déchristianisée. Une fois parties, le scénario n'en serait pas pour autant fini. Que fera-t-on de l'ancien théâtre reconstruit en couvent ? Et la croix, qui marque le souvenir des résistants polonais tombés sous les balles nazies, détruite ? Auschwitz ne cessera jamais d'être un lieu maudit.

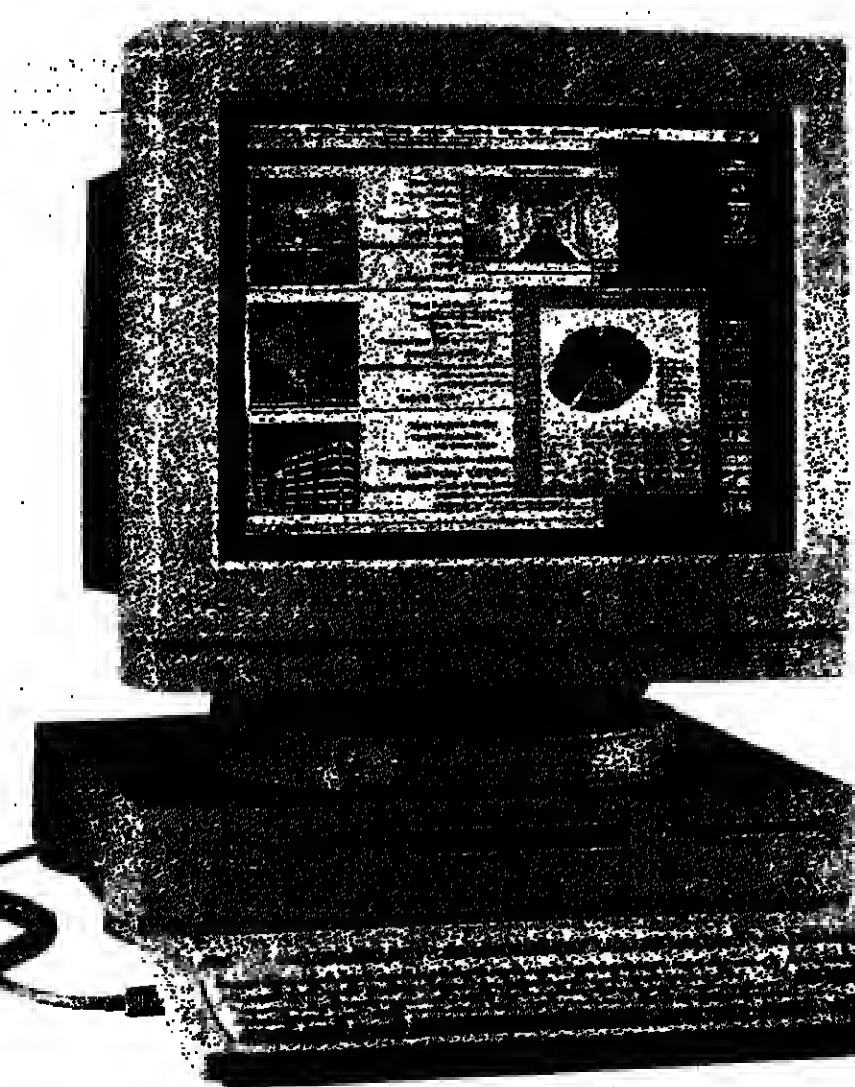
HENRI TINCO

Cette année, le clou du forum PC ne sera pas un PC (ni un clou d'ailleurs).

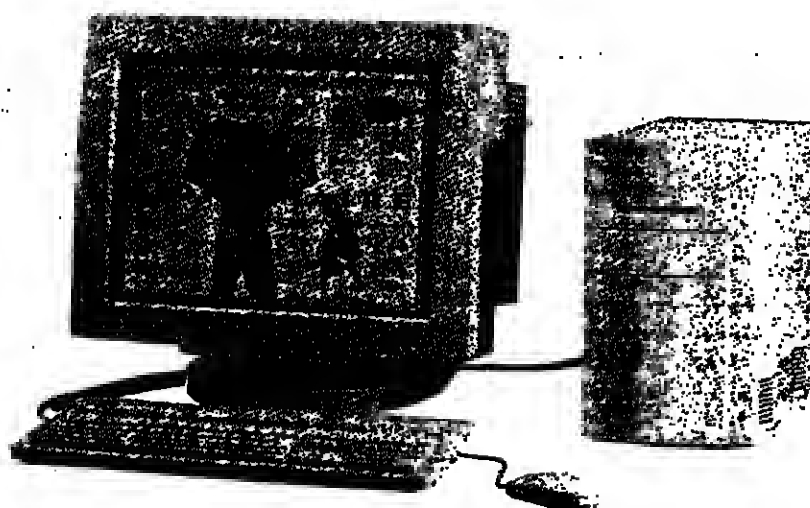
Macintosh, Macintosh LC, PowerBook sont des marques déposées d'Apple Computer, Inc. Tous les noms de produits cités dans cette annonce sont des marques déposées.

Apple, le logo Apple,

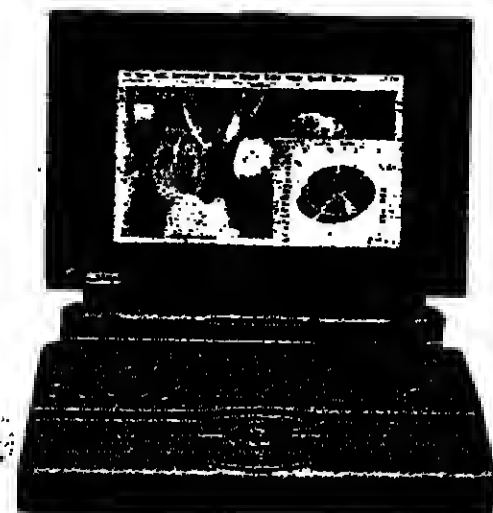
CLARIBDO



Macintosh Centris 610



Macintosh Quadra 800



Macintosh PowerBook couleur 165 C

Du 9 au 12 février, le clou du forum PC, c'est la présentation par Apple de la nouvelle gamme de Macintosh (le Quadra 800, les Centris 610 et 650,

le PowerBook couleur 165 C, le LC III) et de la chaîne graphique couleur qui permet d'obtenir des documents couleur d'une remarquable fiabilité.

Venez les découvrir sur le stand Apple (hall 7, niveau 3, stand 3 F 91). Tapez 3615 Apple.



Retrouvez tous les nouveaux produits dans Apple Magazine, disponible gratuitement chez votre revendeur agréé Apple.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Le meurtre d'une fillette devant la cour d'assises de la Moselle

Les mensonges des compagnons de Giacchetto

Alors que les débats s'achèvent, les déclarations à l'audience des trois compagnons de Christian Giacchetto ont fait surgir une série de doutes sur le comportement des quatre accusés le soir du meurtre de la petite Christella Burbeck, trois ans, commise le 25 février 1989 à Metz. Mensonges, erreurs et dissimulations s'accumulent au point de placer le jury dans une position difficile car les trois hommes qui accompagnaient Christian Giacchetto ne sont accusés que de « non-assistance à personne en danger ».

METZ

de notre envoyé spécial

Les débats ont échangé de ton. Les « donné acte » se font plus rares et la procédure s'est effacée pour laisser la place au véritable procès criminel. Un procès presque comme les autres où les évidences ne durent qu'un instant avant de révéler le manteau du doute, puis de se changer à nouveau en de fragiles certitudes prêtes à se briser au moindre mot, au moindre silence. Si la présence des quatre accusés dans le quartier de Belle-croix le jour où la petite Christella Burbeck a été tuée ne semble plus faire de doute, il est devenu bien difficile de déterminer qui a fait quoi.

Pour le parquet, c'est Christian Giacchetto qui, au cours d'une série de vols dans des voitures en stationnement, aurait enlevé l'enfant endormie dans le véhicule de sa mère avant de l'égorger. Les trois autres auraient vu la scène et auraient aidé le coupable à s'échapper. Mais les déclarations des trois compagnons de Giacchetto ne sont pas si simples. Elles sont pleines de contradictions et de mensonges.

Son ignorance n'est pas seulement le résultat de son très faible niveau intellectuel. C'est surtout la conséquence d'un changement d'attitude de la présidente face aux multiples versions des trois accusés.

libres. « Vous dites toujours des mensonges », relève le magistrat en soulignant : « Giacchetto n'avait rien à se reprocher mais une douzaine de personnes disent que vous avez l'habitude de poursuivre des filles ou des petits enfants (...). Quand vous avez été interrogé, pourquoi avoir dit que vous aviez tout vu ? Pourquoi avoir mimé les coups ? » Chenevé bougonne : « Je l'ai inventé ».

« Ils ne m'ont pas cru »

L'avocat général, Paul Pascal, qui en reste à la thèse initiale de l'accusation, remarque : « Ça correspond pourtant aux aveux de Giacchetto ! » La présidente corrige : « Ça correspond surtout aux constatations du médecin légiste. »

Mais Chenevé persiste : il n'a rien vu et il affirme maintenant que Giacchetto lui aurait avoué, le lendemain des faits, être l'auteur du crime. « Pourquoi n'avez-vous pas dit cela aux policiers ? » « Je leur ai dit mais ils ne m'ont pas cru. »

Un brouhaha moqueur s'élève dans la salle et une nouvelle fois la présidente demande : « Monsieur Chenevé est-ce que vous en voulez à M. Giacchetto ? » Cette question, le magistrat l'avait aussi posée à Jean-Luc Labouët. Lui aussi affirme n'avoir rien vu du meurtre tout en reconnaissant avoir volé un rasoir dans une voiture et avoir changé de pantalon dans la soirée. A l'entendre, il serait parti aussitôt que Giacchetto a enlevé l'enfant.

Le troisième accusé libre, Jean-Claude Léonard, trente-neuf ans, est un style de défense bien plus simple. Sujet fruste aux possibilités intellectuelles très modestes selon les experts, il se contente de répéter : « J'étais pas là. » Même lorsque l'enregistrement vidéo de la reconstitution le montre en train de donner des précisions sur la position de chacun lors de l'enlèvement, il répond, tête baissée, « J'étais pas là » sans donner la moindre explication sur ses déclarations antérieures.

Dans son box, Giacchetto maugréait qu'il n'a rien fait. D'ailleurs,

tout cela l'ennuie. Lors de la diffusion du film de la reconstitution, à laquelle il n'a pas participé, il s'est endormi sans prêter attention aux contradictions entre les détails donnés par ses compagnons devant la caméra et leur attitude à l'audience. Les puissants neuroleptiques qui lui sont administrés chaque jour n'y sont sans doute pas pour rien. Mais Giacchetto semble aussi se réfugier dans une sorte de fatalité. Désormais, le plus souvent, il refuse de se lever et de répondre, se contentant de dire, avec les mimiques d'un enfant qui boude : « Je ne dis rien. Ça va. Je ne dis rien. »

Souvenirs contradictoires

Même le témoignage de Patrick Wagner, qui lui fournit un alibi en affirmant que Giacchetto était chez lui le soir du meurtre, ne parvient pas à le satisfaire. Il est vrai que ce témoin est le père des cinq enfants de sa sœur et qu'il n'est pas très précis dans ses souvenirs. D'autres témoins viennent dire qu'ils l'ont rencontré ici ou là sans avoir le crédit de ceux qui déclarent plus simplement, mais plus solidement, l'avoir vu dans le quartier de Belle-croix, peu avant le meurtre. Son

demie-frère, Martin Wittenman, lui fournit aussi un alibi, mais qui brise le témoignage de Wagner et, quand on lui demande s'il pense que les auteurs du crime sont dans la salle, il répond : « Chenevé et Labouët. »

Un vieil ami de Giacchetto, qui le considère comme « son fils », dit beaucoup de bien de lui, mais il lâche : « Christian, il était pas seul pour le meurtre, ils étaient quatre. » La question ne sera pas posée au jury, qui ne pourra se prononcer que sur la culpabilité de Giacchetto. Quand à ses trois compagnons, ils ne risquent qu'un maximum de cinq ans de prison si la cour d'assises estime qu'ils auraient pu empêcher la réalisation du crime.

Les jurés sont enfermés dans cette vision des faits, imposée par l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation. Pour l'heure, Giacchetto n'accuse personne, et cette attitude, dans le double contexte de sa débilite et du choix restreint des jurés, laisse une désagréable impression de malaise. Que veut-il dire lorsqu'il murmure : « Ça se saura un jour ? »

MAURICE PEYROT

Une décision du tribunal correctionnel de Paris

Le mercenaire Bob Denard reste en prison

La 14^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, présidée par M. Jean-Claude Antonetti, a refusé lundi 8 février de mettre en liberté le mercenaire Bob Denard.

Accusé d'avoir organisé en France une tentative de coup d'Etat qui devait avorter, le 16 janvier 1977, au Bénin, où il avait débarqué avec une troupe de mercenaires, Bob Denard avait été condamné par défaut à cinq ans de prison par le tribunal correctionnel de Paris, le 16 octobre 1991, alors qu'il résidait en Afrique du Sud. A

son retour en France, le 1^{er} février, Bob Denard avait fait opposition à ce jugement ; il avait cependant été aussitôt écroué (le Monde du 3 février).

Le tribunal a justifié sa décision de maintien en détention par le fait que Denard était « informé depuis 1979 du mandat d'arrêt lancé contre lui, que les faits « sont extrêmement graves » et que « l'ordre public national et international a été gravement troublé ». L'examen de l'affaire a été fixé au 10 mars.

DIAGONALES

UNE mèche platine échappée d'une toque neigeuse, un regard de lac scandinave où scintillent le Beau, le Bien, et les cœurs d'un couronnement : le « Prince Eric » illumine depuis plus d'un demi-siècle l'imagerie de l'insouciance française se forme de la sainte enfance. De nous-mêmes avant la chute dans l'âge adulte, il y a la face débrouillardes et disgraciée, c'est Tintin courant le monde en klickers marron, et puis il y a le personnage de Serge Dalens, conçu et mort sans péché, figé à jamais dans ses fourgonnets viciés et les glaces de son angélisme.

Parmi les bilans qu'inspire l'approche de l'an 2000, une histoire de la jeunesse s'impose : sinon une histoire du jeune âge comme tel, qui n'existe pas, du moins un rappel de l'idée qu'on s'en est faite, une des inventions les plus éthérées et ambiguës de ce siècle. Et la collection « a paru la saga des « Eric » offrait tous les « signes de piste » souhaitables, aux chercheurs que tenterait l'aventure.

Cette saga tient en cinq volumes, inaugurés peu avant la guerre avec le *Bracoleur de vermeil*. On y voit l'héritier (né en 1922) de la principauté imaginaire de Swedenborg (enclavée de la Norvège) camper incognito en Alsace avec des scouts parisiens, dont un certain Christian d'Ancoeur, qui deviendra son ami de cœur, monter sur le trône à seize ans, malgré les pertes d'un effreux conseiller nommé Tadek, et mourir à dix-huit ans, comme saisi, sur les routes de la débâcle française.

Un éditeur sans vergogne, s'il s'en trouvait, penserait que cette mort ésséchée un fameux lion, tant le succès fut vif. Ce serait méconnaître les raisons auxquelles obéissent le récit et son héros. Imagine-t-on un prince Eric de soixante-dix ans, grand-père et hésitant à ratifier Measricht ? Le mythe de sa pureté exigeait qu'il fût fauché avant les accommodements de l'âge mûr et les salissures d'une puberté différée comme par miracle.

Il y a deux mois, Serge Dalens est revenu sur les quelques blancs qu'il avait laissés, dans la biographie de son personnage, les tomes des années 40 (*Ainsi régnait le prince Eric*, Fleury éd.).

Il se confirme que le hideux Tadek s'appelait à mettre la main, pour le compte des nazis, sur les basses novales de Swedenborg. Le prince échappa à plusieurs tentatives et à un naufrage en sous-marin, avant de servir sous l'uniforme français (comme prévu par traité) et de mourir près

Signes de piste

de Vaucouleurs. Son corps sera rendu par les Allemands à la principauté, en même temps que les cendres de l'Aiglon le seront à la France.

Avec force détails et rappels qui dénotent un grand souci pédagogique pour les jeunes lecteurs d'aujourd'hui, Dalens exerce son petit souverain, de même que certains dirigeants allemands antérieurs comme l'aristocrate Canaris, de toute façon ou imprudence, en un temps où on risquait d'en commettre avec la meilleure volonté. Le corps d'Eric resta aussi intact que son âme : pas une fange tréce ou roturière à l'horizon, rien que des parties de cheval et de vols avec son cher Christian. La sainteté sur terre existe donc : de préférence pratiquante, vierge et à particule.

D'où nous est venu ce besoin de supposer l'enfance inapte au mal ? De 1914, dirait-on. Avant, l'enfant n'est qu'un Gavroche, un Bon Petit Diable, un Mowgli, il souffre en silence et attend sa revanche. La Grande Guerre, en tuant des millions de gosses, leur ouvre un ciel de gloire. Parce qu'ils n'ont pas eu le temps de vivre, leur sacrifice alimente chez les survivants un idéal, vaguement honteux, du retournement, de la non-consummation. Gerbault invente la fuite solitaire et hautaine sur les océans. L'adolescent devient éternel parce qu'interrompu, méditerranéen, boucle blonde et éternelle pour mères inconsolables.

La chair retrouvera ses droits aux troubles gidiens, avec les *Enfants terribles* de Cocteau, la *Rose de sable* et la *Ville dont le prince est un enfant*, de Montherlant, les *Amis particuliers*, de Roger Peyrefitte. Mais, quand s'achèvent les années 30, toute une mythologie bien-pensante venue du *Grand Meauland*, et chauffée à blanc par une éducation catholique sans indulgence pour le sexe, révéra d'une jeunesse vierge des pulsions inventées par ce dégoûtant de Freud, de la voix céleste des solistes de manécanterie, du petit Tadek de Mort à Venise, du Tristan de l'*Eternel Retour*, que le sculpteur Jean Marais va changer en statue vivante d'Arno Breker.

Un peu trop aryenne et pédophilique, cette image ? C'est vous qui le dites. L'intention est pure, si l'inconscient l'est moins. On veut parler que les célébrants du mythe ne pensent pas à mal. La perfection leur semble possible et ravissante, voilà tout. Et si les camps de Pierre

Joubert, l'illustrateur vedette de la collection, ont déchiré leurs culottes trop courtes dans des batailles de foudroi, où est le péché ?

Si cet univers immaculé recèle des choses pas nettes, c'est à cause du regard torve qu'y portent les adultes, tels les vieillards lorgnant Suzanne, et de l'utilisation qu'en feront les propagandistes d'après-guerre, toutes causes confondues.

Comparez-les : les affiches de la Hitlerjugend, les calendriers staliniens ou les agendas néo-nazis se servent des mêmes regards lovés au ciel, sur fond de blés mûrs. Comme le Minotaure crétois, l'idolâtre, où qu'elle mène, affectionne la chair fraîche, pour ses canons. Elle la veut idéalisée, ardente, noble et naïve à souhait, dans les cheveux.

Du moins était-ce le cas jusqu'aux années 60. Après cela, les capteurs d'ingénuité n'ont pas disparu — comme on le raconte — mais ils n'ont plus eu besoin de faire la sortie des écoles. Les techniques de conditionnement les ont introduites directement dans les foyers. De réserve à héros, la jeunesse est devenue un marché. Assise devant la télé deux heures et demie par jour, elle règne sur 40 % des achats familiaux en transmettant les ordres des annonceurs à l'oreille de maman. A travers elle, c'est le sacro-saint produit qui se charge de donner du sens à la vie privée et sociale. (Cf. le *Bonheur conforme*, Gallimard, 1985, dont l'auteur, François Brune, va publier, sous peu, une suite).

Avec son nouveau rôle d'intermédiaire et de pourvoyeuse en faux besoins, l'adolescence a perdu de sa photogénie. Le soir d'absolu lui faisait un visage plus intraitable que la consommation forcée, et donc plus excitant, peut-être, pour les individus ou les collectivités portées à corrompre. Mais toute une mode, au sens le plus extérieur du mot, a survécu à l'évident moral du mythe.

Les historiens du vêtement et de la coiffure auront à expliquer comment le boy-scout d'après-guerre, mèche sur l'œil et à bouches d'archange, inspire encore, après soixante ans et la disparition des candeurs qui l'ont vu naître, les blondes en coups de vent et les chemises de garçonnet en vacances que prône l'*« unisex »*. Avec l'inventeur anonyme du jean, Pierre Joubert pourrait se vanter d'un exploit peu commun : avoir imposé à la rue, par-delà trois générations de modes changeantes, une même idée presque immuable de la fragilité juvénile, cette beauté qui se se perd et ne se répare pas.

SPORTS

SKI ALPIN : championnats du monde

Coberger en hiver

L'Autrichienne Karin Buder a été sacrée championne du monde de slalom, mardi 9 février à Morioka-Shizukushi, devant l'Américaine Julie Parisien et sa compatriote Silvie Eder. En tête à l'issue de la première manche, le Néo-Zélandais Annelisa Cobarger a enfoncé un piquet à quelques mètres de l'arrivée. Un vent violent a entraîné l'annulation de la deuxième manche du slalom géant messieurs, dont la première partie avait été enlevée par la Norvégienne Kjetil-André Aamodt.

SHIZUKUSHI

de notre envoyé spécial

Des saisons, Annelisa Cobarger ne connaît que l'hiver. Depuis six ans, elle va chercher la neige et la bise dans les deux hémisphères. Après l'hiver occidental, passé dans la station autrichienne de Saint-Anton, elle s'envole aux premiers bourgeons retrouver ses montagnes néo-zélandaises, à quelques kilomètres de Christchurch, sa ville natale. En Autriche, elle aime retrouver les racines de son grand-père émigré aux antipodes au début du siècle. De la Nouvelle-Zélande, elle apprécie la neige cotonneuse, caressée par le vent de l'océan Indien.

Annelisa Cobarger est habituée à l'ombre. Bien que vice-championne olympique du slalom à Albertville, elle n'est guère connue dans son pays. La capitale de l'île du Sud est l'un des temples du rugby, patrie des All Blacks, équipe oblige des équipes internationales. Lorsque l'on n'y parle pas d'ovale, on s'occupe des glorieux du cricket et de l'aviron, les deux autres sports nationaux.

Mardi, à Shizukushi, elle a cru qu'elle pourrait parvenir au soleil. En tête à l'issue de la première manche, elle a vu tomber la Suisse Vreni Schneider et l'Autrichienne Anja Wachter, deux des favorites de l'épreuve. Elle pensait tenir l'or, elle qui n'avait gagné qu'une fois un slalom, se contentant toujours des marches annexes du podium. Quand les autres se sont isolées dans la peur de la deuxième manche, Annelisa est allée se reposer dans l'une des petites cabanes de bois des spon-

sors qui jouxtent les pistes. Elle souriait, parlait vite pour conjurer le sort. Des Néo-Zélandais téléphonaient tout le temps pour prendre de ses nouvelles. Elle se contentait de dire que le triomphe japonais ne pourrait jamais la rendre plus célèbre que les All Blacks.

Les règlements du ski veulent que les quinze premiers coureurs parvenus au bas de la première manche partent en ordre inversé. Annelisa Cobarger a vu s'éclancer toutes ses concurrentes. Elle a pensé à ce maudit piquet rouge sur lequel Schneider et Wachter avaient buté dans la première manche. Elle a vu l'Autrichienne Karin Buder sortir en flèche de la cabine du départ, se battre comme un désespéré et prendre près d'une seconde à ses rivales.

Le slalom est ainsi. Il ne souffre pas la prudence, ne respecte que la témérité, surtout dans la deuxième manche. Comme l'Autrichienne, à son tour la Néo-Zélandaise a tenu bon. Ses carres mordant la glace, elle s'est livrée au plus près des portes. Elle serait deuxième : Karin Buder avait été trop forte. Alors, elle a baillé encore, jusqu'à ce piquet enfoncé. Annelisa Cobarger a passé la ligne en disqualifiée. Pendant que l'équipe autrichienne embrassait sa championne, elle a enroulé ses larmes dans les bras de son entraîneur. Puis Anita Wachter est venue la consoler : elle a tenté de la faire rire mais ses mots se sont envolés dans le vent d'hiver : Annelisa avait trop froid.

BÉNÉDICTE MATHIEU

L'Antarctique à pied

Après quatre-vingt-huit jours de marche, deux Britanniques, Sir Ranulph Fiennes et le docteur Michael Stroud, ont parcouru plus de 2 000 kilomètres à travers l'Antarctique.

C'est la première fois que deux hommes se lancent ainsi seuls, sans chiens, munis seulement d'un traîneau et d'un radio. Il y a deux ans, l'équipe Antarctica, conduite par le médecin français Jean-Louis Etienne, avait traversé l'Antarctique de part en part — plus de 5 000 km — avec un traîneau à chiens. (AFP.)

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75006 Paris
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 3615 Coda A3T, puis OSP

IMMEUBLE A RAMBOUILLET (78)
A USAGE COMMERCIAL AVEC PARKINGS - Contenance : 2 000 m² + 500 m² réserve. Route Nationale 306 - LA LOUVIERE - LOUË - Bail à effet du 23/4/92.
Loyer prévisionnel annuel : 1 400 000 F HT.
Mise à Prix : 1 500 000 F
S'adr. SCP SILLARD ET ASSOCIÉS, 79, boulevard de la Reine, VERSAILLES (78) Tél. : 39-50-02-99.

VENTE sur Velle cachée après LICITATION, au Palais de Justice à NANTERRE, le Jeudi 25 FÉVRIER 1993 à 14 h
APPARTEMENT de 4 P. P. à PARIS (6^e)
53, rue SAINT-PLACIDE
au 4^e ét. - CHAMBRE de SERVICE au 6^e ét. - CAVES
MISE A PRIX : 800 000 F
S'adr. à M^{re} MALLAH-SARKOZY, avocat à NEUILLY-SUR-SEINE (92) 184, av. Charles-de-Gaulle. Tél. : 46-24-02-13 - M^{re} LEFEBVRE, avocat, 20, quai de la Mégisserie PARIS (1^{re}). Tél. : 40-39-07-39
VISITE sur place, le 17 FÉVRIER 1993, de 14 h à 15 h.

VENTE IMMOBILIÈRE aux enchères publiques au Palais de Justice de VERSAILLES, 3 place André-Mignot le Mercredi 24 Février 1993 à 9 h 30
ENSEMBLE IMMOBILIER à us. COMMERCIAL
79, rue de la Louvière - RAMBOUILLET
(Yvelines) RN 306 - LOUË en 2 LOTS
Loyer annuel global : 864 733 F TTC à compter du 1-4-1990 sur un terrain de 46 a 12 ca
Mise à Prix : 1 500 000 F
S'adresser pour renseignements à S.C.P. SILLARD ET ASSOCIÉS, avocats à Versailles, 79 bis, boulevard de la Reine. Tél. : 39-50-02-99.

Vente au TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE NANTERRE, le Jeudi 25 FÉVRIER 1993 à 14 h, en 1 lot
MAISON D'HABITATION
17, rue Ferdinand-Buisson, à ISSY-LES-MOULINEAUX (Hauts-de-Seine)
construite en meublé
Comp. au rez-de-cha. : entrée, cuis., 2 p., salle d'eau, W.-C. et gar.
1^{er} ét. de 2 ch. baign. et W.-C., salle à manger, cuis.
2^e étage : 2 pièces, cab. toil. et W.-C., 2 comp. de garage
Appentis, Jardinet devant, TERRAIN det. - Coté : 12 a env.
Mise à Prix : 1 000 000 F
S'adr. à M^{re} GUILBERTEAU, avocat à CLAMART, 14-14 bis, rue Mario-Doffe. Tél. : 45-44-52-95 - M^{re} DEVOS-CAMPY, Tél. : 45-67-98-84, uniquement de 10 h à 12 h - M^{re} VERSINI-CAMPINCHI, Tél. : 45-44-03-73.

مكتبة النسخ

مكاتب العمل



SICAV DE LA POSTE 1992

8 Sicav sur 9 au-dessus de 9,60%.

On va finir par attirer l'attention...

Début de l'année: on fait les comptes! 8 des 9 Sicav de La Poste ont rapporté plus de 9,60% en 1992. Belles performances n'est-ce pas? Et cela ne s'arrête pas qu'aux chiffres... Cette année encore, deux de nos Sicav monétaires ont reçu la prestigieuse notation AAAm de l'Agence Standard & Poor's pour la qualité de leur gestion.

Bilan: grâce à l'expérience et à la compétence des gestionnaires de Sogeposte*, 1992 s'inscrit à La Poste comme une année riche en intérêts. Nos clients ne diront pas le contraire.

Pour moins de 5000F, voici quelques exemples concrets:

Latitude	Sicav Monétaire	+9,63%
Thésora	Sicav Obligataire	+10%
Plénitude	Sicav Diversifiée	+10,18%
Elanciel	Sicav Actions françaises	+11,54% <small>(en 4 mois, du 31/08/92 au 31/12/92)</small>

Et la 9^e Sicav nous direz-vous? Investie sur les marchés internationaux, elle n'a fait "que" 7,92%. Pardon pour elle...

Performances 1993, au jour le jour, disponibles dans tous les bureaux de poste.

* Filiale de La Poste et de la Caisse des dépôts et consignations.

*Pas de problème,
La Poste est là.*

AUTOUR, POUR, L'UNITE

CHRONOLOGIE

ÉTRANGER

1^{re}. - CEE : le «grand marché unique» de l'Europe des Douze entre en vigueur avec l'abolition des frontières intérieures entre les pays membres et l'événement de la libre circulation des marchandises, des capitaux et des services (1^{re}, 18).

1^{re}. - TCHÉCOSLOVAQUIE : après sa dissolution le 31 décembre 1992, la Fédération tchécoslovaque cède la place à deux États distincts : la République tchèque (Bohême et Moravie) et la Slovaquie (1^{re}, 2, 9, 16, 19).

1^{re}. - AFGHANISTAN : M. Burhanuddin Rabbani, président intérimaire depuis le 28 juin 1992, est «élu» chef de l'État, malgré l'opposition de plusieurs clans de moudjahidins. Les combats entre islamistes pour le contrôle de Kaboul se poursuivent (1^{re}, 2, 6, 29, 30).

3. - ÉTATS-UNIS - CEI : les présidents George Bush et Boris Eltsine signent au Kremlin le traité START sur la réduction des armements stratégiques, qui constitue le symbole de la fin de la «guerre froide» (3-4, 5, 7).

4. - ASIE CENTRALE : pour

palier les insuffisances de la CEI, les présidents de cinq États asiatiques de l'ex-URSS, réunis à Tachkent (Ouzbékistan) esquissent un rapprochement régional en faveur d'un «marché commun» (6).

4. - KENYA : affrontant une opposition divisée, le président sortant Daniel arap Moi, au pouvoir depuis 1978, est officiellement déclaré vainqueur de l'élection présidentielle du 29 décembre 1992 (1^{re}, 3-4, 5, 29).

4. - INDE : les affrontements de Bombay entre hindous et musulmans s'étendent aux États voisins provoquant la mort de trois cents personnes (9, 10-11, 16, 17-18, 20).

5. - MARIÉE NOIRE : le *Brader*, pétrolier battant pavillon libérien et transportant 85 000 tonnes de brut, s'échoue au sud des Îles Shetland (nord de l'Ecosse). La tempête évite la formation d'une marée noire (6 au 9, 10-11, 14 au 16).

5. - RUSSIE : sur fond de crise politique, le nouveau premier ministre Victor Tchernomyrdine rétablit le contrôle des prix, qui

Janvier 1993 dans le monde

Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par BRIGITTE CAMUS-LAZARO

avaient été libérés le 2 janvier 1992 (7, 17-18, 20, 22, 24-25).

5. - ANGOLA : le refus de M. Jonas Savimbi, chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), d'accepter le résultat des scrutins législatifs et présidentiels des 29 et 30 septembre 1992, relance la guerre civile. Le 20, l'UNITA prend le contrôle de la ville pétrolière de Soyo et menace l'embouchure de Cabinda (7, 8, 9, 10-11, 12, 14, 16, 17-18, 20, 22, 23, 24-25, 28, 29).

6. - SME ET TAUX D'INTÉRÊT : après la publication, le 5, par la Bundesbank et la Banque de France d'un communiqué pour

réaffirmer la défense de la parité entre le deutschemark et le franc, plusieurs pays européens réajustent leurs taux d'intérêt pour défendre leurs monnaies (6 au 9).

7. - GHANA : la proclamation de la IV^e République met fin à onze années de régime militaire (8).

8. - TADJIKISTAN : l'État d'urgence est décrété dans la capitale à Douchanbe et le couvre-feu est instauré pour normaliser la situation dans l'ex-République en proie à la guerre civile depuis neuf mois (9, 14, 27).

10. - ARGENTINE - GRANDE-BRETAGNE : M. Douglas Hard, secrétaire au Foreign Office, effectue en Argentine la première visite officielle d'un

ministre britannique depuis vingt-sept ans. Onze ans après la guerre des Malouines, elle constitue une étape importante de la normalisation des relations bilatérales (9, 10-11).

15. - SOMALIE : les quatorze factions réunies depuis le 4 à Addis-Abeba (Éthiopie) concluent un accord de cessez-le-feu (1^{re}, 2, 3-4, 5 au 9, 10-11, 14, 17-18, 24-25, 26).

15. - ARMEMENTS CHIMIQUES : 130 pays signent à Paris le traité portant sur l'interdiction de l'utilisation et de la production des armements chimiques suivant les clauses de la conférence du désarmement de Genève de l'ONU, le 3 septembre 1992 (14, 15, 16, 17-18).

15. - ITALIE : l'arrestation à Palermo, de Salvatore Riina, numéro un de la Mafia, recherché depuis vingt-trois ans, porte un coup sévère à la Mafia (16, 17-18, 21, 23).

15. - ÉTATS-UNIS - HAÏTI : M. Bill Clinton annonce la mise en place d'un dispositif autour d'Haïti pour refouler les «boat people» haïtiens fuyant le régime militaire du général Raoul Cédras, en place depuis 1991 (16, 17-18, 19, 20).

19. - PROCHE-ORIENT : la Knesset abroge la loi du 6 août

1986 qui interdisait les contacts entre Israël et l'OLP (21, 22).

19. - ALLEMAGNE : le chancelier Helmut Kohl conclut un «pacte de solidarité» avec les trois partis de la coalition gouvernementale pour financer le coût de la réunification (21, 22, 26, 27).

20. - ÉTATS-UNIS : dans son discours d'investiture, M. Bill Clinton, élu le 3 novembre 1992, quarante-deuxième président (démocrate) des États-Unis, rappelle que les changements exigent de sacrifices. Le 23, il abroge plusieurs décrets qui restreignent la liberté de l'avortement (17-18, 19 au 23, 24-25).

22. - FRANCE-CHINE : en représailles à la vente de Mirage 2000-5 français à Taïwan, Pékin ferme le consulat français à Canton. Le 29 décembre, la Chine avait refusé aux firmes françaises le contrat pour la construction du métro de Canton (9, 22).

24. - TURQUIE : l'assassinat par des islamistes du journaliste Ugur Mumcu, symbole des valeurs du kémalisme, donne lieu, le 27, à la plus importante manifestation contre l'intégrisme (26 au 29, 31 au 11).

25. - CEE : l'annonce du transfert de l'usine du fabricant américain Hoover de Dijon en Ecosse, où les coûts salariaux sont moindres, menace de licenciement six cents personnes. La France dénonce le «dumping social» (27 au 30, 2 il).

26. - RÉPUBLIQUE TCHÈQUE : M. Vaclav Havel, le dernier président de la Tchécoslovaquie, est élu président de la République tchèque, mais doit abandonner l'essentiel de ses prérogatives à M. Vaclav Klaus, élu premier ministre de la Tchécoslovaquie en juin 1992 (23, 28).

26. - CANADA : mort de Jeanne Sauvé, gouverneur général du Canada de 1984 à 1990 (28).

25. - TOGO : la police réprime violemment une manifestation de l'opposition, provoquant la mort, d'un moins seize personnes. Le 30, les exactions des militaires entraînent l'exode de milliers d'habitants de Lomé vers le Ghana (27 au 30, 2 il).

27. - RUSSIE-INDE : la visite officielle du président Boris Eltsine à New-Delhi s'achève par la signature d'un traité bilatéral d'amitié (28, 29, 2 il).

28. - PROCHE-ORIENT : la Cour suprême d'Israël confirme la validité de l'expulsion des Palestiniens au Liban le 17 décembre 1992. La position d'Israël entraîne un durcissement des pays arabes et de l'OLP et un regain de l'intifada à Gaza (1^{re}, 2, 3-4, 5, 6, 8, 10-11, 12, 14, 16, 17-18, 19, 23, 24-25, 26 au 28, 2 il).

28. - ZAÏRE : à Kinshasa, une multitudes de militaires défilent en pillages et exactions et provoquent la mort d'une centaine de personnes dont celle de l'ambassadeur de France, M. Philippe Bernard. Le 30, un millier de ressortissants étrangers quittent Kinshasa pour le Congo (30, 31, 2 il).

30. - SME : la dévaluation de 10 % de la livre irlandaise ramène les tensions au sein du système monétaire européen (2 il).

CULTURE

5. - Mort de l'écrivain Juan Benet, romancier espagnol contemporain (7).

6. - Mort de Rudolf Nouriev, danseur, «grand» du XX^e siècle, directeur du Ballet de l'Opéra de Paris de 1983 à 1989. Il avait quitté l'URSS en 1961. Il venait de monter pour l'Opéra de Paris *La Bayadère* (8, 14).

6. - Mort de Dizzy Gillespie, trompettiste de jazz américain (8).

6. - Mort du peintre danois Richard Mortensen, pionnier de l'abstraction géométrique (14).

12. - Mort de Jozef Czapski, écrivain et peintre polonais (14).

25. - Mort de Robert Jacobson, sculpteur danois (28).

25. - Mort d'André Hepburn, actrice, interprète de *My Fair Lady* (22).

22. - Mort de Kobo Abe, écrivain japonais, auteur de *La Femme des sables* (23).

16-21 : Festival d'Avoriaz : Le Grand Prix est décerné à Bruneau du Néo-Zélandais Peter Jackson (25, 29).

- Selon d'Angoulême de la bande dessinée, Morty est lauréat du Prix spécial vingtième anniversaire. Gérard Lauzier est primé (29, 31-10).

La crise américano-irakienne

La refus de l'Irak de reconnaître l'existence des zones d'exclusion aérienne en conformité à la résolution 688 du Conseil de sécurité de l'ONU du 5 avril 1991 visant à protéger les populations chassées de leur pays, et son contumace avec l'ONU sur le nouveau tracé de sa frontière avec le Koweït, entraînent une crise entre M. Saddam Hussein, d'une part et l'ONU et les anciens alliés occidentaux (États-Unis, France, Grande-Bretagne), d'autre part.

Le 5, Bagdad, qui a multiplié les obstacles aux missions des inspecteurs de l'ONU chargés de surveiller la démantèlement du potentiel militaire irakien, installe des missiles à proximité de la zone d'exclusion aérienne, au sud du 32^e parallèle.

Du 10 au 13, les Irakiens affectent une série d'incursions au territoire koweïtien. Le 13, l'aviation américaine et celle des alliés lancent un raid contre huit objectifs militaires dans le sud

de l'Irak, dont Najef, Samawa et Tallil. Du 15 au 17, un bataillon de 1 100 soldats américains se déploie au Koweït.

La 17, les Américains, en concertation avec Londres et Paris, bombardent, à partir de navires ancrés dans la golfe Persique et au large du Koweït, la complexe industrielle, «Al Zafra-niya», située au sud de Bagdad et soupçonnée d'être un site nucléaire. Un missile de croisière Tomahawk, détourné par la DCA irakienne, touche l'hôtel Rachid à Bagdad, provoquant la mort de deux personnes. Le 19, pour s'assurer l'entrée en fonctions du président Bill Clinton, le président Saddam Hussein décrète un cessez-le-feu unilatéral à partir du 20 et donne son feu vert à la reprise des vols des Nations unies vers l'Irak à partir de Bahrein.

(7 au 9, 10-11, 13 au 15, 17-18, 19 au 23, 24-25, 26, 28.)

L'échec de la conférence de Genève sur la Bosnie et la guerre en Croatie

Le 2 janvier, MM. Cyrus Vance et David Owen, coprésidents de la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, réunie à Genève, présentant aux belligérants bosniaques (Serbes, Croates et Musulmans) un plan prévoyant le découpage de la Bosnie en dix provinces, une répartition ethnique équilibrée et la délimitation de la région de Sarajevo. Cette proposition est acceptée par les Croates de Bosnie, mais refusée par les Serbes et les Musulmans qui contestent les frontières. Les négociations de Genève sont suspendues. Elles reprennent le 23.

Le 6, plusieurs rapports confirment la poursuite des atrocités en Bosnie-Herzégovine, notamment la pratique du viol systématique dans le cadre de la politique de «purification ethnique». Le même jour, M. Laurent

Fabius, en contradiction avec la position officielle française, condamne la plan de découpage de la Bosnie et souhaite une action plus vigoureuse du gouvernement français.

Le 8, l'assassinat à Sarajevo du vice-premier ministre bosniaque, M. Hakija Turajlic, par un milicien serbe, alors qu'il se trouvait dans un véhicule des Nations unies, ternit la crédibilité de l'organisation internationale.

Le 10, les déclarations de M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, au «Grand Jury RTL-Le Monde», suggèrent que la France libère «par la force», si nécessaire, les camps de détention de Bosnie, suscitant des réactions mitigées des dirigeants politiques français.

Le 22, l'armée croate déclenche une offensive contre les milices serbes de Krajina

(enclavée serbe de Croatie placée sous le contrôle de l'ONU depuis un an), afin d'accéder au sud de la Croatie coupée du reste du pays depuis la destruction du pont de Maslenica.

Le 25, deux casques bleus français sont tués et trois autres blessés en Krajina lors de la prise de l'aéroport de Zamunak par l'armée croate.

Le 26, la France envoie l'envoi au Adriatique du porte-avions *Clemenceau*.

Le 30, alors que de violents combats opposent Croates et Musulmans dans le centre de la Bosnie, les négociations de Genève, faute d'accord, sont épuisées.

(1, 2, 3-4, 5 au 9, 10-11, 12 au 16, 17-18, 19 au 23, 24-25, 26 au 30, 31-11, 2 il.)

FRANCE

3. - Mort de Xavier de La Fournière, ex-agent de change et ancien adjoint (UDF) au maire de Paris, inculpé d'escroquerie (5, 6, 10-11, 13).

4. - Les «sans domicile fixe» (SDF) : la mort de quinze personnes, provoquée par le froid, entraîne une controverse en sein du gouvernement sur les structures d'accueil d'urgence des sans-abris (1^{re}, 5, 6, 10-11).

4. - Réforme de la procédure pénale : de nombreux juges d'instruction s'opposent à l'application du nouveau code de procédure pénale adopté par le Parlement le 19 décembre 1992, devant entrer en vigueur à partir du 1^{er} mars, dont ils dénoncent le «complexité» (6, 10-11, 13, 14, 16, 17-18, 20, 27).

4. - La préparation des élections législatives et le débat sur la cohabitation : M. Mitterrand s'oppose à tout «putsch constitutionnel». Le 7, M. Giscard d'Estaing renforce le débat sur l'opportunité d'une nouvelle cohabitation à laquelle il s'oppose de plus en plus. Le 16, M. Chirac, au «Grand Jury RTL-Le Monde» réaffirme qu'il n'est pas candidat au poste de premier ministre (2, 3-4, 5, 7, 9, 19, 27).

4. - Catastrophe du stade de Furiani : le dossier de l'instruction sur le drame du stade de Furiani, en Corse, qui avait fait 15 morts et 2 177 blessés le 5 mai 1992, est clos. Dix-huit inculpations sont prononcées (6).

5. - Sang : la loi relative à la sécurité en matière de transfusion sanguine et de médicaments paraît au Journal officiel (23).

5. - Franc : la relance de la spéculation sur le franc entraîne le relèvement par la Banque de France du taux de ses primes en pension à 24 heures de 10 % à 12 %. Le 9, dans le débat sur le «franc fort», M. Michel Sapin, M. Edouard Balladur et M. Valéry Giscard d'Estaing se prononcent en faveur d'une modification du statut de la Banque de France en vue de lui accorder l'indépendance. Le 10, M. Pierre Bérégovoy réaffirme son opposition à toute dévaluation du franc (6, 12, 14, 19).

7. - Sida : la commission d'enquête de l'Assemblée nationale sur la transmission du sida au cours

des dix dernières années, reprend ses travaux. Les auditions soulignent l'isolement des chercheurs au début des années 80 et la sous-estimation du danger du sida en France dans les années 80 (9, 15, 27).

10. - Mort de Georges Mounin, linguiste, de son vrai nom Louis Leboucq (17-18).

11. - Affaire Botton : un commissaire aux comptes de quatre sociétés créées par M. Pierre Botton est inculpé. Le 14, M. Pierre Botton, qui reçoit une nouvelle inculpation d'abus de biens sociaux au détriment de Lygdonum Finances, constituée en 1991 pour racheter La Vie Claire, met en cause la gestion de M. Bernard Tapie à la Vie Claire (13, 15, 17-18, 20, 29).

11. - Enseignement privé : un accord est conclu entre le gouvernement et l'enseignement catholique visant à étendre le principe de parité entre l'enseignement public et privé à la formation des professeurs du second degré (12, 13).

12. - Indicateurs économiques : en décembre, les prix ont baissé de 0,1 %, soit une progression de + 2 % en 1992, la balance commerciale a été excédentaire de 5,4 milliards de francs, soit un excédent de 30,5 milliards de francs en 1992. La hausse du chômage a été de 0,2 %, soit une progression de 5,1 % sur un an. Le nombre de chômeurs s'élevait alors à 2 978 400 (13, 14, 27, 30, 31-11 - 11).

12. - Le Conseil constitutionnel donne son aval aux réformes qui accroissent le pouvoir du Parlement dans le contrôle de l'activité des institutions européennes (15).

13. - Mort de René Pleven, ancien président du conseil de 1950 à 1952 (16).

13. - Mort de Charles Tillon, ancien chef de la résistance communiste, ancien ministre du général de Gaulle (14).

13. - Le document du ministère de l'éducation nationale et de la culture sur la «Géographie de l'école» établissant un état des lieux du système éducatif, est rendu public (14).

13. - Mort d'Emile Maurice, maire de Saint-Joseph, ancien président RPR du conseil général de la Martinique (15).

13. - RPR : M. Alain Juppé,

secrétaire général du RPR, présente le programme de gouvernement du RPR (14).

18. - Mort de Nicole de Hauteclouque, sénateur RPR de Paris, ancien député (20).

18. - Catastrophe du mont Sainte-Odile : le directeur de l'exploitation aérienne d'Air Inter, est inculpé pour homicide par imprudence. Le 20 janvier 1992, l'Airbus A-320 s'était écrasé au-dessus des Vosges, entraînant la mort de 87 personnes (20).

19. - Rhône-Poulenc : la privatisation partielle est lancée avec la mise sur le marché boursier de l'action au prix de 500 francs (20, 27).

19. - Industrie de luxe : Elf-Sanofi et Yves Saint Laurent pré-

sentent leur «projet de fusion». Il se traduira par l'absorption d'Yves Saint Laurent par Elf-Sanofi (20, 21, 22, 27).

20. - Elections législatives du 21 et du 28 mars 1993 : le RPR et l'UDF concluent un accord électoral et publient la liste des candidats investis par l'UPF (l'Union pour la France) ou l'une de ses composantes. Quatre-vingts «primaires officielles» sont fixées au sein de la droite. Deux sondages révèlent qu'avec 19 % des intentions de vote les écologistes rejoignent ou dépassent le PS, crédité dans l'un de 19,5 % et dans l'autre de 17,5 % (22).

22. - Haute Cour et sang contaminé : dans l'affaire du sang contaminé, la commission d'instruction

Des mesures pour soutenir l'activité et financer la protection sociale

Le 4, à l'ouverture des traditionnelles cérémonies de vœux, M. François Mitterrand, qui avait appelé, dans son message du Nouvel An, à la défense d'un «acquis social», souhaite «que la nation puisse juger sérieusement du travail accompli et des acquis réalisés».

Le 6, un accord est conclu entre le ministre du travail et les partenaires sociaux pour limiter le déficit de la sécurité sociale (UNEDIC) qui atteint environ 23,9 milliards de francs. Le même jour Martine Aubry fustige ceux qui «flaieraient trop, trop vite».

Le 7, M. Pierre Bérégovoy au «Forum de l'Expansion» annonce deux mesures pour soutenir l'activité économique : une déduction exceptionnelle de la TVA versée par les entreprises à l'État pour la mois de février (coût budgétaire pour l'État 11 milliards de francs) et une exonération supplémentaire

des charges sociales patronales pour les contrats à temps partiel.

Le 9, M. Michel Sapin annonce que l'État versera 20 milliards à la sécurité sociale, pour la prise en charge des cotisations d'assurance-vieillesse des chômeurs.

Le 12, le gouvernement propose de constituer un fonds de garantie par des privatisations à des cessions d'actifs de banques et assurances pour financer les retraites en 2005-2020. Ce projet, contesté par le CNFP, doit faire l'objet d'une consultation officielle des partenaires sociaux par le premier ministre.

Le 19, M. François Mitterrand, dans son discours de clôture du «Centenaire de l'inspection du travail», rappelle la nécessité de défendre la retraite à soixante ans.

(7 au 9, 10-11, 12, 14 au 16, 17-18, 19, 21, 22, 24-25, 26.)

مكتبة الأصيل

هكذا من الأهل

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

Les gardiens du temps du XXI^e siècle

Pour mieux décliner les heures, les horloges font appel au comportement intime des atomes. Prochain progrès pour améliorer leur précision : le froid. Presque absolu

SOUCEUX de leur temps, les Égyptiens se satisfaisaient de la force de l'eau ou de celle du sable pour alimenter leurs clepsydres et rythmer ainsi les heures de la journée. Puis, les hommes du Moyen Âge inventèrent pour leurs garde-temps l'échappement à ancre, sorte de roue dentée qui est au cœur de toutes les horloges pour battre la seconde. Et les moines en firent grand usage pour marquer le temps et appeler à l'heure fixe à la prière, comme en témoigne l'une des plus vieilles horloges publiques connues construite à Milan en 1335.

Mais ces mécanismes étaient peu précis. Il fallut attendre les observations faites par Galilée, en 1582, sur le mouvement du pendule pour commencer à imaginer tout le parti que les horloges pourraient tirer de la remarquable régularité de cet instrument. Mais c'est à Huygens que revient, en 1657, le mérite de réaliser la première horloge à pendule pesante. Sous la pression des mécaniciens, des métallurgistes et des chercheurs, les garde-temps devinrent de plus en plus précis au point qu'en 1762 les Britanniques disposaient d'une montre marine dont le retard ne dépassait pas cinq secondes en deux mois.

De tels chiffres apparaissent aujourd'hui dérisoires. Les besoins des astronautes pour leurs observations, des chercheurs pour leurs laboratoires, des industriels pour les ordinateurs et les télécommunications, des militaires et des civils pour les systèmes de navigation et de localisation par satellite comme le GPS (Global Positioning System) éclatent des précisions incroyables que même les progrès des montres à quartz, inventées dans les années 20, ne leur offrent pas. Il a donc fallu passer à l'âge atomique, en l'occurrence, dans les années 1940, les horloges à temps qui sont les horloges à césium, à hydrogène ou à rubidium.

Exciter les atomes

Mais la précision pourtant exceptionnelle de ces instruments modernes, qui définissent la seconde au cent millièmes de milliardième près, ne suffit pas. Éternels insatisfaits, les chercheurs veulent toujours plus et attendent beaucoup de leurs collègues qui leur proposent d'améliorer ces performances d'un facteur 100, voire 1 000, grâce à une toute nouvelle technique fondée sur les fontaines atomiques, le refroidissement

des atomes par laser, et l'absorption de certaines longueurs d'onde de la lumière par les atomes.

Malgré ce massage subtil des techniques qui mûrit continuellement des fontaines de l'atome, des spécialistes de l'optique, ces horloges modernes utilisent toujours un oscillateur à quartz comme « moteur » de leurs horloges atomiques. Un quartz bien évidemment plus performant que celui de nos montres et qui bat au rythme de 10 millions de fois par seconde (10 mégahertz). Mais, pour être sûr de son exceptionnelle précision, on lui adjoint en permanence un maître du temps, une sorte de métronome qui corrige, par petites touches, la moindre dérive de sa fréquence de battement. Et ce métronome-là, ce n'est autre qu'un modeste jet d'atomes de césium dont le comportement artificiellement modifié va donner la cadence.

Pour réaliser un tel dispositif, les physiciens ont songé à utiliser la propriété singulière qu'ont les atomes d'absorber sélectivement la lumière. En toute la lumière du spectre, mais certaines lumières seulement dont les fréquences ou les longueurs d'onde sont bien définies. Ce phénomène bien connu est utilisé par exemple pour trier, grâce à la lumière d'un faisceau laser, les atomes d'uranium 235 et 238. Dans le cas des horloges atomiques, ce sont des atomes de césium qui sont utilisés en raison de leur capacité d'absorber les particules d'une lumière, les photons, vibrant à une fréquence de 9,192 gigahertz, soit environ 9,192 milliards de battements par seconde. Et pas un de plus.

Quand cette fréquence soit un peu plus élevée ou un peu plus basse, et rien ne se passe. Bien qu'isolés, les atomes de césium se mouvoient des photons qu'ils mûraient. Dans le cas contraire, ils se chargent de l'énergie et « changeraient de visage » pour occuper ce que les physiciens appellent un niveau excité. Un peu à la manière d'un enfant qui passe du calme à un état turbulent. Seule différence, cette excitation atomique est bien codifiée dans la matière et de peut prendre certaines valeurs, ou, comme le disent les physiciens, certains niveaux. Or l'écart entre deux niveaux correspond à une quantité bien précise d'énergie absorbée par les atomes, un peu comme celle nécessaire et toujours égale consommée par chacun d'eux pour franchir chaque marche d'un escalier.



La mesure du temps : le gnomon.

On conçoit donc qu'on dispose là d'une sorte d'étalon de fréquence immuable – puisque les propriétés des atomes d'une même espèce sont universelles et invariantes dans le temps – et qui, bien utilisé et bien « conditionné », peut servir les spécialistes des horloges atomiques. Comment font-ils ? Tout d'abord, ils commencent par transformer la fréquence de battement de leur quartz (10 millions de cycles par seconde) en une oscillation plus rapide encore dont la valeur est, comme par hasard, la même que celle des photons de lumière capables d'exciter les atomes de césium. À partir de cette nouvelle oscillation de 9,192 gigahertz, on génère un faisceau de lumière de même fréquence, lui aussi, dont les rayons vont illuminer les atomes d'un jet de césium injecté dans une petite cavité.

Si cette lumière et les photons qui la composent sont parfaitement accordés sur cette fréquence d'environ 9,2 gigahertz, les atomes de césium l'absorberont aussitôt. Ils seront alors dans un état excité prouvant bien que le quartz de l'horloge est parfaitement synchronisé avec la fréquence des photons. S'ils ne l'absorbent pas, cela signifiera que le quartz de l'horloge est légèrement désynchronisé. Il suffira alors de tourner un bouton, symétrique sur un poste de radio lorsque l'on recherche une station, pour augmenter ou diminuer la fréquence de la lumière introduite dans la cavité (1).

Des balles de ping-pong

Finalement, c'est ce « dialogue » permanent entre les vibrations du quartz et celles des photons excités du césium qui donne aux horloges atomiques cette formidable précision sans laquelle les ordinateurs se « parleraient » difficilement et sans laquelle aussi les télécommunications modernes ou les localisations précises des bâtiments de surface, des sous-marins ou des sondes interplanétaires ne pourraient se faire. Les milliers d'horloges atomiques en service sur la planète témoignent de ces besoins.

Mais, malgré leurs capacités, ces gardiens du temps sont insuffisants. C'est la raison pour laquelle les physiciens étaient, depuis plusieurs années, à la recherche d'une technique révolutionnaire leur permettant de gagner un facteur 100 ou 1 000 sur la précision de leurs horloges. La solution, aussi étonnante que cela paraît, est venue du froid. D'une série d'expériences spectaculaires où des physiciens français du Laboratoire de spectroscopie hertzienne de l'École normale supérieure de Paris (ENS) et du Collège de France se sont illustrés.

« L'idée, qui remonte aux années 50, consiste, explique Christophe Salomon, de l'ENS, à ralentir les atomes de césium pour qu'ils restent suffisamment longtemps dans la cavité où ils sont soumis à la lumière des photons. Leur tâche est en effet analogue à celle d'un observateur en mouvement cherchant à mesurer l'oscillation d'un pendule. Qu'il passe vite et la mesure sera fautive de temps. Imprécise. Qu'il passe lentement et il aura tout le temps de prendre ses repères. »

Toute la difficulté est donc de ralentir suffisamment les atomes de césium pour qu'ils « voient » longtemps la lumière qu'on leur envoie. Une voie possible : les refroidir. C'est-à-dire faire en sorte que leur vitesse, qui frise les 1 000 mètres par seconde à température ambiante, baisse jusqu'à seulement quelques centimètres par seconde, ce qui correspond à un froid de quelques millièmes de degré au-dessus du zéro absolu (- 273,15 degrés Celsius) (2). Une telle prouesse ne peut être obtenue que par une sorte de piège optique fait de six faisceaux lasers dont les photons, telles des balles de ping-pong, percutent les atomes et les ralentissent ainsi progressivement.

Ces derniers se trouvent alors dans une sorte de mélasse optique, un peu comme une cuiller dans un pot de miel. Ils dérivent lentement et se présentent dans des conditions idéales pour les horlogers atomiques. Hélas ! la médaille a son revers, car les atomes, lancés horizontalement, tombent vite au fond de la cavité sous l'effet de la gravité terrestre et deviennent donc de ce fait inutilisables.

Les physiciens ont donc pallié cet inconvénient en réalisant une fontaine atomique où les atomes de césium sont lancés verticalement comme dans une fontaine. Ils montent lentement, puis redescendent sous l'effet de la gravité et peuvent

être ainsi exposés, pendant un temps plus long, au rayonnement de la lumière censée les exciter. Impossible à réaliser dans les années 50, faute de disposer d'un système efficace de refroidissement des atomes, cette technique a prouvé très vite sa validité et ouvert la voie, voilà deux ans, aux horloges atomiques du XXI^e siècle.

S'affranchir de la gravité terrestre

Une première série d'expériences, menées au sol, a permis d'obtenir une précision équivalente à celles des meilleures horloges disponibles sur le marché. Une deuxième est en préparation, sous la responsabilité d'André Clairon, du Laboratoire primaire du temps et des fréquences de l'Observatoire de Paris, et de chercheurs du Laboratoire Aimé Cotton, qui devrait conduire à la réalisation d'une horloge de deuxième génération dont l'exactitude gagnerait un facteur 100 par rapport aux matériels actuels. Ces résultats devraient être obtenus d'ici quelques mois.

Mais les chercheurs espèrent aller plus loin encore en s'affranchissant de la gravité et en faisant voler ces horloges dans l'espace en l'absence de tout pesanteur. Quelques opérations préliminaires ont été menées, en juin 1992, par Christophe Salomon et André Clairon avec le Centre national d'études spatiales (CNES) et la société Orbitec. Objectif : tester à bord d'une Caravelle quelques-uns des composants d'une telle horloge au cours de vols paraboliques permettant de s'offrir des séquences de 20 secondes sans pesanteur.

Les résultats ont été si encourageants que des discussions sont en cours avec le CNES pour faire voler une de ces horloges à atomes ultra-précises à bord d'un satellite. L'expérience, qui pourrait avoir lieu dans environ trois ans, devrait permettre de gagner encore un facteur 10, soit au total un facteur 1 000 sur la précision des horloges actuelles. Un pari qui séduit les chercheurs français soucieux de ne pas se laisser doubler dans cette compétition par les équipes d'une douzaine d'autres laboratoires dans le monde et par celle surtout de l'Américain de Stanford, Steven Chu, à l'origine de la cage aux parois immatérielles qui permet de conserver aux atomes froids du césium leur quasi-immobilité.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Science et vie de décembre 1992.
(2) Le Monde du 19 septembre 1990.

Réconcilier les chapelles de la psychiatrie française

Le dernier rapport sur la santé mentale en France insiste sur l'apparition de nouvelles détresses. Et ravive de vieilles querelles

CULTURE

LA psychiatrie française n'a jamais autant cultivé la vertu. Depuis 1980, trois études sur le système d'organisation de la santé mentale ont été publiées. Toutes répondaient à la volonté gouvernementale de s'adapter pour réformer. Une quatrième, effectuée par le docteur Gérard Massé, psychiatre des hôpitaux au centre hospitalier spécialisé de Perray-Vaucluse (Essonne), sur demande de M. Bruno Durieux, alors ministre délégué à la santé, vient d'être officiellement présentée (1). Reprise par M. Bernard Kouchner, ministre de la santé et de l'action humanitaire, lors du vingt-cinquième congrès de l'Union nationale des amis et familles de malades mentaux (UNAFAM) du 25 novembre 1992, l'expertise brosse un panorama exhaustif des modes de gestion contemporains de la psychiatrie publique et privée et relève sans concession les dysfonctionnements du « kaléidoscope » psychiatrique.

Rapporté à l'ensemble du système hospitalier français, la psychiatrie représente 18 % des capacités d'hospitalisation à temps complet (122 445 lits et places dans les établissements publics et privés), 18 % des journées réalisées dans le secteur public – ce qui la place au

deuxième rang derrière la médecine et devant la chirurgie et l'obstétrique – soit 1,6 % des postes, hors personnel médical (près de 98 000 personnes) et totale près des tiers des dépenses de santé. En 1989, sur un peu plus de 9 000 psychiatres en exercice, 58 % travaillaient à titre libéral.

La profession est jeune : l'âge moyen est de 42 ans, elle est féminisée : 33,9 % de femmes, et elle voit ses effectifs augmenter régulièrement, de 11,5 % par an en moyenne depuis 1980. Ce qui n'est pas le cas des quelque 60 000 infirmiers, dont les effectifs, malgré l'instauration du diplôme unique, ne cessent de chuter.

« Briser le confort du secteur »

La conception asilaire du dix-neuvième siècle a cédé la place à une méthode de désaliénation basée sur la notion de « secteur », qui, dans les années 60, a organisé une répartition géographique des soins psychiatriques (un secteur correspond à 70 000 habitants environ). Or, aujourd'hui, les inégalités demeurent. Le professeur Édouard Zarifian, psychiatre au CHU de Caen, qui a collaboré au chapitre que le rapport Massé consacre à la recherche, explique qu'il faut « briser le confort du secteur. Les infir-

miers ont envie de changement. Un redéploiement des personnels et un réajustement des postes ne peuvent faire face à des disparités qui sont considérables ». Le docteur Massé ne dit pas autre chose quand il affirme que « la notion géographique doit être relativisée. On ne peut pas continuer à tolérer ces gros déséquilibres psychiatriques répartis sur eux-mêmes ». Les experts préconisent ainsi une nouvelle politique, au-delà de « la prétendue autonomie entre le centre hospitalier spécialisé et le centre hospitalier général », et ils réaffirment « la primauté de la prévention et de l'extra-hospitalier ».

L'étude souligne d'autre part une donnée récente, la constitution d'associations d'usagers, malades ou familles de malades, telles que l'Association des psychotiques stabilisés autonomes (APSA), l'Association pour le mieux-être de l'existence (AME) ou le mouvement Revivre, qui devraient bientôt peser de tout leur poids dans le processus de réforme engagé. « Une pression nécessaire », estime le docteur Massé, qui voit dans le dialogue avec ces organisations une manière d'aborder la question de l'évolution des pathologies en santé mentale vers une demande de prise en charge médico-sociale. La détresse sociale d'un côté, l'épidémie de sida de l'autre, ont créé des

besoins de soins psychiatriques spécifiques, qui ne peuvent être réservés à la compétence des seuls centres hospitaliers spécialisés.

« Et si le problème posé était tout simplement celui du comportement vis-à-vis de l'autre et de sa différence, de la conception de la solidarité dans un État moderne à un moment particulier d'égoïsme collectif ? » s'interroge le rapporteur.

Des unités à taille humaine

Qu'il s'agisse des malades mentaux dits « stabilisés » ou des personnes âgées, sans parler des personnes ayant tenté de se suicider, des alcooliques ou des toxicomanes, l'offre de soins n'est plus adaptée. La tendance est à la création de lieux intermédiaires, dits « médico-sociaux », intégrés dans un réseau élargi à gestion souple. Ces « unités à taille humaine » doivent faire l'objet d'un programme expérimental dans certains hôpitaux privés participant au service public hospitalier en psychiatrie. En outre, face à cette nouvelle demande, la restructuration des services des urgences psychiatriques, qui existent déjà dans certains hôpitaux généraux, se pose désormais de façon pressante.

Missionner pour évaluer les possibilités d'intégrer la discipline psy-

chiatrice à l'hôpital général, le docteur Massé observe un consensus dans l'accueil réservé à ses travaux. Pour la première fois dans l'élaboration d'un rapport sur le sujet, indique le professeur Zarifian, toutes les parties ont été consultées : praticiens hospitaliers, hôpitaux-universitaires, psychiatres libéraux, directeurs d'hôpitaux, infirmiers, représentants d'associations. Phénomène nouveau également, ces mêmes personnes ont été interrogées après la rédaction du texte final et leurs réactions consignées dans ce qui est devenu un « deuxième rapport Massé ».

Par ailleurs, un groupe de travail composé d'une dizaine de personnes, « toutes tendances confondues », précise le professeur Guy Nicolas, vice-président du Haut Comité de santé publique (HCSP), vient d'être constitué au sein du HCSP. Il devra effectuer une synthèse du rapport et formuler une série de priorités concrètes. Sa première réunion de travail a eu lieu le 9 février à Paris. Et comme s'il fallait une garantie supplémentaire pour que l'analyse ne reste pas au fond d'un tiroir, et que ses conclusions franchissent la barre des élections, une cellule de suivi devrait être mise en place au sein des directions générales de la santé et des hôpitaux. Selon le ministre, elle « sera opérationnelle début mars ».

Si la profession s'accorde à encourager le décloisonnement progressif du système, une crainte demeure, dont l'éradication constitue une priorité pour les pouvoirs publics. Au cabinet du ministre de la santé, on confie que « certains ont peur qu'on déshabille le secteur pour habiller l'hôpital général ». La solution ? Une politique active de communication. « L'urgence, avance-t-on dans l'entourage de M. Bernard Kouchner, c'est le changement d'image, à l'extérieur comme à l'intérieur de la profession. Le professionnel de la psychiatrie ne doit pas se crisper sur ses positions. Chacun doit accepter les liens qui l'unissent avec les autres médecins, et accepter de travailler à leurs côtés. » Le « corporatisme » reste à briser.

LAURENCE FOLLÉA
Lire la suite page 19

(1) La psychiatrie ouverte, une dynamique nouvelle en santé mentale, rapport au ministre de la santé, 313 pages, 245 F (plus 20 F de frais de port), disponible sur commande aux Éditions de l'École nationale de santé publique (ENSP), avenue du Professeur-Léon-Bernard, 35043 Rennes Cedex (tél. : (06) 99-54-90-98).

SCIENCES • MEDECINE

Retrouver les émotions du chercheur

Le Musée de la science de Barcelone, où l'on s'instruit sans jamais s'ennuyer, devrait devenir un « must » pour les touristes

BARCELONE

de notre envoyée spéciale

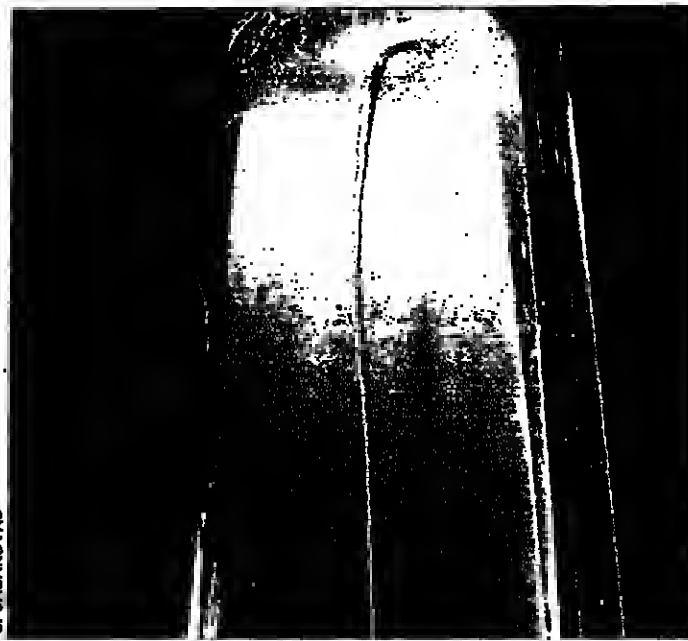
QUELLE est la trajectoire d'un poids de 7 kilos lancé à 23,12 mètres lors du record du monde établi en 1990? Pourquoi les mouvements des fluides (atmosphère ou océan) sont-ils déviés par la rotation de la Terre vers la droite dans l'hémisphère Nord, vers la gauche dans l'hémisphère Sud? Telles sont deux des innombrables questions auxquelles le Musée de la science, de la Fondation La Caixa, de Barcelone apporte des réponses visuelles, scientifiques, compréhensibles et précises.

Le musée a été créé en 1981. Il a été profondément modifié en 1986 sous l'impulsion d'un nouveau conseiller scientifique, Jorge Wagensberg, professeur de physique à l'université de Barcelone, devenu directeur du musée en 1991. Cortes, Jorge Wagensberg est spécialiste des processus irréversibles, mais on ne peut vraiment pas dire que le musée se complaise dans l'immobilisme. Il est aussi spécialiste des systèmes complexes, et les présentations du musée expliquent effectivement des choses très compliquées, mais elles le font de façon vivante, claire et jamais ennuyeuse. La philosophie du musée, en effet, est de faire éprouver au visiteur les émotions du chercheur, sans lui imposer une pédagogie glaçante. Ce qui se concrétise par le nombre croissant des visiteurs : 356 000 en 1991, 432 000 en 1992. La flexibilité du musée ressort des expositions tem-

poraires. Depuis l'été dernier et jusqu'au 10 février, les Jeux olympiques de Barcelone ont été l'occasion de montrer les performances physiques humaines. Ces dernières nous émerveillent. Mais notre vanité peut être mise à rude épreuve lorsque l'on voit, mis côte à côte, les résultats obtenus par des champions surentraînés et les performances courantes de certains animaux. La cage de l'escalier permet ainsi de placer aux mêmes niveaux (au sens littéral du terme) les capacités de saut. Le record de saut humain en hauteur est de 2,44 mètres mais un kangourou bondit à 3,60 mètres – et à pieds joints! Celui du saut humain en longueur est de 8,95 mètres alors qu'un léopard moyen « enjambe » 16 mètres. Arnold Schwarzenegger soulève 130 kilos par la force d'un seul biceps mais un chimpanzé adulte en fait autant avec 384 kilos...

Soixante et onze vertèbres pour un seul cou

L'autre exposition temporaire (jusqu'en avril 1993 à Barcelone, ensuite dans toute l'Espagne) est très différente, et dans son sujet et dans ses locaux : elle est consacrée à « 600 millions d'années de vie marine » (c'est-à-dire pour l'essentiel à la sortie des animaux aquatiques de l'eau, où est née la vie, sur la terre ferme), ainsi qu'à la « chasse aux fossiles » et à la vie dans le désert; en outre, cette exposition temporaire est présentée dans l'ancienne chapelle à coupole d'un couvent que le musée a récemment « annexé ».



Le vortex, haut de plus de 2 mètres, qui se forme sur commande dans un très grand bocal plein d'eau.

Ce sont huit véritables monstres marins préhistoriques, animaux et grandeur nature, qui accueillent les visiteurs de cette dernière exposition en souriant de toutes leurs dents, qui sont fort nombreuses et fort grandes : le *Dunkleosteus*, poisson à la tête cuirassée, vivant il y a 350 millions d'années, n'était long que de 5 mètres; mais son voisin, le

Thalassomedon, un reptile des alentours de - 80 millions d'années, mesurait 14 mètres et son cou interminable était soutenu par 71 vertèbres. Pour ne citer que deux de ces charmantes bestioles.

Moins spectaculaires, mais encore plus intéressants, sont les aquariums et les terrariums où vivent des animaux actuels, que l'on peut considérer comme des fossiles vivants. Là, on voit comment la nature a résolu le passage de la vie aquatique à la vie terrestre grâce à une double invention décisive : se doter peu à peu de quatre pattes et de poumons. Bien entendu, chacune des étapes passées est visualisée par des fossiles disparus depuis très longtemps mais ressemblant beaucoup à leurs cousins actuels.

Dans le premier aquarium, nage un poisson vivant en Amazonie qui vit avec le fossile de son homologue de - 250 millions d'années. A l'étape suivante illustrée par des *Polypterus* des rivières africaines, certains poissons manifestent leur prudence : ils ont toujours des branchies pour extraire l'oxygène dissous dans l'eau, mais ils ont aussi des poumons pour pouvoir survivre dans l'air au cas où leur cours d'eau s'assècherait temporairement. Ce double système de respiration a été « découvert » vers - 180 millions d'années.

Des lézards qui nagent dans le sable

Les *Protopertus annectens* d'Afrique sont les témoins actuels du début des pattes et de la locomotion quadrupède : de chaque côté de leur corps, ils ont deux longues et fines nageoires qui leur servent à marcher sur le fond, leur propulsion étant assurée uniquement par la queue. En outre, ils sont dotés de poumons qui leur fournissent 98 % de l'oxygène dont ils ont besoin, mais ils ont gardé des branchies « au cas où ».

Avec l'axolotl du Mexique (*Ambystoma mexicanum*), on a affaire à un cas bizarre. C'est une larve de vertébré à quatre pattes qui a gardé la forme juvénile tout en acquérant la maturité sexuelle. Ses poumons sont trop atrophiés pour être utilisables; l'axolotl ne peut vivre que dans l'eau grâce à ses branchies. Mais si on ajoute un peu d'iode dans son eau, l'axolotl retrouve des poumons utilisables et devient ainsi comparable au plus primitif des amphibiens tétrapodes – la salamandre – qui a des branchies dans ses formes juvéniles mais respire l'air par ses poumons et sa peau quand elle est adulte et qui, contrairement aux grenouilles – autres amphibiens – garde sa queue quand elle devient adulte.

L'imagination du bernard-l'hermite a été moins efficace : 60 millions d'années avant que les vertébrés sortent de l'eau et s'aventurent sur la terre ferme, une de ses espèces a vécu hors de l'eau mais en n'ayant que des branchies. Ce qui obligeait ce bernard-l'hermite aventureux à se faire une réserve d'eau qu'il emmagasinait dans la coquille d'emprunt où il avait emménagé. On comprend qu'une telle voie n'ait rien donné pour ses descendants.

L'exposition « 600 millions de vie marine » explique aussi comment les fossiles d'animaux aquatiques se trouvent actuellement dans des régions continentales parfaitement désertiques. L'année dernière, Jorge Wagensberg et Luis Montreal (le

directeur général de la Fondation La Caixa) sont allés personnellement collecter des fossiles marins dans le Sahara du Sud marocain. Ils en ont rapporté, bien sûr, quelques-unes des pièces qui illustrent l'exposition, mais aussi de superbes photos projetées sur un écran géant qui domine une reconstitution d'un tout petit morceau du désert marocain et, ce qui est plus original pour une telle exposition, des animaux vivants – présentés eux aussi – particulièrement bien adaptés au désert : notamment de drôles de lézards qui nagent littéralement dans le sable pour s'y dissimuler.

L'exposition « 600 millions d'années de vie marine » s'achève très drôlement par « le souper du navigateur » : quatre vitrines qui expliquent comment les débris des activités humaines d'époques très différentes (plateau, bouteille, assiette, couverts, bords des calmars, toutes choses étant les reliefs d'un dîner actuel, et... amphore romaine) tombent au fond de la mer, s'y cassent, y changent d'aspect, s'y mélangent dans une même couche sédimentaire déposée en quelques centaines de milliers d'années et sont découverts par des archéologues. Les trois explications suggérées par ces trouvailles bizarres sont bilantes et montrent l'incertitude des hypothèses avancées par les archéologues actuels.

Pour le « professeur A », il s'agit d'un *nautiloïde* de coquille allongée en forme de bouteille, comme le gravure le voisinage de quelques bords de céphalopodes. Pour le professeur B, « le professeur A se trompe d'une manière lamentable! L'unique chose nouvelle... c'est que les Romains buvaient de grandes quantités d'un liquide exquis, du champagne, peut-être... une affaire de terroir, mais... » Pour le professeur C, « les professeurs A et B n'ont que partiellement raison... Il est plus probable que nous nous trouvons devant un cas semblable à celui du bernard-l'hermite : la forme allongée est un récipient que les Romains jetaient fréquemment dans la mer et que les individus d'une espèce de calmars occupaient ensuite pour protéger leurs parties molles de leurs ennemis... »

Les salles d'expositions permanentes – qui changent d'ailleurs périodiquement pour s'adapter aux progrès des connaissances et des techniques – sont regroupées en grands thèmes : perception, optique, onde, la planète vivante (la Terre, la vie, l'homme), etc. Partout, on peut mettre en marche soi-même des machines simples avec l'aide de courtes explications rédigées en catalan et en espagnol (le musée distribue à la demande des livrets en français, anglais, etc., où les étrangers trouvent dans leur propre langue la traduction de ces explications).

Ainsi peut-on créer, faire se désagréger, puis reformer une mini-tourade qui monte en tourbillonnant jusqu'en haut d'un grand bocal ouvert sur le côté. On peut aussi créer un vortex (comme il s'en fait dans un lavabo dont on ouvre la bonde) jusqu'en bas d'un autre

grand bocal plein d'eau : le vortex à son maximum fait penser à la dent démesurément allongée et vaguement spirale qui prolonge le museau des narvals mâles. Un peu plus loin, des métronomes battent la seconde, celle d'aujourd'hui, celle d'il y a 2 millions d'années et celle qui aura cours dans 2 millions d'années. Ainsi comprend-on concrètement que la rotation de la Terre ralentit très lentement, de 1 seconde environ tous les cent mille ans.

Bouger pour se faire voir

L'Univers, la Terre et sa biosphère occupent plusieurs salles, dont une longue de 32 mètres où sont résumés les 4,5 milliards d'années du système solaire, les 3,5 milliards d'années de la vie sur notre planète, les 14 derniers millions d'années au cours desquelles s'est faite l'homination d'un primate privilégié. Ailleurs, des poissons dans des aquariums et des bestioles dans des vivariums démontrent leurs capacités de mimétisme. Plus loin, des œufs de (petit) requin – transparents et renouvelés périodiquement – permettent de voir différents stades du développement de ce poisson. En outre, les phasmes (des insectes en forme de brindilles) expliquent *o contrario*, par leur parfaite immobilité qui les rend invisibles, qu'il faut bouger pour se faire voir des serveurs de café ou de restaurant...

Les nouveaux – pour ne pas dire les futurs – matériaux sont à l'honneur. Les gamin des écoles peuvent sauter violemment et bruyamment, sans la casser, sur une mince plaque de polycarbonate (la matière dont sont faites les vitres des voitures blindées). En plus, la plaque compte instantanément les visiteurs qui ont posé leurs pieds sur elle : nous étions le 866 272. Dans de petites vitrines, un premier ferrofluide, non normalement, durcit beaucoup dès qu'on approche un aimant, et un second, parfaitement lisse, se hérissé de pointes aiguës dès qu'on met sous lui le même aimant. Ce dernier ferrofluide servira prochainement dans les imprimantes. Il y a aussi des vêtements enduits d'un liquide photosensible qui jouent les caméléons.

A tout cela s'ajoutent plusieurs pièces très gaies, très instructives, sans aucun panneau écrit, réservées aux enfants de trois à six ans. Les bambins s'amuse vraiment tout en apprenant intuitivement beaucoup de choses, sous la houlette de jardiniers d'enfants formés spécialement par le musée, à la pédagogie scientifique et artistique.

Il est absolument impossible de parler de tout ce que présente le Musée de la science de Barcelone. Mais ce lieu devrait devenir, pour les touristes, un *must*, tout comme la célèbre église de Gaudi, inachevée depuis près de soixante-dix ans.

YVONNE REBEYROL



Le Monde

Colloque "La pensée scientifique, les citoyens et les para-sciences"

24 et 25 février 1993 à 19h30

Nos sociétés dites démocratiques se vouent au culte de la science et de la technologie, mais des doctrines issues de croyances ancestrales continuent à envahir les esprits. Ce colloque tentera d'expliquer pourquoi perdurent des superstitions et des pratiques liées aux conceptions magiques du monde.

Chaque séance est animée par Françoise Bellanger de la cité et Stéphane Lucbert du Monde.

Ouverture du colloque par : Hubert Curien, ministre de la Recherche et de l'Espace.

La pensée scientifique et l'imaginaire (le 24)

- L'imaginaire dans la recherche scientifique : Robert S. Cohen, université de Boston, USA.
- Le nombre : objet de culte, objet de science : Jean-Paul Dumont, université de Lille III, Catherine Chevalley, CNRS, Paris.
- Le ciel : astrologie et astronomie : Fernand Halpin, université de Gand, Belgique, Jacques Maître, CNRS, Paris.
- Le corps : santé, thérapies : Lucien Braun, université de Strasbourg II, Paul-Louis Rabeyron, psychiatre des hôpitaux, Lyon.

Prestiges des para-sciences (le 25)

- Des scientifiques saisis de vertige : Paul Caro, cité des Sciences et de l'Industrie, Jean Heidmann, Observatoire de Paris.
- Des médias aux bureaux d'embauche : Henri Broch, université de Nice, Jean Paulhac, docteur en psychologie, Paris.
- Le marché de la superstition : Dominique Lecourt, université Paris VII, Massar Diallo, université de Dakar, Sénégal.
- Dénoncer ou comprendre les para-sciences : Gilbert Durand, Université des Sciences sociales de Grenoble.
- L'indéracinable désir de déchiffrer l'avenir : Henri Atlan, université Paris VI, Bernard Besret, cité des Sciences et de l'Industrie.

Enquête "Les français et les para-sciences" : Daniel Bay et Guy Michelat, Centre d'étude de la vie politique française, FNSP, CNRS.

FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE

Ce colloque est réalisé avec le concours de la Fondation Electricité de France. Accés gratuit sur inscription. Bulletin à renvoyer à l'adresse ci-contre à l'attention de Marie-Pierre Hermann, DCP. Colloque "La pensée scientifique, les citoyens et les para-sciences".

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Profession : _____

cité des Sciences et de l'Industrie
30 avenue Corentin-Cariou
75019 Paris
Métro Porte de la Villette
Renseignements :
(1) 49 05 73 32

Création d'une association des amis du Musée des arts et métiers

UNE association des amis du Musée des arts et métiers (ou Musée national des techniques) va être très prochainement créée, sous la présidence de M. Jean-Daniel LeFranc, directeur général des ACF, par quinze entreprises fondatrices. Elle a pour but de réunir des personnes physiques ou morales qui s'intéressent au musée; d'informer et d'associer ces personnes à ses activités et à sa rénovation; de favoriser son rayonnement national et international; d'apporter des idées, en particulier dans les sept domaines (énergie, matériaux, communication, instrumentation scientifique, construction, mécanique, transports) qui seront les grands thèmes du musée rénové.

Rappelons que le Musée des arts et métiers a été créé en 1794 par la Convention à l'initiative de l'abbé Grégoire. Devenu Musée national des techniques en 1975, il est unique au monde par ses 80 000 machines, moteurs et autres « choses » et par ses 20 000 dessins.

ou plans très précis, certes, mais artistiques pour la plupart. Négligé pendant des décennies par son autorité de tutelle (le ministère de l'Éducation nationale), le Musée national des techniques va être enfin rajeuni et rénové grâce aux crédits (200 millions de francs pour le musée lui-même, 45 millions de francs pour la création de réserves et de locaux de restauration) venant du secrétariat d'État des grands travaux. Il est donc fermé depuis la fin de janvier et le restera jusqu'au 10 octobre 1994, date qui marquera son deuxième centenaire... et sa réouverture.

La cotisation annuelle des personnes morales est de 2 500 francs; celle des personnes physiques est de 350 francs (500 francs si on la couple avec l'abonnement à la très belle revue trimestrielle publiée par le musée depuis septembre 1992). Le siège de l'association est situé au Musée national des techniques, Conservatoire des arts et métiers, 292, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Téléphone : 40-27-23-71.

مكتبة الشمل

SCIENTES • MEDECINE

POINT DE VUE

Procréation médicalement assistée

De l'éthique au droit le piège de la politique

par le professeur René Frydman

UN anniversaire donne l'occasion de faire le bilan. Dix ans après la création du Comité national d'éthique, la question suivante demeure : le médecin a-t-il l'obligation morale de satisfaire toutes les demandes qui lui sont faites sous prétexte qu'il possède la technique ? Si l'on répond oui, il devient prestataire de services ; si l'on répond non, il devient le seul juge. Il y a donc besoin urgent de créer des règles sociales qui ne dépendent pas que de la conception des médecins et correspondent à l'idée que la société se fait de l'homme. La médecine est une affaire humaine traitée au cas par cas mais dans un certain cadre qui autorise ce qui est licite et ce qui ne l'est pas (par exemple douze semaines pour le terme maximum de l'IVG).

Or force est de constater que le système est bloqué, et tout particulièrement en ce qui concerne les procréations médicalement assistées (PMA). Des réticences demeurent pour passer de l'éthique au droit. Après l'opposition ouverte du garde des sceaux des années 85, une opposition plus sourde est présente dans certains milieux politiques, qui ne tient pas compte des nombreuses discussions et réunions sur ces thèmes. Malgré le colloque « De l'éthique au droit », suivi du rapport Brabant, puis du rapport Lenoir du travail de la commission parlementaire, du travail de la commission sénatoriale, de l'adoption en première lecture à l'Assemblée nationale au mois de novembre 1992 (ce, à une très large majorité), le vote définitif des projets de loi relatifs à l'éthique biomédicale, faite de la corrélation d'une session extraordinaire du Parlement, n'est pas intervenu. Lorsque l'on est en difficulté qu'il y a eu à introduire dans cette loi le devenir des embryons congelés et le diagnostic prénatal, points fondamentaux ; qui, comme par hasard, avaient été omis dans le projet initial de 1992, on ne peut que craindre ce que sera le contenu de cette loi si elle est présentée à la prochaine session parlementaire issue des élections de mars 1993.

Réconcilier les chapelles

Suite de la page 17

Car la publication du rapport Massé a ravivé de vieilles querelles. Certains psychiatres, partisans et acteurs de ces « structures alternatives à l'hospitalisation » tant louées, s'estiment injustement exclus du champ de l'étude. A leur tête, le professeur Fauriol, président de l'Association pour l'étude et la promotion des structures intermédiaires (ASEPSI), a, elle aussi, rédigé un « rapport » au ministre de la santé. Ce texte, signé par six associations (2), reproche aux experts du rapport Massé de se limiter à une « normalisation » du soin en psychiatrie. Il faut, selon elle, « viser une alternative à la dépendance sociale ». Alors que le gouvernement se bat pour faire accepter – et traduire en actes – l'idée de réinsertion et de réhabilitation des écartés, les psychiatres formulent une série de propositions pour assoier et développer un réseau de lieux d'accueil.

Il faut en finir avec les batailles de tranchées, lance M. Massé. J'ai voulu unir et non pas diviser avec ce rapport. La sensibilité des promoteurs des « lieux de vie » recèle un potentiel extraordinaire. La psychanalyse fait partie intégrante de la psychiatrie, la psychothérapie ou les méthodes comportementalistes sont des techniques déjà présentes à l'hôpital. Et il faut savoir que la moitié des 90 000 patients hospitalisés est prise en charge sur un mode de lieu de vie.

Réconcilier les chapelles permettrait aussi de développer et d'harmoniser la recherche clinique, encore balbutiante. Le champ des connaissances est, en la matière, on ne peut plus mouvant. Le rapport Massé regrette l'absence d'une revue spécialisée de référence où les travaux de professionnels de différentes sensibilités pourraient se côtoier. Or, en l'absence de critères et de définitions consensuelles, l'évaluation des soins et les études épidémiologiques font défaut.

LAURENCE FOLLÉA

(2) L'ASEPSI, l'ANPASE (Association nationale des personnels et acteurs de l'action sociale en faveur de l'enfant et de la famille), le CERP (Centre de formation et de recherches psychanalytiques), le CREA-ISIS (Centre régional pour l'insertion et l'adolescence inadaptes, Paris), l'EFEP (Éthique, Évaluation et pratique sociale), l'Instituts (association pour l'accueil des handicapés adultes).

Ce formidable débat de société, mené avec le tempérament que l'on connaît par l'actuel ministre de la santé et de l'action humanitaire et le ministre de la justice et de la recherche, reste vif, le sérieux des débats parlementaires, qui ont dépassé les divergences politiques, s'estompent du profit des objectifs de la campagne des législateurs. La crainte d'une motion de censure à six semaines des élections est-elle si forte qu'elle puisse faire retarder les décisions qui s'imposent ?

La période qui s'ouvre sera interrompue comme à l'accoutumée par des coups médiatiques du genre insinuation de jeunes filles verges, grossesse après la ménopause, choix du sexe, qui agiteront les esprits trois ou quatre jours, la temps pour les médias d'espérer augmenter transitoirement leur chiffre de vente ou leur taux d'écoute et de laisser les médecins face à des demandes réactives.

L'affaire d'Amiens

Une telle façon de fonctionner aboutit à brouiller le paysage éthique, à confondre ce qui est une demande marginale et les problèmes plus fondamentaux que sont la prévention et le traitement de la stérilité et le développement de la connaissance scientifique. Les effets de l'affaire d'Amiens (souvenez-vous le prélèvement des yeux chez un adolescent dédédié) sont déjà ratifiés (le Monde daté 17-18 mai 1992), et on attendra pour réagir un prochain scandale du type dons d'organes rémunérés ou prélèvement d'organes faits sans le consentement explicite des familles.

Or le projet de loi relatif aux dons d'organes et de tissus, à la procréation médicalement assistée et au diagnostic prénatal est indispensable pour améliorer la sécurité sanitaire dans des activités médicales à très forts risques.

Aujourd'hui, aucune disposition n'interdit de greffer à des patients des organes et des tissus potentiellement porteurs de virus. Aucun suivi rigoureux ne s'est envisagé des personnes greffées (greffe de cornea en particulier).

Aujourd'hui, les demandes d'insémination post-mortem, la devenir des embryons humains cryopréservés restent sans réponse (le premier enfant né après congélation date quand même en France de 1986).

Les conditions d'activités des banques de sperme à but lucratif ou non lucratif ne sont pas fixées. La pratique du don d'ovocyte ou d'embryons est totalement laïdise, foulant aux pieds les « déclarations passionnées et passionnées » sur la dignité humaine et le respect de l'homme.

La recherche sur l'embryon doit être autorisée, mais de façon délimitée car c'est cette absence de limite qui nourrit les fantasmes de certains, qui utilisant cette peur pour s'opposer au développement scienti-

fique. De même, aucun rapport fiable ne peut indiquer les motifs et le nombre d'interruptions thérapeutiques de grossesse pratiquées en France. Mais cela n'empêche pas de discuter sur le risque de dérives et les risques d'eugénisme.

Nous sommes sous le régime du torpillage, de l'arbre qui cache la forêt. Le Comité national d'éthique trouve dans la proposition de loi sa légitimité qui lui donne le moyen d'exercer ses responsabilités tout en conservant son caractère consultatif auquel la majorité de ses membres tiennent plus que tout.

Le caractère évolutif de la loi proposée récemment (vision tous les cinq ans) indique bien les possibles discordances entre le Comité d'éthique, qui a su montrer une évolution (interdiction puis autorisation des greffes de cellules nerveuses embryonnaires en cas de maladie de Parkinson, non-renouvellement du moratoire concernant la recherche sur l'embryon), et la loi. Qu'il y ait des discordances entre les recommandations du Comité d'éthique et la loi témoigne de la liberté de penser du CNE, mais qu'il n'y ait aucun cadre législatif risque de rendre les recommandations du Comité d'éthique inopérantes et sans vigueur.

En cette période de relations tendues entre les patients et les médecins, la restauration de la confiance implique le passage de l'éthique au droit, le développement de la prévention et l'observation épidémiologique des pratiques médicales lorsqu'elles sont nouvelles et encore mal évaluées (se pense en particulier à l'anonymat du donneur en cas de dons de gamètes). On discute sur le retard éventuel des décisions du politique concernant le sang contaminé, or la lecture des documents indique que les décisions semblent avoir été prises dès lors que l'information médicale et scientifique a été clairement énoncée. En ce qui concerne les PMA, les risques sont clairement énoncés aux politiques depuis fort longtemps. Qu'en sera-t-il de l'analyse du retard à l'adoption définitive du texte de loi d'éthique biomédicale et des risques sanitaires qui pourraient en résulter ? Qui portera la responsabilité de l'absence de convocation d'une session extraordinaire du Parlement qui aurait permis de conclure ce marathon éthique ?

Amandine (premier bébé éprouvette français) a onze ans, soit un an de plus que le Comité national d'éthique. Il est évident que ce dernier devienne adulte quand la première devient adolescente. Passer de l'éthique au droit est un hommage à la pensée. La politique politique a repris le dessus.

Quand donc la politique s'occupe-t-elle des vrais dangers de société ? J'ose espérer qu'il est encore temps.

Le professeur René Frydman est chef de service de la maternité de l'hôpital Armand-Trousseau à Clamart et ancien membre du Comité national d'éthique.

Correspondance

Une lettre du professeur Gallo...

A la suite de la publication du point de vue du professeur Maxime Schwartz, directeur de l'Institut Pasteur, dans le Monde des sciences-médecine du 30 décembre 1992. Nous remercions du professeur Robert Gallo la mise au point suivante :

Le professeur Maxime Schwartz, directeur de l'Institut Pasteur, prétend pouvoir imputer au laboratoire du professeur Gallo le retard pris par l'équipe de l'Institut Pasteur dans la culture en lignée cellulaire du virus et, par voie de conséquence, dans la mise au point d'un test de dépistage.

Il prétend en effet que l'équipe du professeur Gallo n'aurait pas jugé utile d'envoyer à l'Institut Pasteur ses cellules. Je m'inscris en faux contre une telle affirmation.

Un chercheur de mon laboratoire, le docteur Samadpour, est venu lui-même à Paris le 15 mai 1984 apporter au professeur Montagnier la lignée cellulaire H9 productrice du HTLV-III. Le professeur Montagnier l'a confirmée par un courrier en date du 18 avril 1989 adressé à John Crowder, ainsi rédigé : « Il est exact que le docteur Samadpour a apporté avec lui à mon laboratoire en mai 1984 la lignée cellulaire H9 infectée par le HTLV-III. »

Dès lors, mon laboratoire ne peut être tenu pour responsable du retard pris par l'Institut Pasteur dans la mise au point du test de dépistage. Je ne me prononcerais pas sur les raisons de ce retard, qui doivent être cherchées

ailleurs que dans l'attitude de l'équipe américaine.

L'« ignorance » du professeur Schwartz mériterait, au moins pour les lecteurs du Monde et, en toute hypothèse, pour les malades infectés par le virus, d'être corrigée.

... La réponse du professeur Schwartz

Je n'ignore pas que l'équipe du professeur Gallo a fait parvenir la lignée productrice de virus HTLV III en mai 1984. Cela ne contredit aucunement mon affirmation selon laquelle « l'équipe américaine... trouva une lignée cellulaire adéquate dès l'hiver 1983-1984. Malheureusement... elle ne jugea pas utile de nous envoyer ses cellules. L'ultime fait, des mois précieux auraient sans doute été gagnés dans la mise en place du test de dépistage... ». La lignée cellulaire dont nous disposons au début de 1984 présentait une certaine intégrité dans la production de virus, ce qui posait quelques difficultés pour le passage au stade infectieux. Du temps aurait certainement été gagné si nous avions reçu la lignée du professeur Gallo, non pas en mai 1984, mais en décembre 1983 ou janvier 1984.

Professeur Maxime SCHWARTZ, directeur de l'Institut Pasteur

Les raisins de la patience

La vigne transgénique vient de naître, après trois ans de collaboration intensive entre recherche publique et privée

DES plants de tomate aux plants de tabac, les espèces cultivées transgéniques ne cessent de se multiplier, dans lesquelles a été « greffé » un gène rendant leur descendance résistante aux maladies ou aux insecticides. Mais il restait impossible, jusqu'à présent, de soumettre la vigne aux règles de cette amélioration héréditaire.

C'est désormais chose faite : présentées par le groupe LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton), mardi 2 février, en présence de M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de l'espace, les recherches menées par une équipe française ont permis d'obtenir, par manipulations génétiques, des plants de vigne de champagne résistants au virus du court-noué. Une prouesse technologique qui ouvre de nouvelles perspectives pour le traitement des vignobles, qui, par la même occasion, pourrait apporter de nouvelles connaissances sur l'embryogenèse des plantes.

L'œdre était considérable. Dans un pays viticole comme la France, auquel une épidémie de phylloxera, il y a un siècle, faillit être fatale, les maladies de la vigne restent l'une des préoccupations majeures de la profession. Eutypiose, botrytis, esca, court-noué, les virus et les champignons qui menacent les cépages sont légion, et les méthodes chimiques ou agrochimiques mises au point pour les combattre sont vaines. C'est dire l'espoir offert, dans ce domaine, par les techniques du génie génétique.

« La transformation s'opère en deux étapes », explique Michel Boulay, chercheur à LVMH. « Il faut tout d'abord incorporer les gènes nouveaux dans l'occurrence, un gène de résistance au virus du court-noué, au patrimoine génétique de quelques cellules de l'espèce, puis régénérer des plantes entières à par-

tir de ces cellules transformées. » Pour la vigne comme pour la plupart des plantes « réfractaires » à ce type de manipulations, c'est cette seconde étape qui restait jusqu'alors infructueuse. Un véritable « verrou » technologique, derrière lequel les recherches piétinaient durant plusieurs années.

Deuxième porte-greffe au monde

Pour le faire sauter, il ne fallut pas moins que la persévérance de neuf laboratoires publics et privés. Mené sous la direction de Jean Guern (CNRS, Gif-sur-Yvette) et de Michel Boulay, le programme « Maîtrise de la régénération des végétaux ligneux », reçu, en 1990, le soutien du ministère de la recherche et de l'espace, dans le cadre de la procédure « Saut technologique » (1). Moyennant trois ans de travail et un investissement de 15 millions de francs (financé à 50 % par le ministère), les chercheurs viennent de parvenir à leurs fins. Une performance devant laquelle M. Curien s'est déclaré « très impressionné », saluant au passage cet exemple « particulièrement heureux de collaboration entre recherche publique et recherche privée ».

Intérêt supplémentaire, ce projet à finalité agronomique pourrait également avoir des retombées sur la connaissance fondamentale des végétaux. « On sait que les plantes, comme les animaux, utilisent des protéines extra-cellulaires comme signaux de régulation. Nos travaux devraient permettre de préciser leur nature et leur mode d'intervention aux différentes étapes du développement de la plante », explique Jean Guern, pour qui la vigne pourrait désormais constituer « un système biologique modèle pour mieux comprendre l'embryogenèse des plantes ». Les chercheurs de

LVMH, quant à eux, précisent qu'ils vont désormais s'efforcer d'insérer à leurs porte-greffes, « à mesure qu'ils seront disponibles », d'autres gènes de résistance aux maladies de la vigne.

La première application agronomique de cette avancée technologique est d'ores et déjà en cours de réalisation dans les laboratoires de Moët et Chandon, filiale de LVMH (2). Les plants de vigne génétiquement transformés, qui appartiennent à la variété 41-B (deuxième porte-greffe utilisé dans le monde, notamment dans les vignobles de Champagne et de Cognac), subissent actuellement leurs derniers tests de laboratoire.

Il leur faudra ensuite affronter le terrain, sur lequel leur comportement agronomique, et, surtout, la qualité de leurs raisins seront passés au crible de l'analyse. Un ou deux ans de travail en serre, six à sept ans en vignoble, selon leurs créateurs. Autant dire que le produit de la vigne transgénique ne se retrouvera pas dans nos flûtes avant le troisième millénaire.

CATHERINE VINCENT

(1) La procédure « Saut technologique », créée en 1988 par le ministère de la recherche et de la technologie, a pour objet de soutenir des projets de recherche-développement représentant « une véritable rupture dans le domaine des technologies ». D'un montant d'environ 20 millions de francs chacun, ils sont financés à 50 % par les pouvoirs publics. Soixante-cinq projets ont été soutenus à ce jour, dont huit dans le domaine des biotechnologies.

(2) Réalisé avec le soutien financier de l'ANVAR, ce second programme de recherche, nommé « Résistance au court-noué », est mené en collaboration avec l'INRA (laboratoire de pathologie végétale de la vigne, Colmar) et l'Institut de biologie moléculaire des plantes (CNRS, Strasbourg).

Jusqu'à 50% d'économie avec les nouveaux "Tarifs Privileges" d'ITT Sheraton.

Les Hôtels ITT Sheraton lancent deux nouvelles formules conçues pour simplifier vos voyages et vous faisant faire des économies.

Tarifs Privileges Affaires... de 5% à 30% de remise

Du Dimanche au Jeudi sans réservation ni paiement à l'avance. Même pour un voyage de dernière minute vous bénéficiez de prix exceptionnels.

Tarifs Privileges Week-end... de 30% à 50% de remise

N'hésitez plus à partir en Week-end. Aujourd'hui vous faites des économies en arrivant le Vendredi ou le Samedi. Demandez notre brochure Week-end.

Quelques exemples de nos Tarifs Privileges :

	Tarifs Normaux	Tarifs Privileges Affaires	Tarifs Privileges Week-end
Brasilia Sheraton Brasilia	FR 10800	FR 7200	FR 4200
Madrid Sheraton Madrid	ESP 231 00	ESP 180 00	ESP 120 00
Lisbonne Sheraton Lisbonne	ESC 10000	ESC 3750	ESC 1700
Moscou Sheraton Moscou	DM 4 400	DM 3 125	DM 1 900
Paris Sheraton Paris	FF 2200	FF 1900	FF 1450
London Park Tower	£ 220	£ 185	£ 170
London Regency	£ 245	£ 150	£ 135
Bahrein Sheraton Bahrain	BHD 40	BHD 30	BHD 20
Dubai Sheraton Dubai	AED 770	AED 600	AED 465
La Cote d'Azur Sheraton La Cote d'Azur	130 000 Franc Suisse	135 000 Franc Suisse	135 000 Franc Suisse

Pour réserver, appelez votre agence de voyages ou le numéro vert suivant et demandez votre Tarif Privileges.

France : 05.90.76.35

ITT Sheraton

Le tarif comprend le petit-déjeuner. Le tarif comprend la base et le service. Les tarifs indiqués s'appliquent pour l'occupation d'une chambre et par une personne, sauf pour le Tarif Privileges Week-end. Tous les tarifs sont en euros de disponibilité et peuvent être modifiés sans préavis. Les Tarifs Privileges ITT Sheraton sont valables dans les hôtels ITT Sheraton en Europe, en Afrique et dans le Moyen-Orient. Certaines restrictions sont applicables.

une association
nis du Musée
ts et métiers

MUSIQUES

Yvette Guilbert sous le nez de Mickey

Les Eurofolies de Marne-la-Vallée pourraient annoncer la création d'un musée de la chanson française à deux pas d'Eurodisney

Peut-on mettre l'air du temps en conserve ? Faut-il un musée pour la chanson française ? Depuis 1988, l'éventualité a été évoquée, des préfigurations réalisées, des tours de table bouclés. Aujourd'hui, deux projets restent en lice : le Hall de la Chanson, présenté par l'association dirigée par Jean-Louis Foulquier, et le Centre national de la Chanson de Bourges, soutenu par la région Centre et la ville, fortes de l'acquis de seize ans de Printemps de Bourges. Première manifestation publique de la nouvelle vocation musicale de Marne-la-Vallée, le festival des Eurofolies, programmé par Jean-Louis Foulquier, témoignage de la volonté locale de sortir de l'ombre envahissante d'Eurodisney.

La chanson de langue française dispose d'un patrimoine éparpillé évalué à six millions de titres. Les fonds sont partagés entre l'Institut national de l'audiovisuel (INA), la Bibliothèque nationale - le dépôt légal pour les phonogrammes a été instauré en 1925. Ces organismes assurent la conservation et l'archivage des documents, mais moins leur mise en valeur.

Ces difficultés d'accès s'ajoutent au morcellement des collections privées et associatives, fermées au public pour la plupart. « Pour y piocher », explique Michel Simeux, qui dirige la Discothèque des Halles à Paris (1), il faut subir la lourdeur administrative, demander des duplicatas, l'accord des ayants-droit... De l'autre côté, les discothèques publiques de prêt ne couvrent que la production courante. Le malheur est que ces deux extrêmes il n'y a rien. Par ailleurs, les lieux de conservation du disque dépendent de la direction du livre et de la lecture. Dans ce paysage morcelé, une structure fédératrice serait donc la bienvenue.

L'idée n'est pas totalement neuve. En 1965, le Musée des arts et traditions populaires (ATP) a commencé de réunir une abondante collection (partitions, disques, objets) à l'initiative de Louis Merin (d'Europe 1) et de Georges Henri Rivière, ethnologue et pianiste. Le projet n'a pas abouti, et la robe de Mistinguett ou le canotier de Maurice Chevalier ont sans jamais sortis des cartons.

En 1988, le Centre de la Chanson

d'expression française planche sur la constitution d'un établissement public gardien fidèle du patrimoine, susceptible d'éviter des catastrophes majeures, telle « la destruction des matrices Pathé-Saphir de la période de 1895 à 1931, le plus vaste et le plus riche catalogue photographique au monde avec celui de la compagnie Gramophone », ou encore « la dilapidation de la succession d'Aristide Bruant, vendue sur les marchés ».

L'année suivante, le ministre de la Culture appuie la création du Hall de la Chanson, aujourd'hui présidé par Jean-Louis Foulquier, qui a succédé à Eddy Mitchell. Avec un budget annuel de 800 000 francs, le Hall de la Chanson est officiellement chargé depuis 1990 d'imaginer un musée de la chanson. D'emblée, le projet s'oriente vers une structure de taille importante (5 000 m² minimum), donc difficile à mettre rapidement sur les rails.

Machines à remonter le temps

Bornes informatisées, écrans tactiles, parcours interactif, écrans géants, bruitages inattendus... Dans la droite ligne des expositions de la génération Cités ciné, le scénographe François Seigneux et le chanteur et comédien Serge Hureau, qui dirige le Hall de la Chanson depuis sa création, ont imaginé des machines à remonter le temps, de la « sono mondiale » de l'an 2000 à la « scène primitive » d'avant 1850. De Dabo à Thibaud de Champagne, le parcours traversera l'univers du clip des années 90, le temps du premier 45 tours en 1951 et celui des cafés-conc de la Belle Époque. But de ce futur Centre national du patrimoine de la chanson et des variétés : « Toucher le grand public. Lui donner du rêve, de l'éclat. Car le patrimoine n'est pas poussiéreux, il est vivant, tout comme doit l'être un musée ».

Depuis bientôt trois ans, Serge Hureau cherchait où loger sa « Grande parade » (l'exposition permanente, modulable et mise en son), son « Dernier cri » (exposition temporaire) et son « Dôme de chansons » (centre de documentation informatisé). En vain. Envisagé au Champ de Mars, puis à la Défense, le projet du Hall de la Chanson se heurtait aux blocages

financiers des uns et des autres. L'Etat refusait de prendre à sa charge la totalité d'un budget jugé lourd (entre 45 millions et 60 millions de francs, selon les configurations), la Ville de Paris faisant preuve de peu d'empressement à soutenir un projet concocité ailleurs.

Le ministère de la Culture et les professionnels ont affirmé leur attachement à un musée vitrine, situé en région parisienne, où se concentrent les utilisateurs, amateurs ou touristes, potassiers de qui est que la direction de la musique du ministère n'est pas donnée de réponse favorable au projet présenté par la région Centre, en sus depuis le printemps 1992.

Imaginé par Argos, une société d'ingénierie culturelle liée au Printemps de Bourges, qui avait déjà réalisé pour le Hall de la Chanson une première étude de faisabilité, le Centre national de la Chanson de Bourges veut « réinventer la chanson française par une approche patrimoniale, à l'instar de la Cinéma-thèque française ou du Centre national de la photographie ».

Pour compenser le relatif isolement de la capitale berichonne, l'équipe de Bourges propose d'y constituer un port d'attache, d'organiser des expositions itinérantes, ou seraient regroupées tout ou partie de collections publiques ou privées, rendues accessibles par des moyens technologiques en plein essor (CD interactif, banque de données Numéris), inauguré l'an passé lors du Printemps de Bourges, l'Espace printemps, un espace consacré à la mémoire du festival, est la première pierre de l'édifice.

Mais c'est probablement à Marne-la-Vallée qu'apparaîtront à nouveau aux yeux du public les longs débats autour de Yvette Guilbert et le postérieur affiché et dévot de Michel Polnareff. « Il est de longue date prévu d'établir dans l'enceinte de l'EPA-Marne (établissement public d'aménagement de Marne-la-Vallée) le pôle culturel majeur de l'Est parisien », explique Gilles Riccio, directeur général de l'établissement public. La Chanson, qui touche tout le monde, peut être traitée de manière très éparpillée, à l'image des vingt-six communes que regroupe l'EPA-Marne. Mais plus, nous envisageons de créer un ensemble consacré au genre, avec studios, écoles, résidences d'artistes ».

Il s'agirait également de construire une « Cité de la fête », où un musée de la chanson ferait face à un musée des arts forains, constitué par le rachat des manèges de la collection Favard. Reste à savoir où installer l'ensemble. Pour l'instant, le site retenu est celui de Bucy-sur-Marne, et l'ouverture est envisagée pour la fin de 1995.

En attendant le déblocage des budgets et l'engagement de toutes les collectivités locales aux côtés de l'EPA-Marne, ainsi que celui de l'Etat, l'équipe du Hall de la Chanson va s'installer à Marne-la-Vallée. Aujourd'hui, l'EPA-Marne fait ses premiers pas en chanson sous la houlette de Jean-Louis Foulquier, père des Francofolies de La Rochelle (et de celle de Montréal et de Blagovgrad), pour une semaine d'essai et à la programmation pluridisciplinaire (Gottainer, Madredeus, Litfiba, Jacques Higelin, Gypsy Kings). Et le Hall de la Chanson poursuit ses « actions de préfiguration ». Après avoir organisé l'an passé de drôles de visites dans les coulisses de l'Olympia et du Casino de Paris, produit une trébuchante conférence-spectacle sur le chansonnier Béranger (1780-1857), l'équipe propose dans les semaines à venir, des soirées soupe à l'oignon-marroons chauds consacrées aux chansons campagnardes du chanteur beauceron Gaston Couté (1880-1921).

VÉRONIQUE MORTAIGNE

(1) Ouverte en 1986, la Discothèque des Halles possède à ce jour 70 000 documents couvrant tous les genres de musiques sur disques et cassettes. Forum des Halles, 1, rue Pierre-Lescot, Paris-1^{er}. Tél. : 40-26-63-16.

» Eurofolies. Semaine européenne de Marne-la-Vallée. Du 8 au 13 février. Rens. : 60-66-63-63.

CONNAISSANCE DU MONDE

SALLE CHOPIN-PLYEL : Danseurs 14 février (14 h 30), Lundi 15 février (15 h), Mardi 16 février (16 h 30), Mercredi 17 février (17 h), Jeudi 18 février (18 h), Vendredi 19 février (19 h), Samedi 20 février (20 h), Dimanche 21 février (21 h). Filles d'Yves LUNDY GRAND NORD SCANDINAVE NORVEGE - LAPONIE

Cap Nord, Fjords, Sal de min, les Lofoten, Spitzberg : spectacles de la troupe LAPONE : saga du peuple lapon, FINLANDE : grande espérance arctique, Aventures nordiques : grande exploration des rivières.

Prochain sujet : MAROC, du 28 FÉVRIER au 7 MARS - Tél. : 45-91-16-99

Berlin à Paris

Le triomphe du Philharmonique

L'Orchestre philharmonique de Berlin, sous la direction de Claudio Abbado, donne cinq concerts Brahms, salle Pleyel, à Paris. Nous rendrons compte de chacun des concerts de cette tournée exceptionnelle.

C'était ainsi du temps d'Herbert von Karajan, et il n'y a guère de raisons que cela change : l'Orchestre philharmonique de Berlin est à Paris et le public l'ovationne avant même la première note. L'institution est plus forte que ceux qui la dirigent et, quel que soit le talent - immense - de Claudio Abbado, qui a succédé à Karajan, qui a été celui de son aîné - la pianiste Maurizio Pollini - la vraie vedette de la soirée, celle que l'on a trop peu eue l'occasion d'entendre dans Brahms, qui est l'essence même du son républicain, c'est le « libre républicain-orchestre », ainsi nommé par Wilhelm Furtwängler, qui fut le patron de 1923 à sa mort en 1954.

Pollini et Abbado entrent. Les deux Milanaï ne posent pas en stars. Ce n'est pas d'une laurmanière. Ils expédient donc le cérémonial du salut au public. Il y a plus urgent. En un quart de seconde, le chef obtient l'attention de tous ses musiciens. Il lance l'orchestre.

Se dressent alors les à-pic vartigieux de l'Introduction orchestrale du Concerto en ré mineur, ses unissons de cordes terrifiants : sa déploie elore

cette mise en scène de l'orchestre inconnue avant cette œuvre composée en 1854 - Brahms avait vingt et un ans. Pollini se jette dans la musique avec l'énergie de ceux qui jouent pour vivre. Le dialogue combatif qui s'instaure entre l'orchestre, le chef et lui se nourrit de leur déjà ancienne amitié et des antagonismes d'une œuvre torrentielle.

Energie inépuisable

Joué ainsi, ce concerto n'a perdu ni de sa force ni de sa mesure originelle. Ce que ces musiciens réussissent tient du miracle, toujours attendu et si peu souvent révélé, quand, emporté par une force supérieure, le public oublie l'acoustique de Pleyel, qui gomme les vents dans les tutti, les décalages et les aléas du direct. Et puis, arrive le second mouvement sous-titré « Comme une prière » par Brahms. Et le chant pur, cristallin du pianiste se fond dans le murmure des cordes, rencontre la rudesse fraternelle des vents.

La finale vole le temps au temps, buriné par un pianista survolté, dirigé d'une main de fer par un chef déterminé qui organise le discours, se joue des transitions, des oppositions de climat, par un chef qui fait sonner le fugato avec une clarté chirurgicale qui permet ensuite de suivre, sans en perdre une

note, cette ligne mélodique distribuée entre plusieurs familles instrumentales que l'on appelle la mélodie du timbre, quo Brahms fut l'un des premiers à utiliser de façon consciente.

Autre chef-d'œuvre, l'insaisissable Troisième symphonie et ses fameuses syncopes qui font achopper tant de chefs et tant d'orchestres. Abbado conduit Berlin au triomphe. Il est euphorisant de voir et d'entendre un grand orchestre assumer tous les risques, un pupitre de contrabasses aussi investi qu'un soliste - et sur lequel tout l'édifice repose - des violoncelles et des altos aussi évalués, des violons ne rien ébaucher de laur couleurs du grave à l'alto, du pianissimo au fortissimo, des vents chantants. D'apprécier un organe vivant qui semble avoir découvert la source d'une énergie inépuisable. Les Berliner Philharmoniker sont à Paris pour cinq concerts.

ALAIN LOMPECH

► Prochains concerts : le 9 février, Ouverture tragique, Symphonies n° 1 et 2 au Concerto pour violon (soliste Maxim Vengerov) ; le 11, Un Requiem allemand, avec le Chœur de la Radio suédoise ; le 12, Variations sur un thème de Haydn, Double concerto et Symphonie n° 4 ; le 13, Second concerto pour piano et Deuxième symphonie, Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-61-06-30.

POINT DE VUE

Plaidoyer pour une politique musicale

par Thierry Le Roy

Dans un pamphlet paru au Seuil, la Comédie de la culture, Michel Schneider, qui fut directeur de la musique auprès de Jack Lang entre 1988 et 1991, met vigoureusement en cause la politique culturelle de son ministre (le Monde du 9 février). Thierry Le Roy, qui lui a succédé à la direction de la musique, répond à quelques-unes de ses accusations.

Je ne peux laisser passer sans réagir la mise en cause de certains aspects de la vie et de la politique musicales françaises. Ma réaction est d'abord de la juger indécente. Indécent de

porter, avec l'autorité qui s'attache à ses anciennes fonctions, un jugement dénigrant la « faible qualité » de nos orchestres et de nos scènes lyriques, ou la « médiocre qualité » de ce qui est proposé au public par les musiciens de ce pays.

Indécent de présenter la politique culturelle d'aujourd'hui comme tendant à « rassurer à tous ceux qui le désirent le droit d'être artiste », au moment où les difficultés économiques - qu'il illustre notamment la crise de l'UNEDIC - créent pour un grand nombre d'artistes professionnels un surcroît de précarité et de vaines inquiétudes.

Au fond, le livre de Michel Schneider donne envie de défendre la bilan de Michel Schnalder, directeur de la musique et de la danse, contre lui-même. Deux exemples, choisis entre cent : la prétendue abandon de l'enseignement de la musique. C'est vrai qu'il a fallu attendre la réunion des ministères de l'éducation et de la culture, en 1992, pour que s'engage un véritable plan pour le développement des arts à l'école - et encore e-t-il fallu dix mois pour l'établir puisqu'il sera énoncé seulement ces jours-ci. Mais l'enseignement spécialisé de la musique n'a pas attendu ce plan pour se développer et sortir du cercle socialement restreint où il se cantonnait il y a vingt-cinq ans, au moment du plan Landozowski.

« Tout a doublé depuis dix ans »

Et depuis dix ans, comment ignorer que tout a doublé : nombre d'écoles, d'écoles subventionnées, de professeurs et surtout d'élèves ? Que les listes d'attente qui doivent tant les quatre mille communes dotées d'école de musique attestent assez de la progression du désir de connaître et de pratiquer la musique ? Qu'il y a un lien entre cette progression et le renouveau de la vie musicale elle-même - de la lutherie aux festivals ? Que, conscients de cela, les responsables de la politique musicale de ce pays n'ont pas cessé de penser à la formation du public (de la « demande »), autant qu'aux musiciens, à la pratique amateur comme à l'excellence des musiciens de métier ? Comment Michel Schneider peut-il oublier la priorité qu'il a lui-même donnée, dans son budget annuel de

mesures nouvelles, à la formation des professeurs de musique ? Peut-il tenir pour vaine cette contribution à la démocratisation de l'accès à la musique ?

Deuxième exemple : la thèse de l'arbitraire indéfectible de l'Etat mécène dans ses rapports avec les artistes, de ce fait asservis. C'est vrai, tout directeur de la musique et de la danse le sait rapidement d'expérience, la conduite d'une politique de subventions est un exercice difficile, sinon ingrat. Il faut savoir résister aux sollicitations abusives, mais plus encore aux sentiments de lassitude ou de morosité (« d'écroulement » ?) que peut inspirer à la longue cette résistance. Les ententes, précisément parce qu'ils ne peuvent être tirés de la simple observation du « marché » ou de la « demande » (1), se rattachent à la définition des objectifs d'une politique : c'est à quoi travaillent continuellement les fonctionnaires et le directeur de la musique et de la danse ; à quoi Michel Schneider lui-même a travaillé pendant trois ans, avec un effort d'explicitation, auquel je rends volontiers hommage, des règles de subvention aux orchestres, aux théâtres lyriques et aux centres de recherche.

Pourquoi renier aujourd'hui cet effort ? Les collectivités locales, qui découvrent depuis quelques années les difficultés de l'exercice, feraient-elles, font-elles mieux ? La recommandation de substituer les aides des autres collectivités publiques à celles de l'Etat m'apparaît, je dois le dire, comme une concession bien légère à l'air du temps, au mieux comme une anticipation.

Dans le domaine culturel comme dans d'autres, l'amélioration du service public, auquel Michel Schneider a peut-être cru, a plus à attendre d'un travail obstiné, peut-être trop obscur, que de l'éclat d'un pamphlet ou d'une attention trop grande portée aux « paillettes » qui l'ont inspiré.

(1) Les rapports entre offre et demande culturelles me paraissent plus complexes que ce qu'en dit Michel Schneider, et si une bonne part de l'aide publique consiste, légitimement selon moi, à remédier à l'insuffisance d'une demande solvable en soutenant l'offre, il est rare que son attribution soit indifférente à l'accueil du public (y compris à sa traduction monétaire en « ressources propres ») et incitant de prétendre qu'elle ne s'applique pas également à la formation, à long terme, de ce public.

Pow Wow, Alain Bashung et Véronique Sanson lauréats des Victoires de la musique

La cérémonie des huitièmes Victoires de la musique a sacrifié aux règles ordinaires du genre. Dépassement du temps à l'antenne (une demi-heure), retransmissions abondantes et civilité générale et hommage aux vivants (Yehudi Menuhin, Sting) et aux disparus. Michel Berger fut chanté par Véronique Sanson, Laurent Voulzy, Maurane et Robert Charlebois, Dizzy Gillespie expédié en trente secondes. Les promoteurs éventuels (Jacques Dutronc récompensé pour son spectacle au Casino de Paris,

Muriel Robin, qui partageait le titre de meilleur humoriste avec Guy Bedos), renouèrent à leur privilège d'insolence. Le quatuor à capella Pow Wow qui a vendu à ce jour 360 000 exemplaires de son premier album, *Regagner les plaines* s'est vu récompensé de sa réussite par deux trophées (meilleure chanson pour le *Chap*). Le reste du palmarès ne s'est quasiment jamais écarté de la loi désormais établie qui veut que les Victoires aillent au secours du succès.

Le Palmarès

Artiste interprète féminine : Véronique Sanson.
Artiste interprète masculin : Alain Bashung.
Album : *Caché derrière* de Laurent Voulzy.
Chanson : *Le chat* par Pow Wow.
Révélation féminine : Zazie.
Révélation masculine : Arthur H.
Performance musicale : Jacques Dutronc au Casino de Paris.
Spectacle musical : *Cérémonie d'ouverture et de clôture des Jeux olympiques*.

Artiste interprète féminine : Véronique Sanson.
Artiste interprète masculin : Alain Bashung.
Album : *Caché derrière* de Laurent Voulzy.
Chanson : *Le chat* par Pow Wow.
Révélation féminine : Zazie.
Révélation masculine : Arthur H.
Performance musicale : Jacques Dutronc au Casino de Paris.
Spectacle musical : *Cérémonie d'ouverture et de clôture des Jeux olympiques*.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.
Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.
Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.
Artiste lyrique : José van Dam.
Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

Artiste lyrique : José van Dam.

Album de musique classique : *Mozart d'après Vivaldi* par Jean-Claude Malgoire.

Humoristes : Muriel Robin et Guy Bedos.

Orchestre de musique classique : Orchestre du Capitole de Toulouse, chef Michel Plasson.

Soliste de musique de chambre : Jordi Savall.

Création de musique contemporaine : Maurice Ohana pour *Lento per Ignacio Sanchez Mejias* et *Avouha*.

هكذا من الأسفل

CULTURE

THÉÂTRE

Le triple cercle de la magie shakespearienne
La sagesse du rire

LA TEMPÊTE
à la Cartoucherie de la Tempête

Voilà l'île où la tempête déchaînée, mise en scène, par le magicien Prospero avec l'aide d'Ariel, a rejeté le navire du duc de Naples. Un triple cercle enferme les naufrages, tournant sur place et s'imaginant parcourir des kilomètres. Dernière pièce de Shakespeare, dit-on, la Tempête est censée condenser l'art du poète : fétie, intrigues amoureuses, conflits de pouvoir, cloueries, philosophie... Tout y est, en une compilation faite avec une légère distorsion ironique, comme pour dire que rien n'est si grave, et qu'on va en faire une comédie plutôt qu'un drame.

Tel est, en tout cas, le parti choisi par Mario Gonzales pour son spectacle, présenté à la Cartoucherie de la Tempête : théâtre seul, plateau au, trois cercles concentriques peuvent tourner indépendamment l'un de l'autre, des trappes. Et le Prospero de Jean-Paul Cathala - également traducteur du texte - ressemble à un Lear débarrassé de ses angoisses, plein de la sagesse que donne la traversée de la folie, et malicieux, pareil à ces vieillards qui jouent de leur prétendue décrépitude pour imposer leurs quatre volontés.

A la fin, il ôte sa perruque et sa fausse barbe, comme un travesti de cabaret, un saltimbanque offrant aux spectateurs sa fragilité en même temps que son visage vrai. Il n'y a plus d'enchantement, il n'y a plus d'acteur, seulement un pauvre homme, entre tous, il n'est plus le monde sans tendresse inutile, si ce n'est pour sa fille Miranda - Silvia Cordanoir, - charmant petit ani-



Un roi Lear débarrassé de ses angoisses.

mal rebelle. Pour le reste, il a appris l'indifférence. Il utilise Ariel - Pierre Martin-Bigot - et c'est par prudence qu'il maintient Caliban - Laurent Zissman - en esclavage. Colonialiste, peut-être, mais sans esprit de domination. Shakespeare, après tout, n'avait pas une conception actuelle des droits de l'homme, et d'ailleurs laisse Caliban exprimer sa colère et sa révolte - comme dans le *Marchand de Venise*, il donne à Shylock l'occasion de dire qu'il est un

homme à part entière. Mario Gonzales aplanit les difficultés de la pièce, sans pour autant les nier. Son spectacle est limpide. Sur un signe de Prospero, les personnages perdent conscience, se statuent pendant que d'autres se parlent avec des gestes simples et emphatiques, comme dans les dessins animés japonais. Les différents intrigues - d'amour et de pouvoir - se croisent sans s'emmêler. Les scènes des clowns - Jean-Michel Ropers et Noël Camos - arrivent comme

les intermèdes comiques dans le théâtre traditionnel asiatique, sans lien évident avec le reste. Et le tout est parfaitement efficace. Le public répond à la créativité élaborée du spectacle. Ce qui compte, c'est le plaisir.

COLETTE GODARD

► A la Cartoucherie de la Tempête, route de la Pyramide à Paris (12^e). Tél. : 43-28-36-36. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Jusqu'au 28 mars.

PATRIMOINE

Le classement de l'Olympia (suite)

La Société générale dénonce un « coup médiatico-électoral »

La Commission supérieure des monuments historiques (CSMH), réunie le lundi 8 février à Paris, a donné un avis de classement de l'Olympia, la célèbre salle de music-hall des boulevards parisiens. Cet avis permet une discussion sur la nature des travaux entre les représentants de l'Etat et le propriétaire des lieux, en l'occurrence une filiale de la Société générale, ce que ne prévoient pas les « avis de classement d'office ». L'avis de la CSMH concerne la salle, l'acrotère, la façade et la salle de billard du théâtre.

La Société générale a vivement réagi dans un communiqué à l'annonce de cette décision. Selon la banque, le ministre de l'Education nationale et de la culture, M. Jack Lang, qui a engagé une instance de classement de la salle le 7 janvier dernier, a « violé » les procédures légales, qui exigent « notamment que soit consultée une commission régionale et qu'un délai de deux mois soit laissé au propriétaire pour exprimer son avis, lequel doit être soumis à la commission supérieure ».

La banque précise que la Commission régionale d'Ile-de-France n'aurait pas été consultée et que la Société générale n'a été invitée à

produire son avis que le 25 janvier 1993. Les responsables de la banque disent vouloir à coopérer avec le Fonds de soutien aux variétés « en vue de présenter un projet de modernisation de l'Olympia à l'automne 1993 » et dénoncent « cette précipitation qui pourrait accablée le soupçon que l'objectif de ce classement relèverait davantage d'un « coup » médiatico-électoral que du désir d'assurer, dans l'intérêt du public, la pérennité d'une salle dédiée à la chanson française ».

COLLOQUE

Le dessin des images

Un symposium à la Sorbonne a jeté les bases d'une réflexion pluridisciplinaire.

Le symposium organisé le 6 février à la Sorbonne par Régis Debray (qui a récemment publié *Vie et mort de l'image*, chez Gallimard) et Francis Dancel, de l'INA, sur le thème « L'image : nouveaux outils, nouveaux usages », prenait en compte la coïncidence de récents événements intellectuels, techniques et législatifs. Alors qu'on assiste, dans l'édition et à l'Université notamment, à l'explosion de la réflexion sur les images, leurs technologies de création, de conservation et de diffusion progressent à pas de géant, tandis que la loi du 20 juin 1992, instituant le dépôt légal et la possibilité de consulter la totalité des productions radio et télévision est en passe de créer une source de documentation d'une richesse et d'une complexité infinies.

Veus d'horizons très divers (enseignement supérieur, CNRS, musées, grandes bibliothèques, sociétés de production, recherche appliquée, chaînes de télévision...), les personnalités conviées à ce colloque ont débattu de quatre grands thèmes : « Image et Histoire », « Image et beaux-arts », « Images et savoirs », « Image et programmes ». Au-delà de l'indéfinissable dispersion des approches, les communications ont révélé combien l'arrivée en masse de ce nouveau matériau perturbe les habitudes frontalières, notamment celles co usage dans l'Université, en même temps qu'elles révélaient les différences d'approche entre professionnels appartenant à des institutions très diverses.

Fertile confrontation qui, de l'exemple d'une mission photographique de la DATAR aux enjeux de la création d'une « multimédia-tique » au Palais de Tokyo, de la pédagogie par l'image à la pédagogie de l'image, de l'étude historique des documents filmés de la seconde guerre mondiale à la sociologie des programmes télévisés, des archives du film aux images de synthèse interactives en trois dimensions, prouvait la nécessité à la fois d'une nouvelle méthodologie et d'une nouvelle éthique.

Tirant les conclusions de la journée, Régis Debray constatait que, face à cet afflux, il faudrait « tirer pour survivre », tandis que Michèle Gendreau-Massaloux, recteur de l'Académie, et Francis Dancel ont appelé les participants à se constituer en « collège » de réflexion permanente sur la question.

JEAN-MICHEL FRODON

COMMUNICATION

Les sixièmes Journées des NMPP

La Belgique est la meilleure cliente étrangère de la presse française

Les ventes à l'étranger des titres de la presse française ont augmenté en 1992 de 1,6 % et valent (+ 0,1 % pour les quotidiens, + 1,9 % pour les autres publications), ce qui correspond à une diminution en volume de - 2,8 % pour l'ensemble.

Ces chiffres ont été diffusés par les Nouvelles Messageries de la presse parisienne (NMPP) à l'occasion des sixièmes Journées Presse de France, qui réunissent à Paris, depuis lundi et jusqu'au jeudi 11 février, plus de six cents professionnels de la presse, éditeurs et distributeurs.

Cette évolution des ventes de la presse française à l'étranger, qui concerne deux mille titres et cent deux pays pour un chiffre d'affaires annuel de 1 760 millions de francs en 1992, masque d'importantes disparités régionales.

Avec 63,5 % des ventes, l'Europe (CEE et Suisse) reste le principal importateur de presse française, loin devant les DOM-TOM, consommateurs naturels de publications métropolitaines (14,4 %), l'Afrique (7,6 %), le Maghreb (4,8 %) et l'Amérique du Nord (4,4 %). La Belgique, avec 32,4 %

des importations, continue d'être, devant la Suisse (16,9 %), la meilleure cliente de la France.

Cette évolution fait apparaître une forte progression de l'Espagne, qui est passée, l'an dernier, du septième au troisième rang des pays importateurs. En revanche, dans ce groupe, on constate une diminution relative des achats du Canada, qui rétrograde de la troisième à la sixième place.

La principale tendance consiste en une forte hausse des achats en Europe hors CEE (- 30 %), que les NMPP imputent à une faiblesse du pouvoir d'achat ainsi qu'à l'introduction de taxes pour l'importation de la presse dans les pays de l'Est. Il en est de même aux Etats-Unis et au Canada et, dans une moindre mesure, en Amérique latine et en Afrique, où l'on observe une chute des ventes en exemplaires et en valeur.

Selon la même étude, les ventes de la presse française ont nettement progressé au Maghreb et au Moyen-Orient, en raison notamment d'une année de référence (1991) fortement marquée par la guerre du Golfe.

J.-B. de M.

Un téléfilm sur Lady Di au programme du Festival de télévision de Monte-Carlo

La princesse est nue !

de notre envoyé spécial

« Ne leur montrez jamais que vous souffrez ! Lorsque j'ai épousé mon prince, j'ai appris à cacher mes sentiments... »

Révélatrice sous la forme d'une confidence dans la mini-série *Diana*, sa vraie histoire, diffusée en première mondiale, lundi 8 février, au Festival de télévision de Monte-Carlo, ce conseil débusqué de la princesse Grace de Monaco à Lady Diana Spencer, lors des fiançailles de celle-ci avec le prince Charles, en 1981, était-elle à l'origine de la décision du prince Rainier d'interdire la projection de ce téléfilm à l'intérieur de la principauté ? Faut-il voir dans cette décision un geste « diplomatique » ? La famille royale d'Angleterre en avait-elle appelé discrètement à la solidarité du sang bleu contre ce feuilleton coupable de lèse-majesté ?

Toujours est-il que l'adaptation télévisuelle du best-seller d'Andrew Morton (1) - qui a montré la vie intime de la princesse de Galles dans quatre-vingt-huit pays et vingt-deux langues, dom le russe et l'arabe - a été finalement projetée à Cap-Ferrat. L'honneur est sauf.

A quoi rassembler l'objet du délit ? On craignait le pire. Un budget record pour trois heures de guimauve. *« Châ et dépensé cent mille livres ! »* mil-

lion de francs) rien que pour les fleurs ! Le prince Andrew Morton. Deux petits mots de tournage, un scénario constamment réécrit pour coller à l'actualité, une coproduction américano-européenne. Bref, tout pour plaire.

Et pourtant... Andrew Morton lui-même, qui n'a pas écrit le scénario, a été « agréablement surpris ». Il faut dire que les acteurs, presque tous anglais, y mettent du talent, à défaut de cœur. Car le point faible est incontestablement l'intrigue.

Qui s'intéressera à un pêle remake de *Dallas* ou de *Dynastie* ? Les soaps même les plus somptueux sont passés de mode. D'un point de vue politique, en revanche, l'effort risque d'être dévastateur car le contenu de ce roman-photo royal contribuera peut-être à déstabiliser la couronne britannique beaucoup plus que tous les ragots médiatiques du Royaume-Uni.

« Je voulais montrer que la famille royale est composée de gens ordinaires », explique ingénument l'auteur du scénario. Crier simplement que le roi est nu ! Non seulement le roi, mais aussi la princesse et surtout la princesse, jouée par Serena Scott Thomas qui change de tenue plus de cent fois au cours du film...

ALAIN WOODROW

(1) *Diana*, sa vraie histoire (Orban, 1992).

Tiré à 300 000 exemplaires

Le magazine « Globe » devient hebdomadaire

Le mensuel *Globe*, fondé en 1985, devient hebdomadaire à partir du mercredi 10 février. Dirigé par Georges-Marc Benamou, ce magazine a nécessité plusieurs mois de préparatifs et connaît plusieurs reports de parution. Tiré à 300 000 exemplaires, *Globe-Hebdo* devrait devenir rentable au-delà de 65 000 exemplaires.

Conçu pour un créneau « jeune » (le lecteur idéal est âgé de vingt et un à quarante ans), le nouveau *Globe* ne cherche pas à concurrencer les *news magazines* existants. Georges-Marc Benamou et son rédacteur en chef, Jacques Bouzrand, transfuge du *Point*, ne cherchent ni le scoop ni le reportage, mais entendent proposer, sur une certaine de pages grand format, des analyses pour restituer un « sens » à une actualité parfois trop confuse. Pour son lancement et sa campagne publicitaire, *Globe-Hebdo* bénéficie d'un budget de 65 millions de francs.

Le mensuel, principalement financé par Pierre Bergé, apparaissait comme un organe mitterrandiste. Les promoteurs du nouvel hebdomadaire gardent le cœur à gauche, mais refusent d'en faire un journal militant.

■ RMC : M^{me} Tasca confirme la candidature marocaine. - M^{me} Catherine Tasca, secrétaire d'Etat à la francophonie et aux relations culturelles extérieures, a confirmé, lundi 8 février, sur Radio-Orient, l'existence d'une candidature marocaine pour entrer dans le capital de Radio-Monte-Carlo. « Je pense, avec le gouvernement, que si cette candidature pouvait aboutir au partenariat non dominant, ce serait une excellente chose pour une francophonie partagée et non seulement exportée », a-t-elle déclaré. Il faut trouver une voie spécifique pour RMC, « alors pourquoi ne pas accueillir sa couleur méditerranéenne ? Ce serait passionnant de voir si des professionnels de la radio, aidés par un apport supplémentaire de capitaux, sont capables de penser par rapport aux deux rives de la Méditerranée ».

■ Les salaires de France 3-Ile-de-France ne veulent pas aller à Vannes. - Les deux tiers des personnels de France 3-Ile-de-France-Centre se sont prononcés contre le déménagement de la station régionale, prévu à Vannes, à proximité du périphérique (« Le Monde-Radio Télévision » daté 7-8 février). Ils estiment que ce projet ne correspond pas aux besoins de la station et compliquerait leur travail quotidien, les journaux étant réalisés actuellement sous Albert-1^{er}, à Paris (8^e). Leurs délégués syndicaux ont déposé un préavis de grève pour le 24 février.

Y. M.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lescaume, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gumbourg 94852 IVRY Cedex

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE HUBERT-BEUVE-MÉRY 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Tél. : (1) 40-60-30-10

Tél. : 261.311 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

Tarif	FRANCE	SUISSE, BELG., LUXEMB., PAYS-BAS	AUTRES PAYS
3 mois	536 F	573 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 133 F	1 580 F
1 an	1 890 F	2 065 F	2 900 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour nous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs, nous abonneront être invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

هكدام الشغل

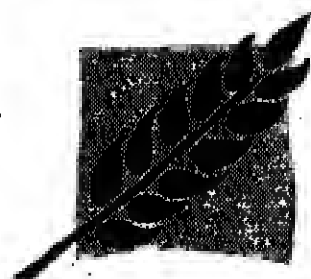
• Le Monde • Mercredi 10 février 1993 23

Message de la banque Cortal à l'attention de ses clients

Les taux d'intérêt allemands baissent. L'intérêt pour certains placements français monte. Appelez Cortal au 05 10 15 20.

Bonne nouvelle pour l'économie française : la banque centrale allemande vient d'abaisser ses taux d'intérêt. Cette baisse devrait avoir des conséquences sur les taux français. C'est le moment de faire le point sur le choix de vos produits d'épargne. Chez Cortal, nous nous sommes préparés à faire profiter nos clients d'opportunités nouvelles.

Si vous êtes client de la banque Cortal, appelez dès maintenant votre conseiller. Si vous n'êtes pas client de Cortal, n'hésitez pas à nous appeler aussi, de 9h à 20h au 05 10 15 20.



CORTAL

B A N Q U E

Pas de guichet entre nous

ÉCONOMIE

BILLET

Alors que certains envisagent la création d'une mini-Europe

Dangereuse exonération totale de charges sociales

A quelques semaines des élections, le débat sur l'effet des exonérations totales de charges sociales pour créer de l'emploi a amplifié. A droite, comme à gauche, cette mesure provoque des réactions. Plus ou moins discrètement, elle tend à diviser chaque camp.

Avancée par le RPR et M. Edouard Balladur, mais accueillie avec réserve par l'UDF, la proposition d'origine a déjà évolué. Primitivement, il était question d'exonérer toutes les créations nettes d'emplois pendant trois ans. Il semblerait qu'on en soit revenu à neuf mois seulement, pour tenter de doper une reprise en 1993. Le coût de l'opération serait de 10 milliards de francs, selon M. Alain Juppé. Simultanément, et selon un raisonnement identique, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, et M. Philippe Séguin, qui l'a précédée à ce poste, de 1988 à 1992, avec le titre de ministre des affaires sociales, viennent de critiquer cette disposition, techniquement dangereuse à leurs yeux. Seul le chiffre qu'ils en font diffère. Chaque année, explique la première, 1,3 million de personnes sont embauchées avec un contrat à durée indéterminée, et il faudrait donc dépenser 48 milliards de la première année, 144 milliards de la seconde, et ainsi de suite.

La France, qui était à deux doigts de subir le même sort, étudiait toutes les idées susceptibles de sauver le « franc fort ». La première était de resserrer la bande de fluctuations entre le mark et le franc (elle est actuellement de 2,25 % autour des cours pivots). On espérait décourager les spéculateurs par une déclaration publique des gouvernements français et allemand qui auraient affirmé solennellement que leurs monnaies sont désormais étroitement « collées ».

Exonérer, dans ces conditions, reviendrait selon lui à investir 60 milliards en pure perte, « event d'avoir le moindre effet sur le chômage ». Au-delà de leur accord, M^{me} Aubry et M. Séguin ont aussi envie de se démarquer de tentations qu'ils connaissent trop bien. L'actuelle ministre du travail dissimule à peine son mécontentement, depuis que M. Pierre Bérégovoy a décidé de faire passer de 30 % à 50 % l'exonération de charges accordée aux employeurs qui embaucheraient des salariés à temps partiel. L'homme de l'opposition à Maastricht, lui, se souvient du « plan Jeunes », bâti sur ce modèle, que j'avais mis en œuvre en 1987 parce qu'il était dans le programme... » et qui n'a pas eu de conséquences pour l'emploi. M^{me} Aubry, qui était à l'époque son directeur des relations du travail, rappelle dans le *Figaro* du 9 février qu'il en avait alors coûté 10 milliards pour un million d'embauches exonérées et à peine plus de 20 000 créations d'emplois supplémentaires. A moins d'un contrôle tatillon, et par conséquent inacceptable, ils savent d'expérience que cette voie est celle de la facilité pernicieuse. Mais, chacun « à part » sur l'échiquier, sauront-ils convaincre ?

La focalisation sur cette forme aveugle d'exonération est d'autant plus regrettable qu'une autre solution pourrait faire l'objet d'un débat plus intéressant. Il serait possible d'exonérer partiellement de charges les bas salaires, pour faciliter l'emploi des moins qualifiés ou des personnes peu formées. M^{me} Aubry et le Plan, avec des variantes, imaginent une telle voie. Mais, pour l'instant, une discussion cache l'autre.

ALAIN LEBAUDE

L'Allemagne rejette toute accélération de l'union monétaire

Le traité de Maastricht, rien que le traité de Maastricht. A Bonn et plus encore à Francfort, au-dessus de la Bundesbank, on rejette toutes les idées, avancées à Paris ou à Bruxelles, de bâtir une union monétaire plus rapide mais réservée à quelques membres, Allemagne, France, Benelux, voire quelques pays scandinaves.

FRANCFORT

de notre correspondant

L'idée d'une mini-union monétaire accélérée remonte à quelques mois, après le refus d'adhérer au traité de Maastricht. L'Europe ne peut pas se faire à douze ? Qu'elle se fasse à dix, à huit ou même à cinq, avec les pays qui le souhaitent vraiment, évanouissent certains. Les autres pourraient soit y entrer par la suite, soit rester en marge avec des statuts particuliers. Au choix. Les partisans d'une « Europe à deux vitesses », qui avaient perdu la bataille à Maastricht, ont l'air décidés d'avancer à douze, retrouvant dans les difficultés de ratification des arguments en faveur de leurs thèses.

Celles-ci ont ensuite obtenu un renfort considérable lors des turbulences monétaires de l'automne dernier. Le système monétaire européen (SME), qui constitue la toute première étape de l'union monétaire décidée à Maastricht, était violemment bousculé par la spéculation et craquait. Il apparaissait impossible de tenir des taux de change fixes entre des monnaies dont les économies divergent. Brutalement, l'Italie et de la Grande-Bretagne devaient de mettre en congé du SME.

La France, qui était à deux doigts de subir le même sort, étudiait toutes les idées susceptibles de sauver le « franc fort ». La première était de resserrer la bande de fluctuations entre le mark et le franc (elle est actuellement de 2,25 % autour des cours pivots). On espérait décourager les spéculateurs par une déclaration publique des gouvernements français et allemand qui auraient affirmé solennellement que leurs monnaies sont désormais étroitement « collées ».

Le SME amputé et affaibli

C'est été supprimer, cette fois-ci, toute autonomie à la politique monétaire française. Paradoxalement, c'est en Allemagne que l'on s'inquiétait de cet aspect du projet en craignant qu'une soudure du franc et du mark faite dans l'urgence s'opérât à des conditions trop faibles. En outre, le projet était techniquement très délicat : comment faire accepter le lien privilégié franc-mark par les autres membres du SME ? Comment organiser la coopération entre la Bundesbank et la Banque de France, sur des bases par trop inégales ? Pour faire diversion, l'Allemagne faisait valoir qu'il faudrait, avant toute chose, que le statut de la Banque de France soit modifié et son indépendance assurée vis-à-vis du pouvoir politique.

Les déclarations de soutien au franc, faites par la Bundesbank à deux reprises (les 23 septembre et 5 janvier), ont réussi par la suite à calmer les attaques. La baisse des taux allemands de la semaine dernière joue dans le même sens. L'orage semble passé. Mais les par-

tisans d'une mini-Europe ne désarment pas, en expliquant que le SME actuel, amputé et affaibli, ne peut pas durer sans réforme jusqu'à la phase trois de l'union monétaire, c'est-à-dire 1997 ou 1999. Et d'insister - avec raison d'ailleurs - pour rappeler que la phase deux (1994 à 1997 ou 1999) est, de l'avis même des auteurs de Maastricht, la phase la plus périlleuse.

Pendant trois à cinq ans, l'Europe monétaire devra en effet vivre avec trois ingrédients explosifs : la liberté de circulation des capitaux, le moteur de la spéculation ; l'objectif de taux de change semi-fixes du SME ; des politiques économiques et monétaires qui restent indépendantes. Le SME sera au milieu du gué : système de change qui n'est plus souple et qui n'est pas encore rigide.

D'où l'idée d'accélérer l'union monétaire, c'est-à-dire de ne pas attendre 1997, quitte à ce que tous les pays s'y participent pas immédiatement. Une Europe réduite mais rapprochée. Il ne s'agit pas, dit-on à Paris comme à Bruxelles, d'un abandon de l'esprit de Maastricht, puisque le traité prévoit explicitement plusieurs vitesses : n'entrent dans l'union que les pays qui y sont prêts et respectent les fameuses « critères » d'inflation ou de déficit budgétaire. Le traité serait même respecté à la lettre puisque, si la date butoir de 1999 est maintenue, aucun délai d'attente minimum n'est fixé. Rien n'empêche de faire l'union dès 1996 ou 1995.

Risque d'explosion

Même si le chancelier Kohl a donné l'impression de se rallier à cette hypothèse (lors de la célébration du traité franco-allemand de l'Élysée le 21 janvier), le gouvernement allemand y est opposé, indiquant qu'il ne faut pas, avant le vote britannique, rien de doit être dit ni fait qui donne l'impression que l'Europe peut se construire autrement. Parce que, quoi qu'en disent ses promoteurs, un tel projet aboutirait à « casser la solidarité européenne », qui est l'âme de Maastricht. Parce qu'il faudrait donc simplement renégocier le traité. Parce que « le chancelier s'est engagé devant le Bundestag, pas plus tard que le 2 décembre dernier, autour d'une Europe à douze et qu'il lui serait impossible d'expliquer aujourd'hui que tout est changé ».

Enfin parce que la Bundesbank s'y oppose fermement. Les banquiers centraux de Francfort estiment déjà que 1997 ou 1999 sont des dates trop rapprochées. D'ici à accepter qu'on avance l'échéance... Bonn n'ignore rien du débat en France et s'étend à des pressions. Mais sans savoir dans quel sens, ajoute-t-on en référence aux positions divergentes de l'UDF ou du RPR sur la monnaie unique.

Mais comment résoudre les divergences du SME et comment l'empêcher d'exploser ? En renforçant les moyens de convergence des économies, répondent les Allemands, fidèles à leur habitude de vouloir lutter contre les maux à la racine. Concrètement, cela revient à renforcer la coopération des politiques économiques des Douze et à préparer méticuleusement la phase deux pour la rendre solide face aux tempêtes. Placer le siège de l'instabilité monétaire européenne (l'IME, qui

deviendra la banque centrale lors de la création de la monnaie unique) à Francfort serait de bon augure, ne peut-on s'empêcher de noter. Au-delà, deux possibilités sont offertes. La première est de constituer non pas une mini-Europe des pays, mais un sous-groupe des banques centrales des pays « vertueux ». Le sous-groupe resterait au sein du SME et de l'IME, mais s'obligerait à des politiques communes (objectifs de croissance monétaire, politique de taux...).

La seconde est de réformer directement le SME. Les experts du comité monétaire y travaillent mais leurs objectifs sont limités. La question est de savoir comment soutenir plus efficacement les monnaies « faibles ». Tirant les leçons de la crise de l'automne, plusieurs membres ont demandé qu'en cas de tensions les pays dotés des monnaies les plus fortes abaissent leurs taux d'intérêt. La Bundesbank a, bien évidemment, refusé.

Deux pistes sont actuellement débattues. La première concerne le soutien accru des banques centrales avant que les « seuils d'intervention » ne soient atteints. Il s'agirait en somme de généraliser ce qui fut fait en faveur du franc par les Allemands à partir de l'automne dernier. La seconde est de faciliter les remboursements des emprunts faits par la banque centrale de la monnaie faible auprès de la banque centrale de la monnaie forte.

Pas de changement du traité de Maastricht, pas de réforme importante du SME : l'Allemagne ne veut pas lâcher la proie pour l'ombre. « L'Europe est notre objectif », répète le chancelier Kohl. Ce qu'il a décidé il y a un an et les dirigeants politiques et que les pressions des spéculateurs financiers. L'essentiel est de suivre sa ligne et de parvenir à faire converger les économies.

ERIC LE BOUCHER

La préparation du XI^e Plan

Le rapport Blanc prône un changement des méthodes de travail du gouvernement et de l'administration

« Pour un Etat stratège, garant de l'intérêt général », ainsi s'intitule le rapport, présenté mardi 9 février, par M. Christian Blanc, président de la commission « Etat, administration et services publics de l'an 2000 » dans le cadre de la préparation du XI^e Plan. Ce rapport préconise de recentrer le rôle de l'Etat sur ses missions de régulation de la compétition économique et de gardien de l'intérêt général tout en concentrant son action sur le long terme.

Pour répondre aux enjeux de plus en plus complexes auxquels doit faire face la société française « l'Etat doit être capable d'élaborer de véritables décisions stratégiques », estime M. Christian Blanc dans son rapport préparatoire au XI^e Plan. Cet « Etat-stratège », présidé par l'ancien PDG de la RATP, se définit par sa capacité à « repérer ruptures et tendances lourdes », à « élaborer avec l'ensemble des acteurs concernés des politiques publiques globales et cohérentes » et à « veiller à ce que celles-ci soient mises en œuvre avec continuité ».

M. Blanc ne se contente pas : cette transformation de l'Etat, qui suppose notamment un changement radical de la nature du travail gouvernemental, « demandera du temps ». Mais cette évolution s'avère inéluctable si l'Etat entend remplir « efficacement » les missions qui, compte tenu « des défis de la compétition économique internationale et des menaces qui pèsent sur la cohésion sociale de la nation », doivent désormais être les siennes. A savoir celles de « régulateur de la vie économique et sociale » et de « fournisseur ou maître d'œuvre de services publics ».

Loins de s'effacer face à la mondialisation des échanges économiques et à la multiplication des centres de décision politiques, l'Etat doit se repositionner par rapport à cette nouvelle donne. Ainsi devra-t-il désormais, selon la commis-

sion, partager officiellement la conduite de l'action publique avec l'Europe, d'une part, et les collectivités locales, de l'autre. Postulant que « la frontière entre le national et le communautaire restera mobile », l'Etat devra notamment affirmer son rôle de « négociateur » afin de faire prévaloir sa conception politique et juridique dans la construction européenne. De même doit-il œuvrer des « relations constructives » avec les collectivités locales.

Rationalisation

Au nom de son efficacité interne, la modernisation de l'Etat, engagée en 1989, doit se poursuivre par une « importante rationalisation » du travail gouvernemental. L'action politique souffre en effet, estime M. Blanc, de ne pouvoir s'inscrire dans la durée. Les cabinets ministériels qui entretiennent, outre cette « dictature de l'instant », « le cloisonnement des services » et « la remontée systématique des dossiers », devraient donc, dans le séminaire proposé par la commission, voir leurs effectifs « se limiter à cent personnes » en total afin de redevenir les « conseillers politiques » qu'ils étaient à l'origine.

A l'inverse, les ministres, dont le nombre serait réduit à quinze, entretiendraient des relations directes avec les directeurs d'administration centrale. Egalement moins nombreux, ceux-ci se verraient alors dotés d'une « véritable capacité stratégique » dans l'élaboration des politiques nationales. Capacité nourrie par une connaissance approfondie des dossiers, une concertation intelligente avec tous les acteurs - c'est-à-dire pas uniquement axée sur la prise en compte d'intérêts catégoriels - et une évaluation permanente des actions déjà mises en œuvre.

Cette « capacité stratégique » ministérielle doit être relayée à l'échelon national par une redynamisation du commissariat général du plan transformé en une « cellule de planification stratégique » et par la promotion du Comité national d'évaluation des politiques publiques. Ces deux ins-

tances devraient être rattachées au premier ministre.

La bonne exécution de ces politiques suppose qu'une réelle économie soit confiée aux services déconcentrés de l'Etat, organisés en « pôles de compétences placés sous l'autorité du préfet ». La légitimité de ce dernier serait au passage renforcée par « une présence suffisamment longue (quatre ou cinq ans) dans le poste » et par un jugement de son action « sur l'ensemble de ses résultats ».

Si la nouvelle charte de la déconcentration préconise déjà une telle réhabilitation des services extérieurs de l'Etat, M. Blanc considère que le rôle prépondérant qu'elle accorde à l'échelon départemental est « inadapté à la diversité du territoire national ». C'est pourquoi le commissariat propose de « renoncer à l'uniformité de la représentation de l'Etat » sur le territoire pour tenir compte autant des zones fortement urbanisées que des régions rurales. En outre, la commission estime que l'Etat ne doit pas être « un simple partenaire » des collectivités locales. « Il remplira d'autant mieux sa mission qu'il interviendra à un niveau différent de celui de ces collectivités », écrit le rapporteur.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

Blanchiment de l'argent sale : M. Sapin saisira les autorités monétaires.

M. Sapin, ministre de l'économie et des finances, a déclaré dans un entretien publié mardi 9 février par *Libération*, qu'il saisira les autorités monétaires pour qu'elles appliquent plus efficacement les procédures du dispositif européen de lutte contre le blanchiment de l'argent sale. « Je crois absolument nécessaire que la principauté de Monaco se mette à niveau en termes de réglementation et de procédures pour que la coopération internationale, qui est très fructueuse avec l'ensemble des grands pays du monde occidental, puisse être aussi fructueuse avec elle », a-t-il déclaré.

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

La lettre mensuelle du bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France, qui fournit ces informations sous un numéro de janvier, précise que selon les dernières estimations, la Commodity Credit Corporation, c'est-à-dire l'agence financière du ministère de l'Agriculture, devrait déboursier 17,1 milliards de dollars au total (95,7 milliards de francs) pour le soutien des prix et des revenus des paysans entre octobre 1992 et septembre 1993. Ce montant est en augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente (9,7 milliards) et le plus élevé enregistré depuis 1987 (22,4 milliards). Le record avait été atteint en 1986 avec 25,8 milliards.

Les seules dépenses d'aide aux exportations (y compris les garanties de crédits) passées de 0,7 milliard de dollars en 1991 à 1,4 milliard de dollars en 1993. C'est sur ce point que se cristallise le contentieux entre la CEI - notamment la France - et Washington dans les négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

La lettre mensuelle du bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France, qui fournit ces informations sous un numéro de janvier, précise que selon les dernières estimations, la Commodity Credit Corporation, c'est-à-dire l'agence financière du ministère de l'Agriculture, devrait déboursier 17,1 milliards de dollars au total (95,7 milliards de francs) pour le soutien des prix et des revenus des paysans entre octobre 1992 et septembre 1993. Ce montant est en augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente (9,7 milliards) et le plus élevé enregistré depuis 1987 (22,4 milliards). Le record avait été atteint en 1986 avec 25,8 milliards.

Les seules dépenses d'aide aux exportations (y compris les garanties de crédits) passées de 0,7 milliard de dollars en 1991 à 1,4 milliard de dollars en 1993. C'est sur ce point que se cristallise le contentieux entre la CEI - notamment la France - et Washington dans les négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

La lettre mensuelle du bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France, qui fournit ces informations sous un numéro de janvier, précise que selon les dernières estimations, la Commodity Credit Corporation, c'est-à-dire l'agence financière du ministère de l'Agriculture, devrait déboursier 17,1 milliards de dollars au total (95,7 milliards de francs) pour le soutien des prix et des revenus des paysans entre octobre 1992 et septembre 1993. Ce montant est en augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente (9,7 milliards) et le plus élevé enregistré depuis 1987 (22,4 milliards). Le record avait été atteint en 1986 avec 25,8 milliards.

Les seules dépenses d'aide aux exportations (y compris les garanties de crédits) passées de 0,7 milliard de dollars en 1991 à 1,4 milliard de dollars en 1993. C'est sur ce point que se cristallise le contentieux entre la CEI - notamment la France - et Washington dans les négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

La lettre mensuelle du bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France, qui fournit ces informations sous un numéro de janvier, précise que selon les dernières estimations, la Commodity Credit Corporation, c'est-à-dire l'agence financière du ministère de l'Agriculture, devrait déboursier 17,1 milliards de dollars au total (95,7 milliards de francs) pour le soutien des prix et des revenus des paysans entre octobre 1992 et septembre 1993. Ce montant est en augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente (9,7 milliards) et le plus élevé enregistré depuis 1987 (22,4 milliards). Le record avait été atteint en 1986 avec 25,8 milliards.

Les seules dépenses d'aide aux exportations (y compris les garanties de crédits) passées de 0,7 milliard de dollars en 1991 à 1,4 milliard de dollars en 1993. C'est sur ce point que se cristallise le contentieux entre la CEI - notamment la France - et Washington dans les négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

La lettre mensuelle du bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France, qui fournit ces informations sous un numéro de janvier, précise que selon les dernières estimations, la Commodity Credit Corporation, c'est-à-dire l'agence financière du ministère de l'Agriculture, devrait déboursier 17,1 milliards de dollars au total (95,7 milliards de francs) pour le soutien des prix et des revenus des paysans entre octobre 1992 et septembre 1993. Ce montant est en augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente (9,7 milliards) et le plus élevé enregistré depuis 1987 (22,4 milliards). Le record avait été atteint en 1986 avec 25,8 milliards.

Les seules dépenses d'aide aux exportations (y compris les garanties de crédits) passées de 0,7 milliard de dollars en 1991 à 1,4 milliard de dollars en 1993. C'est sur ce point que se cristallise le contentieux entre la CEI - notamment la France - et Washington dans les négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

La lettre mensuelle du bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France, qui fournit ces informations sous un numéro de janvier, précise que selon les dernières estimations, la Commodity Credit Corporation, c'est-à-dire l'agence financière du ministère de l'Agriculture, devrait déboursier 17,1 milliards de dollars au total (95,7 milliards de francs) pour le soutien des prix et des revenus des paysans entre octobre 1992 et septembre 1993. Ce montant est en augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente (9,7 milliards) et le plus élevé enregistré depuis 1987 (22,4 milliards). Le record avait été atteint en 1986 avec 25,8 milliards.

Les seules dépenses d'aide aux exportations (y compris les garanties de crédits) passées de 0,7 milliard de dollars en 1991 à 1,4 milliard de dollars en 1993. C'est sur ce point que se cristallise le contentieux entre la CEI - notamment la France - et Washington dans les négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

La lettre mensuelle du bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France, qui fournit ces informations sous un numéro de janvier, précise que selon les dernières estimations, la Commodity Credit Corporation, c'est-à-dire l'agence financière du ministère de l'Agriculture, devrait déboursier 17,1 milliards de dollars au total (95,7 milliards de francs) pour le soutien des prix et des revenus des paysans entre octobre 1992 et septembre 1993. Ce montant est en augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente (9,7 milliards) et le plus élevé enregistré depuis 1987 (22,4 milliards). Le record avait été atteint en 1986 avec 25,8 milliards.

Les seules dépenses d'aide aux exportations (y compris les garanties de crédits) passées de 0,7 milliard de dollars en 1991 à 1,4 milliard de dollars en 1993. C'est sur ce point que se cristallise le contentieux entre la CEI - notamment la France - et Washington dans les négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

Réduction de personnel éventuelle augmentation de l'impôt sur les sociétés

M. Clinton a décidé les grandes lignes de son programme de relance

Le président américain, M. Bill Clinton, a indiqué, lundi 8 février, avoir décidé des « grandes lignes » de son programme de relance économique, qu'il doit présenter le 17 février devant le Congrès. Outre une réduction de 25 % du personnel de la Maison Blanche que le président devrait annoncer mardi 9 février conformément à une de ses promesses électorales, M. Clinton pourrait annoncer, selon le *Financial Times*, une augmentation des impôts sur les sociétés.

Après avoir précisé la semaine dernière que près de 31 milliards de dollars (167 milliards de francs) seraient en total injectés dans l'économie sur un an (le *Monde* du 4 février) - moitié sous forme de dépenses publiques, moitié sous forme de crédits d'impôts en faveur de l'investissement - le porte-parole du nouveau président, M. George Stephanopoulos, a souligné, lundi 8 février, qu'il était « très improbable » que M. Clinton propose de plafonner l'ajustement sur le coût de la vie des prestations de la sécurité sociale aux retraités. « C'est une chose qu'il n'a jamais voulu faire » en dépit de sa volonté de réduire le déficit budgétaire, a précisé M. Stephanopoulos.

Raffirmant la priorité donnée à l'emploi dans son objectif de relance de l'économie américaine - entre 250 000 et 500 000 emplois seraient créés en un an - M. Clinton a signé, lundi 8 février, un texte prolongeant de sept mois un programme d'aide d'urgence aux chômeurs qui vient à échéance le 6 mars. Ce programme a pour objet de fournir vingt à vingt-six semaines d'aide supplémentaire aux chômeurs qui arrivent en fin de droits.

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

La lettre mensuelle du bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France, qui fournit ces informations sous un numéro de janvier, précise que selon les dernières estimations, la Commodity Credit Corporation, c'est-à-dire l'agence financière du ministère de l'Agriculture, devrait déboursier 17,1 milliards de dollars au total (95,7 milliards de francs) pour le soutien des prix et des revenus des paysans entre octobre 1992 et septembre 1993. Ce montant est en augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente (9,7 milliards) et le plus élevé enregistré depuis 1987 (22,4 milliards). Le record avait été atteint en 1986 avec 25,8 milliards.

Les seules dépenses d'aide aux exportations (y compris les garanties de crédits) passées de 0,7 milliard de dollars en 1991 à 1,4 milliard de dollars en 1993. C'est sur ce point que se cristallise le contentieux entre la CEI - notamment la France - et Washington dans les négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

La lettre mensuelle du bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France, qui fournit ces informations sous un numéro de janvier, précise que selon les dernières estimations, la Commodity Credit Corporation, c'est-à-dire l'agence financière du ministère de l'Agriculture, devrait déboursier 17,1 milliards de dollars au total (95,7 milliards de francs) pour le soutien des prix et des revenus des paysans entre octobre 1992 et septembre 1993. Ce montant est en augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente (9,7 milliards) et le plus élevé enregistré depuis 1987 (22,4 milliards). Le record avait été atteint en 1986 avec 25,8 milliards.

Les seules dépenses d'aide aux exportations (y compris les garanties de crédits) passées de 0,7 milliard de dollars en 1991 à 1,4 milliard de dollars en 1993. C'est sur ce point que se cristallise le contentieux entre la CEI - notamment la France - et Washington dans les négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en particulier pour le blé et le maïs, conjuguées à l'incertitude des achats de la CEI et de la Chine, ainsi qu'une augmentation de l'enveloppe des aides à l'exportation ont entraîné une forte révision - en hausse - des dépenses fédérales américaines en faveur de l'agriculture pour 1993.

La lettre mensuelle du bureau des affaires agricoles de l'ambassade des Etats-Unis en France, qui fournit ces informations sous un numéro de janvier, précise que selon les dernières estimations, la Commodity Credit Corporation, c'est-à-dire l'agence financière du ministère de l'Agriculture, devrait déboursier 17,1 milliards de dollars au total (95,7 milliards de francs) pour le soutien des prix et des revenus des paysans entre octobre 1992 et septembre 1993. Ce montant est en augmentation de 76 % par rapport à l'année précédente (9,7 milliards) et le plus élevé enregistré depuis 1987 (22,4 milliards). Le record avait été atteint en 1986 avec 25,8 milliards.

Les seules dépenses d'aide aux exportations (y compris les garanties de crédits) passées de 0,7 milliard de dollars en 1991 à 1,4 milliard de dollars en 1993. C'est sur ce point que se cristallise le contentieux entre la CEI - notamment la France - et Washington dans les négociations commerciales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

En 1993

Forte hausse prévue des subventions aux exportations américaines de céréales

Des récoltes nettement plus abondantes que prévu, en

هكذا من الأصل

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Un jugement de la Haute Cour de Londres
**Une boisson gazeuse britannique
pourra s'appeler « champagne »**

LONDRES
de notre correspondant

C'est avec force étonnement que les producteurs de champagne ont appris que la Haute Cour de Londres a jugé, lundi 8 février, le jugement « historique » de la Haute Cour de Londres : « l'esprit d'Azincourt vit toujours » (1), a-t-il affirmé. La justice venait en effet de lui donner raison, au détriment des producteurs français de champagne, représentés par M. Malcolm McIntyre, directeur du comité interprofessionnel du vin de champagne. La boisson non alcoolisée et pétillante produite par la société Thorncroft, dans le Surrey (500 000 bouteilles en 1992), est donc de facto autorisée à reprendre son appellation initiale, *Elderflower Champagne* (littéralement, « champagne de fleur de sureau »).

Cette bataille avait été engagée en avril dernier, lorsque les producteurs français, estimant que seul le champagne produit dans la région française de Champagne était autorisé à bénéficier de cette appellation contrôlée, avaient obtenu une

injonction temporaire obligeant Thorncroft à faire disparaître la mention défectueuse de ses bouteilles. Celles-ci ont la forme d'une bouteille de champagne (bouchon compris), mais la boisson incolore qu'elle contenait n'est, selon les spécialistes, ni le goût fruité du melon et du muscat.

Il n'empêche : la Cour a estimé que ces bouteilles (vendues 2,45 livres sterling pièce, soit environ 20 F), tout en constituant « une déformation calculée dans le but de tromper », ne pouvaient porter préjudice à la réputation du vrai champagne. M. Guy Woodall est dans son droit et la cour lui a accordé des dommages et intérêts de l'ordre de 100 000 livres, (800 000 F) payables par les producteurs français de champagne. M. McIntyre a l'intention de faire appel.

LAURENT ZECCHINI

EN BREF

■ Accor rachète une chaîne hôtelière australienne. — Le groupe français Accor vient de racheter, par le biais de sa filiale Quality Pacific Corporation (QPC), la chaîne australienne Resort Hotels Management Group, a annoncé lundi 8 février le numéro un de l'hôtellerie européenne. Resort gère actuellement douze hôtels, représentant neuf cents chambres dans les États-Unis, l'Europe et l'Australie. Cette acquisition, dont le montant n'a pas été révélé, porte à quatre-vingt-deux le nombre d'établissements contrôlés par Accor en partenariat avec QPC en Australie. — (AFP)

■ Un procès-verbal déposé contre Hoover. — Le ministre du travail, M. Martine Aubry, a annoncé lundi 8 février qu'un procès-verbal avait été dressé par l'inspection du travail contre la société Hoover qui n'a pas respecté le droit français et n'a ni informé ni consulté le comité d'entreprise avant de décider le transfert de l'usine de Longvic (Côte-d'Or) en Ecosse. « Il faut au

Naissance d'un nouveau géant : KNP-BT
**Trois groupes néerlandais fusionnent
pour former le deuxième papetier européen**

AMSTERDAM
de notre correspondant

De rapprochement d'entreprises comme exutoire au ralentissement de la conjoncture... Tel est le fil conducteur de la décision de fusionner que les groupes papetiers néerlandais KNP-BT (Bühmann-Tetterode) et VRG ont confirmé, lundi 8 février, deux mois après l'avoir annoncée. A l'époque, la nouvelle de ce mariage avait causé une certaine surprise. Aujourd'hui, l'union se comprend mieux, é le lamier des résultats 1992 — en nette régression — publiés par les trois partenaires : — 65 % pour KNP (171 millions de francs), — 51 % pour BT (150 millions de francs) et — 79 % pour VRG (54 millions de francs), é qui l'acquisition et la réorganisation de la firme française Agema a coûté cher.

La fusion ne devrait pas poser de problèmes majeurs. Les trois groupes ont plusieurs « zinzins » (investissements institutionnels) néerlandais comme actionnaires communs ; ils se connaissent bien (KNP détient 50,3 % de VRG et a deux joint-ventures avec BT) ; et leurs savoir-faire se complètent : KNP a l'expérience de la production, VRG celle de la distribution de gros, BT pratiquant ces deux métiers.

L'objectif affiché par le nouveau groupe est d'acquiescer « d'un coup, une position de tête » sur chacun

des marchés où ils sont présents : la papeterie (du papier d'imprimerie au cahier d'écolier), les systèmes graphiques (des presses au film protecteur). Avec un chiffre d'affaires *pro forma* de 12,5 milliards de florins, le nouveau conglomérat, dénommé KNP-BT, occuperait la deuxième place en Europe, derrière le suédois Stora, tout en enregistrant des gains de synergie, d'échelle et d'efficacité qui lui permettraient de profiter de la reprise des affaires.

Personnels en surabondance

Celle-ci n'aura pas lieu, selon eux, avant le second semestre de cette année. En attendant, la fusion leur coûtera de l'argent, de même que l'intégration totale des activités : des pertes de postes d'emploi de 30 000 personnes (sur un total de 100 000) seront donc inévitables dans les semaines à venir. Dans le secteur de l'emballage et dans celui du négoce de gros de papier, la demande de la Commission européenne, BT et VRG vont aussi être amenés à résoudre le problème que pose, dans le Benelux, leur représentation de deux producteurs de rotatives concurrents, Heidelberg et MAN-Roland.

CHRISTIAN CHARTIER

SOCIAL

Après Scherrer et Givenchy
**Cartier et Hanae Mori
réduisent leurs effectifs**

Simple rajeunissement des affaires, souvent, la « crise » de l'industrie du luxe ou s'en traduit pas moins par des réductions d'emplois. Après Jean-Louis Scherrer SA (qui a ramené de 75 à 30 les suppressions de postes) et Givenchy (14 suppressions pour 30 annoncées), Hanae Mori et Cartier s'apprêtent à tailler dans leurs effectifs. La maison de haute couture Hanae Mori devrait ainsi annoncer la suppression de 10 à 15 postes dans sa branche prêt-à-porter. Et Cartier International (qui chapeaute les activités du groupe en France et à l'étranger) a ainsi confirmé, lundi 8 février, la suppression de 28 postes ainsi que le départ de son directeur général, M. Pierre Hacquet. Un départ dont un communiqué précise qu'il « procède de strictes convenances personnelles et est indépendant des performances du groupe », mais qui déconne bien d'une différence

d'analyse sur l'attitude à adopter face à la « crise ». M. Hacquet ne faisait pas mystère de son désir de voir Cartier adopter une stratégie commerciale « plus agressive » pour gagner des parts de marché, alors que le PDG, M. Alain-Dominique Perrin, plaiderait plutôt pour un recentrage sur la joaillerie et l'horlogerie.

M. Hacquet semblait également penser que les suppressions d'emplois — dues à la mise en sous-traitance de l'expédition des parfums — ne se justifiaient pas dans un groupe dont les résultats de l'exercice clos au 31 mars 1993 devaient égaler ceux de l'exercice précédent. Le bénéfice d'exploitation de Cartier Moodie (Cartier International, Piaget, Baume et Mercier) avait atteint cette année-là 1,3 milliard de francs pour un chiffre d'affaires de 3,57 milliards.

P.-A. G.

A Albertville
Manifestation pour l'emploi en Savoie

Aux cris de « Rallumons l'emploi ! », trois à quatre cents militants de la CGT ont sérieusement perturbé, lundi 8 février vers midi, les cérémonies célébrant à Albertville le premier anniversaire des Jeux olympiques d'hiver. Coiffés de bonnets de papier en forme de flamme olympique, barrés du slogan « Vive au pays », les manifestants protestaient contre les centaines de suppressions d'emplois affectant, notamment dans la vallée de la Tarentaise, le groupe Pechiney et les entreprises du BTP. L'allumage symbolique de la flamme a finalement eu lieu dans la plus grande confusion et en l'absence de M. Michel Barnier, président (RPR) du conseil général de la Savoie, et ancien coprésident du COJO.

Une heure auparavant, M. Barnier avait inauguré, cette fois dans le calme, la Maison des Jeux d'Albertville, en présence des maires des stations olympiques et d'anciens volontaires. « Si nous n'avions pas eu les Jeux, notre situation serait encore pire aujourd'hui », devait déclarer M. Barnier, répondant indirectement à la CGT. Les JO nous ont permis de rattraper les retards dont nous souffrions en matière d'infrastructures et de changer l'image de la vallée. — (Corresp.)

Les pilotes d'Air France acceptent une économie de 400 millions de francs par an

La direction d'Air France a signé, lundi 8 février, un accord qui fera date avec deux syndicats de pilotes (SNPL et SPAC) et un syndicat de mécaniciens navigants (SNOMAC), prévoyant une économie « annuelle reconductible » d'environ 400 millions de francs.

Les syndicats ont accepté une adaptation des temps de repos, une réduction de l'encadrement, une simplification de la construction des programmes de vols et obtenu une chute des affrètements. Cet accord prouve que les navigants techniques ont mesuré la gravité de la situation de la compagnie nationale qui a élaboré un nouveau plan de redressement après le déficit de 3,2 milliards de francs enregistré en 1992.

La direction négocie avec les hôtesses et stewards, un autre accord pour réduire de 10 % — soit 750 millions de francs — le coût de l'ensemble des navigants.

POINT DE VUE

**Les leçons du redressement
du commerce extérieur**
par Bruno Durieux

Pour la deuxième année consécutive, la France améliore fortement ses échanges extérieurs. En 1992, pour la première fois depuis 1979, la balance commerciale a été excédentaire. Quant à la balance des paiements courants, elle aura été équilibrée. On ne peut imputer ces bons résultats à des facteurs accidentels conjoncturels. La croissance en France, même faible, aura été en 1992 plus élevée qu'en 1991, plus élevée aussi que dans la Communauté européenne et dans l'ensemble de la zone OCDE. L'investissement productif, dont une partie importante est acquise à l'étranger, n'aura pas été plus faible qu'en 1991 et la croissance de la consommation des ménages aura été un peu plus soutenue.

En fait, l'élément déterminant, observé depuis plusieurs années, est le développement des positions commerciales occupées par les entreprises françaises à l'étranger : en 1992, nos parts de marché mondiales auront atteint leurs niveaux les plus élevés. Simultanément, nous avons reconquis des parts de marché intérieures (dans l'automobile notamment). Il est ainsi clair que nous bénéficions d'un excellent niveau de compétitivité. Confirmation peut en être trouvée dans le fait que nos échanges avec la CEE sont excédentaires et que, par ailleurs, nous exportons de plus en plus vers les marchés émergents, c'est-à-dire les plus concurrentiels. L'OCDE représentait 70 % de nos exportations il y a dix ans et 90 % actuellement.

Deux choix majeurs de politique économique, arrêtés il y a huit ans et confirmés avec une grande continuité, sont à l'origine de ces succès : la stabilité de la monnaie et de la maîtrise des prix et des coûts de production. C'est à ces orientations que nous devons un avantage de prix en particulier dans la Communauté, y compris après les dévaluations récentes des monnaies de certains de nos partenaires. Renoncer à ces orientations serait retomber dans la spirale de l'inflation, des dévaluations du franc, des déficits commerciaux et de l'endettement extérieur. Sans compter les conséquences incalculables sur la construction européenne.

Nos succès doivent aussi beaucoup au fait que l'économie française est maintenant largement internationalisée.

Une fiscalité compétitive

Les entreprises françaises ont développé leurs activités internationales à un rythme très soutenu, multipliant leurs investissements industriels, commerciaux et financiers à l'étranger, s'assurant ainsi des positions solides, favorables à la conquête de nouvelles parts de marché. En 1991, les entreprises françaises ont investi pour plus de 110 milliards de francs de par le monde, occupant ainsi le premier rang mondial. Par ailleurs, les PME, dont la contribution aux échanges extérieurs français était traditionnellement faible, vont en nombre croissant vendre leurs produits à l'étranger. En dix ans, les entreprises de moins de 500 salariés ont vu leur part dans le total de nos exportations passer d'un cinquième au quart.

Pour encourager l'internationalisation de notre économie, les différents gouvernements qui se sont succédé depuis quelques années ont doté notre pays d'une fiscalité compétitive pour les entreprises et pour l'épargne, ont supprimé les réglementations inutiles, qui entravaient les investissements français

Points faibles

Nos succès ne doivent pas faire oublier nos points faibles. La France est encore insuffisamment présente sur les deux plus grands marchés du monde (États-Unis-Japon), ainsi que sur les marchés à fort potentiel de croissance comme ceux d'Asie. La part des produits à haute valeur ajoutée dans nos exportations pourrait être améliorée. Le nombre des entreprises exportatrices reste encore faible (la moitié des exportations est assurée par 250 entreprises). Nous rattrapons notre retard, mais nous ne l'évons pas comblé en ce qui concerne les investissements à l'étranger. Enfin, les réflexes protectionnistes restent encore tenaces dans certains secteurs de l'opinion.

Nos succès ne doivent pas nous conduire à relâcher l'effort. La compétition est rude. Aucune position n'est jamais définitivement acquise. L'après des négociations du cycle de l'Uruguay nous rappelle que les États-Unis sont déterminés à reprendre les parts de marché que le Japon, la CEE et certains nouveaux pays industrialisés ont conquises au cours des années passées.

Cependant, que de progrès accomplis en quinze ans ! Les Français sont-ils conscients des bons romans qu'ils ont été réalisés par notre économie et nos entreprises dans la compétition internationale ? Ce n'est pas sûr. Ce serait pourtant très souhaitable car, en ce temps de doute, la France, que l'on a souvent prétendue « structurellement » vouée au déficit extérieur (comme d'ailleurs à l'inflation et à l'instabilité monétaire), démontre depuis deux ans qu'un effort continu mené dans la durée est payant et qu'elle peut se placer parmi les économies les plus performantes du monde.

► Bruno Durieux est ministre délégué au commerce extérieur.

Pour savoir comment marche l'entreprise que l'on a en face de soi.



MINITEL 3629 00 59 INPI BILANS.
L'ACCÈS DIRECT À L'ENSEMBLE DU REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE.

INPI

Avec Le Monde sur Minitel

**GAGNEZ UN SÉJOUR
À LA MONTAGNE**

Pour tout savoir
sur les stations SKI-FRANCE

St Gervais

36.15 LE MONDE
Tapez JEUX

VIE DES ENTREPRISES

En raison de la crise du raffinage

Le résultat de Total est divisé par deux en 1992

Hasard du calendrier, M. Serge Tchuruk, le PDG de Total, qui accompagnait le président Mitterrand en visite au Vietnam et au Cambodge, a laissé à ses proches collaborateurs le soin de présenter, mardi 9 février, les résultats du groupe pétrolier en 1992. Ils sont mauvais mais conformes aux prévisions.

Mauvais, puisque, d'un exercice à l'autre, le résultat net (part du groupe) diminue de moitié : il était de 5,8 milliards de francs en 1991 et n'est plus que de 2,8 milliards en 1992 (hors éléments exceptionnels, le bénéfice est légèrement supérieur à 3,3 milliards). Le chiffre d'affaires du groupe (137 milliards) et la marge brute d'autofinancement (10,1 milliards) ont aussi légèrement diminué l'année dernière.

Cette contre-performance ne constitue pas une véritable surprise pour les milieux boursiers (le titre perdait toutefois près de 3 % mardi

9 février à l'ouverture). Interrogé fin décembre, M. Serge Tchuruk n'aurait-il pas pour l'ensemble de l'exercice une baisse « du même ordre que celle du premier trimestre, qui était de 47 % ? Voir peut-être un peu plus forte (...) » ? En dépit de cette dégringolade, le conseil d'administration proposera d'ailleurs à l'assemblée générale de distribuer un dividende de 7 francs net par action (assorti d'un avilissement de 3,50 francs), « égal à celui versé en 1991 ».

Stagnation de l'économie mondiale, faiblesse des marges de raffinage que n'a pas compensées, loin s'en faut, l'amélioration de la branche distribution, érosion du dollar et des cours du pétrole brut, en particulier depuis l'automne (leur redressement ne date que de quelques semaines) : les raisons de la chute des bénéfices de Total sont les mêmes que celles qui ont affecté dans une moindre mesure l'autre pétrolier français, la compa-

gnie Elf (le Monde du 27 janvier). Il reste que dans ce paysage morose, la gestion sans grande surprise de M. Tchuruk — son mandat de PDG n'a été renouvelé le lundi 8 février — peut se prévaloir de deux résultats positifs. La branche exploration-production du groupe, qui n'inclut pas les activités de Total au Proche-Orient, a maintenu ses performances d'un exercice à l'autre (2,9 milliards de francs de résultat opérationnel) grâce à une augmentation de la production d'hydrocarbures (4 % pour le pétrole, 7 % pour le gaz). D'autre part, la chimie du groupe tire bien son épingle du jeu. Son résultat opérationnel a même augmenté en 1992 (1,7 milliard) tout comme — mais il s'agit là d'un élément négatif — l'endettement net de Total. En 1991, il représentait 2 % des fonds propres de la compagnie. Un an plus tard, il est remonté à environ 35 %, retrouvant son niveau de 1990.

J.-P. T.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

EMPLOI

□ National Westminster annonce 4 000 suppressions d'emplois. — La banque britannique National Westminster Bank (NatWest) a annoncé lundi 8 février 4 000 suppressions d'emplois d'ici à la fin de l'année afin de réduire ses coûts. Sur ce total, environ 3 200 emplois seront supprimés dans les succursales britanniques, dont certaines pourraient être fermées. Les effectifs de NatWest sont actuellement de 73 000, ayant été réduits de 5 000 en 1992. La banque a ajouté qu'elle comptait sur des départs volontaires et n'effectuerait des licenciements qu'en dernier recours. Environ 100 succursales par an ont été fermées pendant les trois dernières années, ramenant le total à 2 650. Une réduction similaire sera probablement effectuée cette année.

□ Volkswagen : suppression de 36 000 emplois d'ici à 1997. — Le constructeur automobile allemand Volkswagen a indiqué, lundi 8 février, que son plan d'orientation jusqu'en 1997 prévoit la suppression de 36 000 emplois dans le monde. Un porte-parole a souligné que le groupe était tenu de faire des prévisions à moyen terme, mais que celles-ci étaient très dépendantes de la conjonction des prochaines années. En janvier, le groupe avait indiqué qu'il prévoyait la suppression de 30 000 emplois dans le monde d'ici à 1994. En 1992, les effectifs mon-

diaux avaient été réduits de 8 000 personnes à 276 000 salariés. □ Bell : la réunion du comité d'entreprise sur l'emploi reportée. — La réunion du comité central d'entreprise (CCE) du groupe informatique Bell prévue pour le 12 février, au cours de laquelle la direction devait présenter les perspectives d'emploi pour 1993, a été reportée, a-t-on appris lundi 8 février de source syndicale dans l'entreprise. La direction a indiqué qu'elle n'était pas encore prête à présenter ses projets en matière d'emploi, a-t-on ajouté de même source.

FAILLITE

□ Faillite de Westa-Life, premier assureur privé de Pologne. — Le tribunal régional de Lodz (Pologne) a enregistré lundi 8 février la faillite de la première société polonaise privée d'assurances, Westa-Life. En octobre dernier, le ministère polonais des finances avait retiré sa licence à Westa-Life, lui reprochant notamment d'avoir passé des contrats assurant des risques exorbitants, d'avoir accordé illégalement des prêts bonifiés pour 800 milliards de zlotys (320 millions de francs), et enfin d'avoir présenté au ministère un faux bilan.

CRÉATION

□ M. Georges Sörts crée un fonds immobilier avec M. Paul Reichmann.

— Le financier américain d'origine hongroise M. Georges Sörts, qui n'a gagné 1 milliard de dollars (5,5 milliards de francs) au mois de septembre en jouant contre la livre, va créer un fonds de placement immobilier avec le Canadien M. Paul Reichmann, ancien responsable d'Olympia et York, premier groupe immobilier mondial en faillite depuis l'année dernière. Le fonds, Quantum Realty Fund et d'un montant de 525 millions de dollars, commencera ses opérations en mars. Il sera géré conjointement par Reichmann, Reichmann International de Toronto, nouvelle société des frères Reichmann, et Sörts Fund Management, qui gère plusieurs fonds d'investissement, un fonds basé aux Antilles néerlandaises, M.M. Sörts et Reichmann mettront au total entre 75 et 100 millions de dollars dans l'opération (420 et 560 millions de francs), les investisseurs de Quantum étant encouragés à participer à ce nouveau fonds, qui rachètera des immeubles sous-joints au Canada et aux États-Unis.

La confiance des investisseurs dans la reprise de l'économie américaine semble se renforcer, notamment après la publication la semaine dernière de bonnes statistiques, soulignant des experts. Or, le même temps, les taux d'intérêt américains restent bas grâce à la modernisation de l'inflation.

Ces deux facteurs sont favorables pour Wall Street, mais de nombreux spécialistes jugent que le niveau actuel des cours des valeurs est surévalué étant donné l'état de santé encore fragile de l'économie américaine.

CESSION

□ Adidas : report de la réunion du conseil de surveillance prévue mardi. — La réunion du conseil de surveillance du géant du sport allemand Adidas, prévue initialement mardi 9 février, a été reportée à la semaine prochaine en raison d'une indisponibilité de la présidente du conseil M^{me} Gilberte Beux, a indiqué lundi 8 février un porte-parole de la société. Cette réunion était très attendue puisque Adidas devait annoncer à son issue les résultats des négociations en cours sur une reprise de la participation majoritaire détenue par le groupe Bernard Tapie Finances (BTF).

RAPPEL

□ Philips va contrôler de nouveau 2 millions de téléviseurs en Europe. — Philips va contrôler et éventuellement réparer deux millions de téléviseurs vendus en Europe en raison d'un risque d'incendie, a-t-on appris lundi 8 février auprès de l'entreprise à Eindhoven. Ces appareils, du type K-40, ont été fabriqués entre 1983 et 1987. Certaines études réalisées par Philips ont montré qu'une utilisation intensive pouvait provoquer au fil des ans une fatigue du métal dans certaines soudures, et entraîner un risque de feu, quoique minime. Philips a décidé de passer une annonce dans les journaux néerlandais pour aviser les possesseurs de ce type d'appareil. Le modèle K-40 a été vendu sur tous les marchés ouest-européens.

ALLIANCE

□ Apple, Sony, Motorola, Matsushita, Philips et ATT faillissent pour concevoir l'agenda électronique du futur. — General Magic, une petite société californienne, a annoncé lundi 8 février une alliance entre six sociétés américaines, européennes et japonaises pour produire des « stations individuelles de communication » pour un marché de masse à partir de logiciels développés par General Magic. Apple, Sony, Motorola, Matsushita Electric Industrial, Philips Consumer Electronics et ATT ont chacune une participation dans General Magic, créée par Apple en 1990, qui travaillait depuis deux ans en secret sur cette nouvelle technologie. La « station individuelle de communication » consiste en un petit appareil tenant dans la main, relié avec ou sans fil à un réseau permettant des communications aussi bien orales que par fax et courrier électronique, ou la réservation de places de spectacles et de billets de transport.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 8 février

Prises de bénéfices

Après avoir flambé la semaine précédente (+ 7,6 % environ), la Bourse de Paris s'est calmée lundi 8 février, subissant des prises de bénéfices dans un marché plus calme qu'au cours des séances précédentes. En repli de 0,15 à l'ouverture, l'indice CAC 40 a perdu jusqu'à 0,8 % avant de terminer la journée sur une perte de 0,18 % à 1 804,73 points. Le volume des échanges pour l'ensemble du marché a atteint 2,85 milliards de francs. Vendredi, il avait largement dépassé les 5 milliards de francs.

Après la vive reprise qui a permis au marché de retrouver son niveau de la fin du premier trimestre, les investisseurs ont préféré décaler quelques bénéfices.

La légère descente des taux de prime en notation à 24 heures (11 1/2 % contre 11 5/8 % intervenus en début de journée) n'a pas suscité de réactions particulières. Les investisseurs estiment que, pour l'instant, il n'y aura pas d'assouplissement supplémentaire de la politique de crédit en France.

Les valeurs sensibles à l'évolution des taux d'intérêt ont néanmoins encore été très recherchées. Banque Paribas a pris 1,5 % à 112,50, LCL 5,8 % et BNP 4,5 %. Hausse de 3,5 % de Sofimag, Métrologie International a abandonné 18,5 % à 11,20 F. Am 3,8 % et Metra-Hecht, un des trois vedettes de ces derniers jours, 2,26 %.

NEW-YORK, 8 février

Correction à la baisse

Wall Street a enregistré une petite correction à la baisse lundi 8 février à l'issue d'une séance en dents de scie. Celle-ci a été marquée par une diminution du volume d'actions traitées, le marché semblant s'accorder une pause après les deux records établis la semaine dernière. Au cours des échanges, l'indice Dow Jones des valeurs vendues a clôturé à 2 437,54 points en baisse de 4,60 points, soit un léger repli de 0,13 %. Quelques 242 millions d'actions ont été échangées. Les nombres de titres en hausse et en baisse se sont équilibrés : 839 contre 844. 587 titres ont été inchangés.

Ces deux facteurs sont favorables pour Wall Street, mais de nombreux spécialistes jugent que le niveau actuel des cours des valeurs est surévalué étant donné l'état de santé encore fragile de l'économie américaine.

VALEURS	Cours de 8 fév.	Cours de 9 fév.
Alcoa	78	78 1/2
AT&T	53 5/8	53 7/8
Bell	55 5/8	55 3/8
Chrysler	31 5/8	31 1/2
DuPont de Nemours	46 5/8	46 1/2
Eastman Kodak	61	61 3/4
Exxon	61 7/8	62 3/4
Ford	58	58 1/2
General Electric	36 7/8	36 3/4
General Motors	38	38 7/8
IBM	74	74 1/2
ITT	74 1/8	74 1/8
Johnson & Johnson	62 1/4	62 1/4
Pfizer	63 1/4	62 1/4
Schering	62 1/2	61 5/8
United Tech.	61 3/4	61 3/4
U.S. Steel	128 1/8	128 5/8
Union Carbide	72 3/8	72 3/8
Westinghouse	137 1/8	137 1/8
Xerox Corp.	88 3/8	87 3/4

LONDRES, 8 février

Petite progression

Les valeurs ont réduit leurs gains lundi 8 février en fin de séance au Stock Exchange, après l'ouverture en baisse de Wall Street. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 7,71 points à 2 870 points, soit une légère progression de 0,2 %. Il avait gagné jusqu'à 18 points en début d'après-midi, encouragé par la formation du marché à terme, les valeurs des échanges s'étant élevées à 54,5 millions de titres contre 688 millions vendus.

Les investisseurs attendent la publication cette semaine de plusieurs résultats de sociétés importantes, des prix de gros pour le mois de janvier et des chiffres de l'inflation.

TOKYO, 8 février

Vif recul

La Bourse de Tokyo a terminé en vive baisse mardi 8 février, après des échanges peu fournis, le marché reprenant ses esprits après l'ouverture australienne, la semaine dernière, par la réduction du taux d'escompte. Pour la première fois depuis plus d'une semaine, l'indice Nikkei est nettement en baisse, s'étant effondré à 17 000 points, avant de rebondir à 17 022,27 points, en baisse de 288,46 points, soit un net recul de 1,60 %. Les échanges ont porté sur 190 millions d'actions contre 200 millions lundi.

Selon les opérateurs, la séance a été marquée par des ventes de titres liées au rachat à terme des ventes des groupes d'investissement ainsi que des achats de fonds publics, mais le plupart des investisseurs restent en retrait, en raison d'un jour férié, jeudi, commémorant la fondation du Japon.

VALEURS	Cours de 8 fév.	Cours de 9 fév.
Aijunco	1 240	1 230
Banque	1 420	1 420
Daewoo	1 180	1 170
Fuji Bank	1 380	1 370
Honda Motor	1 100	1 090
Mitsubishi Electric	1 100	1 090
Sony Corp.	1 420	1 410
Toyota Motor	1 440	1 440

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	450	450	Imat. Comput	135	
B.A.C.	23 70		LP&M	38 30	
Banq. Ely.	498	510	Mols	136 50	
Banq. Lyon	241		N.S.C. Schindler	780	755
C.A.I.-de-P. (C.A.I.)	721	780	Paul Riquart	630	630
Calsonic	250 10		Rhone-Alp. Ely	317	
Canal	533	538	Sch. Invest. Ely	98 50	
CECEP	185		Saba	128	
CFPL	216		Saga	245	
CNLM	1010	1000	TH	462	473 10
Couche	205		Thomson H. Ely	311	
Credito	98 05		Unilog	205	
Dagblat	210		Val de Ce	120	
Danubio Wm. Co.	438		V. St-Laurent Grp	778	755
Danubio	1110	1120			
Delfina	119 50				
Edison Bullard	180				
Europ. Populair	174	176			
Financ	140				
G.F.F. (group. Ind.)	49	49			
G.L.M.	415				
Gravograph	128 50				
Imat.	837				
L.C.C.	180				
Mimosa	54 95				
Imat. H. Ely	1000				

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 8 février 1993
Nombre de contrats estimés : 119 293

COURS	Mars 93	Jun 93	Sept. 93
Dernier	113,42	114,92	115,84
Précédent	113,54	114,96	115,86

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE
	Mars 93	Jun 93
114	0,15	1,71

COURS	Février 93	Mars 93	Avril 93
Dernier	1 923	1 942	1 956
Précédent	1 934	1 949	1 917

CHANGES		
Le dollar s'appréciait à Paris, mardi 9 février, s'échangeant à 5,6135 francs contre 5,5983 francs à la clôture des échanges interbancaires de lundi. A Francfort, le dollar était orienté à la hausse à 1,6583 DM contre 1,6530 DM la veille.		
FRANCFORT	8 fév.	9 fév.
Dollar (en DM)	1,6538	1,6585
TOKYO	8 fév.	9 fév.
Dollar (en yen)	124,35	122,35

NEW-YORK (Indice Dow Jones)		
	5 fév.	8 fév.
Industrielles	3 442,14	3 437,54
LONDRES (Indice « Financial Times »)		
	5 fév.	8 fév.
100 valeurs	2 867,90	2 870
30 valeurs	2 218,60	2 226,10
Mines d'or	79	78,60
Fonds d'Etat	95,37	95,34

MARCHÉ MONÉTAIRE	Paris (9 fév.)	New-York (8 fév.)
Paris (9 fév.)	11 378 - 11 916	
New-York (8 fév.)	1 1516 %	

BOURSES	PARIS (SBF, base 100 : 31-12-81)
Indice général	49,10 501,34
CAC	1 908,18 1 944,73
NEW-YORK (indice Dow Jones)	5 fév. 8 fév.
Industrielles	3 442,14 3 437,54
LONDRES (indice Financial Times)	5 fév. 8 fév.
100 valeurs	2 862,90 2 870
30 valeurs	2 216,68 2 226,10
Mines d'or	75 78,50
Fonds d'Etat	95,37 95,34
FRANCFORT	5 fév. 8 fév.
Dex	1 641,37 1 647,16
TOKYO	8 fév. 9 fév.
Nikkei Dow Jones	17 281,73 17 022,27
Indice général	1 309,59 1 296,10

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES	COURS COMPTANT	COURS TERME TROIS MOIS
	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,6190	5,6210
Yen (100)	164,46	164,46
Yen (100)	164,46	164,46
Yen (100)	164,46	164,46
Yen (100)	164,46	164,46
Yen (100)	164,46	164,46
Yen (100)	164,46	164,46
Yen (100)	164,46	164,46
Yen (100)	164,46	164,46
Yen (100)	164,46	164,46

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

□ BP Chemicals va vendre ses activités dans l'azote à l'américain Arcadian. — British Petroleum (BP) a annoncé le 8 février que sa division américaine BP Chemicals Inc. avait conclu un accord de principe avec le groupe américain Arcadian, spécialisé dans les produits chimiques à usage agricole, pour lui vendre ses activités dans l'azote pour 100 millions de dollars.

□ Axa : émission d'obligations convertibles de 3,6 milliards de francs. — La compagnie d'assurances AXA a lancé, lundi 8 février, une émission d'obligations convertibles d'un montant de 3,6 milliards de francs assorties d'un taux d'intérêt de 6 %. Le prix d'émission est de 1 285 francs avec remboursement prévu le 1^{er} janvier 2001 à 110 % du prix d'émission. La parité de conversion est d'une action pour une obligation, à tout moment. La tranche française, d'un montant de 2,9 milliards est prise en charge par un syndicat de banques dirigé par la banque Paribas et Lazard Frères et Cie. La souscription est réservée en priorité aux actionnaires du 10 au 22 février 1993. La tranche internationale de 741 millions de francs est conduite par les banques Lazard Frères et Cie et Paribas Capital Markets.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PRIVATISATION DE LA GESTION DU SECTEUR DE L'ELECTRICITE EN GUINEE CONAKRY

Le Gouvernement guinéen a décidé de se désengager de la gestion opérationnelle du secteur de l'électricité avant juillet 1993.

Cette décision a été inscrite dans le cadre de son programme de réforme économique et financier engagé en concertation et avec l'appui des Bailleurs de Fonds Internationaux.

Le Gouvernement guinéen souhaite confier à un repreneur privé la gestion opérationnelle du secteur afin d'assurer :

- un niveau de service adéquat et un accès à ce service à tous les consommateurs capables d'en assurer la charge ;
- un autofinancement du secteur, à terme.

Le schéma de privatisation retenu consiste à confier, par une concession de type affermage, l'exploitation du service public d'électricité à un opérateur privé expérimenté.

Dans ce cadre, les différents rôles des intervenants du secteur seront :

- pour l'Etat : la définition de la politique énergétique, tarifaire et la tutelle technique ;
- pour la Société de patrimoine (anciennement ENELGUI) : la maîtrise d'ouvrage sur les programmes de réhabilitation ;
- pour la Société concessionnaire : la maîtrise d'œuvre sur les travaux de réhabilitation et la maîtrise d'ouvrage sur les travaux d'extension.

L'appui des Bailleurs de fonds internationaux à cette politique de désengagement se concrétise notamment par la mise en place d'un projet de réhabilitation du secteur de l'électricité guinéen (Power II) dont le financement (150 millions US \$) est aujourd'hui acquis.

Un appel d'offres sera lancé le 15 février 1993.

Pour tout renseignement vous pouvez contacter :

S.E. le Secrétaire d'Etat aux Energies
Dr Ouhoun Tounyany SAKHO
c/o Fiduciaire France Afrique Guinée
Mr C. MICON
Téléphone : (224) 44 28 31

Ernst & Young PARIS
Mr Jean-Florent RECOLLE
Téléphone : (33-1) 46 93 55 88
Fax : (33-1) 47 88 00 47

مكتبة الشامل

BOURSES

TERRANCAIRE DES DEVISES

TERRÉ DES EUROMONNAIES

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - < : prix précédent - m : marché continu

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni lundi 8 février au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. À l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits :

● Convention internationale.

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant la ratification du traité sur le régime « ciel ouvert », signé à Helsinki le 24 mars 1992 par vingt-cinq États membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Le traité autorise chaque État à faire survoler le territoire des autres États par des avions dotés d'équipement, d'observation. Ces vols d'observation contribueront à assurer la transparence des activités militaires sur un territoire englobant l'Europe, l'Amérique du Nord et la partie de la Russie située à l'est de l'Oural ; ils permettront aussi de veiller au respect des engagements pris par les États parties en matière de désarmement.

Les survols pourront aussi être réalisés à des fins de prévention des conflits ou de gestion des crises, dans le cadre de la CSCE, ou pour constater ou surveiller des atteintes à l'environnement.

L'application du traité contribuera au renforcement de la confiance mutuelle entre les signataires. Les observations enregistrées pourront être communiquées à tous les États parties.

Au Parc des expositions de la porte de Versailles

L'excentrique et l'insolite à Rétromobile

Un coupé Cadillac de 1953, carrossé par Ghia et propriété en son temps de l'actrice Rita Hayworth, est l'une des vedettes du salon Rétromobile qui ouvre ses portes du 12 au 21 février, au Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris.

Pour sa dix-huitième édition, Rétromobile met à l'honneur l'excentrique et l'insolite. Ainsi, une Isotta Fraschini ultra-sophistiquée, dessinée par Rudolf Valentino, exposée à côté d'une Chrysler Newport de 1941 à la ligne fortement inspirée par la bande dessinée de l'époque, 200 véhicules - le plus ancien, la Renault de Paris-Vienne, date de 1903 - composent le plateau des voitures, où se côtoient la Panhard Torpédo 1906, type « Roi des Belges », et la Ferrari 340 Mille Miglia. Du côté motos, notons l'imposante collection Brian Anglin, considérée par les amateurs comme la plus prestigieuse au monde, et, parmi les pièces de légende, la Brough Superior SS 100 de Lawrence d'Arabie.

G. D.
► Parc des expositions de la porte de Versailles à Paris, halt 2-1. Lundi, mercredi et jeudi de 11 heures à 19 heures. Samedi et dimanche de 10 heures à 19 heures. Nocturne mardi et vendredi de 11 heures à 22 heures. Prix d'entrée : 60 F. Groupe et moins de 13 ans : 30 F. Tél. : (01-1) 49-53-92-01.

● L'application des accords de Matignon relatifs à la Nouvelle-Calédonie

Le ministre des départements et territoires d'outre-mer a présenté au conseil des ministres l'application des accords de Matignon relatifs à la Nouvelle-Calédonie.

Signés en mai 1988, les accords de Matignon ont permis à la Nouvelle-Calédonie de sortir d'une période d'injustices et de déchirements qui l'avait entraînée au bord de la guerre civile. Leur mise en œuvre a profondément transformé la situation sur tous les plans.

Les signataires des accords viennent de se réunir à Paris pour dresser un bilan intermédiaire de leur application. Ils sont convenus de l'importance du chemin parcouru en quatre ans et demi.

La création des provinces, prévue par la loi référendaire du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998, a permis d'opérer un véritable réajustement des institutions et de partager équitablement les pouvoirs et les compétences. Les nouvelles institutions fonctionnent de manière satisfaisante.

L'État et les provinces ont entrepris un effort considérable en faveur de l'émancipation économique et sociale de la communauté mélanésienne. Des résultats très substantiels ont été obtenus dans les domaines des infrastructures, de la santé, du logement, de l'éducation et de la formation. La participation de la communauté mélanésienne au contrôle de l'industrie minière, la redistribution des terres en sa faveur et la promotion de la culture canaque ont également progressé.

Tous les partenaires des accords souhaitent poursuivre dans la voie choisie en 1988 et amplifier les actions entreprises. L'État continuera de contribuer au réajustement des différentes parties du territoire. Il a conclu de nouveaux contrats de développement avec les trois provinces, pour les années 1993 à 1997, auxquels il consacrera 1,65 milliard de francs. Conformément au principe fixé par la loi du 9 novembre 1988, ces crédits sont répartis à raison des trois quarts en faveur des provinces du Nord et des Îles et d'un quart en faveur de la province sud.

● La commémoration des persécutions racistes et antisémites commises entre 1940 et 1944

Le secrétaire d'État aux anciens combattants et victimes de guerre a présenté une communication sur la commémoration des persécutions racistes et antisémites commises entre 1940 et 1944 (le Monde du 5 février).

● La sécurité routière

(Lire page 12.)

► Concert exceptionnel au profit des Restaurants du cœur. Les Enfoirés, rassemblement d'artistes de variétés, organisent le 26 février à 20 h 30, à la Grande Halle de La Villette, à Paris, une représentation exceptionnelle de *Starmania*, comédie musicale de Michel Berger et Luc Plamondon, au profit des Restaurants du cœur, association caritative créée par Coluche. « Une affiche prestigieuse réunira des artistes n'ayant jamais eu de chansons de *Starmania* à leur répertoire », précise un communiqué de l'association. Cette soirée sera retransmise le 6 mars par TF 1.

CARNET DU Monde

Mariages

Bernard EVIN
et
Bernadette OMEYER
Inscrivent leur alliance le 10 février 1993, à Senones.

Décès

Le professeur Jean Cabanac, ses enfants, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, Parents et amis, font part du décès de

M^{me} Jean CABANAC, née Yvonne de Robert de Lafregère, le 7 février 1993.

Un service religieux sera célébré le 11 février, à 15 h 30, en l'église réformée, rue Hôpital, à Grenoble.

« Au dernier tournant de la route multiple et commune, pourtant, au rendez-vous ultime, je le sais, ce n'est pas la mort, mais toi qui nous guides, Seigneur, les mains tendues en ineffable geste d'accueil. » M. BOUTIER.

22, avenue Albert-I^{er}-de-Belgique, 38000 Grenoble.

Paris. Chambéry.

M^{me} Yvette Charpail, son épouse, Martine Charpail Régent, François et Christine Charpail, Véronique Charpail, Sébastien, Delphine, Thomas, Simon, Sarah, ses petits-enfants, Raymond et André Charpail et leurs enfants, Toute la famille, Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Jacques CHARPAIL, survenu à Paris, le 7 février 1993.

Une célébration religieuse aura lieu le jeudi 11 février, à 13 h 45, en l'église Saint-Christophe, 28, rue de la Convention, Paris-15.

L'inhumation aura lieu à 15 heures, au cimetière du Montparnasse, boulevard Edgar-Quinet, entrée principale.

M^{me} Jean Le Quellec, son épouse, Ses enfants, Ses petits-enfants, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean LE QUELLEC,

survenu à Sartrouville, le 8 février 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

L'incinération aura lieu le jeudi 11 février, à 9 heures, au crématorium de Plaisance, place Gambetta, Paris-20.

3, rue des Peupliers, 78500 Sartrouville.

Ecully, Lyon. Paris.

M^{me} Roger PIERRE, née Françoise Fontaine, Familles Dubayle, Rocher, Fontaine, Lauriac, Parents et amis, ont la profonde tristesse d'informer du décès de

M. Roger PIERRE,

survenu le 29 janvier 1993.

Suivant la volonté du défunt, aucune cérémonie n'eut lieu, et ses cendres ont été dispersées dans la nature. Vifs regrets.

Le docteur Lucile Garma, M^{me} Isabelle Berman, ses enfants, Aurélie Rouquet-Garma, Nicolas et Alexandre Berman, ses petits-enfants, Toute sa famille Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Angel GARMA, fondateur de l'Association psychanalytique argentine, grand-croix de l'Ordre du Mérite civil espagnol,

survenu à Buenos-Aires, le 29 janvier 1993.

70, rue Saint-Louis-en-l'Île, 75004 Paris. 6, rue Lalande, 75014 Paris.

Son épouse, M^{me} Elizabeth Goode de Garma, Ses enfants, Lucile, Isabelle, Carmen et Sylvia, Leurs conjoints, Leurs enfants, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès du

docteur Angel GARMA, fondateur de l'Association psychanalytique argentine, grand-croix de l'Ordre du Mérite civil espagnol,

survenu à Buenos-Aires, le 29 janvier 1993.

Libertador 2392, Buenos-Aires (Argentine).

Toute la famille de

M. Paul LANCHAIS,

Son épouse, Michèle Lanchais, Ses enfants, Paul et Luc, Ses petits-enfants, ont la douleur de faire part de son décès, survenu le 5 février 1993.

La cérémonie religieuse et l'inhumation auront lieu le mercredi 10 février, à 10 h 15, au cimetière de Montmartre, 20, avenue Rachel, Paris-18.

M^{me} Solange Roché, M^{me} Claude Roché, Olivier et Vincent Roché, ont la grande peine de faire part du décès de

M^{me} André ROCHÉ, née Jeanne Fargès,

leur mère et grand-mère,

survenu le 26 janvier 1993, en son domicile, 97, rue du Bac, Paris-7.

Les obsèques religieuses ont eu lieu en province.

Une messe sera célébrée à son intention le samedi 13 février, à 11 heures, en la chapelle des Missions étrangères, 128, rue du Bac, Paris-7.

M. Ludwig Van Rossum, Margareta et Pavel Rohak et leurs enfants, Gertrud et Geneviève Van Rossum et leurs enfants, L'ensemble de la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Ludwig Van ROSSUM, née Lilla Ferrante,

survenu le 8 février 1993, à Paris.

Les obsèques auront lieu le jeudi 11 février, à 8 h 30, en l'église Saint-Thomas-d'Aquin, place Saint-Thomas-d'Aquin, à Paris-7.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Boppard en Allemagne.

M. Wolf Rotenberg, Ses enfants, Ses petits-enfants, Ses parents Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Bella ROTENBERG, survenu le 7 février 1993, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 10 février, à 10 h 15, au cimetière parisien de Pantin.

M^{me} Mavi Nuvolari Sinclair Noble, Kevin, Chandra, Tanith, Gianni, dévoué Tony, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michael SINCLAIR NOBLE, artiste sculpteur, journaliste, Major, The Buffs, Polindep Unit, FWB,

survenu le 5 février 1993, à Cannes, à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en Italie, à Castel-d'Ario (Mantova).

M^{me} Nicole Tison, son épouse, M. et M^{me} Philippe Tison, M. et M^{me} Jean-Claude Meunier, ses enfants, Pierre et Guillaume Tison, Julien et Cécile Meunier, M. et M^{me} Éric Tison, ses frères et belle-sœur, Le docteur et M^{me} Dominique Lusignan et leurs enfants, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Guy TISON, directeur de la clinique Jeanne-d'Arc, survenu le 6 février 1993, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Salut-Mandé, 34, avenue du Général-de-Gaulle, où l'on se réunira le mercredi 10 février, à 14 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière sud de Saint-Mandé.

15, rue Jeanne-d'Arc, 94160 Saint-Mandé.

Le docteur V. Sow, Le docteur D. Lusignan, Les médecins Et l'ensemble du personnel de la clinique Jeanne-d'Arc, ont la tristesse de faire part du décès du

docteur Guy TISON, directeur de la clinique Jeanne-d'Arc, survenu le 6 février 1993, à l'âge de soixante-huit ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Saint-Mandé, 34, avenue du Général-de-Gaulle, où l'on se réunira le mercredi 10 février, à 14 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière sud de Saint-Mandé.

15, rue Jeanne-d'Arc, 94160 Saint-Mandé.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Saint-Mandé, 34, avenue du Général-de-Gaulle, où l'on se réunira le mercredi 10 février, à 14 h 15.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière sud de Saint-Mandé.

15, rue Jeanne-d'Arc, 94160 Saint-Mandé.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

Francine et Philippe Dard, Alain et Arlette Vidart, Laurent et Charlene Vidart, Cécile et Thomas Ferenczi, ses enfants, Guillaume Dard, Angélique et François Sutra Fourcade, Stéphane et Christine Vidart, Laure et François Duroy, Delphine et Pierre-Bernard Dufort, Thibaut, Lionel et Camille Vidart, Valentin Ferenczi, ses petits-enfants, Violette, Garance, Damien et Philippe, ses arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Roger VIDART, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenu le 7 février 1993, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Le service religieux sera célébré en l'église réformée de Neuilly-sur-Seine, 18, boulevard d'Inkermann, le mercredi 10 février, à 13 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière de La-Londe-les-Maures (Var), dans l'intimité familiale.

16, rue Berteaux-Dumas, 92200 Neuilly-sur-Seine.

Avis de messe

Une affectueuse et amicale pensée est demandée, ce jour, à son égard.

Jeane SAUVÉ,

une messe sera célébrée en l'église Saint-Sébastien, 3, rue des Prêtres-Saint-Sébastien, maître Saint-Michel, le vendredi 12 février 1993, à 18 heures.

Anniversaires

Il y a huit ans.

Victor ZIPSTEIN

nous quitte.

Une affectueuse et amicale pensée est demandée, ce jour, à son égard.

Communications diverses

Un colloque sur le thème « Quelle place pour quelle Europe » est organisé par la Fondation nationale entreprise et performance, à l'auditorium de la BNP, 20, boulevard des Italiens (2^e sous-sol), le 12 février 1993, à 17 heures. À l'issue d'un travail étalé sur plus d'un an et comportant des enquêtes en France et à l'étranger (Grande-Bretagne, Allemagne, Espagne, Suisse, Belgique, République tchèque, Slovaquie, Hongrie, États-Unis, Japon), un groupe de jeunes diplômés de l'administration et des entreprises publiques présente réflexions et propositions en réponse à cette question. Sous la présidence de M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, la présentation publique de ce rapport sera suivie d'une table ronde animée par M. André Fontaine, ancien directeur du Monde et spécialiste des problèmes internationaux, avec la participation de M^{me} Henri Martre, président du GIEFAS, Jacques Morcau, délégué général Europe et société, et Jérôme Vignon, conseiller principal à la cellule de prospective de la CEE.

Invitation à relire : à FNEP, 2, place de la Coupole, 92078 Paris-la Défense. Tél. : 47-44-54-36.

Soutenance de thèses

M. Thierry Hervé, le jeudi 11 février 1993, à 17 heures, à la faculté du Paris-Jussieu, tour 25, 3^e étage, travée 24-25 : « Étude structurale des objets de base du graphisme et structuration des objets de JKS, ICI et XII. Analyse et implantation de l'administration et des entreprises publiques présente réflexions et propositions en réponse à cette question. Sous la présidence de M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, la présentation publique de ce rapport sera suivie d'une table ronde animée par M. André Fontaine, ancien directeur du Monde et spécialiste des problèmes internationaux, avec la participation de M^{me} Henri Martre, président du GIEFAS, Jacques Morcau, délégué général Europe et société, et Jérôme Vignon, conseiller principal à la cellule de prospective de la CEE.

Invitation à relire : à FNEP, 2, place de la Coupole, 92078 Paris-la Défense. Tél. : 47-44-54-36.

Soutenance de thèses

M. Thierry Hervé, le jeudi 11 février 1993, à 17 heures, à la faculté du Paris-Jussieu, tour 25, 3^e étage, travée 24-25 : « Étude structurale des objets de base du graphisme et structuration des objets de JKS, ICI et XII. Analyse et implantation de l'administration et des entreprises publiques présente réflexions et propositions en réponse à cette question. Sous la présidence de M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, la présentation publique de ce rapport sera suivie d'une table ronde animée par M. André Fontaine, ancien directeur du Monde et spécialiste des problèmes internationaux, avec la participation de M^{me} Henri Martre, président du GIEFAS, Jacques Morcau, délégué général Europe et société, et Jérôme Vignon, conseiller principal à la cellule de prospective de la CEE.

Invitation à relire : à FNEP, 2, place de la Coupole, 92078 Paris-la Défense. Tél. : 47-44-54-36.

Soutenance de thèses

M. Thierry Hervé, le jeudi 11 février 1993, à 17 heures, à la faculté du Paris-Jussieu, tour 25, 3^e étage, travée 24-25 : « Étude structurale des objets de base du graphisme et structuration des objets de JKS, ICI et XII. Analyse et implantation de l'administration et des entreprises publiques présente réflexions et propositions en réponse à cette question. Sous la présidence de M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, la présentation publique de ce rapport sera suivie d'une table ronde animée par M. André Fontaine, ancien directeur du Monde et spécialiste des problèmes internationaux, avec la participation de M^{me} Henri Martre, président du GIEFAS, Jacques Morcau, délégué général Europe et société, et Jérôme Vignon, conseiller principal à la cellule de prospective de la CEE.

Invitation à relire : à FNEP, 2, place de la Coupole, 92078 Paris-la Défense. Tél. : 47-44-54-36.

M. Thierry Hervé, le jeudi 11 février 1993, à 17 heures, à la faculté du Paris-Jussieu, tour 25, 3^e étage, travée 24-25 : « Étude structurale des objets de base du graphisme et structuration des objets de JKS, ICI et XII. Analyse et implantation de l'administration et des entreprises publiques présente réflexions et propositions en réponse à cette question. Sous la présidence de M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, la présentation publique de ce rapport sera suivie d'une table ronde animée par M. André Fontaine, ancien directeur du Monde et spécialiste des problèmes internationaux, avec la participation de M^{me} Henri Martre, président du GIEFAS, Jacques Morcau, délégué général Europe et société, et Jérôme Vignon, conseiller principal à la cellule de prospective de la CEE.

Invitation à relire : à FNEP, 2, place de la Coupole, 92078 Paris-la Défense. Tél. : 47-44-54-36.

M. Thierry Hervé, le jeudi 11 février 1993, à 17 heures, à la faculté du Paris-Jussieu, tour 25, 3^e étage, travée 24-25 : « Étude structurale des objets de base du graphisme et structuration des objets de JKS, ICI et XII. Analyse et implantation de l'administration et des entreprises publiques présente réflexions et propositions en réponse à cette question. Sous la présidence de M^{me} Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, la présentation publique de ce rapport sera suivie d'une table ronde animée par M. André Fontaine, ancien directeur du Monde et spécialiste des problèmes internationaux, avec la participation de M^{me} Henri Martre, président du GIEFAS, Jacques Morcau, délégué général Europe et société, et Jérôme Vignon, conseiller principal à la cellule de prospective de la CEE.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du samedi 6 février 1993 :

UN DÉCRET

— N° 93-169 du 5 février 1993 relatif à la taxe sur le stockage des déchets.

Est publié au Journal officiel du dimanche 7 février 1993 :

UN DÉCRET

— N° 93-177 du 5 février 1993 instituant une taxe parafiscale au profit de l'Institut des corps gras.

Sont publiés au Journal officiel des lundi 8 et mardi 9 février 1993 :

DES DÉCRETS

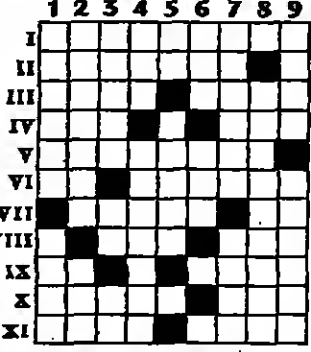
— N° 93-180 du 8 février 1993 pris pour l'application des articles 19, 20 bis et 22 de l'ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 modifiée relative aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France ;

— N° 93-181 du 8 février 1993 modifiant le décret n° 48-1671 du 26 octobre 1948 modifié relatif au fonctionnement des conseils de l'ordre des médecins, des chirurgiens-dentistes et des sage-femmes et de la section disciplinaire du Conseil national de l'ordre des médecins.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5973

VERTICALEMENT



1. Mot de celui qui en veut. C'est parfois du gâteau. — 2. Peut nous servir à la cheville. Œuvre de poète. — 3. Court dans une ronde. Souci quotidien pour le scout. En France. — 4. Un héros dans certains États. On ne suit pas quand elle est dure. — 5. Participe. Ne se dégonflent pas. — 6. Pas original. Fleur. — 7. Peut être une solution de bonne femme. Passe le main. — 8. Sont inscrites sur des papiers. — 9. Pas ordinaire. Pas dit mais entendu.

Solution du problème n° 5972

Horizontalement

I. Vieillesse. — II. Isolement. — III. Nécessité. — IV. Non. — V. II. Accord. — VI. Gué. Oufas. — VII. Revenir. — VIII. Eau. le. Et. — IX. Tri. Oseira. — X. Lisaron. — XI. Eu. Le. Est.

Verticalement

1. Vinsigrette. — 2. Ise. Lueur. — 3. Cocu. Eveil. — 4. Ite. II. — 5. Nosoonosio. — 6. Als. Cuissa. — 7. Urnoir. Ere. — 8. Tore. Eros. — 9. Vands. Tant.

GUY BROUTY

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes

13^e arrdt
PLACE D'ITALIE
4 P. 85 m². VUE
Imm. rénov. 3 chs. confort.
1 800 000 F. 43-20-77-47

12^e arrdt
BD DE RÉUILLY 2 P
42 m² + BALCON
5^e + ASC. 48-95-07-08

16^e arrdt
SUD. 47-27-84-84
ÉLEGANT. APP. 135 M²
DREZ SEJOUR. 4 CHAMBRES
3 250 000 F. Poss. loc.

appartements achats

Rech. URGENT 100 à 120 m²
Paris. Préf. 5^e, 6^e, 7^e, 14^e,
15^e, 16^e, 4^e, 9^e. Prix compt
chez nous. 48-73-48-07

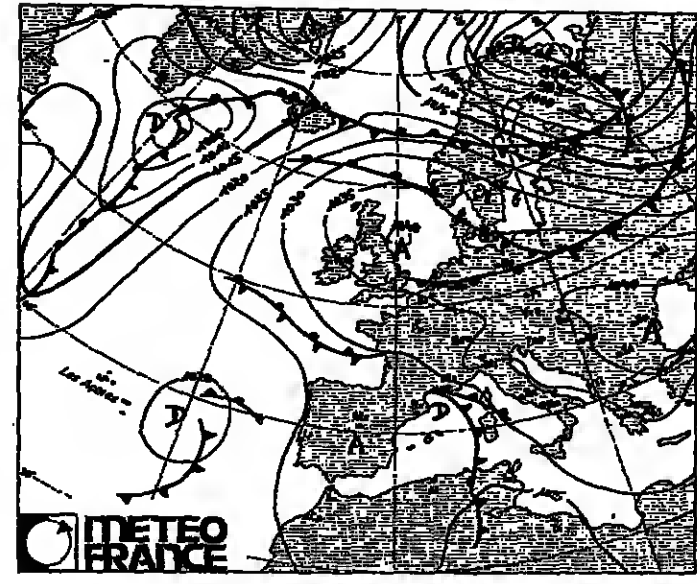
locations non meublées offres

Paris
G.F.F. LOUE
88, RUE D

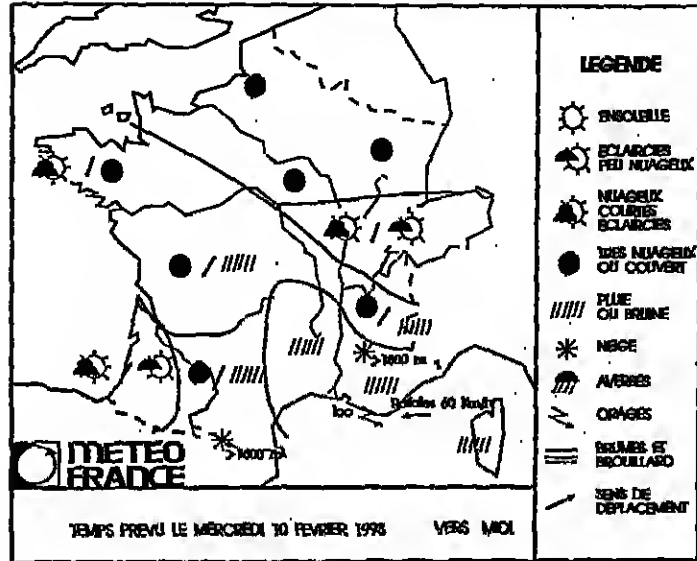
مخاض الأمل

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9 FÉVRIER 1993 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 10 FÉVRIER 1993



Mercredi : grisaille au Nord-Est. Pluie gagnant par le Sud. Sur la Normandie, la région parisienne, le nord du Centre, de la Bourgogne à l'Alsace et jusqu'au nord du pays, le temps gris et brumeux persistera une bonne partie de la journée. Sur la Bretagne, les nuages seront moins denses, mais des éclaircies, accompagnées principalement sur la Finistère.

C'est de la Gironde aux Pyrénées-Atlantiques, que le soleil se montrera plus généreux après avoir dissipé les brumes matinales.

Partout ailleurs, les nuages couvriront le ciel et donneront un peu de pluie.

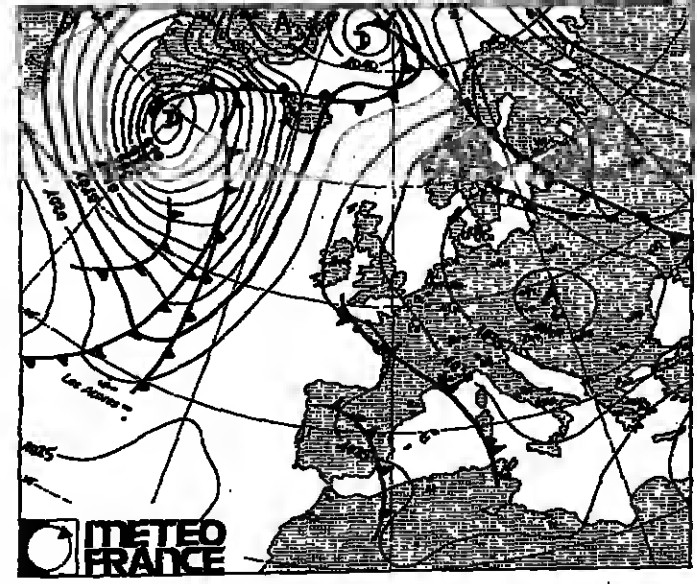
Les pluies seront plus marquées sur la Corse et le Sud-Est, avec parfois des orages près des côtes.

Quelques flocons de neige sont attendus sur les Alpes du Sud et les Pyrénées-Orientales.

Les températures matinales seront généralement comprises entre 7 et 10 degrés dans le Sud-Est, 2 et 5 degrés ailleurs, avec localement de petites gelées sur l'Est.

L'après-midi, les températures seront de l'ordre de 9 à 12 degrés dans le Sud jusqu'à 14 près de la Méditerranée. Sur le reste du pays, elles atteindront le plus souvent 4 à 7 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 11 FÉVRIER 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé											
Valeurs extrêmes relevées entre											
le 8-2-1993 à 6 heures TUC et le 9-2-1993 à 6 heures TUC											
FRANCE				ÉTRANGER							
AJACCIO	14	9	N	STRASBOURG	4	2	C	MADRID	13	-1	D
ALGER	17	6	D	TOULOUSE	8	7	P	MARRAKECH	19	6	D
BARCELONE	9	2	C	TOUR	6	3	C	MEXICO	16	6	D
BORDAUX	11	5	C					MILAN	12	6	D
BREST	10	4	C	ALGER	17	6	D	MONTREAL	13	-3	D
CADIX	7	4	P	AMSTERDAM	7	5	P	MOSCOW	-3	-3	C
CHERBOURG	8	5	C	ATHINES	9	4	D	NEW-DELHI	28	13	D
CHERONT-PAR	10	3	C	BANGKOK	25	22	N	NEW-YORK	4	-2	D
CHERONT-TOUR	10	3	C	BARCELONE	10	7	D	OSLO	1	-1	D
CHERONT-VAL	10	3	C	BELGRADE	8	4	D	PALMA	15	4	D
CHERONT-VAL	10	3	C	BERLIN	4	3	P	PEKIN	6	-6	D
CHERONT-VAL	10	3	C	BRUXELLES	4	3	C	SAO-PAULO	22	18	D
CHERONT-VAL	10	3	C	COPENHAGUE	7	2	P	SEVILLE	17	5	C
CHERONT-VAL	10	3	C	DALLAS	22	18	D	STOCKHOLM	6	-1	D
CHERONT-VAL	10	3	C	GENEVE	4	3	C	SINGAPOUR	32	24	N
CHERONT-VAL	10	3	C	HONGKONG	24	15	N	SYDNEY	26	21	D
CHERONT-VAL	10	3	C	ISYANDU	11	7	P	TOKYO	9	2	C
CHERONT-VAL	10	3	C	JERUSALEM	13	10	D	YAROSLAV	1	1	P
CHERONT-VAL	10	3	C	LA CAPE	15	9	C	YERRE	11	0	D
CHERONT-VAL	10	3	C	LONDRES	10	6	C	YERRE	11	0	D
CHERONT-VAL	10	3	C	LOS ANGELES	17	14	N	YERRE	11	0	D
CHERONT-VAL	10	3	C	LUXEMBOURG	2	-1	C	YERRE	11	0	D
CHERONT-VAL	10	3	C								
A	B	C	D	N	O	P	T				
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	neige	orage	pluie	tempête	neige			

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

DANIEL SCHNEIDERMAN

Mers du Sud

Plus qu'un feuilleton, c'est une carte postale où il ne se passe rien, où les néons de la « cafétéria » brillent pour l'éternité, ni au verso (vacances merveilleuses, pensées bien à toi), « Hélène et les garçons » sont immobiles comme une plage, comme un village oublié, une salle d'attente, comme les mers du Sud, justement. Peut-être, en fin de compte, comme l'adolescence elle-même, cette longue salle d'attente, ils sont rigoureusement impénétrables aux plus de vingt ans, ce qui n'a aucune importance tant qu'ils offrent aux adolescents la perspective d'un paradis artificiel, après tout, plus inoffensif que d'autres.

Plus qu'un feuilleton, c'est une carte postale où il ne se passe rien, où les néons de la « cafétéria » brillent pour l'éternité, ni au verso (vacances merveilleuses, pensées bien à toi), « Hélène et les garçons » sont immobiles comme une plage, comme un village oublié, une salle d'attente, comme les mers du Sud, justement. Peut-être, en fin de compte, comme l'adolescence elle-même, cette longue salle d'attente, ils sont rigoureusement impénétrables aux plus de vingt ans, ce qui n'a aucune importance tant qu'ils offrent aux adolescents la perspective d'un paradis artificiel, après tout, plus inoffensif que d'autres.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 9 février

TF 1		CANAL PLUS		23.25	
20.45	Cinéma : Running Man. ■ Film américain de Paul Michael Glaser (1987).	20.35	Cinéma : Le Silence des agneaux. ■■ Film américain de Jonathan Demme (1991).	0.20	Informations : Six minutes première heure.
22.30	Magazine : Divertissement la nuit.	22.25	Flash d'informations.	0.30	Musique : Flashback.
0.25	Magazine : Le Club de l'anjou. Invités : René Ghilain, PDG de Guyomarch; Jean-Jacques Pette, PDG du Comptoir des entrepreneurs; Bruno G. Cottard, directeur général d'Elzaboth Arden; Brigitte de Gesines et Jean-Marc Sylvestre, auteur du Guide SVP de l'Europe.	22.35	Cinéma : Alice. ■■ Film américain de Woody Allen (1990) (v.o.).	FRANCE-CULTURE	
FRANCE 2		0.15	Le Journal du hard. Présenté par Philippe Vandet.	20.30	Archipel science. Quelques nouveautés en cosmologie. Avec Alain Blanchard.
20.45	Cinéma : De la part des copains. □ Film franco-italien de Terence Young (1970).	0.20	Cinéma : Fantômes nocturnes. Film américain, classé X, d'Andrew Blake (1990).	21.30	La Restauration de l'économie américaine. Par Thierry Gacoin.
22.23	Spot multipoints.	ARTE		22.40	Les Nuits magnétiques. Elle avait pu s'appeler Angela : 68 en héritage et en partage (I).
22.25	Magazine : Bas les masques. Je te tiens, tu me tiens par l'argent. Reportages : Thierry, de Catherine Espinasse et Jérôme Caza; L'argent de la ferme, de Sylvie Steinbach et Vincent Ligier; L'argent entre nous, de Carole Wheatcroft.	20.40	► Soirée thématique : Le Désert des Touaregs.	0.05	Du jour au lendemain. Avec Jean-Jacques Yvrot (les Poisons de l'esprit).
23.30	Journal des courses, Journal et	20.41	Documentaire : Issaleni, chronique touareg. De Jean-Louis Lamande et Annie Chevalier (1 ^{re} partie).	0.50	Musique : Coda.
23.55	Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field.	21.40	Documentaire : Mali, la révolte bleue. De Robert Minangoy.	FRANCE-MUSIQUE	
FRANCE 3		22.00	Débat. Entretien avec Alpha Oumar Konaré, président de la République du Mali; Ahmed Baba, médiateur, et des représentants touaregs.	20.30	Concert (donné le 26 mai 1992 au Théâtre des Champs-Élysées) : L'Opéra de quant sous, Des Berliner Requiem, Vom Tod im Wald, Concerto pour violon et orchestre d'instruments à vent, de Weill, par La Chapelle Royale, l'Ensemble Musique oblique, dir. Philippe Herreweghe; Elisabeth Glab, violon, Peter Kooy, basse.
20.45	Feuilleton : Emille, la passion d'une vie. De Jean Baudouin (11 ^e épisode).	22.15	Cinéma : L'Atlantide. ■■ Film franco-allemand de Georg Wilhelm Pabst (1932).	22.00	Les Voix de la nuit. Par Henri Gonsiebs. Œuvres de Verdi, Fauré, Duparc, Reyer.
21.35	Magazine : Planète chaude. De Dalas... à Dallas, de Claude Mey (2 ^e partie).	23.45	Documentaire : Issaleni, chronique touareg (2 ^e partie, 58 min).	23.09	Ainsi la nuit. Quatuor à cordes n° 18 en mi bémol majeur K 428, de Mozart; Après une lecture du Dante, de Liszt; Quatuor pour piano et cordes en la mineur op. 1, de Suk.
22.30	Journal et Météo.	M 6		0.33	L'Heure bleue.
22.55	Téléfilm : La Femme des autres.	20.45	Téléfilm : L'écrit, sur les traces du passé.		
0.20	Continental.	22.30	Série : Amicalement vôtre.		
	L'Eurojournal : l'info en v.o.				

Mercredi 10 février

TF 1		CANAL PLUS		22.05	
15.20	Club Dorothée.	15.35	Football américain. Finale du championnat de super bowl : Bills de Buffalo - Dallas Cowboys (rediff.).	23.00	Documentaire : Luciano Berio. D'Olivier Mille.
17.25	Série : Premiers baisers.	18.00	Canaille peluche.Doug.	23.55	Magazine : Mégamix (rediff.).
17.55	Série : Hélène et les garçons.	En clair jusqu'à 21.00		M 6	
18.25	Jeu : Une famille en or.	18.30	Ca cartoon.	15.15	Série : L'Exilé.
18.55	Magazine : Coucou, c'est nous!	18.50	La Top.	16.10	Musique : Flashback.
19.45	Diversitément : Le Bébête Show (et à 20.40).	19.15	Magazine : BVP. Barfille vérifie la pub.	16.35	Magazine : Noubis. Pascal Obispo et Zaz, Laurent Voutzy, Les Individes.
19.50	Tirage du Loto (et à 20.40).	19.20	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Rigot et Antoine de Caunes. Une Lamp.	17.00	Variétés : Multitop.
20.00	Journal et Météo.	20.30	Le Journal du cinéma. Spécial Dustin Hoffman.	17.30	Série : L'Étalon noir.
20.50	Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Hommage à Charlie Chaplin.	21.00	Cinéma : Extremities. ■ Film américain de Robert M. Young (1986).	18.00	Série : Equalizer.
22.45	Magazine : A la Une. Présenté par Catherine Nay et Benoît Duquesne. Monsieur Tati : Confessions d'un curé corse; Cadeau supérieur, dynamique, expérience au chômage; Myriam, les hauts et les bas.	22.25	Magazine : Jour de foot.	19.00	Série : Les Rues de San-Francisco.
23.55	Sport : Football. Championnat de France.	22.55	Flash d'informations.	19.54	Six minutes d'informations. Météo.
FRANCE 2		23.00	Cinéma : Horror Kid. ■ Film américain de Fritz Karsch (1983).	20.00	Documentaire : Sango nini? Qui de neuf? D'Anne Deligne et Daniel de Valck.
18.05	Jeu : Des chiffres et des lettres.	0.30	Cinéma : Le Pas suspendu de la cigogne. ■■ Film franco-italo-suisse de Theo Angelopoulos (1991) (v.o.).	20.35	Magazine : École 6 (et à 0.55).
18.30	Feuilleton Beaumanoir.	ARTE		20.45	Téléfilm : Deux filles de choc. D'Helmut Christian Goltz.
17.00	Magazine : Giga.	Sur le câble jusqu'à 19.00		22.35	Téléfilm : La Cinquième Victime. D'Ivan Nagy.
18.50	Jeu : Score à battre.	17.00	Magazine : Mégamix (rediff.).	FRANCE-CULTURE	
19.20	Jeu : Qui le meilleur gagne plus.	17.55	Chronique : Les Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor (rediff.).	20.30	Tire ta langue. L'alexandrin en scène, ou l'acteur aux prises avec le théâtre en vers.
20.00	Journal, Journal des courses et Météo.	18.00	Documentaire : Histoire parallèle (rediff.).	21.28	Poésie sur parole.
20.50	► Téléfilm : Monsieur Ripois. De Luc Béraud.	19.00	Magazine : Rencontre. Knefer Bellerich/Richard Borhinger.	21.32	Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
22.35	Première ligne. L'Amour à tous les âges, documentaire de Jean-Louis Sapin.	19.30	Documentaire : Arctic Tragedy. De Leland B.	22.00	Communauté des radios publiques de langue française. Émissions, par Anne-Marie Le Fare.
23.30	Journal et Météo.	20.30	8 1/2 Journal.	22.40	Les Nuits magnétiques. Elle avait pu s'appeler Angela : 68 en héritage et en partage (2).
23.45	Sport : Basket-ball. Pau-Real de Madrid.	20.40	Documentaire : L'Orchestre fédéral de la jeunesse. De Joachim Dornhardt.	0.05	Du jour au lendemain.
FRANCE 3		21.40	Musique : Amériques. D'Edgar Varèse.	0.50	Musique : Coda.
15.35	Série : La Croisière s'amuse.			FRANCE-MUSIQUE	
16.25	Big Bang.			20.30	Concert (donné le 3 avril 1991 à Utrecht) : Chute en automne de Xu Yi de Guo; Poème lyrique 2, de Chen; Phonisme, de Hu; Sha huo, de Guo, par le Nouvel Ensemble.
17.25	Magazine : Fractales. Présenté par Patricia Sabourau et Frédéric Courant. Dossier : voit-on ce qu'on regarde?			22.00	Concert (donné le 3 avril 1991 à Utrecht) : Chute en automne de Xu Yi de Guo; Poème lyrique 2, de Chen; Phonisme, de Hu; Sha huo, de Guo, par le Nouvel Ensemble.
17.55	Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez. Spécial vidéo.			23.09	Ainsi la nuit. Quatuor à cordes en ré majeur, de Franck; Largo pour violon, clarinette et piano, de Ives; Histoires naturelles, de Ravel.
18.25	Jeu : Questions pour un champion.			0.33	L'Heure bleue.
18.55	Un livre, un jour. La Comédie-Française, de Patrick Devaux.				
19.00	Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.				
20.05	Jeu : Hugobélère (et à 20.40).				
20.15	Diversitément : La Classe.				
20.45	Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Sarajevo.				

Le Monde

INITIATIVES

Bons et mauvais plans sociaux

Ce phénomène s'amplifie et donne l'impression de s'inscrire dans un mouvement de destruction sans fin des emplois

L'ACTUALITÉ ne permet pas de l'oublier. L'heure est aux plans sociaux à répétition et aux suppressions d'emplois. Quand ce n'est pas aux transferts d'activité... Ces derniers harpillent, provoquent enfin des réactions que les autres réductions d'effectifs, admises dans le paysage courant, au nom de la compétitivité, ne suscitaient plus. Quoi ? Non seulement l'emploi s'évade vers le Sud-Est asiatique pour cause de délocalisation forcée, ainsi que le textile nous y a habitués, mais voilà qu'il peut aussi s'échapper en direction de concurrents directs, et occidentaux de surcroît, soupçonnés de pratiquer le « dumping social » ou, au mieux, le simple rapatriement industriel ? Hoover, Grundig et Sopalin, en à peine une semaine, ont achevé de tuer des illusions. Peut-être de façon salutaire, comme le sont les prises de conscience brutales.

Pourtant, cela faisait des lustres que certains criaient au loup, et donnaient l'impression de ne pas être entendus. Des Cassandra, des niseaux de mauvais augure, sûrement, s'ils ne nourrissaient pas de vaines intentions électorales pour s'opposer à ceux qui assurent que, demain, on raserait gratis. Par exemple, se souciaient-ils d'entendre vraiment ce que ne cessait de répéter M^{me} Martine Aubry, certes ministre du travail, et par là même jugée partisane, qui considérait que les entreprises françaises licencieaient « trop, trop vite, trop fort » ? Estimait-on réellement qu'elle parlait juste quand elle affirmait que les licenciements, en France, coûtaient de 350 à 400 milliards par an, entre les dépenses des employeurs et ceux des pouvoirs publics, et que cela ne pouvait durer ?

Les faits sont têtus. Il reste que le chômage continue d'augmenter dangereusement, au point que rien ne paraît en mesure de bloquer cette spirale infernale. Multiples, parfaitement mécaniques, et pour tout dire diaboliquement objectives, les raisons des licenciements à la chaîne s'encastrent les unes aux autres de façon irrésistible, impitoyablement (« le Monde Économique » du 19 janvier). Rendue inéluctable par les logiques en cours, la descente aux enfers se poursuit, dont nul ne saurait prévoir la fin. Des directeurs des relations humaines, parmi les plus lucides et les plus compétents, ceux de Thomson SA et de Alcatel-CIT, pour ne citer qu'eux, parlent sans ciller de plans sociaux de réductions d'effectifs devenus « permanents », comme indis-

sonnables de la performance économique de leurs entreprises. Les mêmes, nu d'autres, à l'unisson, déplorent que l'opinion apprécie négativement ce qu'ils considèrent, en techniciens, comme des actes de saine gestion. Un divorce entre l'économie et la société se dessine.

Aujourd'hui, plus que jamais, le mal est cependant là. Henri Vacquin, un consultant qui a fait profession d'être provocateur, annonce des grèves « de la peur ». Stressés, obnubilés par le risque de la perte de l'emploi, les salariés se raidissent, adaptent des positions quelquefois

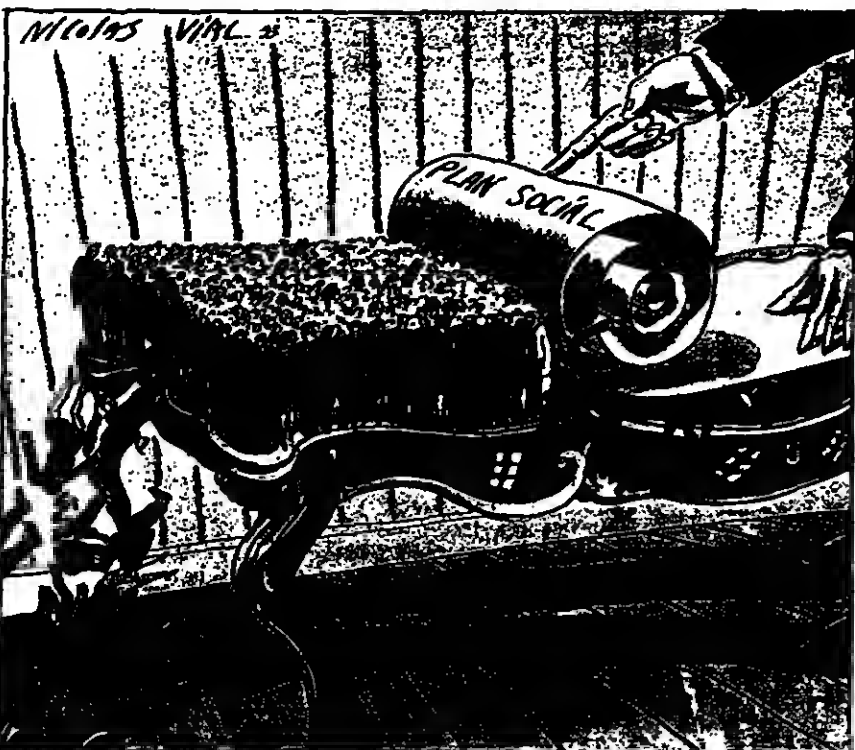
mutantes de société. Laquelle ne pourra qu'être entretenue par les exigences de la compétitivité, poussée à son comble. La performance des entreprises, globalement, passe par une suppression des emplois, qui, à son tour, engendre une perte de confiance. Et ainsi de suite. Bon observateur, puisqu'il voit « passer » les plans sociaux des plus grosses sociétés françaises, Dominique Balmay, délégué à l'emploi, confirme invariablement. Il constate que, depuis une dizaine d'années, la recherche de la qualité - le zéro défaut - s'est déplacée des ouvriers ou de la production aux employés ou à la sphère administrative, englobant ainsi les cadres dans la tourmente. La tendance, dit-il, est inéluctable.

Malgré cela, et si elles se sont améliorées avec le temps, les techniques d'accompagnement demeurent insuffisantes. Dans une récente enquête (« le Monde Initiatives » du 13 janvier), l'Association nationale des dirigeants et chefs de personnel ANDCP démontre que 25 % des licenciements étaient « transactionnels », entendez que le montant du chèque déterminait le départ. Au vu des statistiques, la prétraite reste la solution rêvée, tant pour les chefs d'entreprise que pour les salariés et les syndicats.

Devenu impératif depuis sa publication au Journal officiel du 30 janvier, l'amendement qui prévoit que tout plan social devra désormais comprendre des mesures « tendant au reclassement » ne devrait pas changer grand-chose, et ne donnera surtout pas davantage de pouvoirs aux inspecteurs du travail, dont certains respectent encore l'autorisation administrative de licenciement. Georges Granger, ancien dirigeant de la métallurgie CFDT, devenu patron du cabinet Mobilité et développement (M et D), se plaint d'ailleurs de devoir souvent négocier les opérations de reclassement avec... le service des achats des entreprises licenciées. Tout un symbole.

A ce compte-là, bon ou mauvais, le plan social ne fait que s'inscrire dans un mouvement, celui de la destruction sans fin des emplois. Et c'est cela qui importe, au fond, quand tout le monde se met à douter de la finalité des opérations en cours... Directeur des affaires sociales du groupe BSN, Gabriel Bergougnoux en vient à regretter la disparition de l'autorisation administrative de licenciement, qui empêchait, rappelle-t-il, « de faire n'importe quoi » !

Alain Lebaube



■ Encore une loi

Une innovation, la notification du refus par Francine Alzicovici

■ Un tabou et une drogue

La séparation n'est plus un traumatisme

■ L'ANPE et l'PAPEC en première ligne

Le parcours de la facilité par Liliane Delwaese

page 32

■ La marée montante des préretraites

Y aurait-il une panacée sociale ? par Marie-Claude Berbedor

■ Les attrait de la mobilité

Vaincre la résistance du changement par Marie-Béatrice Baudet

■ Miroir aux alouettes

L'argent ne fait pas toujours le bonheur par Jean Menanteau

■ L'épreuve du stress

La banalisation du licenciement nourrit l'insécurité par Catherine Leroy

page 33

MANAGEMENT

□ Gérer l'incertitude

TECHNOLOGIE

□ Le retour du télétravail

page 34

TRIBUNE

□ Des priorités pour l'emploi par Rémy Robinet-Duffo

STATISTIQUES

□ La formation chiffrée en 1991

page 35



IUA
SAN FRANCISCO

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.B.S.P.

220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

■ Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :

Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises.

■ Programme américain de 12 mois

à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :

17-25 rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40 70 11 71

Communiqué par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : AMBA HONG KONG

IUA
SAN FRANCISCO

Encore une loi

Pas de protection pour les salariés des entreprises de moins de 50 personnes

La nouvelle loi relative aux plans sociaux marque-t-elle le retour de l'autorisation administrative de licenciement ? Non, affirment les inspecteurs du travail, qui pourront, par ce dispositif, non pas refuser les licenciements, mais « notifier » à un employeur que « la procédure de licenciement [est] nulle et de nul effet » tant qu'un plan social « visant au reclassement des salariés » ne prévoit pas des mesures « autres » que les conventions de conversion. La circulaire d'application diffusée aux directions départementales du travail précise en outre que les préretraites et les aides financières au départ ne suffisent pas non plus.

Ce nouveau texte suscite beaucoup de commentaires parmi les inspecteurs du travail, qui le jugent « très vague ». « Il s'agit seulement de viser au reclassement des salariés », souligne l'un d'eux dans le sud de la France, « donc sans obligation de résultat. C'est la porte ouverte aux mesures gadget et aux libellés bidon. On se retrouvera alors avec un peu plus d'hypocrisie ». La circulaire explique, certes, que les mesures de reclassement doivent être « clairement adaptées à l'objectif » et présenter une « constance réelle ». Mais sur le terrain ce sera sans doute plus difficile à vérifier.

La balle aux syndicats

Par ailleurs, estime un inspecteur en région parisienne, cette loi « n'apporte rien de nouveau. L'accord interprofessionnel de 1986 énumérait déjà une série de mesures devant s'intégrer aux plans sociaux ».

Quant au pouvoir de l'inspection du travail de suggérer à l'employeur des solutions pour améliorer son plan, qui figure dans la circulaire, il était déjà inscrit dans la loi du 2 août 1989 sur la prévention des licenciements économiques. Le nouveau dispositif se limite donc à rappeler certains principes. « Notre expérience nous prouve que, lorsque les entreprises sont motivées, indique un inspecteur, elles font des plans sociaux très bons. Quand elles ne le sont pas, même si elles suivent nos propositions, les mesures sont bidon. » La seule réelle nouveauté se résume à la possibilité qu'a désormais l'inspecteur du travail de « notifier » à l'employeur que la

procédure est nulle si le plan social n'est pas consistant ou bien s'il n'a pas fait l'objet d'une consultation des représentants du personnel. Mais l'entreprise peut ne pas tenir compte de cet avis. Dans ce cas, seul le tribunal de grande instance pourra prononcer l'annulation de la procédure et ordonner qu'elle soit reprise entièrement. A condition, toutefois, que le juge ait été saisi 600 pas par l'inspection du travail mais par le CE - s'il existe - ou les syndicats, qu'ils soient présents ou pas dans l'entreprise. Or les problèmes se posent surtout dans les PME, où, justement, il y a souvent absence de représentation syndicale. Si le tribunal n'est pas saisi, ou si malgré son ordonnance l'employeur persiste, le seul risque qu'encourt ce dernier est de voir les salariés, une fois licenciés, réclamer devant le conseil des prud'hommes des dommages-intérêts selon le préjudice subi. Mais ils ne seront pas réintégrés et ne bénéficieront pas de mesures de reclassement pour autant.

Un parcours judiciaire dans lequel les salariés risquent de se perdre. « Quand les employeurs auront sérieusement examiné la loi et repéré toutes ses failles, ils n'auront plus peur », analyse un inspecteur. Reste à parier sur leur bon vouloir ou sur un effet psychologique quand « on poussera un coup de gueule, en mettant en avant notre autorité ». « Si on voulait réellement éviter le gâchis social, ajoute un contrôleur, on aurait prévu des sanctions administratives - qui s'appliquent sur le champ - ou pénales. » Ou bien « subordonner les aides publiques, quelles qu'elles soient, à l'existence d'un plan social correct, proposé ou autre, selon le principe du donnant-donnant, comme pour les préretraites FNE. Cela aurait été incitatif ».

Enfin, les inspecteurs déplorent que le texte ne s'applique qu'aux entreprises de plus de cinquante salariés qui licencient plus de dix personnes sur treize jours. Déjà, disent-ils, les licenciements par groupes de ouf salariés, qui ne nécessitent pas de plan social, se multiplient. « Cela va empirer, prévoit un contrôleur, qui reconnaît un seul aspect positif dans cette loi : « C'est une balle envoyée aux syndicats pour qu'ils pèsent sur les plans sociaux. Des employeurs acceptent sans doute d'ajouter un petit plus pour éviter des conflits. »

Francine Alzicovici

Un tabou et une drogue

Le licenciement devenu banal, les mesures d'âge se sont imposées comme le remède miracle

Il doit bien être le seul de son espèce ! Gabriel Bergougnoux, directeur des affaires sociales pour le groupe BSN, regrette la disparition de l'autorisation administrative de licenciement. Sans trop se faire applaudir, il l'a redit lors de la cérémonie du centenaire de l'inspection du travail, le 19 janvier, car, a-t-il prétendu, l'existence d'un garde-fou empêche « certains de faire n'importe quoi ».

Daos le même esprit, et au contraire de nombre de chefs d'entreprise, il proclame que l'amendement voté en décembre, et qui oblige les employeurs à prévoir des « mesures tendant au reclassement » lors de la présentation d'un plan social, « ne change rien ».

A la tête des ressources humaines dans une grande société qui s'est depuis longtemps distinguée par le caractère innovant de sa politique sociale, Gabriel Bergougnoux a, jusqu'à présent, évité de pratiquer les réductions d'effectifs sauvages et sans accompagnement. Sa pratique ne correspond en rien à celle de Hoover, à la recherche du « dumping social », et qui le trouve co Ecossais, et à celle de ces cinq ou six entreprises qui, chaque année, aux dires de Dominique Balmay, le délégué à l'emploi, viennent chercher l'aide des pouvoirs publics pour supprimer des emplois, et qui pourtant, sans doute honteuses, « proscrivent le licenciement de leur vocabulaire ».

IBM France, en 1992, qui avait établi le dogme de l'emploi à vie comme sa maison mère américaine, était par exemple incapable de prononcer le mot, synonyme d'infamie. Mais depuis l'adoption de l'amendement déposé par le député socialiste de l'Essonne Thierry Maodon, qui

assimile à des licenciements les procédures massives de départs volontaires, moyennant finances, « Big Blue » est rentrée sans le rang et se conforme à la législation pour son plan 1993. Il n'en va toujours pas de même pour celles des banques qui se restructurent et qui invoquent l'effet négatif sur leur clientèle pour se soustraire à l'annonce de la réalité.

La fin d'un symbole

Dans le cas général, les entreprises françaises se sont progressivement accoutumées à la nécessité de licencier - de réduire leur masse salariale - au cours des dernières années. Si elles le font « la mort dans l'âme », pour la plupart d'entre elles, assure Dominique Balmay, et si elles ont perfectionné leurs techniques, elles ne vivent plus, aujourd'hui, la séparation d'avec une partie de leur personnel comme un traumatisme.

Certaines, parmi les plus performantes, ont même fait un acte naturel de gestion, une opération « saine », en quelque sorte. Thomson SA et Alcatel CIT, pour ne prendre que ces références, ont ainsi fait le revendeur de leurs directeurs des relations humaines respectifs, Paul Calendra et Guy Métais, vont jusqu'à déclarer qu'ils sont entrés dans l'ère des « plans sociaux permanents », au nom de la quête perpétuelle de la compétitivité.

Avec le recul, les temps ont bien changé. Il y a encore deux décennies, la suppression d'emplois était vécue par les employeurs comme une honte, voire un déshonneur, auquel les circonstances condamnassent.

C'était l'ultime recours, le dernier des moyens quand il n'y avait plus d'autre solution pour sauver l'entreprise. Depuis, la crise, la récession, les impératifs liés aux nécessaires restructurations et, plus récemment, les ardues obligations nées de la concurrence internationale se sont chargés de modifier les comportements et surtout les mentalités. Quand on en arrive, comme en 1992, à un total de 450 000 licenciements économiques dans l'année, il faut bien admettre que les freins psychologiques, autant que pratiques, ont complètement disparu.

De ce point de vue, la suppression de l'autorisation administrative de licenciement en 1986, pour aussi symbolique qu'elle soit, ne faisait qu'entériner un état de fait. Faut-il rappeler que, dans 97 % des cas, l'inspection du travail accordait les licenciements et qu'il n'y avait donc pas d'entrave réelle ? Bien au contraire, et selon un effet pervers inattendu, on peut aussi considérer que le feu vert délivré par les pouvoirs publics légitimait des réductions d'effectifs que l'employeur engageait avec sa bénédiction.

Solutions indolores

Quoi qu'il en soit, et toute l'histoire récente le démontre, un vieux tabou a pu ainsi être dépassé. Il semble bien maintenant que, les réserves d'antan oubliées, les dirigeants d'entreprise aient pris l'habitude d'avoir recours à la variable de l'ajustement par l'emploi dès la moindre alerte ou à l'apparition de la plus petite des contraintes. Une certaine banalisation est intervenue.

Mais il faut ajouter que cette mutation dans les mœurs patronales n'aurait pas été aussi facile à opérer si, parallèlement, il n'avait pu être fait appel, par ailleurs, à des facilités sociales qui ont eu un effet anesthésiant sur l'attitude des salariés et de leurs syndicats.

L'existence de divers dispositifs de soutien, le plus souvent mis en place par les gouvernements successifs, a rendu plus indolore une opération qui, à l'origine, provoquait la réprobation, y compris de l'opinion. Avec les préretraites dont il a été fait un usage abusif, principalement à partir de 1982, d'abord avec les contrats de solidarité, puis avec le FNE et l'UNEDIC, on assiste à une accoutumance comparable à celle que déclencherait une drogue.

Dès qu'un plan social est annoncé, les plus âgés des salariés mais aussi leurs collègues plus jeunes réclament ce que l'homme hypocritement des « mesures d'âge » pour atténuer l'effet des licenciements. Cela devient la solution commode, presque un acquis social.

On a vu, avec les sidérurgistes, les travailleurs de la construction navale, sans parler des dockers plus récemment, jusqu'où pouvaient entraîner de telles surenchères qui, à leur tour, en suscitent d'autres, plus démagogiques, le remède exonérant chacun de ses responsabilités.

Il s'empêche : tous ces facteurs, mêlés, expliquent que, socialement et économiquement, la multiplication des plans sociaux ait, jusqu'à présent, laissé l'opinion indifférente, ou presque. Rares sont ceux qui, comme Gabriel Bergougnoux, s'inquiètent de cette dérive.

A. L.

L'ANPE et l'APEC en première ligne

Dans un environnement propice au chômage, certains traitements laissent toutefois rêveur

« Si les licenciements économiques sont décidés, pour reprendre les expressions de Martine Aubry, trop vite, trop tôt et sont trop nombreux, nous ne pouvons que constater néanmoins que le traitement du mal s'améliore. La qualité des plans sociaux est en nette progression. Les entreprises s'impliquent de plus en plus dans le reclassement des salariés et se sentent des responsabilités. » Ce jugement plutôt positif de Dominique Balmay, délégué à l'emploi, est d'autant plus intéressant qu'il émane d'un observatoire privilégié.

C'est avec la délégation à l'emploi que, en amont du licenciement, les entreprises viennent négocier, si l'on peut dire, avec les pouvoirs publics, les plans sociaux et leur donner une légitimité qu'ils sentent ou redoutent avoir perdue, depuis la suppression, en 1986, de l'autorisation administrative de licenciement. Huit chargés de mission, un par secteur professionnel, reçoivent les entreprises et s'efforcent avec elles de trouver de réelles solutions aux problèmes de l'emploi.

Un caillou dans l'eau

Seules celles qui ont une dimension nationale sont concernées. Avec les sociétés du secteur public, les contacts sont réguliers et étroits, mais dans certains domaines sensibles, comme l'automobile ou l'informatique, le dialogue avec les pouvoirs publics s'établit aussi très en amont, dès que les perspectives d'un licenciement économique se font sentir.

La cause essentielle des plans sociaux est la rationalisation des sites industriels : Concentration et fermeture sont l'occasion d'un gain de productivité. La gestion prévisionnelle de l'emploi, encore

trop peu répandue, selon le ministère, permet, grâce à l'anticipation sur plusieurs années, de réajuster les salariés peu à peu avec le moins de dégâts possible. Dominique Balmay cite, volontiers, en exemple le cas d'Alcatel.

Sur trois sites, un seul sera conservé. Le reclassement par petits groupes de cent cinquante ou deux cents salariés dans un bassin d'emploi aussi éprouvé que Cherbourg se fait en douceur, plus facilement que si cinq mille salariés arrivaient tout à coup sur le marché.

Autre motif parfois invoqué : la restructuration de la ressource humaine, soit pour améliorer la pyramide des âges, soit pour élever la qualification.

La délégation à l'emploi reconnaît cependant que dans les PME les choses se passent moins bien. L'interlocuteur n'est plus Martine Aubry, on le sait, mais Dominique Balmay, mais plus modestement les directions départementales du travail. La dépendance au milieu local est plus forte ; les directeurs des ressources humaines sont souvent mal informés des techniques de licenciement et les directeurs départementaux jouent pratiquement à leur égard un rôle de formateurs.

L'évolution la plus frappante des plans sociaux est cependant celle qui touche aux changements culturels : à la fin des années 70, ils atteignaient le noyau central, les effectifs de la production. Comme si on avait jeté un caillou dans l'eau, le cercle ne cesse de s'élargir à présent. Depuis les années 80, l'administration des entreprises est touchée et les cadres sont atteints ; maintenant, on en arrive au siège et à la direction.

Pour Chantal Cumunel, présidente de l'Agence nationale pour l'emploi des cadres (APEC), certains plans sociaux laissent rêveur. Elle redoute un effet de mimétisme. « Il est, dit-elle, cer-

tains taux de licenciements qui obligent à se poser la question : est-ce bien nécessaire ? Est-ce bien calibré ? Les entreprises ne profitent-elles pas tout simplement d'un environnement propice au chômage ? »

De simples propositions

Elle range les causes de licenciements économiques en trois catégories : les réductions d'effectifs, comme ce qui se passe à la Société générale, les réductions de postes pour atteindre des gains de productivité (c'est la politique de Peugeot) et, enfin, le désir de certains directeurs de ressources humaines de renouveler la qualification. Cette dernière motivation aboutit à licencier les salariés peu ou mal formés et à en embaucher d'autres : un phénomène souvent mal vécu dans les sites eux-mêmes par les salariés qui restent dans l'entreprise.

L'APEC voit frapper à sa porte un nombre croissant de gens. L'explosion des candidatures jointe à la chute des offres lui donne une vision un peu pessimiste de l'entreprise. « Peu d'entre elles se sentent une véritable responsabilité sociale. Trop nombreuses sont les cyniques. Elles se disent : pourquoi se donner plus de mal que le voisin pour sauver l'emploi ? »

Pour Chantal Cumunel, il existe une différence de taille entre une véritable politique de reclassement et de simples propositions. Deux firmes lui paraissent dignes d'être citées comme modèles : Soliac, une société sidérurgique de l'Est, et Boissard, un laboratoire lyonnais de produits homéopathiques. Elles mettent en place de véritables parcours qui accompagnent les salariés licenciés.

L'ANPE, elle, ne porte aucun jugement sur les plans sociaux, et

pour cause. Elle ne voit arriver dans ses bureaux que ceux qui n'en bénéficient pas. Et elle ne les vit que par leur absence. Mais Jean-François Colin, le directeur général de l'ANPE déplore : « Nous inscrivons chaque mois depuis le début de l'année entre 45 000 et 50 000 victimes d'un licenciement économique. Autant de gens qui n'ont pas bénéficié des mesures de reclassement d'un plan social : pour nous, ceux-ci brillent par leur insuffisance. » Les régions où la situation s'est aggravée au cours de l'année 1992 sont la Bourgogne (+ 10 %), l'Alsace et Rhône-Alpes (+ 14,5 % demandeurs d'emploi). Les secteurs noirs sont les services (+ 31 %) et le commerce (+ 15 %). Sur le plan qualitatif, Jean-François Colin affirme que, parmi les chômeurs de longue durée, la proportion de licenciés économiques est particulièrement inquiétante.

« Ce sont les plus basses qualifications, les salariés les plus mal-aisés à reclasser. L'entreprise n'a pas fait pour eux beaucoup d'efforts de formation, certains ne savent ni lire ni écrire. In fine, c'est nous qui menons la politique de reclassement avec le mal et les difficultés que l'on sait. » Jean-François Colin dénonce encore le nombre trop important de postes tayloriens et une production souvent complètement déqualifiée. En tout état de cause, il s'élève contre la prime au départ volontaire. « Ceux qui acceptent ce système, nous les voyons deux fois. »

Il reconnaît qu'un projet de reclassement est coûteux et lourd à organiser. La compagnie maritime Sealink a fermé la ligne Dieppe-Newhaven ; les quatre cent cinquante salariés à reclasser ont coûté environ 70 millions de francs. « Quand l'entreprise refuse de s'en charger, c'est à nous de faire le travail et finalement, c'est la collectivité qui paie. »

Liliane Delwasse

Mastères et 3^e Cycles Spécialisés



- MS Techniques Quantitatives appliquées aux Métiers du Marketing
 - option Biens de Grande Consommation
 - option Marketing Pharmaceutique
- MS Logistique et Transports Internationaux
- 3^e Cycle Management des Opérations Internationales
- 3^e Cycle Management Stratégique des Industries Agricoles et Alimentaires en collaboration avec l'Ecole de Spécialisation de la Coopération Agricole

La différence appréciée par les entreprises

Des enseignements de haut niveau d'une année, accessibles aux étudiants titulaires d'un diplôme Bac + 4/5. Sélection sur dossier, tests et entretien de motivation. Dossier de candidature et renseignements :

Ecole Supérieure de Commerce de Rouen

Direction des Programmes Spécialisés
B.P. 188 - 76136 MONT-SAINT-AIGNAN CEDEX
TEL. : (33) 32 82 74 14 - Fax : (33) 35 76 06 62

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE ROUEN

محمد بن النحل

INITIATIVES

DOSSIER • Bons et mauvais plans sociaux

La marée montante des préretraites

Une méthode plus facile et plus onéreuse que celle du reclassement

Miroir aux alouettes

La pratique du « chèque départ » touche tous les secteurs

« FERMETURES d'entreprises et restructurations ont amené dans ce bureau bien des délégations : à chaque fois c'est pour réclamer d'une seule voix - représentants des salariés et de la direction confondus - un maximum de préretraites. S'il existe un sujet de consensus fort, c'est bien celui-ci ! Même la CGT qui, au niveau national, tient à leur sujet des propos très critiques a participé plus d'une fois à de telles démarches. » Conseiller technique au cabinet de Martine Aubry, Jean-Pierre Clamandieu avoue s'être senti parfois « un peu seul » face à une telle unanimité, pour freiner la machine qu'est devenu le système de préretraite : « Nous nous efforçons d'être le plus rigoureux possible dans ces négociations, c'est-à-dire d'obtenir que les entreprises fassent davantage d'efforts pour reclasser leurs salariés. Mais la situation actuelle multiplie les demandes. »

Tout le monde a en mémoire le conflit qui avait opposé Peugeot au ministère du travail voilà deux ans. Les discussions préalables à la signature d'une convention du FNE en vue du financement par l'Etat d'un certain nombre de préretraites avaient tourné court, la firme avait décidé d'y renoncer plutôt que de s'engager à faire les efforts de reclassement qu'on lui réclamait.

Elle s'était alors tournée vers une autre formule beaucoup moins exigeante : ce qu'on a pris l'habitude d'appeler la « préretraite UNEDIC », en réalité une assurance-chômage améliorée - avec dispense de recherche de travail - au bénéfice des chômeurs d'un peu plus de cinquante-six ans (l'âge précis a varié). Elle avait alors licencié ses salariés de cet âge et ceux-ci étaient allés s'inscrire individuellement à l'ANPE, obtenant un revenu de substitution équivalent à ce qu'ils auraient reçu du FNE. Le tour était joué. L'UNEDIC avait payé la note, Peugeot ayant pour seule obligation de lui verser l'équivalent de trois mois du salaire de ces salariés.

Sur ce point aussi l'Etat tente de freiner les dérives : depuis juillet dernier cette contribution a doublé, ce qui la rend plus dissuasive. Mais sur dix nouvelles préretraites en ce début de février 1993, un

peu plus de six sont à la charge des ASSEDIC. Au premier semestre 1992, sur quelque 90 000 personnes de 55 à 59 ans venant de perdre leur travail, 24 000 ont bénéficié de la « préretraite FNE », 32 000 de la « préretraite UNEDIC » et 34 000 ont dû se contenter de l'assurance-chômage ordinaire, dégressive et menant à une « aïa de droit ».

Une situation injuste

Cette situation est très injuste puisqu'elle assure aux uns une situation presque « confortable » tandis que les autres sont voués aux plus grandes difficultés. D'autre part, elle constitue une charge considérable pour la collectivité : selon les calculs du ministère un préretraité FNE coûte par quatre ans à peu près 350 000 francs. Et si l'on tient compte des bénéficiaires des accords spéciaux de la sidérurgie (partis à cinquante ans, ils « coûtent » environ un million

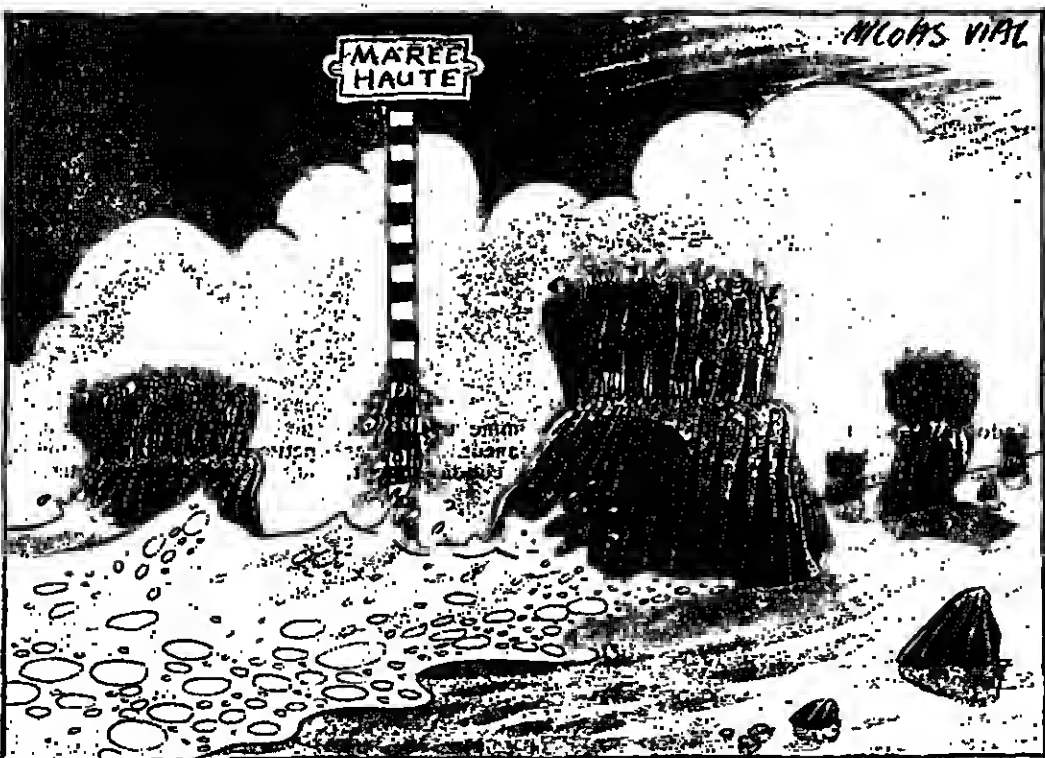
chacun et étaient encore 44 000 en 1991), c'est 16 milliards de francs que le budget du ministère du travail a consacrés en 1992 aux 160 000 personnes figurant dans les dispositifs qu'il finance. La même année le système de préretraite UNEDIC a coûté quelque 28 milliards de francs aux ASSEDIC.

« Né dans les charbonnages, élargi en 1972 aux chômeurs licenciés après soixante ans, notre système de préretraite porte la marque de la prospérité des trente glorieuses », souligne Jean-Marie Spaeth, secrétaire national CFDT et président de la Caisse d'assurance-vieillesse. Dans le contexte économique actuel il est devenu un nid de contradictions : le patronat agit comme s'il voulait généraliser l'arrêt du travail à cinquante-cinq ans (il reste moins de 60 % des salariés en activité entre cinquante-cinq et cinquante-neuf ans). Pourtant simultanément il prône le relèvement de l'âge de la retraite. D'autre part il reconnaît que les entreprises perdent beaucoup à se priver brusquement de tous leurs anciens ; même, pointe

Jean-Marie Spaeth, « il s'en sépare de plus en plus, ne serait-ce que pour maintenir un certain niveau de bénéfices ou investir davantage ».

Les salariés préretraités cette mesure à toutes les autres en cas de menace sur leur emploi. Il faut reconnaître que les préretraites ont permis depuis le début de la fermeture des Charbonnages à des millions de salariés « un départ dans la dignité avec un statut social correct et accepté ». C'est d'autant plus positif que les bénéficiaires ont longtemps été dans leur immense majorité des ouvriers qui avaient commencé très jeunes et ont connu des horaires de travail très lourds. Mais de plus en plus elle touche des salariés qui disposent encore d'un potentiel physique et intellectuel important. Il est grand temps de chercher des formules de réduction progressive d'activité plutôt que de les transformer en fardeau pour une collectivité qui ne réussira bientôt plus à assumer leur flux.

Marie-Claude Betheder



« A situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle ». C'est en ces termes que, le 26 juin 1986, Alain Madelin, alors ministre de l'Industrie, présentait un plan social qualifié de « sans précédent ».

Peuvent en bénéficier les 6 800 salariés des chantiers navals du groupe Normed. Sur les sites de Duakerque, la Ciotat, La Seyne, il leur est proposé en effet de choisir entre une prime individuelle de 200 000 francs - 240 000 francs pour un agent de maîtrise, 280 000 francs pour un cadre - ou un contrat de reconversion-forma-tion de deux ans.

On sait quel usage fut le plus souvent fait de ces sommes qui devaient permettre, selon Alain Madelin, « un nouveau départ dans la vie » : les concessionnaires automobiles se frottèrent les mains. De nouvelles enseignes de bistrot tiennent lieu de création d'entreprises.

« C'est l'Etat qui, à l'époque de ces grandes restructurations industrielles, fut l'instigateur du « chèque-valise », comme on l'appela trivialement. Aujourd'hui, les pouvoirs publics se montrent infiniment plus réservés quant aux « incitations financières au départ », comme on le dit plus élégamment. Incitations qui, pour les salariés âgés de moins de cinquante ans, touchent tous les secteurs, y compris les grands services. Qu'elles soient baptisées départ transactionnel, prime de départ ou indemnité, ces méthodes, qui peuvent être pratiquées dans le cadre d'un plan social ou être prises individuellement, selon un accord de gré à gré entre un employeur et un salarié, sont loin de recevoir l'aval du ministère du Travail. Il convient d'ailleurs de réserver aux primes aux départs volontaires si leur inscription dans le plan social traduit la volonté de l'entreprise de se décharger de tout effort pour favoriser des reclassements internes ou externes, ou a pour effet de rendre plus attractives pour les salariés les autres mesures de ce plan, notamment celles de reconversion », prévenait Martine Aubry dès le 30 octobre 1991 dans une note d'orientation adressée à ses directeurs départementaux, aux inspecteurs du travail ainsi qu'aux pré-

fets de région. A ses yeux, il est clair que ces primes « constituent un leurre » pour les salariés concernés qui sous-estiment généralement leurs difficultés à retrouver un emploi.

En sous-main

C'est exactement la réflexion que se font les partenaires sociaux. « J'ai récemment reçu la visite de trois de nos adhérents cadres en fin de droit et en pleine détresse. Ils avaient accepté un chèque. En deux ans, l'argent avait été dépensé, raconte Pierre Gendreau, responsable du secteur de la banque à la Fédération FO des employés et cadres. Si l'argent est accepté en dehors d'un plan social négocié, sans réel projet professionnel valide, en sous-main comme cela se pratique dans la banque depuis quatre ou cinq ans, les sommes, qui varient de 150 000 à 400 000 francs dans le meilleur des cas, peuvent être parfaitement illusoire. Elles le sont d'autant plus que les candidats au départ n'ont rigoureusement aucune chance de retrouver du travail dans d'autres établissements bancaires. »

Les banques, qui aujourd'hui veulent restructurer la pyramide des âges - la Société générale ne fait pas mystère de sa volonté de diminuer les effectifs au rythme de 2,5 % l'an - « ciblent » pour ce faire une population âgée de trente-cinq à cinquante ans. L'arrivée d'une grosse somme est bien tentatrice. D'autant que, selon Pierre Gendreau, le phénomène actuel d'endettement des ménages, ou encore le simple désir de « souffler et de s'accorder un temps de répit », pousse à l'acceptation. Refuser requiert une grande force d'âme. Cela d'autant plus que la somme n'est pas impossible.

Pour l'heure, il n'y a pas d'obligation de consulter les partenaires sociaux sur le dispositif du plan social, il est impossible de quantifier l'étendue de la pratique. Les départs contre l'argent ne font l'objet d'aucune comptabilité globale. Et seul le chef d'entreprise peut savoir comment se décomposent les départs.

Jean Menanteau

Les attrait de la mobilité

Un élément important de négociation et un coût inférieur à l'outplacement

JUSQU'A aujourd'hui, le mot « mobilité » avait pâle réputation, celle d'une tarte à la crème : souvent évoquée mais peu réalisée dans les faits. Désormais il faudra se montrer un peu plus nuancé. Certains signes prouvent en effet un changement d'attitude de la part des entreprises. « Depuis un an environ, remarque Eric Lhomme, consultant chez Algor Management, je réalise des missions qui sont en amont du plan social et qui visent à établir un état des lieux, des compétences dans l'entreprise, afin d'aider au redéploiement des effectifs. Cela n'arrivait jamais auparavant. »

Geneviève Le Calennec, présidente du cabinet Eos Conseil, reconnaît elle aussi que « les grands groupes font désormais plus d'efforts dans l'élaboration de leurs plans sociaux et que la mobilité devient pour eux une des alternatives aux licenciements. Les PME sont, évidemment, beaucoup plus démunies ». Cet attrait nouveau tient d'abord à une raison tout-à-fait conjoncturelle : le coup de poing sur la table de Martine Aubry, en décembre dernier, concernant l'élaboration des plans sociaux. Les entreprises savent maintenant que toute procédure de licenciement économique non accompagnée de mesures de reclassement sera annulée. « Cet élément est, il est vrai, déterminant », reconnaît Eric Lhomme. Mais il existe aussi d'autres motivations. Les entreprises se

rendent compte petit à petit que licencier systématiquement entraîne une perte de savoir-faire tout à fait dommageable. »

Si il y a quelques années, les syndicats se battaient sur l'éventualité des licenciements puis sur leur nombre, aujourd'hui certains reconnaissent qu'ils essaient surtout d'obtenir un plan social correct avec des possibilités de reclassement et qu'à ce titre la charte de mobilité devient un élément important de négociation.

Ne pas servir d'alibi

Les méthodologies s'élaborent. Celle du cabinet Algor consiste d'abord à apprécier les compétences existantes, à repérer les emplois de départ et ceux d'arrivée, afin d'élaborer une carte de transférabilité et une base de données internes. « Nous formalisons ensuite la charte de mobilité sur laquelle l'entreprise s'engage en toute transparence, précise Eric Lhomme. Reste alors à former le management afin qu'il parvienne à faire fonctionner l'ensemble. » L'ensemble, justement, demande du temps et de la maturation. Certaines banques comme le Crédit du Nord ou la BNP ont fait passer leur personnel de l'administratif au commercial grâce à des formations en alternance, les salariés intégrant au fur et à mesure leurs nouvelles fonctions.

Le principe reste cependant encore semé d'embûches, trois particulièrement. L'entreprise doit absolument jouer franc-jeu et ne pas considérer que la mobilité est une première étape avant la porte de sortie. La déontologie des cabinets doit être alors appelée à la rescousse. « J'ai encore en mémoire, raconte ce consultant, l'opération Creusat-Laure, où un des cabinets consultés avait réalisé des bilans professionnels qui étaient révélateurs fort utiles lors de l'élaboration des listes de licenciements... Nous ne devons pas servir d'alibi. »

Deuxième obstacle : la réticence des salariés à bouger, surtout si la mobilité professionnelle entraîne une mobilité géographique. Enfin, dernier point-clé : le rôle de l'académisme, qui doit être le premier convaincu de l'intérêt du dispositif. Un chef de service doit être capable de faire une bonne évaluation de son personnel et surtout d'accueillir les mutés sans a priori, sans connotation négative.

Au milieu de tous ces paris, un argument fort qui pourrait aider à faire la différence : le coût d'une opération d'accompagnement d'un redéploiement, qui est du domaine de transfert de méthodologie, est beaucoup moins élevé - au minimum cinq fois moins cher - qu'une opération d'outplacement collectif. Un autre élément susceptible à aussi de doper la mobilité.

Marie-Béatrice Baudet

L'épreuve du stress

L'angoisse du « remerciement » peut conduire à des « grèves de la peur »

DANS cette période débridée où les plans sociaux se succèdent à grand rythme, le stress rôde dans les entreprises. Partout, les repères vacillent et les salariés ne savent plus à quel point ils sont vulnérables. « Autrefois, lorsque les salariés se qualifiaient, ils franchissaient un grade. Aujourd'hui, c'est le poste lui-même qui bouge. » Et le message des entreprises aux salariés est devenu : « Si vous voulez garder votre emploi, défoncez-vous », explique le consultant Henri Vacquin. Une injonction qui se trouve de moins en moins confirmée dans les faits. Les licenciements se multiplient. Plus grave encore, l'attitude des grandes entreprises qui licencient alors même qu'elles affichent de bons résultats économiques « ne peut que renforcer un climat général d'insécurité », souligne encore Henri Vacquin. Il devient clair pour beaucoup que le chômage, « ça n'arrive pas qu'aux autres ».

Une étude du Club européen de la santé, « Stress en milieu de travail », réalisée en 1991-1992 auprès de 13 565 salariés du secteur tertiaire, montre ainsi que « sept personnes sur dix ressentent une insécurité dans leur emploi ». Cette peur s'insinue de façon particulièrement sournoise dans des branches touchées par des restructurations. Dans le secteur bancaire par exemple, des salariés commencent à se sentir menacés par les plans sociaux mis en place dans les banques. Alors que rien n'est

prévu chez eux, ils craignent que les employés de banque, qui leur semblent plus qualifiés, viennent un jour prendre leur place. Ce climat général d'insécurité pourrait conduire à des « grèves de la peur », estime Henri Vacquin.

Difficile de mesurer les dégâts

Le gouvernement l'a sans doute compris, qui a permis au personnel de France Télécom de garder un statut de fonctionnaire. « Si le gouvernement avait essayé de toucher à ce statut au moment de la transformation des PTT, il aurait pu s'attendre à des réactions très dures de la part des personnels pour qui la privatisation était synonyme de vulnérabilité. »

Mesurer les dégâts occasionnés par les plans sociaux n'est pas chose facile. Il est cependant admis que l'angoisse provoquée par l'annonce d'un licenciement ou d'un plan social est susceptible de provoquer un état dépressif, un suicide, d'accroître l'évolution d'une maladie grave (cancer ou autre...). Les salariés d'Alcatel-CIT de Vélizy ont d'ailleurs demandé en 1988, à l'issue de deux plans sociaux qui avaient été marqués par le décès d'un salarié, déjà malade il est vrai, une réunion du Comité d'hygiène et de sécurité (CHSCT) afin d'examiner les conséquences de ces plans (103 personnes concernées en 1987 et 183 en

1988). Il en ressortit que les personnes faisant l'objet d'un licenciement transactionnel étaient « effrayées ou agressées ». A l'époque, les élus s'étaient plaints des pressions exercées par les chefs de service pour faire partir des personnes « ciblées ». Par ailleurs, 21 personnes visées s'étaient présentées au service médical en 1987 : 11 d'entre elles présentant un problème médical important ont été maintenues dans les effectifs. Un indicateur ne peut pas être une preuve - en période de plans sociaux, l'angoisse raisse large - la médecine du travail signalait que, dans cet établissement, 297 personnes étaient sous tranquillisants en 1987 et 302 en 1988.

« Les directeurs des relations humaines sont de plus en plus préoccupés par les retombées anxiogènes des plans sociaux sur l'ensemble du personnel », indique Nicole Aubert, professeur à l'Ecole supérieure de commerce de Paris (ESCP). Ils se rendent compte que, pour trois suppressions de postes à envisager, il va y avoir dix personnes qui vont mal dormir, qui vont être démotivées. La seule issue est de trouver de bonnes solutions pour tout le monde. Une tâche qui n'est pas facile pour des directeurs de personnel qui s'échappent pas, eux non plus, au stress, coincés comme ils sont entre la liquidation des hommes et la mission humanitaire. »

Catherine Leroy

MANAGEMENT

Gérer l'incertitude

Pouvoir mobiliser à chaque instant
ses ressources humaines

OBSOLESCEANCE accélérée d'un progrès technique multiforme et galopant, modes passagers, mondialisation de la concurrence, rapidité de circulation de l'information, montée en puissance des phénomènes géopolitiques et de l'éthique, les évolutions structurelles des quinze dernières années renvoient au déluge des trente années de stabilité économique de l'après-guerre.

Pour les experts comme Philippe de Woot (1), professeur de stratégie à l'université de Louvain, dans cette « économie du changement et des surprises », les entreprises doivent devenir progressivement prêtes à tout tant pour faire face aux coups durs que pour saisir les opportunités stratégiques.

« Du jour au lendemain, vous pouvez être contraints d'arrêter des produits de toujours dont des inconvénients cachés ont été révélés par les progrès scientifiques ou de mettre un terme à des recherches suite aux découvertes similaires d'un concurrent du fin fond du Japon, appuie également Pierre Joly, vice-président directeur général de Roussel-Uclaf. La capacité d'adaptation est la condition même de la stabilité. » Une véritable gestion au quotidien de l'incertitude qui exige une bonne vision stratégique, une grande souplesse d'action et des équipes performantes et motivées. Beaucoup de domaines, où les entreprises peinent encore, incitent à se replier dans un attentisme frileux.

« Elles se contentent de gérer l'immédiat et d'améliorer l'existant, confirme Jacques Villain, chef du département informatique et stratégie de la Société européenne de prospection. Ils attendent que l'orage passe, mais sa durée sera plus longue que prévu. »

Des axes structurels différents

Certaines d'entre elles, néanmoins, partent aujourd'hui sur des axes structurels différents. En jouant sur trois registres : rapidité d'action et de réaction, meilleure utilisation des ressources humaines, pilotage stratégique. Pour réduire leur temps de réponse, elles ont d'abord profondément modifié leur organisation. Ainsi, pour optimiser la fabrication et la vente des produits pétroliers (carburants, lubrifiants, bitume, etc.) et prendre des décisions plus rapides, Esso a abandonné en 1988 sa lourde structure pyramidale (un patron commercial, par exemple, pour tous les produits) au profit d'une organisation maillée et décentralisée. Le nombre de niveaux hiérarchiques s'est

réduit et chaque ligne de produits est pilotée par un commercial possédant son autonomie de gestion. En outre, pour favoriser les synergies, les grandes directions généralistes (approvisionnement, recherche, transport maritime...) possèdent des correspondants produits.

Asseoir sa pérennité sur ses compétences

Au moment de la guerre du Golfe, l'organisation a été soumise à l'épreuve de vérité. A l'époque, 45 % de ses approvisionnements en brut provenaient d'Irak. La fermeture des vannes, quasiment du jour au lendemain, risquait d'ébranler durablement l'entreprise. Il a bien fallu se retourner sans perdre une minute. Rassemblant toutes les directions, un comité réunissant l'urgence de la crise a décidé des qualités de brut à acheter et sélectionné les nouveaux pays fournisseurs. « C'est la souplesse de notre organisation et la motivation de nos collaborateurs qui nous ont permis de réagir aussi vite. Et nos clients n'ont jamais souffert de cette interruption », souligne Jean Tallardat.

Pour Xavier Mosquet, directeur associé du Boston Consulting Group, les entreprises doivent même aujourd'hui davantage asseoir leur pérennité sur leurs compétences internes, dont cette capacité de réaction, que sur les marchés et les produits, devenus trop aléatoires. Par exemple, c'est le savoir-faire en matière d'approvisionnement, de logistique et de gestion de magasin qui assure aujourd'hui l'identité du groupe André avant même son métier de base, la chaussure. Il est le fil directeur de ses ouvertures stratégiques vers le discount en périphérie des villes (La Halle aux Chaussures) et l'habillement (Creeks, Kookaï, etc.). « En observant le marché américain, nous avons décelé une opportunité dans le discount que nous avons pu exploiter grâce à nos principes de base, explique Roger Gilardi, directeur général. Puls notre expérience logistique s'étant encore enrichie, nous nous sommes lancés dans les vêtements. »

Ce savoir-faire est aussi un atout pour gérer l'instabilité des lieux d'approvisionnement et des marchés de la mode. Pour garder sa compétitivité, l'entreprise doit en effet suivre en permanence l'évolution économique des pays fournisseurs. Avec une économie davantage orientée sur la fabrication de produits plus élaborés (électronique, notamment), Taiwan est aujourd'hui moins bien placée sur le plan des prix que la Chine ou la Thaïlande. « Notre maîtrise des approvisionnements

nous permet de nous adapter rapidement à ces modifications », souligne Roger Gilardi. Elle est aussi précieuse pour gérer des collections éphémères mais plus pointues et assurer les réapprovisionnements imprévus.

En fait, pour Xavier Mosquet, « il s'agit de mettre l'entreprise en capacité permanente de gérer toute forme de crise ». Evidemment, pour développer une telle souplesse d'adaptation, l'entreprise doit pouvoir mobiliser à tout instant ses ressources humaines, ce qui exige à la fois un personnel bien formé, responsable et motivé, et aussi des thèmes largement débattus aujourd'hui. D'autre part, pour Nicolas Bühler, directeur général adjoint de Bossard Consultants, face à des tâches de plus en plus complexes en évolution constante, les entreprises devront aussi s'habituer à l'idée « de ne plus gérer des postes, mais des compétences ».

Mais, cette flexibilité des structures comme des hommes ne doit pas être comprise comme un simple ajustement aux aléas conjoncturels. Si, on finit par s'essouffler et perdre pied. A contrario, elle n'est concevable que si l'entreprise développe une gestion prévisionnelle des emplois et se fixe une ligne stratégique claire s'appuyant sur une solide vision à long terme. « Vous ne pouvez pas engager de recherche sur dix ans, sans stratégie à long terme, souligne, notamment, Pierre Joly. Même si vous devez être prêt à changer de parcours à tout instant ».

Mettre au point des scénarios

Selon Philippe de Woot, grâce à des priorités stratégiques explicites et une connaissance approfondie des cibles potentielles, en 1986, Unilever a pu racheter en quatre jours seulement la firme américaine Chesebrough-Pond's (cosmétiques) pour une somme colossale. Et tout cela, il s'agit moins de planifier de façon rigide des échéances imprévisibles que de mettre au point des scénarios prospectifs, sortant de clichés de l'environnement à cinq ou dix ans, prenant en compte les changements susceptibles d'affecter l'entreprise et dessinant des futurs possibles. Objectif de l'exercice : être prêt à s'adapter aux différents cas de figure. « Car, malgré les incertitudes du monde, une partie des changements reste plus ou moins prévisible, argumente Jacques Villain. »

Certes, flexibilité et prospective ne sont envisageables que si l'entreprise dispose des informations essentielles sur son environnement. Epluchage des brevets, participation aux foires et aux colloques, présence sur le terrain, lecture assidue de la presse internationale... tous les moyens sont bons pour détecter les variations subtiles du marché et se tenir prêt au changement.

Un dispositif permanent de surveillance et d'analyse baptisé veille technologique et, plus largement, veille stratégique. Une structure qui est bien utile à la SEP (Société européenne de prospection). Si l'entreprise n'avait pas prévu l'écoulement de l'empire soviétique, elle avait néanmoins emmagasiné assez de connaissances sur les mécanismes du tissu industriel local pour réagir très vite à la nouvelle configuration géopolitique et se payer l'audace d'être une des toutes premières sociétés occidentales à nouer des liens avec la CEI.

Catherine Lévi

(1) Intervention dans le cadre du forum Stratégic 92, organisé en novembre dernier par l'Association française de stratégie et de développement d'entreprise (Afdp).

TECHNOLOGIE

Le retour du télétravail

Informatique et télécommunications
donnent corps au concept

PIERRE HASSOUN est linguiste et philologue. Il a ébauché de quitter « la bulle obscurité de la recherche », comme il dit, pour créer une société de télétraduction. Elle regroupe aujourd'hui cent vingt traducteurs en Europe que la télémaquette réunit.

Jean-Claude Verrier est issu des Arts et Métiers et de la fonction publique. Passionné par les nouvelles possibilités du télétravail, il a créé à Aix-en-Provence une société de télésecrétariat comptable.

Le sénateur Jean François-Poncet est président du conseil général de Lot-et-Garonne. A ce titre, le développement de l'espace rural le préoccupe. S'appuyant sur le programme Leader de la Communauté européenne, il achève aujourd'hui la mise au point d'un centre de télésecrétariat à destination des PME locales, situé dans une petite commune de mille cinq cents habitants. Le centre sera relié à la société d'Aix-en-Provence. L'objectif est de créer cinquante emplois en zone rurale.

Ces trois initiatives de travail à distance ont un marieur commun. Il s'agit de CITCOM (cent consultants), filiale de Telesystems (groupe France Télécom). Un hasard ? Certes pas. En ce début de décennie, le télétravail est de retour. Il ne s'agit plus du concept un peu révérend des années 70. Alors que cela était irréalisable il y a encore dix ans, l'informatique grand public est aujourd'hui équipée aux nouvelles technologies de communication (NTC), via notamment le réseau Numeris. D'où le nouvel intérêt que porte France Télécom au télétravail. De même, de nombreux observateurs ne sont pas loin d'affirmer en France et à l'étranger qu'une nouvelle organisation du travail s'amorce sous nos yeux.

Métamorphose

La Fondation Sophia-Antipolis l'a bien compris en organisant une rencontre au cours de laquelle les trois expériences françaises ont été citées et commentées. Ainsi, l'image du traducteur isolé penché sur son texte, s'effaçant sa copie par courrier ou même la portant lui-même en passe de devenir un archaïsme. C'est ce qu'a bien perçu Pierre Hassoun. En passant, comme il le dit joliment, « du minaret à l'ordinateur », cet ancien éboueur a abandonné les textes anciens, souvent de l'ancienne Samaritanie, qu'il décortiquait pour passer « dans le monde du réel », celui des entreprises.

Aujourd'hui cofondateur de la société Logomotiv, qui se veut leader européen de « prestations de services linguistiques », à destination des entreprises, Pierre Hassoun se joue du modem et de la télécopie, du micro-ordina-

teur et des banques de données. « Le monde des traducteurs n'avait pas su évoluer, commente-t-il. Il s'agissait en fait d'introduire dans ce métier de la méthodologie, de faire en sorte que les traducteurs apprennent à travailler en équipe. Cela par le biais d'outils télématiques communs. » Il fallait aussi percevoir les enjeux nouveaux de la traduction tels que les besoins qui seront exprimés par l'ouverture des frontières ou encore les nouvelles demandes de direction des pays de l'Est. Il fallait aussi comprendre qu'une entreprise exige aujourd'hui un rendu du travail en temps réel et qu'elle se soucie de la qualité : « Il faut parler dans le langage IBM, le langage Renault, le langage Bull », assure Pierre Hassoun. D'où la mise en place en France, en Allemagne, au Luxembourg, en Grèce, bientôt au Japon, d'un réseau de traducteurs techniques sélectionnés et testés au préalable capables de travailler dans près de cinquante couples de langues européennes, alors que la CEE en compte soixante-douze.

Des télétravailleurs qui peuvent être joints à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit afin de répondre à une demande « express » en fonction de leurs compétences. Ces traducteurs de toutes nationalités s'appuient sur des bases terminologiques, installées à Madrid ou à Paris. Pour l'heure, la société, qui participe depuis trois ans à la maintenance et à l'enrichissement d'Eurodicom, la plus grande base de données terminologiques plurilingue dans le monde dont dispose la Commission des Communautés européennes, essaime. En Lorraine, elle vient d'ouvrir à Lunéville, avec l'aide de la DATAR et des collectivités locales, un centre de traduction à destination des PME et PMI. Ces entreprises régionales usent d'une terminologie spécifique. A titre d'exemple, une PME lorrairie fabriquant des ballons peut s'adresser à une base de données comportant la liste des termes spécifiques utilisés, ce qui est indispensable pour préparer une équipe commerciale à la négociation d'un contrat d'exportation. Et si Pierre Hassoun peut encore traduire le dernier album d'Astérix dans des langues d'accès réputées difficiles, telles que le catalan, le danois et le finnois, pour le compte d'éditeurs locaux, c'est à ce réseau de compétences qu'il le doit. Signe des temps, d'autres bureaux de traduction lui emboîtent d'ailleurs le pas.

« La traduction est une des activités où le télétravail est le plus entré dans la vie quotidienne. Impensable aujourd'hui de travailler sans ordinateur, télécopieur et modem pour réduire les distances à néant et diminuer le temps de réponse vis-à-vis du client. C'est la profession tout entière qui se métamorphose », dit David Borman, directeur de Sogedicom, une société spécialisée notamment dans le sous-titrage en français des émissions de CNN.

En créant à Aix-en-Provence la société Astena, Jean-Claude Verrier, quant à lui, a cru à la nouvelle donne du travail à distance. A partir d'un standard de cinq cents lignes, accueil téléphonique, tenue d'agendas, secrétariat comptable, assistance bureautique sont mis à la disposition des PME, artisans, commerçants, professions libérales qui, en appuyant sur une simple touche très ergonomique, peuvent joindre Astena de n'importe quel endroit de France et de Navarre.

Pour une somme forfaitaire, un ordinateur, une imprimante à laser et un télécopieur sont mis à leur disposition. Jean-Claude Verrier, par ailleurs président du Syndicat national du télétravail, se montre persuadé que ce type de secrétariat à distance pourrait générer en France plusieurs milliers d'emplois, y compris en zone rurale.

Zones fragiles

D'où l'expérience en cours en Lot-et-Garonne. Depuis le printemps 1992, des animateurs sont chargés de recenser en zone rurale des projets économiques susceptibles de créer des emplois. Ils disposent depuis peu d'un télésecrétariat commun sur lequel ils « basculent » leurs appels téléphoniques lorsqu'ils sont en déplacement. Leur courrier, effectué à partir de Mezin (commune de 1 623 habitants), est transmis et imprimé sur un matériel connecté à leur ordinateur portable. « Cette opération a aussi une valeur démonstrative pour les collectivités territoriales », soutient Jean François-Poncet. Elle est susceptible d'être retenue très rapidement par des petites communes qui partagent un secrétariat.

C'est ainsi que début 1993 sera créé dans une autre petite commune, en partenariat avec la société Astena et CITCOM, un centre de télésecrétariat comptable pour les PME-PMI du département qui, à terme, devrait regrouper cinquante emplois nouveaux.

La Communauté européenne, l'Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe (IDATE), le conseil régional d'Aquitaine et CITCOM, en bonnes fées, se penchent sur cette micro-expérience qui n'est d'ailleurs pas isolée. Elle a en effet valeur de test. Selon ses promoteurs, il s'agit d'accompagner la mutation de l'agriculture dans des zones fragiles de Lot-et-Garonne, où une baisse de 16 % de la population agricole a été enregistrée au cours de la dernière décennie.

J. M.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS
E S C P

MASTERE SPECIALISE
COMMUNICATION ET MARKETING

Spécialisation de haut niveau pour financer, en un an, aux nouveaux besoins de l'entreprise, intégrant tous les aspects de la communication interne, externe, institutionnelle, publicitaire. Sélection ouverte aux ingénieurs, médecins, DEA, DES, grandes écoles de gestion.

D'art, d'architecture, de design.

Dossier de candidature et renseignements en appelant au : 49.23.21.40

ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
GROUPE ESCP - PROGRAMMES MASTERS
79, avenue de la République - 75643 Paris Cedex 11

مكتبة الأمل

INITIATIVES RENDEZ-VOUS

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement : 3615 LEMONDE. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20. STAGETUD 12, avenue Raspail, 94257 Gentilly Cedex, tél. : 49-08-99-95.

GESTION

o Lieu : France/étranger. Date : avril. Durée : 4/8 mois. Ind. : 5 600 F/mois. Profil : bac + 1 minimum, notions d'informatique, avoir passeport valide, dérogé OM. Mission : gestion des stocks et pièces détachées, magasinage. 03841.

PERSONNEL

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 % + frais. Profil : bac + 4, spécialisation. Gestion du personnel, TTX, tableau. Mission : animer une cellule de reclutement, aide rédaction CV, information auprès d'organismes spécialisés. 03553.

o Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 3 mois. Ind. : 1 726 F. Profil : bac + 5, gestion des ressources humaines, convention de stage. Mission : étude sur la gestion des commerciaux. 03881.

o Lieu : Stèves. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, contrat de qualification. Mission : identification et présélection des candidats, visite de salons professionnels, collaborer avec deux consultants. 03748.

MARKETING

o Lieu : Rueil-Malmaison. Date : avril. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, connaissances, maîtrise du téléphone, convention de stage. Mission : gestion, organisation et suivi de l'activité marketing, étude (marketing téléphonique). 03789.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 1/12 mois (travaux occasionnels). Ind. : 6 000 F. brut pour plein temps. Profil : bac, convention de stage. Mission : marketing téléphonique, développement d'un portefeuille clientèle. 03787.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 650 F/mois. Profil : bac + 4, économie, gestion, connaissances en économie industrielle appréciées, convention de stage. Mission : réalisation de courtes études dans secteur économie industrielle. 03762.

VENTE

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, communication, convention de stage. Mission : prospection commerciale auprès des laboratoires et gros annonceurs pour vente articles publicitaires. 02974.

o Lieu : La Plaine-St-Denis. Date : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : A définir. Profil : bac + 2 minimum, connaissances commerciales. Mission : visiter les points de vente et vérifier qu'ils soient en adéquation avec les qualités requises (vitrine, aménagement intérieur, présentation des produits), établir rapports de visite. 03900.

o Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois. Ind. : 1 600 F. + frais. Profil : bac + 3, convention de stage. Mission : participation commerciale et administrative au développement d'un service existant. 03897.

o Lieu : Saint-Priest. Date : 1^{er} mars. Durée : 1 mois minimum. Ind. : gratification. Profil : bac + 2, BTS action commerciale, connaissances commerciales. Achats, marketing. Mission : analyse marketing auprès des chefs de produit ; calcul des coûts, marge, comparaison de produits. 03905.

o Lieu : Gentilly. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 1 600 F fixe + commissions + 1 500 F/objets réalisés. Profil : bac + 1, aptitude pour contacts téléphoniques, convention de stage. Mission : prospection commerciale auprès d'un fichier déjà existant, remise à jour, développement du portefeuille clientèle. 03559.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois (mi-temps, horaires aménagés). Ind. : fixe + commissions. Profil : bac + 3, commerce, pratique de la vente. Mission : prospection, relations commerciales par téléphone, vente d'abonnements. 03909.

o Lieu : sur toute la France. Date : immédiat. Durée : 2 mois minimum. Ind. : à définir. Profil : bac, connaissances commerciales, convention de stage, 26 ans minimum. Mission : divers secteurs d'activités. 03908.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : non rémunéré. Profil : bac + 3/4, marketing, commercial, bilingue anglais, convention

de stage. Mission : commercial, marketing, commerce international. 03868.

INFORMATIQUE

o Lieu : Bussy-St-Georges/Memo-la-Vallée. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 30 %/SMIC + 0 à 2 000 F prime. Profil : bac + 2, technicien informatique, connaissances PC, Macintosh, réseaux, anglais, convention de stage. Mission : remise à niveau du parc informatique. 03768.

o Lieu : Bussy/Memo-la-Vallée. Date : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : 2 000 F. Profil : bac + 1 minimum BTS. Télécom, bonnes connaissances PC, convention de stage. Mission : aide sur différents aspects de développement. 03769.

o Lieu : Mexico. Date : mars. Durée : 6 mois. Ind. : 750 \$/mois. Profil : bac + 5, DEA, doctorat, espagnol. Mission : synthèse d'informations pour la recherche appliquée et l'enseignement. 03775.

COMMUNICATION

o Lieu : Montreuil. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 3 000 F. Profil : bac + 4, connaissances TTX, Word 6, compétences en informatique, convention de stage. Mission : rédaction d'une documentation d'utilisation d'applications informatiques sur micro-ordinateur. 03898.

PUBLICITE

o Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 3/6 mois. Ind. : 1 600 F. Profil : bac + 1/3. Mission : conception et rédaction de mailings, documentation, participation administrative et commerciale au développement d'un service. 03898.

o Lieu : Paris. Date : 15 février. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3, communication, lettres, économie, bonnes connaissances du Macintosh, convention de stage. Mission : suivi budgétaire, publicité et études de communication. 03884.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, publicité, comptabilité et Macintosh (Works, Claris), convention de stage. Mission : secrétaire assistante avec gestion/comptabilité. 03887.

o Lieu : Pantin. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, BT dessinateur maquetiste ou expression visuelle, connaissances XPress, Illustrator, convention de stage. Mission : exécutant traditionnel, maquetiste, assistant(e) du directeur artistique. 03791.

DROIT

o Lieu : Ande (27). Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : transport + repas. Profil : bac + 2/4, droit du travail + connaissances milieu industriel, convention de stage. Mission : réalisation de la refonte du règlement intérieur de la société. 03901.

ELECTRONIQUE

o Lieu : France-étranger. Date : avril. Durée : 4/8 mois. Ind. : 5 600 F/mois. Profil : CAP Light Designer ou équivalent, passeport valide, dérogé O.A. Mission : éclairagiste pour animation avec la lumière des éléments de décors, ambiance spectacles. 03813.

SECRÉTARIAT

o Lieu : Bordeaux. Date : immédiat. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1, BTS secrétariat, maîtrise du clavier, convention de stage. Mission : secrétariat, saisie informatique de données sur micro-informatique PC. 03908.

o Lieu : Paris. Date : 15 février. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 1/2, connaissance logiciel Word TTX, anglais, convention de stage. Mission : secrétariat, saisie informatique, classement, affranchissement. 03868.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2, TTX Word, Dbase III (si possible), convention de stage. Mission : secrétariat, saisie informatique, classement. 03903.

o Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : non rémunéré. Profil : bac + 2, connaissances comptabilité, convention de stage. Mission : bureautique, comptabilité. 03857.

AUTRE

o Lieu : Le Bourget. Date : immédiat. Durée : tous les mercredis de l'année scolaire. Ind. : 300F/jour. Profil : bac, bonne motivation. Mission : animation de journées d'initiation aéronautique pour des enfants de 8/12 ans. 03871.

o Lieu : Maisons-Alfort. Date : à définir. Durée : 1 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 5, Mission : effectuer des enquêtes. 02389.

TRIBUNE

Des priorités pour l'emploi

par Rémy Robinet-Duffo

A l'heure où s'engage le débat public précédant une échéance électorale majeure, que devons-nous entendre du politique afin d'améliorer la situation de l'emploi ?

Nous sommes de nombreux chefs d'entreprise qui, s'exprimant à travers nos mandats professionnels d'élus locaux ou dans un cadre associatif, développons des actions en faveur de l'emploi. Nous nous engageons par devoir et par intérêt : par devoir, parce que, comme tout citoyen ayant reçu de la société et disposant de quelques moyens d'action, nous nous devons d'exercer notre part de responsabilité dans le maintien de la cohésion sociale ; par intérêt, car la dissociation de l'économie et du social apparaît de plus en plus académique. Et effet, les entreprises se développent là où elles ont accès à des réseaux de circulation des hommes, des marchandises et des informations, et où elles peuvent trouver, attirer et faire travailler efficacement leurs salariés. Un dispositif de formation initiale et continue peu élastique, un environnement écologique ou un cadre urbain dégradés, une insécurité qui contraindrait certaines d'entre elles à chercher une autre implantation... sont autant de handicaps au développement harmonieux des entreprises.

Cette prise de conscience récente en France nous pousse à approfondir le dialogue avec l'Etat. Il lui revient de définir les grandes orientations, d'arrêter les grandes priorités qui sont des préalables nécessaires pour l'action. Voici mon témoignage d'acteur et de citoyen sur les orientations à prendre qui pourraient précéder une mobilisation collective en faveur de l'emploi.

Adopter la demande d'emploi à l'offre. Notre dispositif public d'accompagnement des demandeurs d'emploi et de formation est largement sous-équipé par rapport à ceux des pays étrangers qui ont de meilleurs résultats que nous sur le terrain de l'emploi. Il conviendrait de prolonger l'effort engagé en

faveur des jeunes, qui a donné des résultats significatifs, à l'ensemble de la population en assurant un suivi individuel des demandeurs d'emploi, leur repositionnement professionnel par la prescription de formations adaptées et le développement de partenariats avec les milieux professionnels.

Il faudrait, en particulier, accroître les moyens afin que les demandeurs d'emploi puissent retrouver une activité dans les plus brefs délais quand ils ont plus d'un an de chômage ou lorsqu'ils sont âgés de plus de cinquante ans. Si la recherche d'un emploi peut être considérée comme une repositionnement professionnel la première notion, au-delà, il existe un risque important d'écoulement, de perte de qualification, voire de déclenchement de problèmes plus graves.

Augmenter les moyens d'y faire face est l'intérêt de la collectivité mais aussi celui des entreprises qui supportent le coût des actions d'assistance et qui souhaitent pouvoir trouver sur le marché du travail un personnel compétent.

Organiser la solvabilité de services répondant à des besoins non satisfaits par le marché.

Cela concerne les mesures prises en faveur des emplois familiaux, les activités liées à l'environnement, à la prévention ou à l'information de service public.

Un vaste chantier est à ouvrir visant à repérer les activités, orienter les demandeurs sur ces métiers nouveaux en veillant à assurer un processus de qualification des personnes par le suivi individuel dans le cadre d'un partenariat local.

Soutenir la création d'entreprise.

Alors que la création d'entreprise est passée de mode, nous souffrons avec une acuité accrue de la difficulté de financer les capitaux permanents de nos jeunes entreprises et, plus généralement, de nos petites entreprises.

Nous n'avons pas de tradition permettant à un créateur de solliciter l'épargne de ses

proches ou d'entreprises confirmées. La disparition des primes et les difficultés actuelles du secteur bancaire resserrent encore l'état. Une solution consiste en la mise en place d'un fonds de garantie qui diminue le risque bancaire pour le financement des jeunes entreprises.

Développer la gestion locale de l'emploi. Le niveau local, le bassin d'emploi, est le lieu de la « mise en musique » de tout ce qui a été évoqué jusqu'ici.

C'est au niveau où le sentiment d'appartenance des acteurs au territoire est fort que la puissance publique devrait renforcer son organisation. Il faut élever les rôles entre l'Etat et les collectivités locales et susciter des dynamiques susceptibles de faciliter l'implication des entreprises autour des priorités de la nation et d'une vision stratégique du territoire local.

C'est aussi localement qu'un contrat clair peut se nouer entre la collectivité et les demandeurs d'emploi ou d'aide : une allocation contre un projet d'insertion professionnelle réaliste, une aide à la création d'une entreprise liée à une expertise et un accompagnement du projet garants de sa pérennité et de l'emploi futur.

De cet engagement sortiront renforcés les acteurs publics mais aussi les partenaires sociaux pour qui serait ainsi libéré un espace nécessaire à leur redéploiement. L'entreprise a été réhabilitée ces dernières années au point de susciter des attentes fortes, parfois même excessives. Pour ne pas les décevoir, il convient de conforter le dialogue dans son rôle, d'approfondir le dialogue entre l'entreprise et son environnement, et de susciter les engagements individuels et collectifs en faveur de l'intérêt général.

► Rémy Robinet-Duffo est président du Groupe Henner et de l'Institut pour le développement de l'entreprise dans son environnement.

STATISTIQUES

La formation chiffrée en 1991

Les dépenses progressent, mais les disparités demeurent

EN 1991, les entreprises ont en moyenne consacré 3,2 % de leur masse salariale à la formation professionnelle continue, contre 3,1 % en 1990, indique le CEREQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications). Le minimum légal de contribution étant alors fixé à 1,3 % pour les entreprises de plus de dix salariés, ce taux démontre que les employeurs attachent une importance grandissante aux actions de formation. Toutefois, et en raison du ralentissement économique, il faut observer un fléchissement dans la progression. Les dépenses de formation, qui s'élevaient à 7,3 % en 1990, n'ont augmenté que de 3,5 % en 1991.

An total, 39,2 milliards de francs ont été ainsi dépensés pour la formation de 3,57 millions de salariés qui ont suivi 296,9 millions d'heures de stages. De la sorte, 38,9 % des salariés, contre 36,9 % en 1990, ont pu améliorer leurs compétences. En moyenne, la durée de leur formation s'est allongée puisqu'elle était de 80,2 heures en 1990 et qu'elle est passée à 83,2 heures en 1991.

Mais ces résultats globaux doivent être nuancés. Ils comprennent en effet, tout à la fois, la formation continue proprement dite, les effectifs des bénéficiaires des congés individuels de formation (CIF) et tous les jeunes bénéficiaires de la formation en alternance. Or ce sont ces derniers, dont le nombre a cependant baissé, qui occasionnent l'allongement des durées moyennes de stage puisqu'ils totalisent 113,8 millions d'heures, contre 100,1 millions en 1990, les contrats de qualification se développent, tandis que le nombre des contrats d'adaptation diminue.

Dans le cadre proprement dit de la formation continue, il n'y aura eu en effet « que » 3,3 millions de salariés concernés, représentant 36,4 % de l'ensemble des effectifs, contre 34,4 % en 1990, pour 157,2 millions d'heures de stage. Mais la durée moyenne de ces formations va en se réduisant. Elle était de 62 heures en 1972, de 48 en 1989, et de 47 en 1991. Quant à la progression pour les

congs individuels de formation, elle se ralentit, avec 27 832 salariés pris en charge.

D'autres différences sont également significatives. Par exemple, deux tiers des entreprises restent au plancher de l'obligation légale et, à l'inverse, 71,3 % des dépenses sont réalisées par 7,2 % des sociétés qui emploient plus de dix salariés. Ce qui revient à dire que les politiques de formation sont plus développées dans les grandes entreprises que dans les petites.

Différenciations sectorielles

Celles qui emploient plus de 2 000 salariés augmentent leur contribution, qui est passée de 4,99 % de la masse salariale en 1990 à 5,17 %. Mais, ainsi que le note le CEREQ, cet effort a aussi pour conséquence que, dans ces grosses sociétés, « les ingénieurs et cadres ont 2,9 fois plus de chances d'aller en formation que les ouvriers non qualifiés : 7,9 fois plus s'ils sont dans une entreprise de 10 à 19 salariés ».

A cette inégalité par la taille de l'entreprise, accentuée selon l'appartenance à telle ou telle catégorie socioprofessionnelle, s'ajoute une différenciation qui, de plus, dépend des secteurs. Quatre grandes branches d'activité affichent des taux de participation financière supérieurs à 5 % : l'énergie, le charbon, les transports et les organismes financiers. Les assurances, quelques segments de la production de biens d'équipement et de celle des biens intermédiaires se situent entre 3,5 % et 4,9 %. Et revanche, à l'autre extrémité, on trouve des pans entiers de l'activité dont la contribution pour la formation est inférieure à 2 %. Il s'agit de la plupart des industries de consommation (sauf la pharmacie), de la fonderie et du travail des métaux, du bâtiment et des travaux publics et, dans le tertiaire, du commerce de gros alimentaire et des services marchands aux particuliers.

Une dernière distinction, enfin, doit être opérée. L'accès des femmes à la formation continue

reste inférieur à celui des hommes (34,3 % d'entre elles, contre 38,9 % d'entre eux) et cela ne s'explique qu'en partie par le fait que les emplois féminins sont en général moins qualifiés. D'autre part, les salariés plus âgés bénéficient moins des actions de formation que les plus jeunes. Les plus de 45 ans représentent 20,4 % des stagiaires mais 24,4 % des salariés. Les 25-34 ans rassemblent 36 % des stagiaires et 33 % des salariés ; les 35-44 ans, qui regroupent 33 % des stagiaires, ne représentent que 28 % des salariés.

Un ultime constat est préoccupant : la moitié des techniciens, des ingénieurs et cadres ou des agents de maîtrise ont suivi un stage en 1991. Ce n'est le cas que pour un peu plus du quart des employés et des ouvriers qualifiés, et pour 14 % des ouvriers non qualifiés.

A. Le.

ECHOS

Renault et l'Education nationale partenaires d'une nouvelle formation après-vente

■ En accord avec l'Education nationale, la Régie Renault a mis en place, depuis la rentrée de septembre au lycée technique de Gray (Haute-Saône) une nouvelle formation après-vente en alternance d'un an. Elle s'adresse aux titulaires d'un bac professionnel. Chaque stagiaire diplômé signera un contrat de qualification rémunéré avec une entreprise du réseau Renault. Cette initiative complète le dispositif d'apprentissage créé en 1989 dans quatre lycées (Evry, Givors, Valenciennes et Marseille) ; celui-ci est réservé aux apprentis du niveau BEP et la durée de la scolarité est de trois ans. La Régie apporte son appui technique ; l'Education nationale dispense l'enseignement général et technologique.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

MS ESCP

**MASTERE SPECIALISE
MANAGEMENT DE L'EDITION**

Spécialisation de haut niveau, en un an, pour maîtriser tous les aspects d'un projet éditorial : conception, mise en œuvre, contrôle et élaboration d'une politique éditoriale, sur le plan national et international.

Sélection ouverte aux ingénieurs, universitaires, DEA, DES, grandes écoles de gestion.

Dossier de candidature et renseignements en appelant au : 49.23.21.40

GRUPE ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE PARIS
MASTERS SPECIALISES
79, avenue de la République - 75643 Paris Cedex 11

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Postes basés à l'étranger

Chance und Herausforderung für erfolgsorientierten Marketing-/Vertriebsmanager aus der Diätkost-, Babynahrungs- oder Pharmabranche mit Persönlichkeit und Pioniergeist

Wir sind ein international bekannter Hersteller von Säuglingsnahrung und diätetischen Produkten und haben uns national eine führende Marktposition geschaffen. In Europa und Übersee befinden wir uns in einer dynamischen Marktentwicklung und suchen deshalb einen

AREA MANAGER EUROPE

mit Dienstzeit in Nordrhein-Westfalen. Ihre Aufgabe wird es sein, gemeinsam mit der Geschäftsführung unsere internationalen Marketingaktivitäten festzulegen und die nationalen Distributeure in den einzelnen Ländern für unsere einzigartigen Konzepte zu gewinnen und bei der Zielerreichung effektiv zu unterstützen. Dazu gehören auch Produktschulungen sowie die Planung und Durchführung von Verkaufsförderungsmaßnahmen. Der Schwerpunkt Ihrer Aktivitäten wird in West- und Nordeuropa liegen.

Neben internationaler Vertriebs Erfahrung sollten Sie über fundierte Marketingkenntnisse und eine solide kaufmännisch/betriebswirtschaftliche Ausbildung verfügen. Fließende Deutsch- und Englischkenntnisse sowie die Beherrschung einer weiteren Handelssprache sind für die professionelle Wahrnehmung dieser Aufgabe ebenso erforderlich wie ausgeprägte Kommunikations- und Teamfähigkeit, Organisations- und Konzeptionsstärke.

Die Ausstattung der Position entspricht ihrer Bedeutung und wird Sie zufriedenstellen - eine Tatsache, die uns wichtig ist. Dienstzeit ist eine attraktive Großstadt, die nahezu alle Möglichkeiten abwechslungsreicher Freizeitgestaltung bietet.

In einem vertraulichen Gespräch mit unserem Berater, Herrn Rau, können Sie prüfen, ob sich Ihre beruflichen Vorstellungen mit unseren Erwartungen grundsätzlich decken. Ihm senden Sie auch Ihre vollständigen Bewerbungsunterlagen unter Bezugnahme auf diese Anzeige. Die Personalberatung Rau wahrt selbstverständlich jede gewünschte Art der Vertraulichkeit.



UWE RAU
ORGANISATIONS- UND PERSONALBERATUNG GMBH
PARTNER DER IBT INTERN. BERATUNGSTEAM D'DORF GMBH

Moosstraße 6

D-8088 Eching/Ammersee

Tel. 0 81 43/10 91

Au sein de notre groupe agro-alimentaire international, nous exprimons par notre savoir-faire, la qualité, la productivité et la rentabilité, dans la transformation de matières premières. Auprès de notre Directeur Technique, nous créons un poste d'

Adjoint Directeur de Production

De formation INGENIEUR ENSIA, ENSBANA, ENSAIA,.... confortée par une expérience de plus de 5 ans, en fabrication, dans la biotechnologie ou tout autre secteur de pointe de l'agro-alimentaire.

Au regard du plan de charge, il assume la responsabilité globale de la production, dans l'exigence de la qualité, à la recherche constante de l'optimisation de la productivité, dans le respect des équilibres de gestion. Pour exercer cette responsabilité, nous recherchons un homme d'action et de dialogue, rigoureux dans sa démarche, à l'écoute des besoins de la clientèle et convaincu de la nécessité d'une bonne harmonisation du travail d'équipe.

Pratique de la lingua italiana exigée, pour ce poste basé en ITALIE du Nord.

Adresser lettre + photo + CV sous réf. 716/LM à J.M. CLOAREC - ACP
1, rue St Marc - 29000 QUIMPER
Tél. : 98.53.50.51.

Responsable Administratif et Financier

Notre association (loi 1901) a pour vocation d'aider les populations afghanes à reconstruire et développer leur économie rurale. Ses ressources proviennent de la CEE, du Ministère Français des Affaires Étrangères et des organismes des Nations-Unies. Elle recherche le gestionnaire de sa Mission permanente en Afghanistan. Vous serez chargé de la gestion budgétaire et financière, des études d'impact économique, des dossiers de financement et du reporting auprès du siège parisien et des organismes internationaux. Vous travaillerez en étroite relation avec les responsables techniques des projets et les équipes afghanes. Vous vous appuierez sur les compétences d'un informaticien et de deux comptables. Agé de 35 ans environ, doté d'une bonne expérience de gestionnaire, si possible d'économie rurale en développement, vous avez l'autonomie, la motivation et la disponibilité nécessaires pour vous installer à Peshawar (Pakistan), où est basée notre mission. La parfaite maîtrise de l'anglais est impérative. Merci d'adresser votre candidature, sous référence C. 173/M à notre conseil Catherine Charvet, OBERTHUR CONSULTANTS.



Oberthur Consultants

49 rue Saint Roch, 75001 PARIS.

La Division Electricité
et Nucléaire du Groupe
Spie Batignolles a une
présence significative
sur les grands Marchés
des Transports, de
l'Energie, de l'Industrie
en France et à l'Étranger.
Elle intervient déjà
sur les grands projets
d'infrastructure, en
Europe, tels que le tunnel
sous la Manche, le tunnel
et le pont du Storebelt
au Danemark, le TGV
espagnol, la rénovation
des réseaux ferroviaires
au Portugal et en
Allemagne,
les métrés de Lisbonne
et d'Athènes.

A LA CONQUÊTE DES MARCHÉS DE LA GRANDE EUROPE

Rattaché à la Direction Marketing et Développement Commercial, zone Europe, dans le cadre des orientations stratégiques qui vous sont communiquées :

- vous analysez les marchés, identifiez les projets et en recherchez les moyens d'accès.
- vous mettez en place les structures et animez un réseau de correspondants pour positionner l'entreprise sur les marchés porteurs à travers des systèmes de partenariat, joint venture ou prise de participation.
- Sur les marchés à potentiel, vous montez des opérations en relation avec les organisations européennes, les administrations locales. Vos activités s'effectuent bien sûr en cohérence avec les directions opérationnelles et les différents acteurs du groupe.

A environ 35 ans, de formation supérieure, vous avez une expérience dans l'ingénierie, l'entreprise générale ou le marketing industriel et une bonne maîtrise de l'anglais et de l'allemand.

Votre ouverture européenne et votre connaissance des marchés nous intéressent.

Sophie Guénou vous remercie de lui adresser votre candidature, sous réf. DEN 01, à l'adresse suivante :
Spie Batignolles, Parc de Saint-Christophe,
Service Recrutement des Cadres,
95863 Cergy-Pontoise Cedex.



UN ESPRIT D'ENTREPRISES

GRUPE SCHNEIDER



LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

engagement avec contrat d'une durée limitée à 3/5 ans,

DES AGENTS TEMPORAIRES (m/f) Assistants de catégorie B

• REF. 78 T / SG / 92 - Assistant adjoint B5 / B4

Service: Secrétariat Général.

Fonctions: dans le cadre de la documentation du Secrétariat Général en matière politico-institutionnelle et d'union européenne, effectuer des synthèses et des recherches et traiter la documentation y afférente, y compris la documentation de presse.

Qualifications particulières requises: ☐ expérience professionnelle post-scolaire d'au moins trois ans dans des domaines touchant aux problèmes politico-institutionnels et à l'union européenne, ainsi qu'au fonctionnement des institutions communautaires; ☐ bonne expérience en matière de rédaction et de documentation manuelle, informatique et de presse.

• REF. 79 T / SG / 92 - Assistant adjoint B5 / B4

Service: Secrétariat Général.

Fonctions: ☐ contribuer à la préparation et à la mise à jour de recueils ou manuels de procédures sur le fonctionnement des services de la Commission et les relations interinstitutionnelles; ☐ rédaction de notes d'information destinées aux délégations et bureaux extérieurs de la Commission.

Qualifications particulières requises: ☐ expérience professionnelle post-scolaire d'au moins trois ans dans une administration publique internationale en matière de gestion administrative; ☐ bonnes connaissances du fonctionnement de la Commission et de ses services, ainsi que des relations interinstitutionnelles; ☐ capacités de rédaction confirmées.

Qualifications générales requises pour les deux postes B5 / B4: ☐ être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; ☐ avoir accompli des études secondaires supérieures; ☐ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; ☐ être né après le 31 décembre 1956.

• REF. 80 T / SG / 92 - Assistant B5 / B2

Service: Secrétariat Général.

Fonctions: au sein des Archives historiques de la Commission, contribuer à la gestion et à l'exploitation (manuelle et informatique) des dossiers et pièces d'archives, ainsi qu'à la préparation des actions de formation en matière d'archives.

Qualifications particulières requises: ☐ expérience professionnelle post-scolaire en matière de traitement de documents, pièces et données et de rédaction administrative d'au moins deux ans, dont au moins deux ans dans les méthodes et techniques modernes de gestion et exploitation d'archives; ☐ une certaine expérience en matière d'archives hors pays d'origine et/ou sur le plan pédagogique et didactique serait souhaitable.

• REF. 81 T / M / 92 - Assistant B5 / B2

Service: Direction Générale Marché Intérieur et Affaires Industrielles

application du droit communautaire dans les marchés publics.

Fonctions: ☐ participer, sous contrôle, à la gestion et au suivi des dossiers d'infraction et de transposition des directives dans le droit national; ☐ assistance et coordination dans les consultations juridiques dans ce domaine.

Qualifications particulières requises: ☐ expérience professionnelle post-scolaire appropriée à la fonction d'au moins deux ans; ☐ avoir acquis, au sein d'un organisme public de bonnes connaissances juridiques dans le domaine des marchés publics, ainsi qu'une expérience pratique d'inspection et suivi de dossiers de contentieux.

Qualifications générales requises pour les deux postes B5 / B2: ☐ être ressortissant d'un des États membres des Communautés européennes; ☐ avoir accompli des études secondaires supérieures; ☐ posséder une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés européennes et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues; ☐ être né après le 31 décembre 1954.

La Commission met en œuvre en faveur de son personnel une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et encourage vivement les candidatures féminines.

Les candidatures des fonctionnaires des institutions des Communautés européennes ne seront pas prises en considération.

Le contrat sera proposé pour une durée minimale de 3 ans et aura une durée maximale limitée à 5 ans.

Seules les candidatures répondant à toutes les conditions indiquées, envoyées dans le délai et mentionnant la référence appropriée seront prises en considération.

Les personnes intéressées sont priées d'envoyer leur curriculum vitae détaillé, dactylographié (4 pages maximum), accompagné de photocopies des pièces justificatives telles que diplômes, attestations des employeurs, au plus tard le 05.02.1993, de cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante: COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES, Unité Recrutement - SC 41, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles, en mentionnant la référence correspondante.

مكتبة الأمل

مخبر من الأخبار

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 10 février 1993 37

CARRIÈRES INTERNATIONALES



ROTARY INTERNATIONAL
Head of information
Europe and Africa

Rotary International, the world's leading association of service clubs, is upgrading its operation in Europe and Africa. This region covers 230.000 Rotarians in 5.000 clubs in 100 countries, including eastern Europe where recent expansion has opened new horizons for humanitarian service activities.

We are seeking a graduate with several year's professional experience in the media and/or media/public relations in Europe and Africa. The wider your knowledge the better, especially within an international or voluntary organisation. Strong writing skills are essential and photo/video experience is an advantage. An excellent command of the English language and of either French or German is essential, and knowledge of other languages will be useful. Can you apply outstanding multimedia communications skills in the service of a voluntary organisation covering a wide variety of cultures and customs?

The post is based in Zurich, but frequent travel is to be expected. A monthly salary commensurate with your abilities and work experience is offered. This is a new position, building on the success of a joint pilot project with Rotary International in Great Britain and Ireland (Phone: int. +44 789 765 411), where Stephen Wright is available for informal discussion.

A job description can be obtained from Lizzie Kaufmann, Personnel Secretary, Rotary International Europe/Africa Office, Witikonstrasse 15, CH 8032 Zurich, Switzerland (Phone: int. +41 1 422 27 88, Fax: int. +41 1 422 50 41), to whom applications with curriculum vitae should be addressed by 1 March 1993.

La Banque Interaméricaine de Développement, organisation financière internationale spécialisée dans le financement de projets socio-économiques en Amérique latine et aux Caraïbes, désire pourvoir pour son siège de Washington, le poste de :

DIRECTEUR, Bureau d'Evaluation

Le directeur sera chargé de superviser le système d'évaluation de la Banque et de gérer le Bureau d'Evaluation. Il/Elle rendra compte directement au Conseil d'administration.

Aptitudes : * au moins quinze années d'ample expérience opérationnelle des activités de développement, notamment la préparation, l'exécution et l'évaluation de politiques, programmes et projets de développement sur le plan national et international, dont une partie appréciable dans des fonctions de cadre de gestion, et * solides aptitudes analytiques, connaissance et expérience des systèmes d'évaluation et de recherche dans ce domaine, ou expérience équivalente. Le candidat sera titulaire d'un diplôme d'études supérieures en économie, finances publiques ou disciplines connexes du développement socio-économique, assorti d'une grande compétence confirmée en matière d'analyse économique, dans un ou plusieurs secteurs techniques. Il/Elle possèdera une parfaite connaissance des principes conceptuels et des méthodes de recherche touchant les sciences sociales, du contexte de l'action des pouvoirs publics en matière d'opérations de développement et du rôle des ressources humaines pour assurer un développement durable et équitable. Il/Elle encouragera le travail d'équipe et fera montre également d'aptitudes de communication qui lui permettront d'établir un rapport fructueux avec le conseil, la direction et le personnel ainsi qu'avec les représentants des pays membres. Un niveau général de qualifications professionnelles dans le domaine du développement international est une qualité essentielle ; une expérience connexe de l'Amérique latine et des Caraïbes et une connaissance intime des opérations et des procédures des institutions internationales de développement seraient éminemment souhaitables.

La banque ne peut prendre en considération que les candidatures des ressortissants de l'un de ses pays membres. Les candidats doivent maîtriser les deux langues de travail de la banque (anglais et espagnol) et posséder de solides aptitudes de rédaction, d'exposition et de communication. Les conditions d'emploi comportent un contrat de cinq ans non reconductible, au niveau de directeur de département. Nous offrons un traitement assorti d'excellents avantages et prestations, et notamment une indemnité de réinstallation. Les candidats intéressés doivent adresser leur curriculum vitae à : Banque Interaméricaine de Développement, HUR-DEU, Stop E0517, Washington D.C. 20577, USA. La banque ne peut accepter réception des candidatures de personnes qui ne remplissent pas les conditions requises ou des candidatures qui parviendraient à la Banque après la date de clôture : le 22 mars 1993.

DIRECTEUR GENERAL

GUINEE

L'agence de
gestion de la
ville de

Conakry :
AGECO
recherche

L'agence de gestion de la ville de Conakry (AGECO) a pour mission la gestion des infrastructures de la ville de Conakry :

- réseaux de voirie,
- réseaux de drainage,
- contrats pour l'enlèvement des ordures ménagères,
- gestion des décharges,
- élaboration d'un plan de circulation urbain,

Vous exercerez la Direction financière, technique et administrative de l'AGECO.

Le budget est de l'ordre de 40 MFRS.

Vous devez être de nationalité guinéenne. Vous êtes un gestionnaire rigoureux, doté d'une formation juridique et financière. Vous avez exercé des responsabilités de direction dans des entreprises privées ou para-publiques de renom international. Vous possédez une solide expérience de la gestion et du contrôle des marchés de travaux et de services. Vous avez des qualités d'organisateur et d'animateur.

Merci de bien vouloir adresser les dossiers de candidature s/réf. PC 1839 à notre Conseil : PLEIN CADRE (Groupe TRANSEARCH FRANCE) - 160, av. de Versailles - 75016 PARIS.

PLEIN CADRE
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

Le monde s'ouvre
ouvrez le monde

Aujourd'hui la réussite de notre entreprise passe par l'implantation et la diffusion internationales de nos médicaments. Aussi, pour assurer ce développement, nous recherchons un

DIRECTEUR EXPORT

Compte-tenu de la technicité des produits, vous devez être de formation scientifique.

Compte-tenu de la complexité des relations internationales dans le domaine des affaires, vous devez justifier d'une expérience réussie dans la création, l'animation et le management de structures à l'étranger. Outre le français et l'anglais, une troisième langue doit être parfaitement possédée.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous Réf. DM à M. AYMARD 3, rue Pierre et Marie Curie - 92360 MEUDON LA FORET, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

DE LA LOGISTIQUE A LA DIRECTION D'UNE PME A BARCELONE.

Cocité de vente par catalogue de produits et matériels pour dentistes, nos résultats en France sont la juste induction de la satisfaction de nos clients et de notre savoir-faire. Installés depuis 5 ans à Barcelone, notre petite filiale doit accélérer son développement afin d'approcher les taux de rentabilité de la maison mère.

Largement aidé, au départ, sur les aspects stratégie, marketing et communication, vous prendrez en charge la logistique, l'encadrement et l'administratif. Une priorité sera d'harmoniser le système informatique afin de favoriser les échanges avec Paris.

Espagnol d'origine et peut-être même Catalan, vous êtes rompu aux relations entre la France et l'Espagne dans des activités de vente par correspondance, de marketing direct ou de transitaire. Entrepreneur par nature, parfaitement bilingue, vous aurez vocation à prendre la direction de notre filiale dont vous accompagneriez le développement. Vite un dossier de candidature en français à Claude DOS REIS, associé de Sica, 140 Bd Hausmann, 75008 Paris, sous réf. 505.213 LM. Entretien à Paris ou à Barcelone.

SIRCA
ANTICIPER LA RÉUSSITE

LES DIRIGEANTS

LA DIRECTION
TECHNIQUE
de notre
Groupe chimique
recherche son

Adjoint

Dans un contexte important de protection de l'environnement et de réglementation, vous aurez, sous

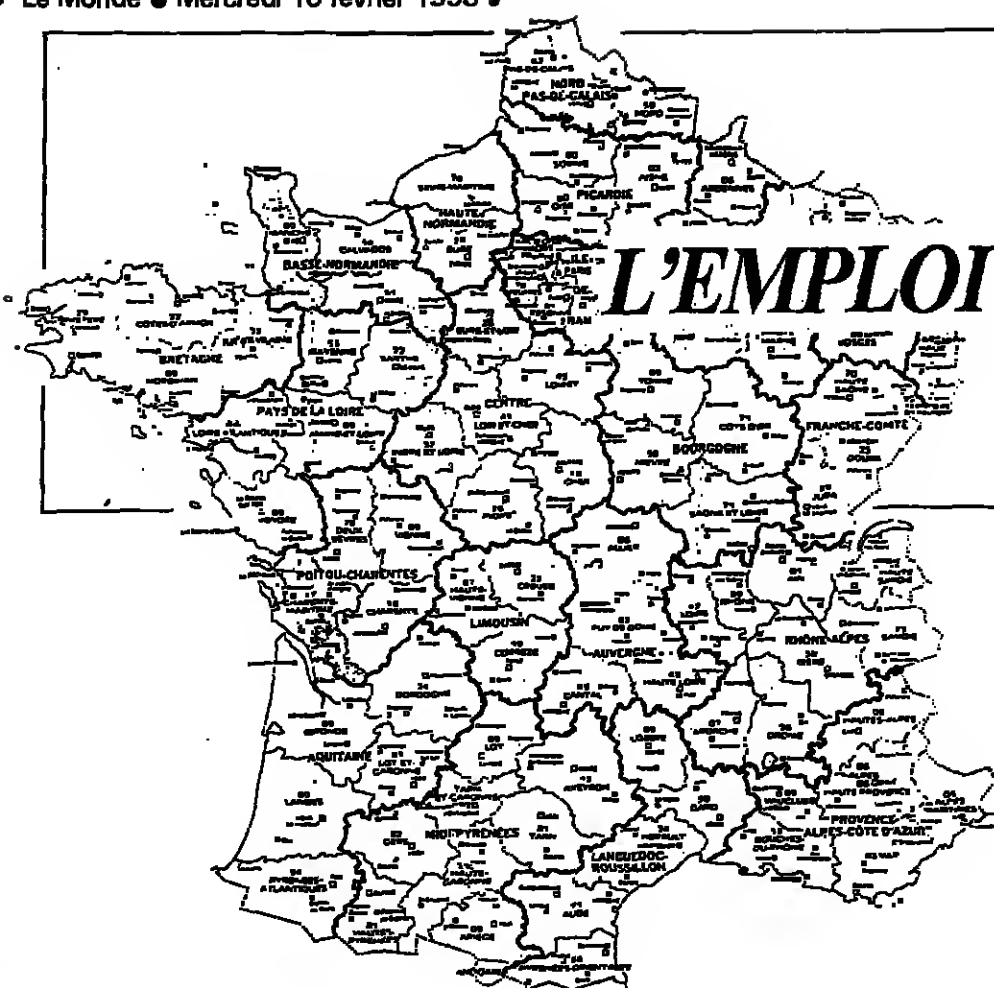
l'autorité du Directeur technique, la responsabilité de la coordination et de l'animation des actions de préparation et de mise en œuvre des budgets des différentes usines implantées dans le monde.

A 35/40 ans environ, de formation supérieure ingénieur (chimie, pharmacie,...) vous avez une solide expérience de l'encadrement et de la gestion en milieu industriel comme responsable d'un centre de profit.

Dynamique, enthousiaste, ce sont avant tout vos qualités de manager et votre charisme qui vous permettront de réussir dans cette mission très motivante qui nécessite une grande disponibilité.

Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable et une deuxième langue très appréciée.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) sous Réf. AM à M. CHALLAN, Le Grand Parc, 5 allée des Chevreuils 91800 BRUNOY, qui nous fera suivre votre dossier avec une discrétion assurée.



L'EMPLOI EN RÉGIONS

OPÉRATION
SPÉCIALE

STRUCTURE INTERCOMMUNALE D'AMÉNAGEMENT ET D'EXPANSION
RECRUTE, EN VUE DU RENFORCEMENT ÉCONOMIQUE
D'UN BASSIN D'EMPLOI DE 50 000 HABITANTS

**SON CHARGÉ DE MISSION
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE**

- **Missions essentielles:**
Marketing de la structure;
Prospection et recherche d'entreprises et d'investisseurs aux plans national et international.
- **Profil:**
De formation bac + 4/5, supérieur de commerce, il ou elle peut justifier d'expériences réussies dans des projets de développement. Pratique anglais et/ou allemand indispensable.
Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) à:
M. le Président, Syndicat d'Aménagement Viry-Marolles,
3, rue de l'Arquebuse, 51300 Viry-le-François. Fax: 26-74-54-88.

RH PARTNERS

**A tous ceux qui expriment
la volonté d'entreprendre ...**

L'événement RH de ce début d'année 1993, c'est la création du réseau RH. PARTNERS. Présent dans 6 pays, fort de 20 implantations en France et en Europe, RH PARTNERS est riche d'une expérience ancienne en Ressources Humaines et s'appuie sur des compétences de haut niveau.

Recrutement, Conseil en Gestion de Carrières, Bilans de Compétences, Conseil en Organisation et en Management, Ingénierie de Formation, Outplacement...

... Nous apportons une réponse positive et dynamique à toutes vos attentes.

PARIS / ÎLE-DE-FRANCE -
(1) 49.03.00.00
ALSACE / FRANCHE-COMTÉ -
81.81.14.09
AQUITAINE - 56.52.98.18
AUVERGNE - 73.31.31.07
BOURGOGNE - 80.45.11.11

BRETAGNE - 98.53.80.18
CHAMPAGNE-ARDENNES - 26.40.10.28
MIDI-PYRÉNÉES - 61.44.77.11
NORMANDIE - 35.70.40.55
RHÔNE-ALPES - 78.00.01.62

RH PARTNERS

Consultants seniors

... associez-vous à l'événement RH

Nous sommes légitimement ambitieux, soyez-le avec nous en rejoignant notre réseau en forte croissance.

Vous appuyant sur une méthodologie éprouvée et bénéficiant de notre antériorité dans nos régions, vous développerez un partenariat fin avec nos clients, avec vos clients.

Nous exprimons notre compétence dans la gestion des ressources humaines (recrutement, conseil en gestion de carrières, bilans de compétences, conseil en organisation et en management, ingénierie de formation...) et vous espérons excellent généraliste en ces domaines et ce, quel que soit votre diplôme de l'enseignement supérieur. Votre expérience de l'entreprise et des ressources humaines prévaudra et vos qualités de réel développeur doué d'un exceptionnel sens relationnel feront la différence.

Les postes sont à pourvoir à BESANCON (réf. P293F), CLERMONT-FERRAND (réf. P293G), LYON (réf. P293H), POITIERS (réf. P293J), RENNES (réf. P293K), TOULOUSE (réf. P293L). Veuillez adresser CV, photo, lettre manuscrite et rémunération actuelle à R.H. PARTNERS, Tour Neptune, 20 place Napoléon 1er, 92086 Paris-La Défense, en indiquant impérativement sur l'enveloppe la ou les références des villes choisies.

RH PARTNERS

J'AI CHOISI LES RESPONSABILITÉS

La DGA, c'est l'ensemble des intelligences et des énergies réunies dans près de 60 sites industriels, services techniques, laboratoires ou centres d'essais. C'est le quart de la recherche-développement en France pour garantir à long terme la défense du pays. Ce sont 6.000 ingénieurs et un point de vue exceptionnel sur un des secteurs industriels les plus innovants.

L'Atelier Industriel de l'Aéronautique de Clermont-Ferrand

RECHERCHE :

UN INGENIEUR DIPLOMÉ

débutant ou première expérience
formation mécanique générale, connaissance milieu aéronautique appréciée pour participer à la mise en place et à la gestion assurance qualité dans l'établissement et en particulier travaux sur aéronautiques.



Merci d'adresser candidature manuscrite avec CV détaillé et photo à Mme Martine ROBIN, A.L.A. Clermont-Fd - 161, avenue du Brazet - 63035 CLERMONT-FERRAND Cedex

Institut alexis carrel cherche son

Responsable Formation H/F secteur grande distribution

Vos missions :
- en relation avec les enseignes, vous prenez la responsabilité de ce secteur (adaptation, conception de programmes de formation, commercialisation, suivi des stagiaires auprès de leurs tuteurs...)
- vous enseignez entre autre le marketing et la gestion aux stagiaires (niveau BTS),
- vous animez l'équipe pédagogique.
A 30/35 ans, de formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie dans le secteur de la grande distribution et/ou de la formation. Poste basé à Lyon.
Merci d'adresser CV, lettre manuscrite (sous réf. 658 LM) à notre Conseil Jean-Louis TERRIER - ARTEMIS CONSEILS 21, rue François Gardin - 69003 LYON.

Le GROUPE IDEF et RAYMOND POULAIN CONSULTANTS

ont le plaisir de vous informer de la création à GRENOBLE d'une activité de Conseil en Gestion des Ressources Humaines (Recrutements, bilans de compétences, audits sociaux, reconversion...).

Daniel MARTINON pourra compter sur l'expertise des 130 consultants du Groupe pour aider les Entreprises de la Région Rhône-Alpes à optimiser leurs Ressources Humaines.

RAYMOND POULAIN CONSULTANTS - GROUPE IDEF
2, rue St Robert - 38120 SAINT EGREVE - Tél. 76.75.02.27



Raymond Poulain Consultants

هكذا من الأعمال

خدمات الأعمال

REPRODUCTION INTERDITE
OPÉRATION SPÉCIALE

L'EMPLOI EN RÉGIONS



LILLE GRAND PALAIS
recrute un
DIRECTEUR D'EXPLOITATION
pour son ZENITH
Ouverture prévue : été 1994

Recruté par LILLE GRAND PALAIS, le Directeur aura la responsabilité de la programmation, des contacts avec les producteurs et tourneurs et de l'accueil technique des spectacles. Il participera au comité de coordination des événements culturels lillois.

Le candidat devra justifier d'une bonne connaissance du milieu de la production artistique française et étrangère organisatrice de tournées et aussi d'une bonne expérience d'exploitant de salle.

Comme tous les cadres de LILLE GRAND PALAIS, le candidat évoluera dans un contexte international où la pratique de l'anglais est indispensable.

La candidature retenue sera soumise pour agrément au Ministère de la Culture après avis des professionnels.

Les candidatures manuscrites et accompagnées de CV détaillés doivent être envoyées à :

LILLE GRAND PALAIS. M. Patrick MARNOT, Directeur Général
48, rue des Canonnières - 59800 LILLE
Date limite de réception : 15 MARS 1993

L'image au service de l'emballage

Ingénieur de développement opto-électronique



Le département bouteille est le 1er producteur européen de bouteilles en verre. Avec 3 000 personnes et 6 usines, il réalise un CA de 2,9 Mds de Francs.

Au sein de BSN EMBALLAGE, MSC (Machine-Système de Contrôle) fonctionne comme une véritable PME. Structure intégrée à notre direction technique, MSC impose son savoir-faire de la vision, de la détection de défauts du contrôle verrier, en France comme à l'étranger.

Dans un constant souci d'innovation, et ce pour développer nos futures générations de machines de contrôle, vous concevez et réalisez les prototypes, assurez les essais industriels et l'amélioration du produit au cours de sa commercialisation.

Ingénieur de formation supérieure en mesure physique, automatisme ou électronique, vous intervenez en véritable expert auprès de nos clients. Vous possédez des compétences techniques pointues grâce à une première expérience professionnelle qui vous a permis de maîtriser les technologies d'acquisition et de traitement d'image par ordinateur (connaissances hardware et software).

Ce poste est basé près de Lyon.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence AD33 M, à BSN, Service Recrutement des Cadres, 7 rue de Téhéran, 75381 Paris Cedex 08.



PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS ET TROISIÈME EUROPÉEN

Société exportatrice à forte croissance, spécialisée dans le domaine médical recherche sou

Responsable Juridique

Littoral Nord

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous avez pour mission de créer et animer la fonction juridique. Vous êtes responsable de la mise en place des procédures juridiques dans la société ainsi que dans les filiales.

Vous supervisez l'ensemble des contrats (commerciaux, R et D, etc...) négociés par la société tant en France qu'à l'étranger en veillant à leur conformité.

Vous gérez le portefeuille des polices d'assurances ainsi que les dossiers de responsabilité civile en liaison étroite avec les cabinets et consultants extérieurs. Vous suivez aussi le secrétariat juridique de la société et de ses filiales.

Excellente juriste, ayant un goût prononcé pour le conseil et aimant les contacts vous êtes dynamique et motivée et souhaitez vous investir dans une société riche en perspectives d'évolution.

Un excellent niveau d'anglais est indispensable.

Contactez Antoine Rusconi, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. AR8812MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement juridique et fiscal



Lilly : Les hommes, la science, la vie

STATISTICIEN

Lilly France, 1ère filiale du Groupe américain Eli Lilly, aime les hommes et les femmes qui veulent vivre avec passion leur carrière professionnelle.

Des produits phares, des investissements conséquents et une politique de Ressources Humaines favorable à l'épanouissement de chacun sont autant de facteurs qui vous feront découvrir l'industrie pharmaceutique à son meilleur niveau.

Ingénieur ENSAE ou titulaire d'un DESS de mathématiques appliquées aux statistiques, vous possédez une première expérience industrielle, si possible en production pharmaceutique.

Rattaché à la Division Qualité, au sein de nos unités "formes injectables", vous assurerez en liaison avec les services statistiques de notre maison mère, le support aux fonctions contrôle qualité, laboratoires de contrôle, services techniques et production.

Vos aptitudes relationnelles alliées à un véritable sens pédagogique sont des qualités indispensables à cette mission d'analyse et de conseil.

La maîtrise de l'anglais courant et de solides connaissances en micro-informatique vous seront nécessaires.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite et CV, à Denis François - Lilly France - 2, rue du Colonel Lilly 67640 Fegersheim.



UN GRAND DE LA SANTÉ

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU TERRITOIRE DE BELFORT RECRUTE POUR SA DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT UN CHARGÉ D'ÉTUDES MILIEU NATUREL

Au sein du service de l'environnement, ce personnel sera chargé de conduire la politique départementale de protection et de valorisation des espaces naturels.

- Vos missions :**
 - définition des secteurs d'intervention, élaboration des dossiers et études correspondantes ;
 - définition, suivi des études à mener, plans de gestion ;
 - suivi des zones de préemption départementales ;
 - négociations avec les partenaires publics et privés (particuliers, associations, communes, administrations...)
 - gestion administrative, réglementaire et technique de chacun des dossiers ;
 - suivi des dossiers d'aménagement intégrant des problèmes d'environnement dans lesquels le département est impliqué.
- Votre profil :**
 - bac + 4 minimum ;
 - spécialités : gestion du milieu naturel et ou aménagement du territoire.

Vous êtes dynamique, autonome et rigoureux. Vos aptitudes à la bureautique et vos compétences en écologie générale sont affirmées.

- Votre rémunération :**
 - Dans la limite de 140 000 F brut/an.

Merci d'adresser votre candidature assortie d'un curriculum vitae détaillé à :

Monsieur le Président du conseil général
Hôtel du département-Place de la Révolution-Française
90020 BELFORT CEDEX



DIRECTEUR DE PRODUCTION

Le Groupe Hay Managers recrute un Directeur de Production pour son client, une entreprise industrielle de grande envergure, spécialisée dans la production de produits chimiques.

Le candidat devra avoir une expérience significative en tant que Directeur de Production, avec une maîtrise parfaite des techniques de gestion de production, de planification et de contrôle de qualité.

Il devra également posséder de solides compétences en matière de gestion d'équipe et de relations avec les clients et fournisseurs.

Un excellent niveau d'anglais est requis.

Le poste est basé dans une région industrielle.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence JDV 1234, à Hay Managers, 10 rue de la République, 92000 Nanterre.

Un poste clé en Touraine au cœur de notre production.

Contrôleur de gestion



FAIVELEY, avec 900 personnes et une forte croissance annuelle, est une entreprise de grande renommée spécialisée dans l'équipement embarqué de pointe. On retrouve ses matériels aussi bien sur la TGV que sur le VAL et divers réseaux de grandes métropoles mondiales, comme Montréal, Caracas et Le Caire.

Rattaché au responsable du contrôle de gestion de Faiveley Transport et intégré à une équipe de 5 personnes, il réalisera les comptes de résultat "usine", participera au développement d'outils d'aide à la décision (analyse par division, affaire, produit), veillera au respect et à la mise en place de procédures.

De formation supérieure de type ESC (option logistique appréciée) ou DESS de gestion, le candidat retenu justifiera d'une première expérience du contrôle de gestion de production dans une entreprise à caractère industriel. La maîtrise de l'outil informatique est indispensable.

Nous sommes un groupe en forte expansion, offrant des évolutions de carrière. La rémunération sera en fonction des compétences et de l'expérience présentée.

Pour ce poste basé en Touraine, merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétention), sous réf. CG/AM, à Mme Chouffey, Chef du personnel, Faiveley, 143 boulevard Anatole-France, Carrefour Playel, 93200 Saint-Denis.

Faiveley
les systèmes du futur

OPÉRATION
SPÉCIALE

L'EMPLOI EN RÉGIONS

ANIMATION, CLIENT, RESULTAT.
AU CIO, NOS DIRECTEURS D'AGENCE SONT DE VRAIS MANAGERSLA BANQUE DES RÉGIONS DU GRAND OUEST - 2 400 COLLABORATEURS - 180 AGENCES SUR 18 DÉPARTEMENTS
UN FNB DE + 9% ET UN RBE DE + 50% AU 30.09.1992

complète ses équipes d'encadrement sur l'ensemble de son territoire d'exploitation et vous propose de participer à la réalisation de ses ambitions dans des postes de :

DIRECTEURS D'AGENCE

Dans un de ces postes, vous serez sur le terrain un acteur essentiel de la réalisation de notre PLAN D'ACTION DÉVELOPPEMENT et serez largement associé à la définition des objectifs de votre centre de profits. Vous disposerez également de moyens d'action importants pour accroître, dans un contexte d'autonomie, le volume, la qualité et la rentabilité de nos prestations tout en veillant constamment à la qualité des risques.

■ A environ 35 ans, vous pouvez justifier d'une expérience réussie de l'animation d'équipe en tant que Directeur d'une Agence bancaire et vous souhaitez aujourd'hui renforcer votre dimension de généraliste de l'exploitation et de Manager. Nous vous proposons de prendre la Direction d'une Agence de 15 à 20 personnes (Réf. : 2740).

■ A environ 30 ans, vous êtes devenu un vrai professionnel de la relation clientèle et souhaitez maintenant démontrer vos qualités de Manager. Nous vous proposons de prendre la Direction d'une Agence d'environ 10 personnes (Réf. : 2741).

Dans les deux cas, vous possédez une formation supérieure Bac +4/5 et/ou ITB et souhaitez rejoindre une structure dynamique et à taille humaine qui saura vous offrir à moyen terme des perspectives d'évolution réelles et diversifiées à la mesure de vos aptitudes et de vos aspirations.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (C.V., photo, lettre manuscrite et prétentions) en précisant la référence à Michel BERNET-ROLANDE - BR CONSEIL - 20, rue Marie-Anne du Bocage - 44000 NANTES.

CIC
Banque
CIORHONE
ALPESIngénieur
maintenance

De formation AM, INSA ou équivalente vous avez impérativement une expérience d'au moins 2 ans dans un poste similaire. Passionné par cette fonction, vous souhaitez évoluer sur un site ultra-moderne. (réf. IM)

Jeunes
ingénieurs

(option microélectronique, physique des matériaux, ...) pour rejoindre le Service Développement des Procédés. (réf. JI)

Pour ces postes, nous vous proposons un contexte très opérationnel, au sein d'un groupe qui se donne les moyens pour maintenir son leadership technologique.

Merci d'adresser votre candidature sous référence correspondante à GP INTERNATIONAL - 41, quai Fulchiron - 69005 LYON.

GP
InternationalDIRIGEZ NOTRE FILIALE
INGENIERIE ENSEMBLIER

450 KF +

■ Au sein d'un groupe français intervenant dans la tuyauterie chaudronnerie, notre filiale ingénierie ensemblier opère en France et à l'étranger dans le pétrole, la chimie, l'agro-alimentaire etc. Nos bons résultats 92, nos commandes 93 nous permettent de préparer l'avenir avec sérénité.

■ Ingénieur d'une quarantaine d'années, votre expérience en ingénierie est indéniable et vous souhaitez élargir votre champ d'action. OF COURSE YOU ARE REALLY ABLE TO WORK IN ENGLISH.

Contactez notre chasseur de têtes Pierre BUCCAL qui vous assure de la plus grande confidentialité : CONCORDANCES - 129 rue Servant - 69003 LYON. Tél. 78 63 65 60 - Fax 78 63 65 59

CONCORDANCES
Les missions de confiance

NICE

Notre PME (180 personnes), filiale d'un Groupe National spécialisé dans l'électronique de pointe et l'informatique industrielle, recherche dans le cadre de l'expansion de son Service Etudes :

Un Ingénieur Responsable Réseau

Vous avez : ■ une formation d'Ingénieur en Electronique/ Télécom... ■ une très bonne connaissance de l'architecture matérielle et des normes ISO, RNIS, ■ environ 7 ans d'expérience en milieu industriel.

Venez rejoindre notre équipe : nous vous proposons d'assurer, dans le domaine des réseaux d'automatisme et temps réel (transmission de données, phonie) :

■ Les travaux de pré-étude en relation avec les clients et le service commercial, ■ la définition des architectures réseaux, ■ la gestion technique des projets.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous référence 120.01 à notre Conseil qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

ADC

ADC Recrutement Audit Social
107, av. Léon Béranger - 06700 St Laurent du VarINGENIEUR D'AFFAIRES
CONFIRME

■ Prenez en charge le montage d'opérations d'investissements dans le secteur du tourisme.

De niveau Bac + 4/5, issu d'une formation économique ou scientifique, avec une expérience de 5 à 10 ans, vous êtes à même de proposer et de suivre le montage d'opérations sur le plan juridique, technique, financier et commercial.

Doté d'un tempérament d'aménageur, mais aussi d'animateur d'équipe, vous avez de réelles capacités à négocier.

Vous vous impliquerez totalement dans le développement de cette activité sur la région Lilloise et Centre-Ouest.

Ce poste est basé à UMOGES, après une période de formation à CLERMONT-FERRAND. (Réf. IAC)

CHARGE D'AMENAGEMENT
SENIOR

■ Développez la fonction aménageur touristique

Diplômé d'une formation Bac + 4/5 en architecture/urbanisme, ou géographie/aménagement, vous avez acquis une expérience de 5 à 10 ans des études d'aménagements touristiques et des collectivités locales.

Vous étudiez et élaborerez des schémas d'aménagement et assisterez les ingénieurs d'affaires touristes lors de la réalisation d'études de faisabilité.

Créativité et capacité d'analyse et de dialogue sont indispensables à la réussite de cette mission dont le poste est basé à CLERMONT-FERRAND (Réf. CAS).

Merci d'adresser votre candidature avec CV, photo et lettre de motivation en précisant la référence du poste souhaité, à l'attention de M. REGNIER SOMIVAL - BP 28 - 63001 CLERMONT-FERRAND cedex 1.

Nous sommes une
Société de Services
solidement implantée
sur le centre de la
France qui concourt au
développement du
tourisme d'espace en
partenariat avec les
collectivités locales et
les professionnels
du Tourisme.
Pour renforcer
nos équipes,
nous recherchons
2 collaborateurs.

SOMIVAL

Pour passer vos annonces :

46-62-73-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

CONSEILS
EN CARRIÈRECadres
à la recherche d'un deuxième souffle

Vous souhaitez évoluer, trouver de nouvelles opportunités, peut-être changer de secteur. Bref, vous recherchez autre chose. Les consultants d'IMPULSE peuvent vous y aider. Grâce à notre savoir faire et à notre connaissance du marché — notre groupe s'appuie sur 20 années d'expérience —

de nombreux cadres ont réussi leur évolution professionnelle, en particulier en accédant à la face cachée du marché qui offre les meilleures perspectives.

Bilan de carrière,
outplacement ?

Du fait de la pertinence de notre démarche,

certaines entreprises ont répondu positivement en finançant nos programmes. Vous pouvez nous contacter pour un premier entretien confidentiel et sans engagement au 42 99 95 21 ou écrire à IMPULSE 8, rue de Berri 75008 PARIS.

IMPULSE

CONSEIL PERSONNEL EN ÉVOLUTION PROFESSIONNELLE

Membre du Groupe F.W.

هكزامن الفصل

مخبر من الأعمال

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES



Votre talent : Analyser, Conseiller, Développer

CHARGÉS D'AFFAIRES

Votre sens de la rigueur vous permettent d'apprécier les besoins de nos entreprises clientes ; vous les conseillez dans la poursuite de leur développement ; vous construisez avec elles des relations durables à long terme. La promotion de nos quatre métiers sont à pourvoir dans nos implantations régionales, et à LYON, NICE, ORLÈANS et RENNES, après une formation de 3 à 6 mois à Paris.

Dans cette activité, nous comptons sur votre expérience (Grandes Ecoles Commerciales ou Scientifiques) et sur vos 3 à 7 ans de relations avec les entreprises.

La parfaite connaissance d'une langue étrangère est souhaitée.

Merci de nous adresser votre candidature : lettre manuscrite, CV, photo et indication de votre rémunération actuelle - CRÉDIT NATIONAL - Département des Ressources Humaines 45, rue Saint-Dominique 75700 PARIS.

France Inter, France Info, France Culture, France Musique, Radio Bleue, Radio France Alsace, Radio France Armorique, Radio France Auxerre, Radio France Belfort, Radio France Berry, Radio France Besançon, Radio France Bordeaux Gironde, Radio France Bourgogne, Radio France Bretagne, Radio France Océan, Radio France Orléans, Radio France Paris, Radio France Pyrénées, Radio France Rhône-Alpes, Radio France Rouen, Radio France Saône-et-Loire, Radio France Savoie, Radio France Seine-Maritime, Radio France Vendée, Radio France Vienne, Radio France Vosges, Radio France Yvelines.

Chef de projet gestion prospective de l'emploi et de la mobilité

Dans le cadre de sa Délégation Générale aux Ressources Humaines, Radio France crée ce poste de Chef de Projet : chargé de mettre en œuvre une démarche de gestion prospective de l'emploi et des compétences, vous aurez une mission très concrète de coordination, d'animation, de suivi et d'assistance des groupes de travail métiers, des animateurs et des consultants.

Vous avez une expérience confirmée de conseil en ressources humaines ainsi que de la gestion du personnel. Concret et organisé, vos qualités d'animation, de communication ainsi que votre sens de la pédagogie, vous permettront de réussir à ce poste. La rémunération est de l'ordre de 240 Kf.

Merci d'adresser votre candidature motivée (lettre manuscrite, cv, photo) sous réf. CP à RADIO FRANCE - Délégation Générale aux Ressources Humaines - 116, av. du Président Kennedy - 75786 Paris Cedex 16 - Réponse et confidentialité garanties.

Orchestre National de France, Orchestre Philharmonique de France, Chœur de Radio France, Maîtrise de Radio France



Le CIC PARIS, 1ère Banque du Groupe CIC, recherche pour sa DIRECTION FINANCIÈRE, deux cadres diplômés : X, CENTRALE, HEC, ESSEC...

Responsable du Développement sur Produits de Marchés

Chargé de créer l'activité Recherche et Développement sur des produits monétaires et financiers, vous entretenez un véritable partenariat avec les équipes commerciales de la salle des marchés auxquelles vous apportez votre technique.

Avec 4 à 5 ans d'expérience dans le monde financier, vous avez acquis la maîtrise des produits de marchés, et affirmez vos capacités d'adaptation et d'autonomie.

Votre pragmatisme allié à un sens créatif reconnu vous permet de proposer des solutions efficaces et adaptées.

Gestionnaire de Bilan

Vous assurez l'analyse des grands équilibres du bilan et la mise en œuvre des opérations de couverture.

Votre expérience de 2 à 3 ans dans une Direction Financière, si possible à un poste similaire, vous a rompu aux méthodes de gestion des risques.

Avant tout rigoureux, vous savez faire preuve de qualités relationnelles et d'ouverture.

Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite et CV, en précisant le poste choisi, à M. Thierry de Lassus - CIC Paris - DRH - 66, rue de la Victoire 75009 Paris.

Un très grand Groupe français, leader dans son secteur de haute technologie, recherche pour sa Direction Juridique un

Juriste international

LE POSTE : Au sein du Département Contrats Internationaux, ses attributions comprennent : la rédaction et la négociation de tous contrats internationaux, la participation au montage juridique d'opérations d'investissement à l'étranger.

LE CANDIDAT : A 30 ans environ, doté d'une formation approfondie en droit des affaires (DJCE, DEA, DESS...) avec si possible des connaissances en fiscalité, vous pouvez justifier d'une expérience réussie d'environ 5 ans en entreprise et/ou en cabinet, acquise dans des activités internationales. Anglais indispensable, seconde langue appréciée.

Veuillez contacter Frédéric FOUCARD au (1) 42.89.09.17 ou envoyer-lui un dossier de candidature complet sous référence 1448/FMF à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu - 75008 Paris.

Norman Parsons
GROUPE ROBERT HALF



Maurice Benzaquen,
Jean-Pierre Carlier,
Jean Claude Lambert,
Jean-Louis Patrice Lhuere,
Eric Chazouat
et les 55 consultants d'ALTIS
ont le plaisir de vous ouvrir
les portes de
votre cabinet de conseil.

ALTIS, créé en 1988 par des directeurs de Big Six, recherche des consultants expérimentés dans une activité de conseil en management (3 ans d'expérience, ou plus). Adressez votre candidature à Jean LAUDIC.

ALTIS - Conseil en Management
58, Boulevard Exelmans - 75016 PARIS.

CONTROLEUR DE GESTION OPERATIONNEL

PARIS

Solide et prestigieux groupe de VPC en forte croissance, nous renforçons notre équipe financière

Sous la responsabilité du Directeur Financier, vous êtes en charge du suivi budgétaire, vous mettez en place de nouvelles procédures de contrôle financier et vous assurez un contrôle rigoureux des coûts, grâce à des contacts "terrain" permanents. Vous gérez également l'organisation informatique et micro-informatique de la Direction Financière.

A 27/29 ans, de formation supérieure en gestion, vous avez une première expérience (3/4 ans) de contrôle de gestion opérationnel, acquise dans une société à forte culture budgétaire (de préférence industrielle). Vous maîtrisez l'outil informatique.

Homme de terrain, à l'aise dans les contacts et sachant communiquer avec fermeté et diplomatie, vous avez la rigueur, la disponibilité et la persévérance d'un vrai Contrôleur.

Merci de bien vouloir adresser votre candidature sous réf. PC 1819 à notre Conseil PLEIN CADRE (Groupe TRANSEARCH FRANCE) - 160 av. de Versailles - 75016 PARIS.

PLEIN CADRE
CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

DINERS CLUB DE FRANCE, établissement financier spécialisé dans la carte de paiement, filiale d'un grand groupe français, recherche son

Directeur du Crédit

Homme de propositions, vous managez une équipe de 25 personnes avec laquelle vous développez des actions d'optimisation des Risques, des Autorisations ainsi que du Recouvrement Amiable et du Contentieux. Vous travaillez en étroite collaboration avec le Directeur Général.

Agé de 35 ans environ, vous avez une formation supérieure en droit et finances. Vous avez acquis, si possible, au sein d'un établissement de Crédit à la Consommation, une solide expérience de 10 ans du Risque et du Recouvrement Particuliers et Entreprises.

La connaissance des outils modernes de recouvrement, le goût de l'analyse statistique ainsi que la pratique de l'anglais seront très appréciés.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + prétentions, CV et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. DC/2 au Département des Ressources Humaines - DINERS CLUB DE FRANCE - BERKELEY Building - Cedex 19 - 92903 PARIS LA DEFENSE.



Diners Club International

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

THE BANK OF TOKYO LTD

Recherche pour sa succursale à Paris

**Analyste de crédit
Chargé de clientèle**

(grandes entreprises et financements spéciaux)

- Formation supérieure en gestion/finance.
- Environ 30 ans, expérience de 3-5 ans acquise dans une banque anglo-saxonne (analyse de bilans, évaluation des entreprises ou des projets et montage des crédits).
- Anglais très courant absolument indispensable.
- Maîtrise de la micro-informatique.
- Esprit rigoureux mais ouvert, sens du travail en équipe, aisance relationnelle.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. CMG, à la Direction du Personnel, 8 rue Sainte-Anne, 75001 Paris.

Nous sommes parmi les leaders de la réassurance en France et au plan international. Comme vous l'imaginez, nous gérons des masses financières importantes et, dans un contexte qui reste porteur aujourd'hui, nous recherchons le :

**RESPONSABLE
DES INVESTISSEMENTS
FINANCIERS**

Adjoint au Directeur Financier, vous agissez, dans le cadre d'une politique bien définie, vous assurez la gestion complète de l'ensemble des investissements financiers de la société, sur des marchés diversifiés, en plusieurs devises avec une forte dominante obligataire.

A 35 ans, de formation école de gestion ou universitaire... vous avez acquis en entreprise, banques/étab. financiers, salle des marchés, une réelle compétence technique obligataire. Votre sens relationnel, votre ouverture d'esprit et une capacité d'adaptation rapide seront gages aussi de votre réussite chez nous. Bien sûr, vous parlez anglais. Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre, cv, sous référence 4/971 à Bernard Julhiet Conseil et Développement 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois Perret Cedex.

Membre du Syntec

BERNARD JULHIET
CONSEIL ET DÉVELOPPEMENT

Le Groupe EMERAUDE, filiale de GIPPI, se développe fortement dans le secteur de l'hôtellerie et des loisirs. Notre siège situé à Paris, dirige, organise et contrôle l'exploitation de 11 sites répartis sur toute la France.

Notre forte expansion nous amène à créer le poste de

**Secrétaire Général,
Directeur Administratif
et Financier**

350 KF +

Membre du Comité de Direction, vous créez et mettez en place au siège, la cellule chargée de mettre en œuvre, faire appliquer et contrôler l'ensemble des procédures de comptabilité générale et analytique, gestion, budgets, trésorerie, sur support informatique.

Vous conseillez aussi bien les opérationnels sur les sites que les Dirigeants du Holding sur le plan financier, juridique, fiscal. Au niveau du Groupe, vous réalisez la consolidation des comptes et intervenez pour conseiller l'équipe dirigeante dans les domaines des fusions-acquisitions, assemblées générales, opérations sur le capital, relations avec les experts comptables et juridiques.

De formation DECS, vous avez acquis une expérience similaire dans une activité incluant le management de centres de profit à distance (chaînes, hôtellerie...). Mobile et très disponible vous possédez l'autorité et la capacité pour faire appliquer vos procédures. Vous avez l'envergure nécessaire pour évoluer avec le groupe à croissance rapide.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV et photo sous référence DAF à SOURCES, 108, rue Saint Honoré - 75001 PARIS.

Importante société industrielle (CA 4 mds)
liée à un grand groupe français du secteur
de l'électronique professionnelle recherche son

Fiscaliste

PARIS

Rattaché au Département Juridique et Fiscal et en étroite relation avec les services juridiques et comptables de la société, votre mission comprend :

- la supervision des déclarations fiscales et de la fiscalité interne : impôt sur les sociétés, taxe professionnelle, TVA, etc.
- l'élaboration de la réflexion fiscale de la société ainsi que le suivi de la réglementation fiscale,
- la réalisation, l'optimisation des opérations fiscales à l'étranger et la gestion des contrôles fiscaux.

Vous assurez votre rôle d'assistance au sein de la société en liaison avec les responsables de la société et les opérationnels.

Agé de 30 ans environ, de formation juridique et fiscale supérieure (ENI, DESS, etc.), vous justifiez impérativement d'une première expérience réussie de 3 ans acquise en entreprise ou dans l'administration, dans le domaine de la fiscalité des affaires.

Vous exercez vos activités en complète autonomie avec un sens aigu du conseil et vos aptitudes tant techniques que relationnelles vous permettront de créer, développer et de valoriser la fonction fiscale dans la société. Un bon niveau d'anglais lu est exigé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à notre Conseil AREC - 9, rue de la Prairie - 94360 BRIE SUR MARNE

AreCCONSEIL EN RECRUTEMENT
ET GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**LE MONDE
DES CADRES****Négociateur Rédacteur Accords**

Société de Software, leader mondial sur son marché (CA 1 milliard de francs, forte rentabilité) ayant comme clients les grands Groupes Industriels mondiaux recherche pour son Service Relations Contractuelles un Négociateur Rédacteur Accords.

Sa mission : participer activement soit directement soit en tant que conseil aux négociations stratégiques ; définir et formaliser les aspects techniques, commerciaux, financiers et juridiques des accords ; assurer le suivi des affaires dont il aura la charge.

Agé d'environ 30 ans, de formation ESC et maîtrisant les mécanismes des contrats internationaux ou juriste ayant démontré des aptitudes à la négociation d'affaires en milieu international, le candidat recherché aura une expérience réussie d'au moins trois ans dans la négociation avec des partenaires industriels.

Si vous avez le sens du mot juste en français et en anglais, si vous êtes rigoureux et doté d'un bon esprit d'analyse, si vous êtes ferme avec du tact, merci d'adresser votre candidature s/réf. M 252 à notre conseil Linden 20 rue Pergolèse - 75116 PARIS

Linden

Nous sommes filiale d'un groupe
institutionnel et financier
de premier plan et recherchons
dans le cadre de notre activité
de promotion immobilière :

**■ UN RESPONSABLE
COMMERCIAL**

chargé de la mise en œuvre de la politique commerciale et de l'animation de la force de vente.

**■ UN RESPONSABLE
de programmes confirmé pour la
prise en charge d'opérations de
promotion en Ile-de-France.**

Ces postes sont basés
en région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo, et prétentions) sous réf. : 8624

LE MONDE PUBLICITÉ,
15/17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75902 Paris Cedex 15

هكزان العمل

هكدام الاجل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 10 février 1993 43

LE MONDE DES CADRES

CONSULTANTS SENIORS Conception et mise en œuvre de stratégies Qualité

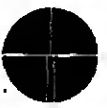
EUREQUIP est l'un des principaux Cabinets français de Conseil de Direction. Son Département Qualité se renforce pour répondre à une croissance importante de ses activités, notamment dans les secteurs suivants :

INDUSTRIE

Ingenieur Grande Ecole (X, Centrale, A & M...), vous vous êtes personnellement impliqué, au cours de vos 5 à 7 ans d'expérience industrielle, dans la mise en place de projets Qualité. Vous maîtrisez les approches Qualité (A.Q., AMDEC, SPC...). Vous exercez aujourd'hui des responsabilités de direction et d'animation d'équipe.

Dès votre intégration, vous intervenirez dans le cadre de missions de haut niveau. Vous vous y formerez à nos méthodes tout en exprimant vos acquis professionnels et vos qualités d'écoute, de communication et d'animation. Vous vous y préparerez aux futures responsabilités que nous souhaitons vous confier.

Votre dossier de candidature (lettre, C.V. et photo) sera étudié en toute confidentialité. Merci de l'adresser, sous la référence JLLC/5365, à Véronique WELLE



EUREQUIP

5, Esplanade Charles de Gaulle
92735 Nanterre Cedex



Présent dans six pays, le Groupe Michael Page, coté en bourse, représente 500 MF de CA pour 350 consultants. Notre spécificité nous conduit à intervenir sur les recrutements de cadres financiers et comptables et sur les cadres marketing et commerciaux. Dans le cadre de notre développement en France, nous recherchons des

CONSULTANTS

(expérience Marketing/Commerciale)

En charge de la prospection, négociation et conseil de nos Clients, vous exercerez un métier à la frontière du commercial marketing et des ressources humaines.

Nous recherchons des candidats autonomes et entrepreneurs pouvant justifier d'une bonne connaissance des fonctions commerciales et marketing ou d'une expérience du recrutement de commerciaux acquise en cabinet.

Veuillez adresser CV + photo + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Michael Page Commercial & Marketing, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. AN1000MO.



Michael Page
Commercial & Marketing

RESPONSABLE DE FORMATION

SEINE ET MARNE - 300 KF/AN



Accueillant prioritairement des adultes handicapés physiques mais aussi des jeunes dans le cadre de la formation professionnelle, de stage de qualification et d'insertion, nous recherchons un candidat de formation supérieure : ingénieur ou niveau, après de part son expérience à encadrer et manager une équipe de 60 collaborateurs dans le souci constant d'organiser des stages de formation de niveau VI, V, IV allant de l'alphabetisation à la qualification professionnelle.

Compétences en organisation et méthodes, goût du travail en équipe allés à votre sens de la pédagogie sont les qualités que nous souhaitons voir s'épanouir dans un environnement dynamique impliquant souplesse et polyvalence. Pour ce poste situé en Seine et Marne, nous garantissons une rémunération de l'ordre de 300 KF/AN. Faites-nous part de votre motivation en adressant CV, photo et prétentions à C.O.S., Nanterre-sur-Lurain - BP 34 - 77792 NEMOURS CEDEX.

OK-CONTESSE

Hélène CHAPPÉ,

HEC, 12 ans d'expérience en entreprise (L'ORÉAL, LESIEUR et BEL), consultante depuis 1991, rejoint le cabinet de conseil en Ressources Humaines ALPHÉE en qualité de Directeur Associé. Aux côtés d'Étienne SIMONNET, Président-Directeur Général d'ALPHÉE, Hélène CHAPPÉ prend en charge le développement du Département Carrière.

3 rue de Vienne, 75008 Paris. Tél. 42 94 21 34

Communication & Carrière

ORGANISATION INTERNATIONALE RECRUTE

L Y O N

réviseurs

DE LANGUE MÂTERNELLE FRANÇAISE / ± 220 KF

Vous serez chargé de réviser et au besoin effectuer des traductions en français à partir de l'anglais ou de l'espagnol. Selon compétence, l'un des deux réviseurs sera embauché comme Chef de Service Linguistique et assurera, à ce titre, l'organisation et le contrôle du travail de la section (4 personnes). (Réf. 840/R).

traducteur

DE LANGUE MÂTERNELLE FRANÇAISE / ± 180 KF

Vous serez chargé de traduire en français des textes rédigés en anglais ou espagnol. (Réf. 840/T).

POUR CES POSTES, UN NIVEAU UNIVERSITAIRE EST REQUIS, AINSI QU'UNE PARFAITE MAÎTRISE DU FRANÇAIS ET UNE CONNAISSANCE APPROFONDIE DE L'ANGLAIS ET DE L'ESPAGNOL. UNE EXPÉRIENCE DE QUELQUES ANNÉES DANS DES FONCTIONS SIMILAIRES SERA NETTEMENT APPRÉCIÉE. APRÈS UNE PREMIÈRE SÉLECTION SUR DOSSIER, LES CANDIDATS SERONT CONVOQUÉS À UN CONCOURS. MERCI D'ADRESSER LETTRE, CV, PHOTO ET RÉMUNÉRATION ACTUELLE, EN PRÉCISANT LA RÉFÉRENCE CHOISIE, À MEDIA-SYSTEM, 55 PLACE DE LA RÉPUBLIQUE, 69002 LYON, QUI TRANSMETTRA. (LIMITÉ D'ENVOI DES CANDIDATURES : 18 FÉVRIER 1993).

MEDIA-SYSTEM

ORGANISME FRANÇAIS DE COOPERATION INDUSTRIELLE

Quartier Etoile

CONSULTANT

La coopération industrielle et les transferts de technologies sont devenus une priorité pour les entreprises françaises soucieuses de s'ouvrir à l'international.

Notre organisme a reçu pour mission de promouvoir une telle action et d'assister les entreprises dans leur démarche, particulièrement sur la zone ASIE.

Dans ce cadre, nous recherchons un consultant qui sera basé à Paris. De formation supérieure technique, commerciale ou gestion, il a acquis une expérience diversifiée en entreprise ou en cabinet conseil.

Une parfaite maîtrise de l'Anglais est exigée.

Disponibilité immédiate.

Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 309 à C.K. 7, rue Robert Le Coir - 75016 Paris.



Chantal Kenygn

Groupe de conseil et de formation en expansion, nous recherchons pour renforcer les équipes de notre Activité Management - Communication des

CONSULTANTS FORMATEURS VACATAIRES

10 à 30 JOURS PAR AN

- STRATÉGIE ET ENVIRONNEMENT
- GESTION DU TEMPS
- ORGANISATION
- MANAGEMENT DES HOMMES
- GESTION ÉCONOMIQUE ET BUDGÉTAIRE
- COMMUNICATION

Vous possédez une solide expérience opérationnelle (5 ans minimum) dans un des domaines ci-dessus et avez par le passé participé à des actions de formation. Vous êtes pédagogue et disposez si possible de vos propres supports de cours. Pour en savoir plus, merci d'adresser CV, lettre manuscrite et photo sous réf. 36325 à : CIEFOP - Madame RUGLIO - 60, rue de Wattignies - 75012 Paris.

Ciefop

BCEOM



Société Française d'Ingénierie
recherche

TRADUCTEUR/TECHNIQUE H/F

DIPLOME FRANÇAIS / ANGLAIS

Vous assurerez de manière autonome la traduction vers l'anglais de documents rédigés en français par nos différentes divisions techniques, ainsi que la relecture des divers rapports écrits par nos ingénieurs et chargés d'études.

Une expérience confirmée en traduction du Français vers l'Anglais dans le domaine de l'Ingénierie (infrastructures de transport, hydraulique, ...), une excellente maîtrise de la langue anglaise, de préférence justifiée par des origines britanniques ou nord-américaines nous paraissent indispensables pour occuper ce poste. De bonnes connaissances en espagnol et pratique du traitement de texte sur Macintosh sont souhaitées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 9302 à : BCEOM Place des Frères Montgolfier - 78298 GUYANCOURT Cedex. Fax : 30.12.10.95.

OK-CONTESSE

SECTEURS DE POINTE

Créez les produits de demain...

Ingénieur R&D
climatisation

FAIVELEY, avec 900 personnes et une forte croissance annuelle, est une entreprise de grande renommée spécialisée dans l'équipement embarqué de pointe. On retrouve ses matériels aussi bien sur le TGV que sur le VAL et divers métros de grandes métropoles mondiales, comme Montréal, Caracas et Le Caire.

Rattaché au Chef de Produit, vous travaillez avec 3 impératifs : qualité, délais et coûts. Vous vous tenez informé sur les innovations du marché et vous vous impliquez dans le processus de fabrication (suivi des travaux en BE et des prototypes). A 25/35 ans, de formation ingénieur thermicien ou technicien IFFI, vous avez une première expérience dans un laboratoire et/ou dans l'industrie frigorifique (climatique). Idéalement, vous connaissez les fluides de substitution et maîtrisez l'anglais (de courts déplacements à l'étranger sont à prévoir). Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. IR/IM, à Mme Chautefleau, Chef du Personnel, Faiveley, 143 boulevard Anatole-France, Carrefour Pleyel, 93200 Saint-Denis.

Faiveley
les systèmes du futur

ECOLE D'INGÉNIEURS EN GÉNIE
DES SYSTÈMES INDUSTRIELS

Ecole gérée par une Association 1901 à pilotage public (Département, Région, Ville et Association d'Anciens Elèves). 600 élèves, 100 enseignants, 40 enseignants-chercheurs.

Dans le cadre de son développement rapide, l'EIGSI, créée en 1990, disposant d'équipements récents et de nouveaux locaux ouverts cette année.

Recherche :
des ENSEIGNANTS-CHERCHEURS A PLEIN-TEMPS (Ingénieurs et/ou DEA, Doctorat)

- (réf. FM), en fabrication mécanique à pourvoir immédiatement
- (réf. I), en informatique
- (réf. AI), en automatique industrielle
- (réf. MA), en mathématiques appliquées
- (réf. PG), en physique générale (électromagnétique)
- (réf. PR), en production
- (réf. AN), en anglais

Postes à pourvoir pour l'été 1993

et des INTERVENANTS pour la rentrée 1993, Spécialistes en :

- (réf. VFM), fabrication mécanique
- (réf. VGE), génie électrique
- (réf. VME), mesures électriques
- (réf. VGP), gestion de projets
- (réf. VIAN), anglais (langue maternelle)
- (réf. VIAL), allemand (langue maternelle)
- (réf. VCE), communication d'entreprise
- (réf. VGM), gestion, management

Merci d'envoyer sous la référence choisie CV, lettre de candidature et prétentions à :

EIGSI, D.P.R. - 2 rue Beaulieu - 17000 LA ROCHELLE



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Le service de l'organisation et du système d'information recherche des

INGÉNIEURS
DE GRANDES ÉCOLES

INGÉNIEURS CONSULTANTS

Vous avez une première expérience de consultant en organisation ou de chef de projet. Vous concevrez des systèmes d'information ou service des laboratoires, des départements scientifiques, des délégations régionales, du comité national... Vous serez responsable de la diffusion de ces produits et services dans tout le CNRS et vous conseillerez vos clients. Réf. 23978.

LE RESPONSABLE DE
L'ASSURANCE QUALITÉ

Vous avez déjà conduit de grands projets. Vous veillerez à la qualité des produits et services, en consultant les chefs de projet, en les aidant à bâtir des dossiers de sous-traitance, en menant des revues de projet et en fixant des procédures. Réf. 23980.

INGÉNIEURS DE RÉALISATION

Vous maîtrisez les technologies modernes de développement informatique : environnements graphiques, architectures client-serveur, bases de données relationnelles (Oracle...), systèmes d'exploitation Windows, Mac/OS, Unix, GCOS7, MVS... Vous participerez à la réalisation de logiciels et vous encadrerez des équipes techniques. Réf. 23979.

L'ADMINISTRATEUR DU
SYSTÈME D'INFORMATION

Vous êtes au moins analyste senior et vous maîtrisez les techniques de modélisation. Vous garantirez la cohérence fonctionnelle des données et des traitements, en constituant un référentiel central que vous ferez partager aux différents concepteurs. Réf. 23981.

Postes basés à Toulouse.

Envoyer CV, photo, lettre de motivation (en précisant la référence du poste choisi) et salaire actuel à EUROMESSAGES - BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex

EUROMESSAGES



PPG Glass Group Europe

Europe

Chimie des Spécialités

RESPONSABLE ASSISTANCE TECHNIQUE A LA VENTE

Groupe International, 33 000 personnes, leader mondial dans les domaines de la chimie, du verre et de la peinture, renforce l'équipe de développement commercial en Europe de sa division chimie et recherche un Ingénieur.

Rattaché au manager européen de la division et en contact étroit avec l'ensemble des services aux USA, il jouera un rôle actif dans le développement des ventes en assurant des responsabilités de préconisation et d'assistance technique auprès des clients industriels et des distributeurs.

Ce poste offre une opportunité de carrière motivante à un ingénieur chimiste, désireux de valoriser une expérience d'environ 10 ans lui ayant donné de solides compétences dans les problèmes d'application, de spécifications techniques, d'homologation.

Il aura de réelles qualités relationnelles, de la curiosité d'esprit, des capacités d'adaptation à un environnement pluriculturel et le goût des voyages. Il sera bilingue Français-Anglais, la connaissance d'une troisième langue sera appréciée.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf.
6A 2511 3M
Discrétion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris



PASTEUR MERIEUX
Sérum & Vaccins

Lyon

recherche pour son

DÉPARTEMENT DÉVELOPPEMENT
ET PRODUCTION DE VACCINS

un chef de service

Vous serez responsable d'une entité de fabrication de vaccins viraux, de l'animation d'une équipe (10 à 20 personnes). Votre mission portera sur la réalisation des programmes de fabrication, la mise au point et l'optimisation de la production, la mise au point et l'optimisation de la production, la gestion d'un budget. Diplômé en Biologie-Biochimie (Ingénieur, Docteur ou Pharmacien), vous avez acquis de préférence une première expérience en virologie ou en culture de cellules animales (Recherche, Développement ou Production). Une pratique de l'environnement réglementaire pharmaceutique serait appréciée, celle de l'anglais est nécessaire.

Vous êtes autonome et prêt à vous investir dans un rôle actif, à exercer des responsabilités opérationnelles, nous vous proposons de rejoindre notre groupe et d'y évoluer.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier complet (C.V., lettre manuscrite) sous référence FPM/2M à notre Conseil INFRAPLAN - 83 boulevard Raspail 75006 PARIS

◆ FORCE ◆ S ◆

INFRAPLAN

PARIS/BARCELONE

Leader Mondial
dans son domaine de
Haute Technologie

CORNING

La Direction Technique Européenne
située près de FONTAINEBLEAU (77) recrute un

INGÉNIEUR
MATÉRIAUX
R&D

de HAUT NIVEAU

Vous souhaitez étendre vos compétences d'Ingénieur Matériaux à des domaines variés et développer de nouveaux produits dans un environnement international de haute technologie.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe R&D pour participer à l'élaboration de composants originaux jouant un rôle de premier plan dans les applications "Electronique Grand Public".

Ingénieur Matériaux ou Physico-Chimiste, diplômé d'une Grande Ecole ou équivalent, vous avez plusieurs années d'expérience dans la conception et le développement de matériaux nouveaux.

Nous recherchons une personnalité à fort potentiel, motivée par la technologie et apte à faire valoir de solides compétences techniques et des qualités relationnelles à tous niveaux.

Merci d'adresser CV et lettre manuscrite à CORNING EUROPE, Service du Personnel, réf.LM/IM, BP 3, 77211 AVON Cedex.

هكذا من الأعمال

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

Ville de CHATEAUROUX
59 000 HABITANTS
CHIEF LIEU DU DEPARTEMENT
DE L'INDRE - REGION CENTRE
Région Centre 360

Directeur de Salles de Spectacles

Gérées sous forme associative

Dans le cadre de la politique culturelle de la Ville, il sera chargé de la définition et de la mise en oeuvre du projet artistique.

A ce titre, il assurera la responsabilité :

- de la programmation et de la diffusion des spectacles,
- de la politique de création,
- du rapport aux publics et de l'action culturelle (formation, relations avec les troupes amateurs...),
- de la gestion de l'ensemble des moyens à mettre en oeuvre pour réaliser les objectifs.

Il sera assisté d'une équipe technique et administrative.

Il aura en charge dans un premier temps la responsabilité d'une salle de 400 places. Il assurera la préparation de l'ouverture - prévue pour octobre 1994 - d'un nouvel ensemble scénique (conseil technique pour l'équipement inclus).

Profil :

- Formation supérieure,
- Compétences artistiques et de politique culturelle confirmées,
- Expérience antérieure de direction d'un théâtre ou expérience de responsabilités équivalentes.

Salaire : références SYNDEAC

Envoyer CV détaillé avec lettre de motivation à M. le Député-Maire de Châteauroux 36012 CHATEAUROUX CEDEX.

VITRY SUR SEINE
82 820 habitants - Ville dans le Val de Marne - Zone d'expansion

Recrute DIRECTEUR GENERAL DES SERVICES TECHNIQUES

Avantages et contreparties des astreintes et obligations primes statutaires, prime de fin d'année, régime de service.

Rattachement : Monsieur le Secrétaire Général
Téléphone : 46.82.88.89

Dans le cadre de la politique municipale, membre de la Direction Générale, placé sous l'autorité du Secrétaire Général et en étroite relation avec lui, vous assurerez les missions suivantes :

- Aménagement et urbanisme.
- Travaux neufs et entretien des bâtiments, de la voirie, des espaces verts.
- Environnement, circulation.
- Habitat.

Vous serez responsable d'une Direction Générale comprenant 360 agents répartis en quatre divisions :

- Division Aménagement / Urbanisme.
- Division Architecture.
- Division Voirie.
- Division Espaces Verts.

Vous serez titulaire du grade d'Ingénieur en Chef 1ère catégorie.

Une importance particulière sera accordée aux critères suivants :

- Sens des responsabilités et du travail en équipe.
- Connaissance de l'aménagement et de l'urbanisme.
- Aptitude et sensibilité à la gestion administrative, financière et du personnel.

ville de Vitry sur Seine

Veuillez adresser votre candidature à Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 2 avenue Youri Gagarine, 94400 VITRY SUR SEINE CEDEX

envie

Le Groupe ENVIE
(19 entreprises d'insertion, 250 salariés)

LEADER sur le secteur de l'électronique d'occasion garanti recherche, dans le cadre de sa forte expansion

DIRECTEURS (H/F) d'unités décentralisées

Dans le respect du concept ENVIE auquel ils adhèrent avec enthousiasme, ils assurent :

- la responsabilité totale de l'exploitation de leur unité,
- le montage de dossiers et la recherche des financements externes ;
- l'intégration de leur entreprise dans le tissu local : public, politique et social

Agés de 28 à 36 ans, dotés d'un fort potentiel humain, ces entrepreneurs démontrent une solide expérience du milieu social et/ou économique. Ils viennent renforcer par leur énergie et leur motivation un projet d'entreprise original. Des défis sont à relever dans les régions :

EST, SUD-EST, PICARDIE, PAYS-DE-LOIRE, RÉGION PARISIENNE.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre de motivation manuscrite, CV, photo) à la Direction Générale :

ENVIE DÉVELOPPEMENT
2, rue du Tonkin, 13015 MARSEILLE

MAIRIE DE PARIS

Pour répondre aux multiples attentes des parisiens, nous employons plus de 35 000 agents qui mettent en commun leurs compétences professionnelles, leur sens du service public et leur capacité d'innovation. Nous organisons un concours exceptionnel pour le recrutement de

25 INGÉNIEURS DES TRAVAUX

Vous êtes âgés de moins de 35 ans au 1er janvier 1993 et possédez une formation supérieure (grandes écoles d'ingénieurs, DEA ou DESS d'informatique ou de Génie Civil).

Vous participerez à l'aménagement, au développement et la gestion de la capitale. Vous observerez et analyserez les phénomènes urbains et interviendrez dans la compréhension des besoins de la population. Nous vous confierons également l'élaboration des projets dans le domaine du génie urbain.

Les épreuves se dérouleront à partir du 26 avril 1993.

Pour ce concours, merci de renvoyer les dossiers d'inscription jusqu'au 8 mars 1993 inclus, à la Direction de l'Administration Générale - Bureau du Recrutement - 2, rue Lobau 75004 PARIS.

LE MONDE DES COMMERCIAUX

Spécialiste de la vente de logiciels micro-informatique et vente de services associés, HIS apporte des solutions uniques et complètes auprès des grands comptes (Banque, Industrie, Administration).

En véritable partenaire, nous avons su en 4 ans apporter à nos clients une logistique performante et réaliser ainsi une forte croissance (CA 1992: 190 MF, 45% de croissance).

HIS
Havard Information Support

INGENIEURS COMMERCIAUX SENIORS

A 28/35 ans, de formation supérieure, vous possédez nécessairement une première expérience de la vente de services ou de logiciels informatiques auprès de grandes entreprises.

Au sein d'une structure légère, vous prendrez en charge la prospection, le développement et la gestion de clients Grands Comptes. Vous aurez auprès de vos interlocuteurs (Directeur Informatique, Bureau d'achat et Achats), toute latitude pour définir leurs besoins, analyser les stratégies (bureautiques, réseaux...), assurer la formation, l'installation, la gestion du parc micro.

INGENIEURS COMMERCIAUX JUNIORS

A 25/27 ans, votre première expérience commerciale ou technico-commerciale dans le secteur informatique oriente naturellement votre carrière vers la gestion de Grands Comptes.

En binôme avec un responsable de secteur, vous assurerez le développement de nos ventes auprès de nos clients stratégiques. En fonction de vos résultats, vous aurez rapidement de larges possibilités d'évolution.

Envoyer CV + photo + lettre de motivation + prétentions à Mr H. JEZIC, HIS, 21 rue de Clichy, 92548 Saint-Ouen Cedex.

ALLEMAGNE

développez et gérez notre principale implantation internationale

Votre marché : Les pays de langue Allemande

Votre profil : Classe, entreprenant, dynamique

Votre parcours : Formation supérieure et 10 ans de réussite dans la négociation et l'animation en pays de langue allemande

Notre produit : Grande marque alimentaire

Notre groupe : Un prestige mondial dans les produits de luxe

Pour ce poste basé en France, nous vous proposons de confronter nos ambitions et votre expérience.

Recevoir sous réf.
PA 2515 3M
Description absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

SECTEURS PUBLIC ET ASSOCIATIF

CRSTOM recrute par voie de concours (H/F) pour ses programmes scientifiques à l'étranger (toutes régions)

5 CHARGES DE RECHERCHE de 1ère classe (CR1)

Les postes sont à pourvoir dans les domaines scientifiques suivants :

- **HYDROLOGIE, PÉDOLOGIE**
 - Spécialiste en gestion des systèmes irrigués
- **HYDROBIOLOGIE, OCÉANOGRAPHIE**
 - Ecologiste spécialiste dans l'étude des réseaux trophiques des milieux aquatiques
 - Eco-modélisateur
- **SCIENCES SOCIALES**
 - Economiste-statisticien pour des recherches de micro-développement
 - Socio-ethnologue pour des recherches sur la gestion de l'environnement

Pour être admis à concourir, les candidats doivent être titulaires de l'un des titres suivants :

"Nouvelle Thèse" ou doctorat d'état
 Doctorat de 3ème cycle, diplôme de doctor ingénieur ou DEBH et réunir 4 années d'exercice des métiers de la recherche
 Titre universitaire étranger ou travaux scientifiques équivalents.

17 CHARGES DE RECHERCHE de 2ème classe (CR2)

Les postes sont à pourvoir dans les domaines scientifiques suivants :

- **GÉOLOGIE, GÉOPHYSIQUE**
 - Géotectonique
- **HYDROLOGIE, PÉDOLOGIE**
 - Pédologue spécialiste de l'érosion
 - Hydrologue
 - Pédologue physicien
- **HYDROBIOLOGIE, OCÉANOGRAPHIE**
 - Océanographe physicien flux interface
 - Halimite écologiste dynamique
- **SCIENCES DU MONDE VÉGÉTAL**
 - Spécialiste en biologie moléculaire et génétique de champignons filamentaires
 - Zoologiste spécialiste de la dynamique des populations et de la modification des milieux par les végétaux
 - Physiologiste végétal spécialiste de l'étude des interactions entre la plante et les phytophages
 - Botanique générale
- **SCIENCES BIOLOGIQUES ET BIOCHIMIQUES APPLIQUÉES À L'HOMME**
 - Entomologiste médical compétent en trypanosomose humaine, étude et contrôle des glossines
 - Médecin parasitologiste compétent en entomologie médicale
 - Médecin clinicien spécialiste du SIDA et compétent en sérologie
- **SCIENCES SOCIALES**
 - Démographe pour des recherches sur les migrations internationales
 - Géographe pour des recherches sur l'environnement urbain
 - Démographe
 - Géographe ruraliste

Pour être admis à concourir, les candidats doivent être titulaires de l'un des titres suivants :

"Nouvelle Thèse" ou doctorat d'état / Doctorat de 3ème cycle / diplôme de doctor ingénieur / DEBH / DEBSO / Titre universitaire étranger ou travaux scientifiques équivalents.

Les dossiers d'inscription sont à retirer à la même adresse.

Date de clôture des inscriptions : 15 mars 1993

le cachet de la poste faisant foi. (jusqu'à 17 heures pour dépôt des dossiers au bureau des concours)

Tout dossier incomplet sera rejeté.

Le Conseil Général SEINE & MARNE

RECHERCHE

Vous aurez la responsabilité de la Direction des Ressources Humaines et assurerez le recrutement, la formation, la gestion des carrières et la paie du personnel (1700 agents), l'action sociale, la communication interne.

Vous serez notamment chargé(e) de la mise en place d'une gestion prévisionnelle, la politique de formation, la réforme du statut informatique de la Direction, et la politique sociale en faveur du personnel.

Homme ou femme de dialogue et d'écoute, ayant le sens aigu des relations humaines, possédant d'aptitudes à la négociation avec les partenaires institutionnels et à la conduite de projets innovants, vous mettrez votre expérience et votre rigueur au service de la Direction au sein d'une collectivité d'envergure nationale.

Membre de l'équipe de direction, vous serez chargé(e) de 39 collaborateurs.

Conditions de recrutement : Mutation dans le cadre d'emplois des administrateurs ou des directeurs territoriaux ou détachement selon conditions statutaires.

Adressez C.V. + photo + candidature manuscrite à M. le Président du Conseil Général Direction Générale - Hôtel du Département 77010 MELUN cedex.

Epinay sur Seine

- Seine-Saint-Denis
- 49.000 habitants
- A 10 mn de Paris-Nord
- Ligne C du RER

ATTACHE TERRITORIAL
 Chargé des Affaires Juridiques et Contentieuses

Titulaire d'une maîtrise de Droit Public, vous avez une expérience en collectivité locale. Nous vous proposons de diriger le service du Conseil Municipal et du Contentieux et d'apporter aux services, aide et conseil juridique.

RESPONSABLE DE LA NOUVELLE CUISINE CENTRALE (3.500 repas - effectifs : 25 personnes environ)

Dans le cadre de la création de notre nouvelle cuisine centrale (juin 94), nous recherchons un spécialiste de la cuisine froide, désireux de développer ses qualités de gestionnaire.

Chargé, dans un premier temps, de conduire un projet valorisant dans le but d'assurer la transition entre le système de restauration collective actuel et la cuisine centrale, vous serez appelé, dès son ouverture, à diriger ce nouvel établissement : encadrement du personnel, gestion des budgets de fonctionnement, contacts avec les partenaires extérieurs, assistance auprès des utilisateurs.

Une expérience en collectivité serait vivement appréciée.

Recrutement par voie de mutation ou par contrat.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi à M. le Maire, Hôtel de Ville, 3 rue Quétigny, 93806 EPINAY SUR SEINE.

67.000 HABITANTS - BANLIEUE OUEST - RER 15 MN DE L'ETOILE - RECRUTE

POUR SA DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES TECHNIQUES

ATTACHE TERRITORIAL ASSURANT LA GESTION DES MARCHÉS ET CONTRATS

Vous prendrez en charge l'étude, la rédaction, la gestion administrative et financière des marchés de travaux, contrats de prestations de services et contrats d'occupation du domaine public.

Agé de 30 ans environ, vous êtes titulaire d'une maîtrise de Droit Public-gestion des collectivités territoriales. Dynamique et organisé, vous possédez un esprit de synthèse, de réelles capacités d'analyse et de rédaction, ainsi que des qualités relationnelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et photo à : M. le Maire, Service du Personnel, Mairie de Rueil-Malmaison, 13 bd du Maréchal Foch, 92501 RUEIL-MALMAISON cedex

CONSEIL GÉNÉRAL
 UNE FORCE VIVE EN LOT-ET-GARONNE

CHARGE DE MISSION (Cadre A)

En qualité de chargé de mission d'un Service Juridique et Contentieux, vous assurerez la coordination des services départementaux.

Adresser candidature et CV à M. le Président du Conseil Général de Lot-et-Garonne, Bureau des Relations Humaines, Hôtel de la Préfecture, 47000 AGEN CEDEX 9.

MINISTRE DE LA JUSTICE

Protection Judiciaire de la Jeunesse recrute par voie de concours national

QUATRE VINGT-DIX EDUCATEURS (TRICES)

Date limite de retrait des dossiers d'inscriptions : 24 février 1993

Concours externe ouvert au niveau DEUG, DUT, diplôme équivalent ou diplôme d'Etat d'Educateur Spécialisé.

Concours interne ouvert aux fonctionnaires ou agents de l'Etat justifiant de 5 ans de service public.

FORMATION RÉMUNÉRÉE

N° Vert : 05 63 78 91

67.000 HABITANTS - BANLIEUE OUEST - RER 15 MN DE L'ETOILE - RECRUTE

POUR SON SERVICE ENSEIGNEMENT

REDACTEUR OU ATTACHE

Vos principales missions seront :
 - de gérer les dossiers d'assurance scolaire et d'organiser :
 - les sorties pédagogiques ou animations prévues par la Ville
 - le ramassage scolaire,
 - les Noël dans les écoles maternelles,
 - diverses manifestations avec le personnel enseignant.

Vous êtes titulaire d'un Bac et avez des compétences en bureautique. Dynamique, organisée(e), vous possédez le sens des responsabilités et de réelles capacités relationnelles.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV et photo à : M. le Maire, Service du Personnel, Mairie de Rueil-Malmaison, 13 bd du Maréchal Foch, 92501 RUEIL-MALMAISON cedex

RECHERCHE SON

DIRECTEUR ADJOINT DE CABINET

En collaboration avec le Directeur de Cabinet, vous serez amené à participer à l'organisation, à la gestion et au suivi des travaux.

Votre formation de généraliste (diplôme de l'enseignement supérieur ou grande école de commerce) vous permettra de vous intéresser à l'ensemble des problèmes sociaux, économiques, éducatifs, se posant dans un cadre de dimension régionale et de suivre des travaux de commission. Par ailleurs, vous prendrez part à des groupes de travail importants.

Vous avez entre 35 et 45 ans. La qualité de votre expression nécessaire à la rédaction de documents et de notes d'analyse et de synthèse, s'ajoute à votre sens de la communication, votre esprit d'initiative et votre disponibilité.

Vous pouvez justifier d'une expérience confirmée de cabinet.

Poste basé à Paris.

هكذا من النمل